

**SALON MORTUAIRE
DESJARDINS
ARBORE**

À votre service...

Yvon Tétreault, gérant
Claude Lavack
Joanne Morin-DeKlerck
Allison Mah
Lynette Lafrenière-Brussé
S. Rose Desrochers, SNJM
Aline Robidoux
Mona Berard
Eugène Prieur
Roger Lambert
Diane Rioux
Carmelle Abraham

357, rue Deslauriers
St-Boniface, Manitoba R2H 2N6
(204) 233-4949
1-888-233-4949

La LIBERTÉ

**AGENCE
de VOYAGES
et
d'ASSURANCES
D'ESCHAMBAULT**

136, boul. Provencher
**VOYAGES
233-3457
autopac
237-4816**

Vol. 86 n°49 • du 24 au 30 mars 2000 • SAINT-BONIFACE

88 ¢ + taxes

Vive la France !

À l'occasion de la Semaine de la francophonie, *La Liberté* vous offre un spécial sur la culture française au Manitoba. Découvrez avec nous comment nos cousins français s'adaptent à la vie au Canada.

■ Pages 16 à 19.

Citation de la semaine

« Ce n'est pas avec des subventions de 6 000 \$ qu'on développe une communauté. »

Le président-directeur général de la SFM, Daniel Boucher, avait un message clair à livrer aux représentants du ministère d'Industrie Canada qui étaient de passage à Saint-Boniface le 23 mars pour présenter leur plan de développement communautaire.

■ Page 5.

Le SOMMAIRE

■ Emplois et avis	24 et 25
■ Petites annonces	25
■ La Liberté Loisirs	9 à 20
■ Télé-horaire	20
■ Nécrologie	27
■ Sport	45
■ Économie	21 et 22

Comment nous rejoindre?

Téléphone: 237-4823
Télécopieur: 231-1998
Sans frais: 1-800-523-3355
la.liberte@presse-ouest.mb.ca

Le français qui se fête



photo: Sandra Poirier

Pour une quatrième année consécutive, jeunes et moins jeunes se sont réunis à l'école Gabrielle-Roy pour la fête communautaire francophone d'Île-des-Chênes, Francofoire. Chambre à air, artisanat, bricolage, improvisation, bingo, courses à obstacles, films et jeux de société étaient au nombre des activités auxquelles parents et enfants ont participé le 19 mars, à l'occasion de la Semaine nationale de la francophonie. La Semaine a d'ailleurs suscité l'enthousiasme de plusieurs écoles. À Précieux-Sang, par exemple, des activités ont été organisées tout au long de la semaine, qui s'est clôturée le 17 mars par une soirée dansante organisée par les parents.

SAINT-JEAN-BAPTISTE

Des acheteurs pour le couvent

Sandra POIRIER

Le couvent de Saint-Jean-Baptiste pourrait être converti en un Bed & Breakfast Country Inn par un couple de Winnipeg qui s'y connaît en tourisme, Bonnie et Brian Krulicki. Bonnie Krulicki est agente de voyages et Brian Krulicki travaille dans le domaine hôtelier. Ils sont intéressés à acheter le couvent de Saint-Jean-Baptiste pour le convertir en un établissement hôtelier de prestige.

« Nous voulons attirer des personnes de la ville et des environs ainsi que des gens des États-Unis, de la France et du reste du Canada, qui pourraient découvrir les attraits

touristiques et la culture francophone du Manitoba », indique Bonnie Krulicki.

« Nous avons aussi des idées pour offrir des forfaits pour les personnes de l'âge d'or de l'Est du pays », poursuit Brian Krulicki.

Le couvent pourrait abriter dix chambres à coucher, quatre suites, une salle à dîner de distinction ouverte au public, une salle à dîner réservée aux petits déjeuners, une salle familiale avec jeux, une bibliothèque et une boutique d'artisanats d'artistes locaux.

Les deux investisseurs ont une bonne idée de l'envergure de leur projet. « C'est un projet évalué entre 700 000 \$ et 1,5 million \$, précise Bonnie Krulicki. C'est pour cette raison que nous sommes présentement à la recherche

d'investisseurs qui voudraient se joindre à nous.

« Au départ, nous pourrions créer environ six à huit emplois dans la région, poursuit Brian Krulicki, et avec le temps, cela pourrait peut-être aller jusqu'à 16 emplois et peut-être plus s'il y a la construction d'un casino à Roseau. »

Bonnie et Brian Krulicki indiquent qu'une institution financière est déjà prête à leur accorder un prêt pour ce projet.

Lors de l'assemblée générale annuelle de la Corporation de développement communautaire de Montcalm, Bonnie et Brian Krulicki ont entre autres discuté de leur projet avec l'architecte Guy Préfontaine.

En cette Semaine nationale de la francophonie, la Société franco-manitobaine (SFM) vous invite à vous divertir et à vous informer en français avec nos médias francophones.

Les médias francophones du Manitoba.

les multiples voix de notre communauté !

SFM
LA SOCIÉTÉ FRANCO-MANITOBAINE

La LIBERTÉ



Radio-Canada
Manitoba

CPF Canadian Parents for French
Manitoba



CBC Manitoba



Renseignements importants sur les programmes d'aide financière à l'agriculture

Le gouvernement du Canada s'engage à assurer l'avenir de l'agriculture et des collectivités rurales du pays. Il a élaboré un plan qui comprend une stratégie à court terme et une réforme à long terme. Ce plan contient notamment les mesures suivantes :

- La création d'un programme à frais partagés avec la province de la Manitoba, selon la formule 60:40, afin d'accorder aux céréaliculteurs un paiement unique de 100 millions de dollars pour les aider à s'adapter à la hausse des coûts de transport au moment où leur revenu se maintient à la baisse;
- Des démarches visant à mettre fin aux subventions agricoles qui faussent le jeu des échanges à l'échelle internationale;
- La réforme du système de transport afin de réduire les coûts des agriculteurs;
- L'allocation d'une somme additionnelle d'un milliard de dollars, sur une période de deux ans, en plus des 600 millions de dollars qui sont versés annuellement dans le cadre des programmes de protection du revenu agricole.

Au bas de cette annonce, vous trouverez une liste des programmes d'aide financière à l'agriculture dont les agriculteurs peuvent tirer parti **DÈS MAINTENANT** afin de faire face aux problèmes actuels en matière de revenu agricole. Le gouvernement du Canada continue de travailler, de concert avec les provinces et les agriculteurs, afin d'améliorer ces programmes et de s'assurer de l'avenir des producteurs agricoles du pays.

Dates-clés

CSRN

Le Compte de stabilisation du revenu net (CSRN) permet aux producteurs de déposer de l'argent chaque année dans un compte et de recevoir des contributions gouvernementales de contrepartie. Les années où leur revenu est faible, les producteurs peuvent retirer de l'argent de leur compte jusqu'à concurrence du montant auquel ils ont droit. Le solde des comptes des producteurs de la Manitoba se chiffre actuellement à 411 millions de dollars. En 1999, ceux-ci avaient droit de retirer collectivement quelque 173 millions de dollars.

Date limite de présentation des demandes

Demande individuelle pour 1999 :	15 juin 2000
Demande d'une entreprise et d'une coopérative pour 1999 :	30 juin 2000
Demande de retrait provisoire du CSRN pour l'an 2000 et 2001 :	31 décembre 2000

ACRA 1998/99

Le Programme d'aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole est financé à 60 % par le gouvernement fédéral et à 40 % par les provinces. Il est accessible aux agriculteurs dont la marge bénéficiaire brute a chuté radicalement par rapport aux années précédentes. On prévoit que par l'entremise de ce programme, plus de 123 millions de dollars seront versés aux exploitants des agricoles Manitoba pour les années 1998 et 1999. Les producteurs peuvent maintenant se procurer des formulaires de demande pour le programme ACRA de 1999.

Date limite de présentation des demandes

Demande d'aide ACRA 1998 au titre des marges négatives seulement :	31 mars 2000
Demande de paiement provisoire pour l'ACRA 1999 :	31 mars 2000
Demande finale pour l'ACRA 1999 :	31 juillet 2000

Assurance-récolte

Le gouvernement du Canada assume une bonne partie du financement des programmes d'assurance-récolte afin de s'assurer qu'ils sont accessibles et abordables pour les producteurs. L'assurance-récolte atténue les effets économiques des pertes de récoltes attribuables à des risques naturels comme la sécheresse, les inondations, le vent et la grêle.

Date limite d'inscription

Manitoba — tous les produits : 31 mars 2000

Programme d'avances de crédit printanières

Le gouvernement du Canada a mis en place un nouveau Programme d'avances de crédit printanières dans le cadre duquel les producteurs canadiens pourront maintenant demander un prêt sans intérêt pouvant atteindre jusqu'à 20 000 \$. La souscription à l'assurance-récolte est une condition d'admissibilité à une avance de crédit printanière.

Les producteurs pourront se procurer des formulaires de demande à compter du 24 mars en s'adressant à la Commission canadienne du blé ou à leur association.

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS, VEUILLEZ COMMUNIQUER AVEC :

Administration de l'ACRA	1-888-592-4314
Manitoba Crop Insurance	1-204-239-3499
Administration du CSRN	1-800-665-6472
Commission canadienne du blé	1-800-275-4292

 Agriculture et Agroalimentaire Canada Agriculture and Agri-Food Canada

Canada

A VEZ-VOUS CE QU'IL FAUT ?

La Société canadienne d'hypothèques et de logement est un organisme déterminé à fournir à la population canadienne un vaste choix de logements de qualité, à prix abordable. Elle recherche présentement les personnes suivantes pour les régions des Prairies, du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest :

**SOUSCRIPTEUR(TRICE)S
RÉSIDENTIEL(LE)S**
43 732 \$ - 54 652 \$ / CALGARY, ALBERTA

En poste à Calgary, au sein d'un environnement informatisé, vous assurerez l'administration efficace de l'assurance hypothécaire de prêts pour des maisons individuelles. Partenaire de prêteurs agréés, vous prendrez connaissance de leurs objectifs d'affaires et verrez à les atteindre, en plus de diagnostiquer les facteurs de risque.

Idéalement, vous possédez un diplôme universitaire dans un domaine pertinent jumelé à une expérience en souscription d'assurance-prêt hypothécaire, en législation des propriétés immobilières de même qu'en gestion du risque et/ou en services bancaires aux particuliers. Une combinaison équivalente de formation et d'expérience sera aussi considérée. Enfin, vous avez d'excellentes aptitudes pour la communication orale et écrite en plus de montrer de la facilité à établir des relations avec les membres de l'industrie de la construction.

Si ce poste vous intéresse, veuillez acheminer votre curriculum vitae au plus tard le **5 avril 2000**, accompagné d'une lettre de présentation, au **Ressources humaines, Société canadienne d'hypothèques et de logement, 708, 11^e Avenue S.-O., pièce 500, Calgary (Alberta) T2P 2N9. Télécopieur : (403) 515-2930; courriel : edisman@cmhc-schl.gc.ca**

**MEMBRE BILINGUE ASSOCIÉ(E)
DE L'ÉQUIPE, FINANCES ET
ADMINISTRATION**
26 390 \$ - 32 968 \$ / WINNIPEG, MANITOBA

En poste à Winnipeg, vous travaillerez dans les deux langues officielles et serez responsable des activités de réception ainsi que du traitement du courrier reçu et à expédier. En plus de vous acquitter de diverses tâches administratives liées aux installations, à l'approvisionnement en documents et au contrôle des fournitures, de l'équipement et de l'ameublement, vous effectuerez également certaines fonctions comptables telles que la réception et le contrôle des fonds.

De nature minutieuse, vous affichez une bonne connaissance des applications informatiques et commerciales telles que le traitement de texte et le chiffrier électronique. Seule la candidature de personnes parfaitement bilingues sera considérée. Les connaissances linguistiques seront évaluées à l'aide de tests.

Si ce poste vous intéresse, veuillez acheminer votre curriculum vitae au plus tard le **31 mars 2000**, accompagné d'une lettre de présentation, au **Ressources humaines, Société canadienne d'hypothèques et de logement, 708, 11^e Avenue S.-O., pièce 500, Calgary (Alberta) T2P 2N9. Télécopieur : (403) 515-2930; courriel : edisman@cmhc-schl.gc.ca**

À titre d'employeur valorisant la diversité, la SCHL invite les membres des groupes désignés suivants à poser leur candidature : personnes handicapées, Autochtones, membres de minorités visibles et femmes.

Nous remercions tou(te)s les candidat(e)s de leur intérêt; toutefois, nous ne communiquerons qu'avec les personnes sélectionnées pour une entrevue.

Pour obtenir plus d'information sur la SCHL, veuillez visiter notre site Web à :

www.cmhc-schl.gc.ca



**AU COEUR DE L'HABITATION
Canada**

**Vous avez des événements
à signaler?**

Composez le 237-4823 ou le 1-800-523-3355.

La LIBERTÉ

Journal hebdomadaire
publié le vendredi
par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190
383, boulevard Provencher
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 3B4

Directrice et rédactrice en chef: **Sylviane LANTHIER** • Journalistes: **Daniel BAHUAUD, Sandra POIRIER et Érick THÉBERGE** • Caricaturiste: **Cayouche (Réal BÉLARD)** • Bicol: **Roxanne BOUCHARD, Stéphanie LÉGARÉ et Véronique TOGNERI** • Chef de la production et coordonnatrice de la publicité: **Véronique TOGNERI** • Secrétaire administrative: **Roxanne BOUCHARD** • Publicité: **Pascal DUBÉ** • Développement de photos: **Hubert PANTEL**

Les bureaux sont situés au 383, boulevard Provencher et sont ouverts de 9 h à 17 h du lundi au vendredi. Toute correspondance doit être adressée à La Liberté, Case postale 190, Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4. Les lettres à la rédaction seront publiées si leur contenu n'est pas diffamatoire et leur auteur(e) facilement identifiable. Téléphone: (204) 237-4823 • Sans frais: 1-800-523-3355 • Télécopieur: (204) 231-1998.

L'heure de tombée pour les annonces est le lundi à midi. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %. Nos annonceurs ont jusqu'au mercredi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du

journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

L'adresse Internet: <http://www.presse-ouest.mb.ca> • Courriel électronique: la_liberte@presse-ouest.mb.ca

L'abonnement annuel: **Manitoba: 28,50 \$ (TPS et taxe provinciale incluses)** • **Ailleurs au Canada: 32,10 \$ (TPS incluse)** • **États-Unis: 90 \$** • **Outre-mer: 125 \$** • Les abonnés manitobains qui passeront une partie de l'année aux États-Unis devront payer un supplément de 5 \$ par mois. Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

Le Journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de **Derksen Printers & Steinbach**.

N° de la convention: 1374079 • PAP 7996

ISSN 0845-0455



OPSOM
Représentation nationale:
1-800-30PSOM
(613) 241-5700



Fondation
Donation Frémont

La GRC sous enquête

Le Commissariat aux langues officielles se mêle au dossier des services en français de la Gendarmerie royale du Canada.

Sandra POIRIER

Rien ne va plus dans le projet d'établissement d'un détachement de la Gendarmerie royale canadienne (GRC) entièrement bilingue à Saint-Pierre-Jolys. Le Commissariat aux langues officielles a dépêché des enquêteurs au Manitoba pour se pencher sur la question ; l'Association des juristes d'expression française du Manitoba (AJEFM) a formé un comité pour établir des stratégies ; et les ministres Greg Selinger et Gord Mackintosh, suivent le dossier de près.

Depuis le 20 mars, des enquêteurs du Commissariat aux langues officielles font la cueillette de toutes les informations relatives au dossier des services en français de la GRC, dossier qui évolue lentement. « Cette cueillette se fait auprès de la communauté et auprès de la GRC, explique le représentant au Commissariat pour les bureaux du Manitoba et de la Saskatchewan, Gérard Gagnon. Il se pourrait qu'une stratégie d'action soit établie par le

Commissariat aux langues officielles pour qu'un suivi plus formel soit établi pour répondre aux exigences de la Loi sur les langues officielles. La commissaire, Dyane Adam, pourrait aussi entamer des rencontres avec le commissaire de la GRC. »

Rappelons que des négociations ont lieu depuis longtemps entre la GRC et la communauté afin d'établir à Saint-Pierre-Jolys un détachement entièrement bilingue. Ce dossier s'inscrit dans l'esprit du rapport Chartier sur la livraison des services en français au Manitoba. Un modèle de services policiers, élaboré en juin 1999, avait même été reçu par le Commissariat aux langues officielles comme un modèle à suivre au pays. Ce modèle proposait la création de bureaux communautaires dans des localités à forte concentration francophone, et comportait la création d'un poste de coordonnateur des services en français à la GRC et l'obtention d'un détachement entièrement bilingue à Saint-Pierre-Jolys dans les trois années qui suivaient.

Depuis le dépôt de ce rapport, c'est sur la base de ses recommandations que des négociations se poursuivaient entre la GRC et l'AJEFM, représentant les intérêts des francophones dans ce dossier. Les négociations se sont embourbées quand des changements sont intervenus au sein de la GRC. L'approche d'élections provinciales a aussi contribué à ralentir la progression du dossier, forçant l'AJEFM à porter sa cause devant un tribunal fédéral en octobre dernier.

Par la suite, les discussions ayant repris, l'AJEFM a demandé un sursis à la cour, qui n'entendra donc pas la cause avant le 1er mai 2000.

Où en sommes-nous ?

Le détachement de Saint-Pierre-Jolys verra-t-il le jour ? Il semblerait que la GRC choisisse un autre chemin pour s'acquitter de ses devoirs envers les francophones. Selon le conseiller spécial au Secrétariat des services en langue française, Edmond LaBossière, la GRC discute avec ses détachements de Carman, Morris, Treherne et Steinbach de



Archives La Liberté

Guy Jourdain.

la possibilité d'ouvrir des sous-bureaux dans les régions de Saint-Claude, Saint-Jean-Baptiste, Notre-Dame-de-Lourdes et La Broquerie. Ces sous-bureaux permettraient d'y rencontrer un officier bilingue à la suite d'un rendez-vous fixé par l'entremise d'une personne à la réception.

La GRC a jusqu'à la fin mars pour discuter avec ses détachements, précise Edmond LaBossière, qui ajoute que « ce n'est pas quelque chose de nouveau. Le détachement de Saint-Pierre-Jolys comporte des sous-bureaux à Lorette et à Niverville. »

L'AJEFM a pour sa part créé la semaine dernière un comité qui se penchera sur le dossier (1). « La GRC semble prête à avancer avec les sous-bureaux en région, mais le détachement entièrement bilingue à Saint-Pierre-Jolys est

bloqué. Ce comité envisagera donc des stratégies pour faire avancer le dossier », mentionne le coordonnateur de l'AJEFM, Guy Jourdain.

Du côté de la Province, le ministre responsable des Services en langue française, Greg Selinger, et le ministre de la Justice, Gord Mackintosh, ont fait parvenir aux dirigeants de la GRC une lettre conjointe datée du 2 février. La lettre, adressée à l'assistant du commissaire de la GRC, T. W. Egglestone, encourage la GRC à rencontrer les recommandations de rapport Chartier.

La réponse de la GRC à cette lettre demeure inconnue puisque les ministres Greg Selinger et Gord Mackintosh n'ont pu être joints avant d'aller sous presse.

(1) Le comité de l'AJEFM est composé de : Marianne Rivoalen, Guy Jourdain, Antoine, Hécault, et André Dufour. Le juge Michel Chartier pourrait aussi se joindre au comité.

JEUNESSE

Carmelle Mulaire quitte le CJP

La directrice générale du Conseil jeunesse provincial (CJP), Carmelle Mulaire, quittera bientôt son poste pour entreprendre de nouvelles fonctions.

Carmelle Mulaire entrera à l'emploi du Centre de santé de Saint-Boniface le 17 avril, à titre d'organisatrice communautaire.

Après avoir été à l'emploi du Conseil de développement

économique des municipalités bilingues, Carmelle Mulaire assumait la direction générale du CJP depuis un an. « Au CJP, j'ai fait des changements physiques et organisationnels qui vont, je l'espère, être utiles, mentionne-t-elle. Le conseil d'administration du CJP est très, très fort en ce moment, alors je sais que je ne les mets pas dans une position difficile en partant. »

Son travail au CJP, dit-elle, était très exigeant en terme de temps et Carmelle Mulaire souhaite

pouvoir se consacrer davantage à sa vie familiale; c'est en partie ce qui a motivé sa décision. « Au Centre de santé, je vais continuer de travailler, entre autres, pour la clientèle jeunesse que j'adore, ajoute-t-elle. Et la santé est en ce moment ce qu'a été l'éducation ou le développement économique : c'est un domaine où il y a beaucoup de besoins et donc beaucoup à faire pour améliorer les services disponibles en français. »

S. L.



**VOYAGES
D'ESCHAMBAULT**

LISE GRENIER
DIANE DEMARÉ
BRIGITTE HINTHER

Conseillères

Sans frais : 1-877-450-2555

Tél. : (204) 233-3457

Fax : (204) 233-2313

Courriel : deschtld@escape.ca

136, boulevard Provencher
Winnipeg (Manitoba)
Canada R2H 0G3

Qualité
Inno
Service

**Notre spécialité,
c'est la qualité du grain canadien.**

Grâce à notre expertise, nous pouvons vous aider
à percer des marchés hautement compétitifs.

Communiquez avec nous.

Téléphone : 1-800-853-6705

Site Web : www.ccg.ca

Courriel : contact@ccg.ca

Centre de services de Brandon

559, 8e Rue, unité 3

Brandon (Manitoba) R7A 3X8

Téléphone : (204) 726-7665 ou 7675

Centre de services de Winnipeg

1054, chemin Pembina

Winnipeg (Manitoba) R3T 1Z8

Téléphone : (204) 983-2790



Commission canadienne
des grains Canadian Grain
Commission

Canada

Rectificatif

La chronique religieuse parue le 3 mars faisait le résumé d'une conférence donnée par Gerald Arbuckle. Malheureusement, le nom de M. Arbuckle a été mal orthographié à la parution de l'article. Nous en sommes désolés.

**Recyclez
ce journal!**

Mot du président

Miser sur la continuité

Presse-Ouest annonce l'embauche de Pascal Dubé au poste de directeur et de rédacteur en chef par intérim de *La Liberté*. À l'emploi de *La Liberté* depuis janvier 1998, Pascal Dubé a été journaliste jusqu'en juillet 1999. Il occupe depuis la fonction de journaliste sportif et de représentant publicitaire. Ce mélange d'expérience permet à Pascal Dubé d'avoir une bonne vision d'ensemble du fonctionnement du journal. Nous misons donc sur lui pour poursuivre l'excellent travail amorcé par sa prédécesseure, Sylviane Lanthier.

Presse-Ouest profite de l'occasion pour souligner le travail extraordinaire réalisé par Sylviane Lanthier au cours des dix dernières années et désire lui exprimer sa profonde gratitude pour son travail professionnel au cours des ans. Sylviane Lanthier s'est jointe à l'équipe de *La Liberté* en juin 1990 à titre de journaliste. Au fil du temps, elle a franchi, toujours avec succès, les échelons jusqu'au poste de directrice et rédactrice en chef du journal, poste qu'elle occupe depuis avril 1997. Merci Sylviane, félicitations pour l'obtention de ton prix Réseau et bonne chance dans tes nouvelles fonctions.

Pascal Dubé occupera de façon intérimaire le poste de directeur et de rédacteur en chef de *La Liberté* à compter du 1er avril et jusqu'à la fin octobre, après quoi le conseil et la direction du journal pourront évaluer l'ensemble de la situation. Nous sommes confiants que Pascal Dubé réussira à relever les défis qui l'attendent et qu'il pourra occuper le poste de façon définitive.

D'ici là, le conseil d'administration de Presse-Ouest désire annoncer que *La Liberté* continuera d'être le journal fanco-manitobain par excellence avec une équipe de première qualité. L'équipe continuera d'œuvrer pour vous offrir chaque semaine le meilleur journal possible et poursuivra le développement de stratégies qui permettent d'assurer le succès de *La Liberté*, au plus grand profit de nos lecteurs et annonceurs. Nous vous invitons donc par la même occasion à manifester votre appui au journal en abonnant un ami ou un membre de votre famille!

Encore une fois, merci Sylviane et bonne chance à Pascal.

*Le président du conseil d'administration.
Hubert Bouchard*



CENTRE YOVILLE Diététiste autorisé(e)

Le Centre Youville accepte actuellement des candidatures au poste suivant : **éducateur(trice) spécialiste du diabète.**

Organisme fondé par les Sœurs de la Charité de Montréal (Sœurs Grises) et comportant deux centres de ressources de santé gérés par des infirmières, le **Centre Youville** est à la recherche d'un(e) diététiste autorisé(e) à temps plein, affecté au **Centre de ressources pour les personnes atteintes du diabète**, situé à Winnipeg, au Manitoba.

Qualités requises :

- membre de l'Association manitobaine des diététistes professionnels (MARD);
- préférablement un(e) éducateur(trice) agréé(e) en diabète;
- expérience de travail récente auprès des personnes atteintes du diabète et de leurs familles;
- facilité de communiquer en français et en anglais.

Date limite de candidature : **le 7 avril 2000**

Les personnes intéressées à postuler sont priées de faire parvenir à l'adresse suivante leur curriculum vitae et le nom de trois (3) personnes pouvant fournir une référence :

**Directrice générale
Centre Youville
33, rue Marion
Winnipeg (Manitoba) R2H 0S8
(204) 233-0262**

SI LES CANAYENS SONT ORGUEILLEUX DE LEUR POUTINE ET DE LEUR CARIBOU, LA RUSSIE, ELLE, EST FIÈRE DE SON VODKA ET DE SON POUTINE !



CORRECTION

ORDONNANCE N° 1

AVIS DE MISE EN VIGUEUR DES RESTRICTIONS

CONCERNANT LES VÉHICULES EMPRUNTANT LES ROUTES DE LA PROVINCE DU MANITOBA

L'avis publié le 10 mars dans ce document aurait dû être libellé :

Tous les véhicules empruntant la R. P. S. 457 à partir de la R. P. G. C. 110 jusqu'à Brandon sont visés par les restrictions de niveau 1 imposées du 23 mars au 31 mai.

Voirie et Services
gouvernementaux
Manitoba



Centre Youville

UN CENTRE DE RESSOURCES
EN SANTÉ COMMUNAUTAIRE

- infirmières • conseillères • centre d'éducation pour le diabète (infirmières et diététistes)
 - coordonnatrice provinciale de "Y'a personne de parfait"
- Si vous avez des questions au sujet de votre santé, appelez-nous!
33, rue Marion
Téléphone: 233-0262

AIKINS, MACAULAY & THORVALDSON

**J. Guy Joubert
Marianne Rivoalen
Barbara Shields**
Avocats et notaires

360, rue Main, 30^e étage
Winnipeg (Man). R3C 4G1
Téléphone: (204) 957-0050
Télécopieur: (204) 957-0840

Courrier électronique: amt@aikins.com
Internet: http://www.aikins.com

Écrivez-nous!

Le journal *La Liberté* est ouvert à la publication de toute lettre à l'éditeur à condition que l'identité de l'auteur soit connue (les noms de plume ou pseudonymes ne sont pas acceptés) et qu'elle ne contienne pas de propos diffamatoires. La rédaction se réserve également le droit de limiter la longueur des lettres ou de retourner celles dont la formulation n'est pas claire.

"Rien ne se COMPARE à un apprentissage pratique. La PRACTIQUE CLINIQUE permet d'utiliser toute la formation."

À la Faculté des sciences infirmières de l'université du Manitoba, on met l'accent sur l'apprentissage pratique. Les étudiants acquièrent d'abord des compétences dans des laboratoires d'entraînement, sous la supervision d'infirmières qui agissent à titre de modèles de rôle. Plus tard, la pratique clinique permet aux étudiants d'utiliser les mêmes compétences et techniques dans des milieux réels.

La maîtrise des compétences et des techniques nécessaires par le biais d'un apprentissage pratique renforce la théorie et offre aux étudiants les connaissances dont ils ont besoin pour dispenser des soins infirmiers avec compétence et compassion.

La Faculté des sciences infirmières propose

- des laboratoires d'entraînement où on enseigne aux étudiants des compétences théoriques, techniques et cliniques;
- une clinique de simulation qui permet aux étudiants d'acquérir des compétences en évaluation;
- une pratique clinique couvrant tous les aspects des soins infirmiers dans des milieux réels de soins;
- le Campus Health Resource Centre du Helen Glass Centre for Nursing qui propose aux étudiants un milieu de formation infirmière pratique et de promotion de la santé.

Préparez-vous à une carrière de soignant(e)

Université du Manitoba
Faculté des sciences infirmières
Pour soumettre une demande d'inscription, composez le (204) 474-7452 ou le 1 800 432-1960, poste 7452 (appels sans frais au Manitoba) ou visitez notre site Web : www.umanitoba.ca/nursing

L'université du Manitoba offre des programmes de sciences infirmières à Winnipeg, Brandon et Norway House. Des programmes sont aussi offerts en collaboration avec le collège Red River (Winnipeg) et le collège communautaire Keeswatin (Le Pas et Thompson).

FACULTÉ DES SCIENCES INFIRMIÈRES UNIVERSITÉ DU MANITOBA

Kate Becker, étudiante de 2^e année en sciences infirmières

Industrie Canada propose son plan d'action

Industrie Canada veut offrir des programmes aux communautés francophones de l'Ouest.

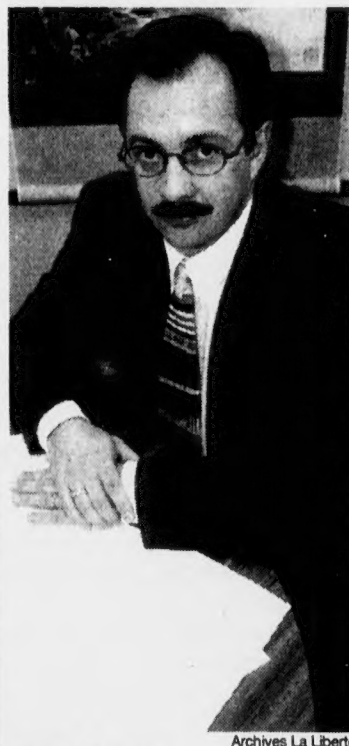
Érick THÉBERGE

Trois représentants du ministère de l'Industrie du Canada et une dizaine d'organismes de la communauté franco-manitobaine doivent se

rencontrer le 23 mars à Saint-Boniface. Au moment d'écrire ces lignes, il est prévu que les responsables du ministère fédéral présentent un plan d'action triennal qui veut permettre à la communauté de participer aux programmes d'Industrie Canada.

L'article 41 de la Loi sur les langues officielles oblige le ministère à offrir des programmes aux communautés francophones. Industrie Canada a donc voulu clarifier ses responsabilités face aux communautés francophones du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta.

Le coordonnateur régional d'Industrie Canada pour l'application de la loi sur les langues officielles, Bernard Pilon, explique que « lors d'une consultation l'été dernier, la communauté franco-manitobaine nous avait envoyé un message clair : elle voulait connaître et



Archives La Liberté

Daniel Boucher.

participer aux programmes d'Industrie Canada. Nous sommes ici pour présenter un plan qui, selon nous, répondra aux besoins de la communauté », dit-il.

De leurs côtés, les représentants franco-manitobains s'attendent à des engagements de la part d'Industrie Canada. Le président-directeur général de la Société franco-manitobaine (SFM), Daniel Boucher, a des intentions précises en vue de cette rencontre. « Il faut leur montrer que l'on travaille sur des projets d'envergure et que nos besoins financiers se calculent en millions, non pas en quelques milliers de dollars injectés dans des petits projets. Ce n'est pas avec des subventions de 6 000 \$ qu'on développe une communauté », déclare-t-il.

De son côté, la directrice du Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM), Mariette Mulaire voit l'initiative d'un bon œil. « La rencontre prouve qu'il y a une ouverture d'esprit du Ministère envers la communauté francophone. Le CDEM est attiré par les programmes qui touchent les nouvelles technologies et le commerce international », déclare-t-elle.

L'équipe d'Industrie Canada est formée de Pierre-André Cusson, responsable du Manitoba, Susan Goddard, responsable de la Saskatchewan et de Bernard Pilon.

Outre Daniel Boucher de la SFM et Mariette Mulaire du CDEM, la communauté sera représentée par Raymond Lallèche (CDEM), Raymond Gagné (Collège universitaire de Saint-Boniface), Raymond Poirier (Association des municipalités bilingues du Manitoba), Fernand Vermette (Fédération des caisses populaires du Manitoba), Guy Préfontaine (Chambre de commerce de Saint-Boniface), Roland Pantel (Division scolaire franco-manitobaine) et René Piché (Société des communications).

LORETTE

Un nouveau centre sportif

Daniel BAHUAUD

Le conseil municipal de Taché a approuvé le 13 mars un arrêté municipal permettant l'emprunt de 2,5 millions \$ pour la construction d'un nouveau centre récréatif à Lorette. Conçu pour remplacer l'aréna construite en 1964, le centre récréatif pourrait voir le jour en 2000.

Près de 200 résidents étaient présents lors d'une réunion spéciale

du conseil, qui avait pour but de donner au public l'occasion de réagir au projet. Près de 70 objections ont été présentées. Cependant, face aux nombreux commentaires, lettres et présentations appuyant le projet, le conseil a approuvé la première lecture de l'arrêté municipal.

« Près de 4 000 résidents seront des contribuables au projet, a noté le préfet de la Municipalité, William Danylchuk. Les 70 objections représentent le point de vue d'une

très faible minorité de résidents. On comprend qu'ils ne veulent pas payer plus de taxes, mais la grande majorité des résidents veut un centre sportif qui améliorera la qualité de vie de notre communauté. »

Le conseil municipal a cependant adopté l'arrêté municipal à la condition que la Municipalité obtienne de l'appui financier de la Province et d'Ottawa, et que la collecte de fonds organisée par les résidents s'avère un succès. Le

conseil s'est également engagé à tenir un référendum sur le projet avant de passer à la troisième lecture de l'arrêté municipal.

Le conseil municipal de Taché doit maintenant envoyer toute sa documentation à la Commission municipale du Manitoba, qui devra tenir une deuxième rencontre publique si elle reçoit plus de 25 objections écrites au projet.

Une fois construit, le nouveau centre sportif aura deux patinoires qui permettront l'organisation de tournois de hockey et de curling. Le projet utilisera la surface de la patinoire actuelle. De plus les terrains de jeu à l'extérieur du centre seront réaménagés pour mieux répondre aux besoins des clubs de base-ball et de soccer. La Municipalité compte également ajouter un centre d'accueil pour les jeunes, donnant au centre sportif un cachet encore plus communautaire.

Le paiement de vos primes Autopac



Vous pouvez désormais choisir :

12 paiements de prélèvement mensuels

retirés de votre compte bancaire ou de carte de crédit

4 paiements

faciles si vous utilisez des chèques postdatés

Vous pouvez désormais utiliser votre carte VISA, MasterCard ou Interac, que vous ayez choisi 12 paiements, 4 paiements ou un seul versement.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou choisir les paiements mensuels, consultez votre agent Autopac.



L'assurance publique au Manitoba

La Division scolaire de la Rivière Rouge n° 17

est à la recherche d'un(e)

DIRECTEUR/TRICE D'ÉCOLE

pour l'École Héritage Immersion
(Entrée en fonction - août 2000)

L'École Héritage Immersion est une école d'immersion française Maternelle à 8^e année avec une population étudiante de 160 élèves et un corps professoral de 12 professeurs.

Les personnes intéressées:

doivent démontrer:

- des habiletés en leadership;
- une compétence en administration scolaire;
- une volonté de promouvoir un esprit d'équipe.

doivent avoir:

- une bonne connaissance des programmes d'études;
- un désir de promouvoir la philosophie d'une école d'immersion;
- une bonne connaissance de l'anglais et du français parlés et écrits.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 10 avril 2000 au:

**Directeur général
Division scolaire
de la Rivière Rouge n° 17
C.P. 219
Saint-Pierre-Jolys (Manitoba)
ROA 1V0**

**Téléphone : (204) 433-7815
Télécopieur : (204) 433-7102**

Un forum plein d'idées

Les participants aux deuxième Forum des partenaires de la francophonie sont revenus d'Ottawa la tête pleine de projets.

Pascal DUBÉ

Les délégués franco-manitobains qui ont participé au deuxième Forum des partenaires de la francophonie qui se déroulait les 17 et 18 mars à Ottawa sont revenus avec la tête pleine de

projets. Alors que le Centre culturel franco-manitobain (CCFM) aimerait attirer ici les finissants de l'École nationale de l'humour de Montréal, le Conseil de développement économique du Manitoba (CDEM) a quant à lui étendu son réseau de contacts pour son projet de corridor

touristique francophone.

« En plus de faire avancer deux projets sur lesquels on travaillait depuis déjà un certain temps, le Forum nous a permis de rencontrer de nouveaux intervenants, ce qui nous a donné de nouvelles idées, affirme le directeur du CCFM,

Alain Boucher. En plus du spectacle d'humour, on travaillait déjà sur une tournée de spectacles pour un artiste d'ici et j'ai trouvé quelques autres pistes intéressantes.

« J'ai rencontré par exemple des gens de Cégep Rock, indique-t-il. Peut-être y a-t-il une possibilité d'échange avec le 100 Nons? Il y a également des gens qui se demandent si on ne devrait pas étendre le Gala Chant'Ouest sur la scène nationale, avec des participants de l'Ontario et des Maritimes. C'est ce genre de discussions et de rencontres que j'ai eues au cours de la fin de semaine. »

Partie de Winnipeg avec quelques hésitations, la directrice générale du CDEM, Mariette Mulaire, s'est dite enchantée de son voyage.

« Ça été très bon pour nos projets de développement touristique, précise-t-elle. J'ai rencontré des gens très intéressants qui vont pouvoir aider nos municipalités à mesurer leur degré de préparation pour l'accueil et l'hébergement des touristes. D'autres intervenants avaient des outils très pertinents pour aider nos municipalités à développer et valoriser leurs éléments culturels et patrimoniaux.

« Le Forum était intéressant parce qu'il regroupait les associations et les regroupements de chacun des secteurs d'activités, souligne-t-elle. En retournant chez soi, chaque organisme peut partager avec les personnes concernées, les informations qu'il a recueillies. C'est une expérience qu'on espère répéter. »

AGRICULTURE

Des avances à partir de la fin mars

Les formulaires de demande du nouveau programme d'avances de crédit printanières seront disponibles à compter du 24 mars, a annoncé le 14 mars Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Le nouveau programme permettra aux agriculteurs d'obtenir un prêt sans intérêt jusqu'à un maximum de 20 000 \$. Le gouvernement fédéral garantira les prêts et assumera les intérêts. Les agriculteurs qui feront une demande doivent cependant participer au programme d'assurance-récolte ou à un autre programme offrant une protection semblable.

Conseiller en financement à la

Société du crédit agricole, Ronald Bosc se dit heureux de la nouvelle. « Nos agriculteurs ont été durement frappés dans les dernières années, mentionne-t-il. Le programme d'avances est une autre façon de leur venir en aide au moment opportun. Les producteurs devront bientôt assumer les coûts de l'essence et de la réparation des machines, des dépenses traditionnellement associées au temps des semences. Ces comptes ne tarderont pas à venir. »

Ronald Bosc souligne que d'autres dépenses faites au temps des semences peuvent toutefois être remises à l'automne. Mais le conseiller en finances se dit inquiet quant à l'endettement d'un bon nombre

d'agriculteurs. « United Grain Growers et Agricor ont des programmes permettant de payer les produits chimiques en octobre, explique-t-il. Dans l'ensemble, c'est positif, mais certains producteurs ont des dettes accumulées. Le nouveau programme d'avances printanières peut aider, mais les récoltes devront être bonnes et les prix plus élevés que l'an dernier. Malgré cet appui bien apprécié, l'agriculture demeure une entreprise risquée. »

Les agriculteurs pourront obtenir les formulaires de demande auprès de la plupart des éleveurs à blé et à orge.

D. B.

Spectacle annulé

Le spectacle que l'humoriste Marc Dupré devait donner le jeudi 23 mars dans le cadre des Rendez-vous de la francophonie a dû être annulé, l'artiste ayant été victime d'un malaise lors de la représentation du 21 mars à Sudbury.

Ce malaise ne l'a pas empêché de terminer sa prestation mardi soir, mais comme il persistait le lendemain matin, Marc Dupré est revenu à Montréal pour une consultation médicale urgente.

Au moment d'écrire ces lignes, il était trop tôt pour savoir si les représentations de Winnipeg et Saskatoon seront remises à une date ultérieure.

SFM info

Projet dialogue

La Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) du Canada a lancé dernièrement un projet d'envergure nationale appelé *Dialogue*. Ce projet a comme objectif de promouvoir l'épanouissement des communautés francophones au Canada tout en établissant des liens entre les francophones du pays et les autres composantes de la société canadienne.

Le groupe de travail de *Dialogue* sillonnera le Canada jusqu'au mois de juin afin de recueillir le point de vue de toute la société canadienne. Le groupe de travail sera au Manitoba du 25 au 27 avril 2000.

Selon les résultats des diverses rencontres, le groupe de travail rendra public un compte rendu des rencontres lors d'un rassemblement qui aura lieu à Ottawa en octobre 2000. Le groupe de travail *Dialogue* prévoit aussi dévoiler un plan d'action au début de l'année 2001. Ce plan d'action sera les lignes directrices que la FCFA suivra au cours des prochaines années afin de participer activement au développement des diverses communautés francophones au Canada.

Pour plus de renseignements concernant le projet *Dialogue*, consultez le site Internet de dialogue au www.dialogue-fcfa.com



Si vous avez des commentaires au sujet du SFM-info, vous pouvez nous contacter à la Société franco-manitobaine, 383, boulevard Provencher, pièce 212, Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0G9

Les nouvelles de la Société franco-manitobaine



Bonspiel annuel de la francophonie

La Société franco-manitobaine (SFM) travaille présentement à l'organisation de son 28e bonspiel annuel de la francophonie qui se déroulera à Saint-Boniface, le 16 avril 2000 au Club de Curling Heather.

La SFM invite donc tous les amateurs de curling du Manitoba français (avec ou sans expérience), à inscrire leurs équipes afin de venir **s'amuser et se divertir en français!** Le bonspiel de la francophonie est une activité organisée par la SFM afin de permettre aux gens de la communauté francophone du Manitoba à venir socialiser et à pratiquer le curling en français.

Pour de plus amples renseignements concernant le bonspiel, contactez Mariette Régier à la Société franco-manitobaine au (204) 233-4915 ou sans frais au 1-800-665-4443.

Recherche de mobilier

En plus des services déjà disponibles au Centre de ressources communautaire (CRC), le CRC accueille aussi des nouveaux arrivants francophones au Manitoba. Ces personnes proviennent soit des autres provinces canadiennes ou d'un autre pays.

Le CRC en collaboration avec le Centre international de Winnipeg demande la collaboration de tous les membres de la communauté francophone afin de nous aider à bien installer ces familles à Saint-Boniface. Nous aimerions amasser au cours des prochaines semaines des lits, des commodes, de la vaisselle, des jouets pour enfants, des tables de cuisine et du mobilier de salon.

Pour avoir plus de renseignements ou pour faire des dons, veuillez contacter le Centre de ressources communautaire au 233-ALLÔ (2556) ou au 1-800-665-4443 ou communiquez directement avec le Centre international de Winnipeg (Monsieur Gérardo Aguilar) au (204) 954-2051.

Visitez le nouveau site Internet de la communauté francophone du Manitoba au : www.franco-manitobain.org

Tél. : 233-4915 1-800-665-4443 (sans frais)
Adresse Internet : sfm@franco-manitobain.org
Site : www.franco-manitobain.org

Pas facile de se brancher!

Un nouveau site web gouvernemental destiné aux aînés ne fait pas l'affaire de tous.

Daniel BAHUAUD

Un nouveau site web a été lancé le 17 février par les ministères fédéral, provinciaux et territoriaux responsables

des aînés. Or, bien que les aînés ont bien accueilli la nouvelle, le site ne fait pas le bonheur de tous.

La Banque des données sur les politiques et les programmes touchant les aînés du Canada

(BDPPA), offre des renseignements sur les politiques, les programmes et les services nationaux et locaux destinés surtout aux gens du bel âge.

« De plus en plus de personnes âgées utilisent Internet comme source de renseignements, a indiqué la ministre provinciale déléguée à la Situation des personnes âgées, Diane McGifford. La BDPPA est convivial et permet de consulter, par sujet ou par domaine, les programmes et services destinés aux aînés et d'accéder directement à d'autres sites connexes. »

La vice-présidente de la Fédération des Aînés Francophones du Manitoba (FAFM), sœur Léone Dumesnil, estime cependant qu'un bon nombre d'entre eux ne sont pas à l'aise avec l'informatique. Par conséquent, ils éprouveront des difficultés à accéder au site BDPPA.

« L'adresse fournie est trop généralisée, mentionne-t-elle. En me servant du moteur de recherche Netscape Navigator, un moteur pourtant bien courant, j'ai eu de la

difficulté à trouver le site. J'ai continué à le chercher parce que je savais qu'il existait, mais d'autres le manqueront. Ce n'est pas tellement "user-friendly". »

Membre d'un comité ad hoc de la FAFM, Laurent Gagné a par contre accédé très rapidement au site. Il estime que la BDPPA plaira surtout aux débutants, mais que les aînés « branchés » se renseigneront ailleurs. « J'ai trouvé de l'information sur toute une série de secteurs : emplois, logements, sécurité du revenu, culture et santé, dit-il. Le site est utile dans la mesure où il sert de tremplin pour accéder à d'autres sites connexes.

« Mais les renseignements sont très généraux, poursuit-il. Une personne qui cherche à connaître un sujet en profondeur ne sera pas renseignée. Je suis allé voir "Santé au Manitoba". La page fournit une liste des principales agences en santé. Ce qui est frustrant, c'est de voir qu'on indique que ces agences ont des lignes téléphoniques spéciales pour

les aînés, mais on ne donne pas les numéros de téléphone! Un aîné veut que ça soit simple et efficace. Si, ayant accédé à un site, il doit par-dessus le marché fouiller dans l'annuaire téléphonique, il ne sera pas terriblement enchanté. C'est mal conçu. »

À la Province, la directrice au conseil des Aînés, Kathy Yurkowski, se dit ouverte à toute critique constructive. « Notre but est de rendre le site BDPPA aussi efficace et facile d'accès que possible, souligne-t-elle. Il faut cependant noter la BDPPA a été conçue pour fournir un regard sur les services offerts à la grandeur du Canada, donc il est très généralisé. Si un aîné veut obtenir plus de renseignements, il doit contacter directement les organismes et institutions en question, soit en accédant à leur site web grâce aux hyperliens que nous avons fournis, ou par téléphone. »

On peut accéder au site web français de la BDPPA au « www.bdppa.gc.ca ».



Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Public Works and
Government Services
Canada

DÉCLARATION D'INTÉRÊT

Location de locaux à bureaux Winnipeg (Manitoba)

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (l'État) invite les locataires intéressés à lui faire parvenir des déclarations d'intérêt au sujet de la location de locaux à bureaux à l'État qui répondent aux critères énoncés ci-dessous :

- Environ 550 mètres carrés d'espace utilisable de bureau.
- Les locaux doivent se situer dans la ville de Winnipeg et à l'intérieur de la zone délimitée comme suit : au sud par l'avenue Portage; au nord par l'avenue Assiniboine; à l'est par le boulevard Memorial et la rue Osborne; à l'ouest par la rivière Rouge.
- On doit avoir accès au bâtiment 24 heures sur 24.
- L'espace doit être contigu, préférentiellement au deuxième étage ou à un niveau supérieur, et se prêter à une forte circulation de clients.
- L'espace et le bâtiment offerts doivent respecter les normes de l'État relatives aux locaux loués, le Code national du bâtiment du Canada, les règlements du Commissaire fédéral des incendies et les exigences d'accessibilité facile des bâtiments.
- Le locateur doit être prêt à exécuter, à ses frais, tous les travaux nécessaires pour fournir des installations respectant les normes et les exigences de l'État pour un immeuble de base.
- L'espace offert en location doit être situé dans un bâtiment de qualité et être disponible, sans frais à l'État, dans un délai permettant à ce dernier d'y aménager et de l'occuper au plus tard le 1^{er} octobre 2000, pour une période minimale de location de cinq (5) ans, avec une période de renouvellement facultative de trois (3) ans, et une autre période de renouvellement facultative de deux (2) ans.
- Le nettoyage des locaux durant le jour constitue une exigence de ce bail.
- Le bâtiment doit se situer à moins de 500 mètres d'un arrêt de transport en commun.
- Le locateur doit garantir que le bâtiment proposé est conforme aux normes de l'an 2000 en matière de mécanique du bâtiment, y compris entre autres, les transports verticaux, la régulation des conditions ambiantes (système de chauffage, de ventilation et de climatisation), les systèmes de sûreté, les systèmes de sécurité et tous les autres systèmes pertinents à la bonne marche du bâtiment conformément au bail. C'est-à-dire que ni la performance, ni la fonctionnalité des systèmes ne sera marqué par un changement de date.

Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquez avec Mildred Brown, conseillère du service en matière de locaux requis par les clients, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 123, rue Main, pièce 100, boîte postale 1408, Winnipeg (Manitoba) R3C 2Z1. Téléphone : (204) 984-1732, télécopieur : (204) 983-4444.

Les réponses doivent toutes comprendre les renseignements suivants :

- le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'entrepreneur intéressé;
- le nom du propriétaire du bâtiment;
- l'adresse municipale et la description légale des installations proposées;
- la superficie disponible et la date à laquelle elle le sera.

Les agents qui répondent à la demande doivent joindre à leur soumission une attestation du propriétaire les autorisant à agir ainsi. Veuillez répondre par écrit et fournir tous les détails pertinents aux installations offertes, ainsi qu'un plan d'étage simple. Les bâtiments proposés seront inspectés et les propriétaires jugés convenables seront invités à présenter des soumissions officielles de location.

SOUMETTRE LES RÉPONSES DANS UNE ENVELOPPE SCELLÉE OU PAR TÉLÉCOPIEUR ET LES ENVOYER À L'ADRESSE SUIVANTE :

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Adjudication des marchés immobiliers
Boîte postale 1408
123, rue Main, pièce 100
Winnipeg (Manitoba)
R3C 2Z1

Télécopieur : (204) 984-4034

Pour être recevables, les LETTRES D'INTÉRÊT doivent être reçues au plus tard le jeudi 6 avril 2000 à 14 h.

Veuillez indiquer les renseignements suivants sur l'enveloppe ou la page couverture d'une réponse envoyée par télécopieur :

Numéro de projet : 647381
Espace loué, TPSGC, Winnipeg (Manitoba)
Soumis par : _____
Date de clôture : le 6 avril 2000 à 14 h

NOTE : Ne pas soumettre de prix puisqu'il ne s'agit pas d'une invitation à soumissionner.

Il s'agit seulement d'une demande de disponibilité de l'espace à louer et l'État n'invitera pas nécessairement les locataires à présenter une offre et il ne louera pas nécessairement les locaux offerts. L'État se réserve le droit d'inviter les locataires à présenter une offre pour le projet dont il est question dans le présent avis ou pour tout autre projet semblable ou de lancer un appel d'offres.

Canada

LAURIER

Dufort et Dureault en spectacle

Un souper-spectacle sera présenté le 1er avril à la salle communautaire de Laurier. Les artistes invités sont Vincent Dureault, qui présentera un spectacle d'humour et Edmond Dufort, qui assurera la partie musicale de la soirée. Des artistes locaux, comme Marc Lefebvre, ont aussi prévu de faire une brève apparition sur scène.

Le comité culturel de Laurier attend 150 convives pour le souper-spectacle. « C'est une occasion de se rencontrer et passer du bon temps

en français », indique la coordonnatrice communautaire de Laurier, Anna-Maria Gaudet.

La présidente du comité culturel de Laurier, Claudette Gingras, explique que la soirée sera différente de celle présentée l'année dernière.

« Au printemps dernier, on avait organisé un souper-théâtre. La soirée avait connu un grand succès, affirme Claudette Gingras. Cette année, on a voulu faire changement. »

Claudette Gingras explique que l'organisation d'une activité franco-

phone par année à Laurier est suffisante. « Laurier est un petit village, donc, quand on décide de faire quelque chose pour animer la vie francophone, on fait tout pour que se soit bien fait », dit-elle.

Pour l'an prochain, Claudette Gingras laisse la place à l'innovation. « On va peut-être essayer encore de faire autre chose », affirme-t-elle.

Le souper sera servi à 18 h et le spectacle est prévu à 19 h 30. Le coût de la soirée est fixé à 15 \$.

E.T.



Gilbert Cloutier, CFP, CMA
Tél.: 237-0762 (rés)



Mario Collette, CFP
Tél.: 257-0972 (rés)



Rénald Massicotte, CGA
Tél.: 772-0006 (rés)



Claude Chertier
Tél.: 424-5329 (rés)

**PERSONNE N'INCLUT LE
MINISTÈRE DU REVENU
DANS SON TESTAMENT.**

POUR EN SAVOIR PLUS,
COMPOSEZ LE

943-6828

► Mais sans un peu de
planification, une partie de
votre héritage risque
d'échapper à votre contrôle.
Contactez-nous et nous nous
ferons un plaisir de vous aider.

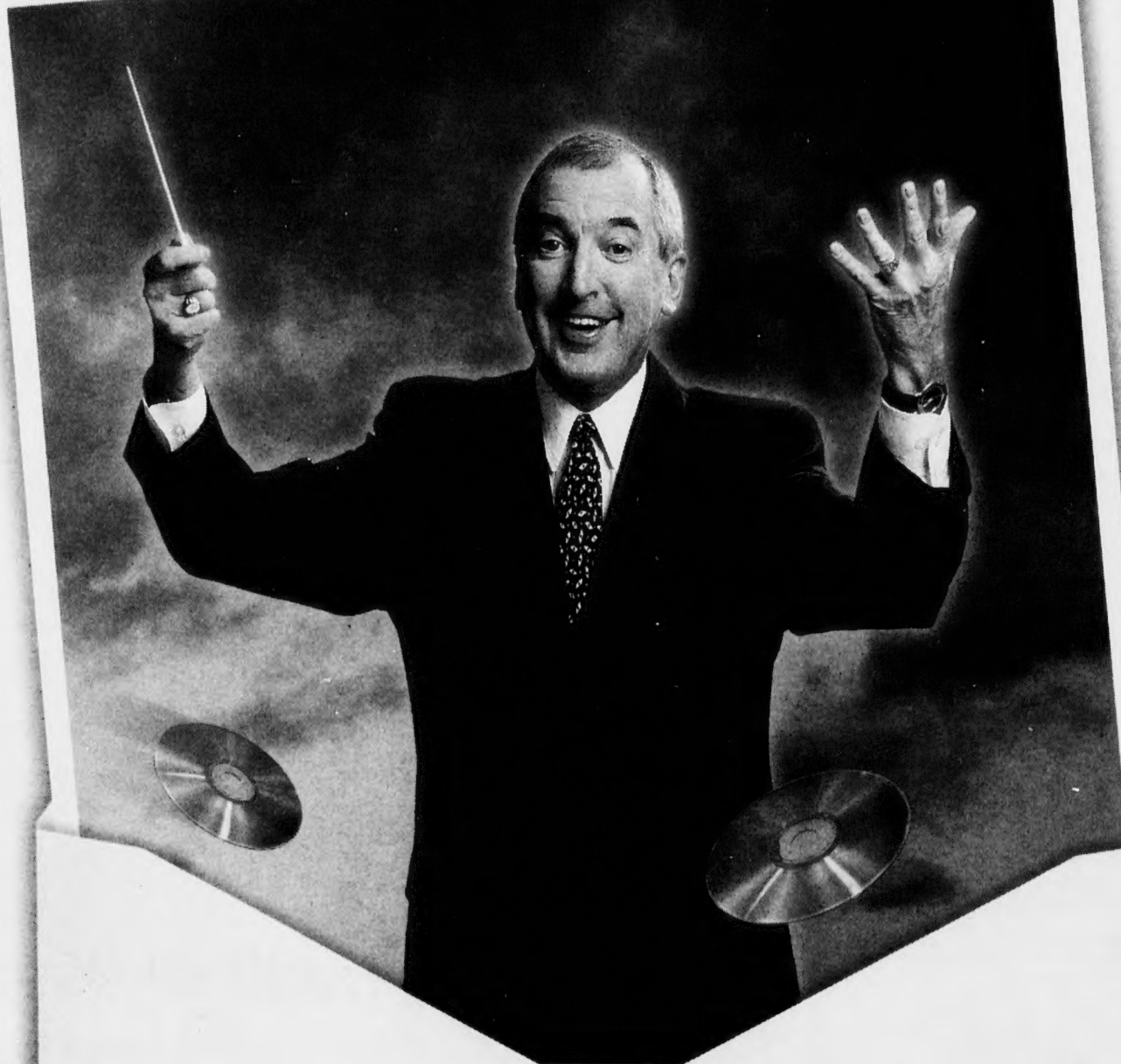
**Groupe
Investors**

DES SOLUTIONS À VOTRE MESURE.™
Les Services Investors Limitée

► PLANIFICATION DE PORTEFEUILLE ► PLANIFICATION DE LA RETRAITE ► PLANIFICATION FISCALE ► PRÊTS HYPOTHÉCAIRES
► ASSURANCES* ► GESTION DES LIQUIDITÉS ► PLANIFICATION SUCCESSORALE

* Marques de commerce de Groupe Investors Inc. Utilisation sous licence par les sociétés affiliées.

* Produits d'assurance offerts par l'entremise de Services d'Assurance Groupe Investors Inc. Permis de vente d'assurance parrainé par La Great-West compagnie d'assurance-vie.



«Grâce au marketing direct,
nous enregistrons des ventes records!»

Ben Edwards, Columbia House Canada

Columbia House continue de tirer profit de la puissance du publipostage.

Après quelque 50 années d'activités, Columbia House, le plus important club de produits de divertissement préenregistrés offerts par marketing direct en Amérique du Nord, poursuit sa croissance et continue d'atteindre de nouveaux sommets sans ouvrir un seul point de vente au détail.

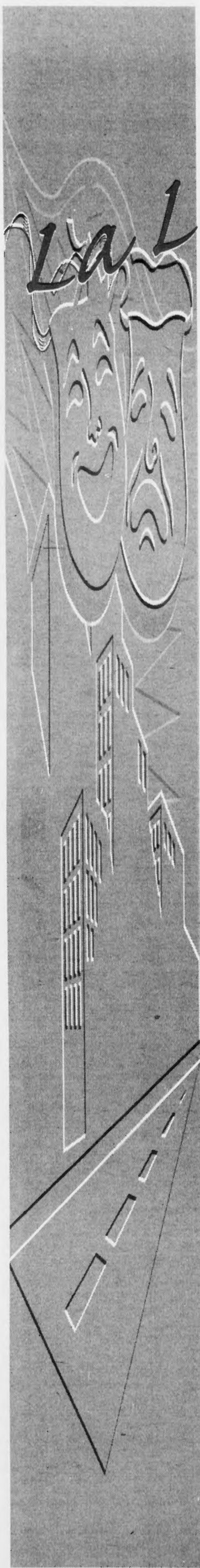
Comment? Grâce au publipostage, la pierre angulaire de sa stratégie de communications. «Le publipostage constitue notre force de vente. Il communique directement notre message au consommateur et permet d'obtenir une réponse rapide de sa part», confie Ben Edwards, vice-président marketing de Columbia House Canada. Tous les envois de Columbia House à ses membres contiennent désormais son adresse Web, ce qui incite les lecteurs à consulter la sélection complète de quelque 7000 DC présentée sur le

site et à commander encore plus de produits. «Le publipostage fera toujours partie intégrante de nos activités et, tout en gardant l'œil ouvert sur de nouvelles façons de communiquer avec nos clients, nous continuerons d'optimiser notre utilisation du publipostage.»

**Mettez vous aussi la
puissance du marketing direct
au service de votre entreprise!**

Appelez au **1 888 280-3101** pour découvrir la gamme complète d'outils de marketing direct offerts gratuitement par Postes Canada et conçus pour contribuer au succès de votre entreprise.





La Liberté LOISIRS

Cahier culturel et sportif.

THÉÂTRE

L'autre côté de Suzanne Kennelly

Suzanne Kennelly a mijoté pendant sept ans une pièce qu'elle a écrite et où elle tient le rôle principal.

Sandra POIRIER

« C'est n'est pas un spectacle de musique que nous offrons aux spectateurs, indique l'auteure et comédienne, Suzanne Kennelly. C'est une œuvre dramatique qui utilise les chansons de Brel pour faire progresser les sentiments. » Les fervents de Jacques Brel auront donc l'occasion d'entendre quelques-unes de ses premières compositions et chansons à succès dans la pièce *La Quête*, présentée par le Cercle Molière au Théâtre de la Chapelle jusqu'au 15 avril.

« C'est une pièce qui contient beaucoup d'émotions, enchérit la metteuse en scène, Irène Mahé. *La Quête* est un très beau mélange de chansons et de théâtre. »

Dans ce drame accompagné de musique, deux personnages sont en quête d'amour et d'affection. *La*



photo: Sandra Poirier.

La distribution comprend Jocelyne Forgues, Louis St-Cyr, Patrick Trudel et Suzanne Kennelly ainsi que par les musiciens, Claude de Moissac et Todd Kehler.

Quête raconte ainsi l'histoire d'Isabelle, qui, il y a 20 ans, a été la choriste d'un chanteur de Montréal, Simon Bernard. Lors d'un concert à

Paris, Isabelle et Simon ont eu une aventure. De retour à Winnipeg, Isabelle a découvert qu'elle était enceinte. Elle a tenté à maintes reprises de joindre Simon, sans succès. Tentée d'opter pour un avortement, Isabelle a changé d'idée en entendant les paroles des chansons de Brel.

Plus tard, enseignante de littérature à l'université, Isabelle parle à ses étudiants d'un être qu'elle adore, Jacques Brel. Elle entreprend ensuite de monter un spectacle sur l'œuvre de Brel.

C'est ainsi que, 20 ans plus tard, Isabelle et Simon se retrouvent à nouveau sur scène. Leur expérience de vie et leurs chagrins personnels les amèneront à se méfier l'un de l'autre au lieu de se faire confiance. À mesure qu'ils chantent les textes de Brel, Isabelle et Simon comprennent pourquoi la vie les a amenés à se revoir.

« Un nouveau texte est toujours plus difficile à monter, indique la metteuse en scène, Irène Mahé. Les sources de stress de Suzanne Kennelly sont triplées : en plus de devoir accepter de travailler le texte, elle doit travailler son personnage et les chansons. »

Écrite par Suzanne Kennelly en collaboration avec Daniel Tougas, son collègue à la radio de Radio-Canada, *La Quête* aborde un milieu familial à l'auteure. « Avant d'être animatrice, je chantais professionnellement, mentionne Suzanne Kennelly. La répétition du spectacle, c'est un moment que j'aimais, qui me donnait l'idée du dépassement. Mon expérience a donc été le moteur de l'histoire de cette pièce. »

Pour Suzanne Kennelly, l'écriture d'une première pièce est la réalisation d'un grand rêve. « Ça faisait environ sept ans que je mijotais ce projet, indique-t-elle. La collaboration de Daniel Tougas s'est faite au niveau des liens entre les événements. Daniel est très perspicace pour imaginer l'expression des personnes. Il a ajouté de la comédie à la pièce. »

Cette première expérience d'écriture théâtrale ne sera sûrement pas la dernière pour cette nouvelle dramaturge. « La porte est maintenant ouverte et elle ne se refermera jamais, mentionne Suzanne Kennelly. C'est un monde nouveau et merveilleux. »

La distribution comprend Louis St-Cyr qui campe Simon ainsi que Jocelyn Forgues dans le rôle du metteur en scène et Patrick Trudel dans le rôle du régisseur. « Claude de Moissac, au clavier, a assumé la direction musicale, et Todd Kehler à la contre-basse, font aussi partie de la pièce », précise Irène Mahé. Brenda Gorlick, la chorégraphe responsable des cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux panaméricains, a chorégraphié deux danses qui figurent dans la pièce.

Au total, seize chansons de Jacques Brel seront interprétées tout au long de *La Quête*. Ensemble, Isabelle et Simon interpréteront entre autres *Sur la place*, *On n'oublie rien*, *Les vieux amants*, *Un enfant*, *Isabelle*, *Les Flamands*, *Bruxelles*, *Le prochain amour*, *Le lion*, *J'arrive* et *Voir un ami pleurer*. « Ces chansons ont été choisies parce qu'elles font progresser les personnages dans leur quête », indique Suzanne Kennelly.

***50 % DE RABAIS**

SUR TOUTES LES MONTURES EN MAGASIN
(à l'exception des lunettes de soleil sans prescription)

**Lentilles cornéennes claires
souples de jour à partir de**

115 \$**

POUR 3 PAIRES

**Toutes les lentilles
spéciales
À PRIX IMBATTABLE
VENEZ VOIR
ET COMPAREZ!**

1

Service en une heure
sur la plupart des prescriptions.

**PLUS DE
1 400
MONTURES
DE DESIGNER**

PEOPLES OPTICAL

Tél.: 231-0375 43, rue Marion

Dominion Shopping Centre
à l'intérieur du Shoppers Drug Mart

Expiration: le 31 mars 2000

**MEILLEURS
QUALITÉ
PRIX
SERVICE
GARANTI!**

**Examen de la vue
sur rendez-vous
le soir et
la fin de semaine.**

**** Demandez pour les détails.
* Cette offre ne peut être
combinée à aucune autre.**

Le Babillard

ASSEMBLÉES

☛ Troisième réunion annuelle de la Caisse populaire La Vérendrye, suivie de **l'ouverture officielle de la nouvelle succursale à La Broquerie**, le 28 mars à 18 h 30 au Club de l'Amitié. Bienvenue à tous !

ATELIERS ET CROISSANCE PERSONNELLE

☛ Chez Pluri-elles : **série de rencontres portant sur la « génération sandwich »**, les lundis soir de 19 h à 21 h, du 27 mars à la fin d'avril. Info et inscriptions : Lucille ou Paulette, 233-1735.

☛ Chez Pluri-elles : s'adressant aux préadolescentes (10 à 12 ans), des **ateliers portant sur les communications entre mère et fille** seront offerts en avril les mercredis ou jeudis soir. Info et inscriptions : Lucille ou Rebecca, 233-1735.

☛ À la paroisse Saint-Eugène : une série de 8 rencontres de 2 heures sur **Vivre son deuil en groupe** tous les mardis du 28 mars au 16 mai. Coût : 40 \$. Info et inscriptions : Yvette au 255-1891.

RELIGION

☛ Prochaine **session de préparation au mariage** les 7, 8 et 9 avril et les 5, 6 et 7 mai, au Centre de pastorale (622, avenue Taché). Info : Orietta Dion au 231-4479 ou 237-6346.

☛ La Ligue féminine catholique du Manitoba organise une **journée "Info-entraide"** le 26 mars entre 9 h et 14 h 30 au Sous-sol de l'église Saint-Eugène (1007, chemin St. Mary's). Présentations de divers organismes œuvrant auprès des personnes démunies, déjeuner aux crêpes, collecte de fonds et de dons sont prévus à l'horaire.

ÎLE-DES-CHÊNES

☛ Soirée impro souper-mystère **Dernier baiser** le 14 avril à 18 h au gymnase de l'école Gabrielle-Roy. Coût des billets 15 \$. Réservation auprès de Joël ou Elaine au 878-2147. Places limitées à 100 personnes.

☛ Prochaine messe animée par les adolescents et jeunes de la **paroisse Notre-Dame-de-la-Miséricorde** : le 26 mars à 10 h 30. Info : Lorraine au 878-9093.

LAURIER

☛ **Souper-spectacle le samedi 1er avril** à la salle communautaire. Souper à 18 h et spectacle à 19 h 30. Invités : Vincent Dureault et Edmond Dufort. Pour info et billets (15 \$) : Claudette au 447-2756, Jacques au 447-2349 ou Anna au 476-2784.

LORETTE

Vous voulez faire la promotion d'un thé-rencontre, d'une vente bric-à-brac, d'une fête communautaire, d'une réunion annuelle ou de tout autre événement communautaire? C'est facile! Vous n'avez qu'à nous télécopier l'information au 204 231-1998 avant 17 h le lundi précédant la date de parution en précisant «pour le Babillard».

☛ **Lancement officiel de la vidéocassette de l'histoire de la paroisse Notre-Dame-de-Lorette** le 26 mars à 14 h à la salle paroissiale. Jeux, artistes invités, encan silencieux. Info Priscilla Chaudouet au 878-2758.

☛ Le comité du livre historique de la paroisse vous invite à participer à une **collecte de fonds**. Tirage de trois prix au mois d'août. Pour l'achat de billets, Priscilla au 878-2758 ou Jean-Baptiste au 878-3303.

SAINTE-AGATHE

☛ Une **soirée sociale** est organisée le 25 mars au Centre culturel dès 20 h. Encan silencieux et musique de Lionel Colette sont prévues à l'horaire. Cette soirée a pour but de collecter des fonds pour la famille Crew, dont leur jeune enfant subira en avril une opération au cœur à Edmonton. Billets en vente au Dépanneur Cheyenne et à la porte au coût de 10 \$

SAINTE-ANNE

☛ **Déjeuner** au local des Chevaliers de Colomb le 26 mars de 10 h à 13 h. Les profits iront à Développement et Paix. Info : 422-8650.

SAINT-BONIFACE

☛ Développement et Paix organise une **retraite** avec le Dominicain Michel Côté au Centre de Renouveau. Thème : **Dans un monde où il y a tant d'injustices, à quoi le Christ nous invite-t-il ?** Le 25 mars, de 19 h 30 à 21 h 30, et le 26 mars, de 9 h 30 à 12 h (célébration eucharistique à 11 h 15). Inscriptions : au 233-5892. Offrande suggérée de 10 \$.

☛ À la paroisse Saint-Émile : le 26 mars de 10 h à 16 h **"Fun Fair" annuel**. Encan silencieux, vente de pâtisseries, animation sont prévus au centre paroissial (556 chemin St. Anne's)

SAINT-EUSTACHE

☛ La troupe de théâtre de Saint-Laurent présentera sa pièce **Un homme et sa passion** à l'école Saint-Eustache le 2 avril à 14 h. Billets : 7 \$ par personne.

SAINT-MALO

☛ **Tournoi de hockey annuel familial** les 7, 8 et 9 avril à l'aréna. Inscriptions des équipes avant le 31 mars. Coût par équipe 270 \$. Info : Pierre Maynard au 347-5577 ou Pat Pidaski au 347-5994.

SAINT-NORBERT

☛ Les Chevaliers de Colomb offrent le 2 avril à la salle Ritchot un **déjeuner aux crêpes** dès 11 h 15. Information : 261-9883.

Sélection recueillie par Sandra POIRIER

SAINT-CLAUDE

Un Centre d'archives en septembre

Érick THÉBERGE

La Société historique de Saint-Claude installera un centre d'archives dans l'ancienne caserne de pompiers. Le président de la société historique de Saint-Claude, Raymond Philpott, espère que les activités du Centre débiteront à l'automne.

« Notre objectif est de démarrer les opérations au début du mois de septembre, dit-il. À l'heure actuelle, nous devons apporter des modifications à la caserne. Il y a une foule de détails auxquelles on doit penser. On ne peut pas peindre l'intérieur avec une peinture ordinaire, on doit se procurer des boîtes spéciales pour l'entreposage des documents, etc. »

Le coût de la mise sur pied du centre est d'environ 6 000 \$. Une demande d'octroi a été déposée à

Culture, Patrimoine et Citoyenneté du Manitoba. Raymond Philpott s'attend à recevoir la moitié de cette somme. Il ne cache pas que sans l'octroi, la mise sur pied du centre serait compromise. Une réponse est attendue d'ici le 1er mai.

Le centre gardera des documents racontant l'histoire du village de Saint-Claude. On y retrouvera entre autres des biographies, les certificats de naissance et de mariage colligés depuis sa fondation en 1892. À l'heure actuelle, la plupart des documents dorment dans les sous-sols des résidents.

Le centre sera accessible au grand public et sera tenu par des bénévoles. Raymond Philpott n'écartera pas l'idée d'envoyer des bénévoles suivre des séminaires pour apprendre les bases de l'archivage.

ÉCOLOGIE

Un prix pour SOS

Sauvons notre Seine (SOS) procédera le 25 mars à la démolition du barrage construit en aval du canal de dérivation de la rivière Rouge, marquant la fin des travaux de réparation du siphon qui drainait l'eau de la Seine dans le canal de dérivation.

SOS profitera de l'événement pour présenter les résultats d'une étude sur les projets de l'organisme pour l'aménagement des rives de la Seine. Toute la population est invitée à assister à l'événement qui aura lieu à 10 h à l'est de l'autoroute 59, en bordure de la route Hallama,

longeant le canal de dérivation.

SOS recevra également le prix Eco-collectivité du millénaire pour son travail de préservation, d'embellissement et de développement de la rivière Seine. SOS est le premier organisme de la province à recevoir ce prix du gouvernement fédéral. Le ministre des Finances du Manitoba, Greg Selinger, le conseiller de Saint-Boniface, Daniel Vandal, les Voyageurs officiels et de nombreux autres dignitaires seront sur place pour souligner l'événement.

P. D.

Place aux communautés Construire pour l'avenir

Le **programme manitobain Place aux communautés** vise à aider les organismes à but non lucratif à entreprendre des projets qui amélioreront la qualité de la vie communautaire. Le Programme contribue financièrement à des projets de construction, d'acquisition ou de rénovation de bâtiments et d'installations viables qui apporteront aux résidentes et aux résidents locaux des avantages durables.

Les organismes récréatifs ou culturels, ceux œuvrant pour le patrimoine et les autres organismes communautaires du Manitoba à but non lucratif peuvent recevoir une subvention couvrant jusqu'à 50 % des coûts d'un projet admissible. Le montant maximal accordé est de 50 000 \$.

Pour de plus amples renseignements ou pour obtenir une demande, veuillez communiquer avec le bureau du programme Place aux communautés au 945-0502 (à Winnipeg) ou sans frais au 1 800 894-3777 (à l'extérieur de Winnipeg).

DATE LIMITE DE PRÉSENTATION DES DEMANDES : LE 1^{ER} MAI 2000

Culture, Patrimoine et Tourisme Manitoba



Marie-Claude McDonald
vous présente

Au-delà & Beyond

Nos seules limites
sont celles qu'on se crée !



Le 6 et 7 avril 2000
à 20 h

Salle Martial-Caron

Collège universitaire
de Saint-Boniface
200, avenue de la Cathédrale

Billets : 10 \$

Disponible au CJP
300-383, boulevard Provencher
237-8947

Info : mcmcdon@mbnet.mb.ca

MUSIQUE

♫ Au Mardi Jazz à 21 h : **Tracy K** le 28 mars et **Ron Paley** le 4 avril ; le **Foyer** présente **Ya Ketchose** le 24 mars à 21 h. La soirée **En Écllosion** mettra en vedette Marie-Claude McDonald, Richard Moody, Sarah Dugas, Sara Paquin et Nicole Poirier le 25 mars. (233-8972).

♫ Dans sa série Classics, l'Orchestre symphonique de Winnipeg propose **The real Canadian Superconcerts for Young People** le 26 mars à 14 h. Également, le 30 mars à 19 h 30 : **Light Classics : the 1900s**. Info : 949-3999.

THÉÂTRE

♫ Le Winnipeg Jewish Theatre présente **Côte Saint Joe** de Daniel Libman du 23 mars au 1er avril à 20 h au Berney Theatre. Billets (20 et 28 \$) au 477-7478.

♫ Au planétarium du Musée de l'Homme et de la Nature : **Dr. Fantastic's Marvelous Millennium Show**, un spectacle de comédie scientifique, jusqu'au 7 mai. Info : 956-2830.

CINÉMA

♫ Le cinéaste polonais **Krzysztof Zanussi** présentera son film *L'année du soleil tranquille* le 27 mars à 21 h et le 28 mars à 19 h 30 à la Cinémathèque.

♫ IMAX présente **Fantasia 2000** de Walt Disney jusqu'au 30 avril. Représentations à 13 h, 15 h, 19 h et 21 h du lundi au vendredi et à 11 h, 13 h, 15 h, 17 h, 19 h et 21 h les samedis et dimanches. Billets 10,50 \$ pour les adultes et 8,50 \$ pour les jeunes de 12 ans et moins. Info : 956-4629.

♫ À compter du 25 mars au planétarium du Musée de l'homme et de la nature, **Stories from Space**. Coût : 2,99 \$ + TPS. Représentations les samedis et dimanches à 11 h et 13 h. Info : 956-2830.

EXPOSITIONS

♫ Au Centre culturel franco-manitobain, voyez **Transcendance**, de Megan Yun Wong, présenté dans la galerie jusqu'au 11 avril. Également en montre au salon Empire du Centre du patrimoine, **Acquisitions récentes : collection Pauline Boutal**.

♫ Nouvelles expositions au Musée des beaux-arts : **Focus on the 1950s : The Winnipeg Art Scene** ; et **Drawing Distinctions : 20e Century Drawing and Watercolours from the British Council Collection**. Jusqu'au 20 avril. Info : 786-6641.

♫ Au Musée de l'Homme et de la Nature : **Revelations from the Ancient Sands, Antiquities from Early Civilizations**. Info : 956-2830.

ENFANTS

♫ Manitoba Theatre for Young People présente **The Star Keeper**, jusqu'au 26 mars du Théâtre de l'Oeil de Montréal. Pour les 5 ans et plus. Info : 947-0394.

♫ Manitoba Theatre for Young People présente **Did and Dod and the Journey Home**, du 28 mars au 2 avril. Pour les 4 ans et plus. Info : 947-0394.

FAMILLE

♫ Au Centre d'interprétation du marais Oak Hammock : le 23 mars, **Nuit d'astronomie ; les constellations du printemps**. Info : 467-3300.

Sélection recueillie par Sandra POIRIER

PEINTURE

Le dialogue par les images

Daniel BAHUAUD

« **T**he Beauty That Was Joy... quel titre tout à fait à propos pour une exposition d'art religieux, affirme Robert Freynet. Quand je peins, le temps s'arrête et je sors de moi-même. C'est comme une sorte de transe où je retrouve mon centre, une expérience spirituelle qui produit une joie profonde. Si je peux communiquer cette joie dans mon art, tant mieux. J'aurai, je l'espère, stimulé la vie intérieure des gens, et leur foi aussi. Je crois que ça fait partie de ma vocation d'artiste. »

Cette joie, Robert Freynet la partage présentement avec les mennonites. Accompagné des artistes catholiques Marco Montess, Anthony Chiarella et Steve Repa, le résident de Sainte-Geneviève a été invité à présenter une quinzaine de toiles à la galerie du Mennonite Heritage Centre à Winnipeg.

Le curateur de la galerie du Mennonite Heritage Centre, Ray Dirks, estime pour sa part qu'un partage entre confessions ne peut être que positif. C'est lui qui a d'ailleurs invité les artistes. Robert Freynet lui semblait un candidat idéal puisque ses œuvres ornent plusieurs églises : la cathédrale de Saint-Boniface, l'église Notre-Dame-de-Lorette et l'église de Sainte-Geneviève.

Ray Dirks a même choisi le titre de l'exposition, qui, souligne-t-il, est inspiré d'une lettre du pape Jean-Paul II aux artistes. « En 1999, le pape a insisté sur l'importance de l'art religieux et des artistes, peut-on lire dans le feuillet de la galerie, Canvass. Quelle belle affirmation venant d'un chef d'église ! Le monde mennonite n'a rien d'aussi émouvant que cet appel à l'importance de l'art, bien que nos coreligionnaires

s'ouvrent de plus en plus à cette facette de l'expression religieuse. »

Cette ouverture signale un changement important chez les mennonites, qui ont longtemps condamné l'art visuel. Au XVIe siècle, les mennonites ont rejeté l'opulence des églises romaines, qu'ils qualifiaient de démesurée. De plus, en rejetant le culte des saints, ils n'avaient plus à les représenter dans leurs églises.

« On peut évidemment questionner le mérite de dépenser de l'argent et de temps sur l'art religieux, surtout lorsque l'Église chrétienne doit s'occuper des moins nantis, souligne Ray Dirks. Mais on ne peut pas nier l'impact et la profondeur des chefs d'œuvre de l'art catholique. J'admire le fait que les mennonites ont voulu épurer leur foi, mais je crois que nous avons perdu quelque chose lorsqu'on a complètement rejeté l'art. Dans mon contexte mennonite, je n'ai pas accès à ces ouvrages qui pourraient me rapprocher du créateur. »

Robert Freynet espère que *The Beauty That Was Joy* permettra aux catholiques et aux mennonites de s'entretenir sur ce qui les unit, et que l'exposition servira à démystifier la pensée catholique pour un public qui a à son égard des idées préconçues. « Les frères devraient se parler, souligne-t-il. Je suis heureux qu'on puisse s'entretenir sur l'expression de notre attachement à ce Christ qui, indépendamment des différences théologiques, est la même personne. Ceci dit, nos frères protestants ont parfois des notions de ce qu'on est qui sont fausses. Nous vénérons les saints, mais nous ne les adorons pas. Par conséquent, nos statues sont des rappels, et non des idoles. »

Outre ces mythes sur le catho-



photo: Daniel Bahaud

Robert Freynet : « Les frères devraient se parler. »

licisme, Robert Freynet estime qu'un deuxième défi s'impose aux artistes désireux d'entamer un dialogue œcuménique. « Notre art ne relève pas uniquement de la Bible, mais de la tradition catholique, souligne-t-il. On ne peut donc pas s'attendre à ce qu'un mennonite connaisse les hauts faits de la vie de Sainte-Geneviève, qui a vécu au bas Moyen-Âge. Heureusement, les œuvres présentées sont accompagnées de textes qui expliquent les scènes représentées. Au début, je croyais que ça serait une entrave au dialogue, mais les gens sont curieux. Ils veulent en savoir davantage. Et qui sait ? On pourrait peut-être inviter un jour les mennonites à nous partager la richesse de leur héritage musical. »

Beauty That Was Joy est en montre à la galerie du Mennonite Heritage Centre au 600, boulevard Shaftesbury (Grant et Shaftesbury) à Winnipeg jusqu'au 8 avril. Renseignements : 888-6781.



BOUILLON DE CULTURE

FAIRE ET DÉFAIRE L'AMOUR

Dimanche 2 avril à 20h15

Lundi 3 avril à 11h15

Vendredi soir 7 avril à 0h45



Bernard Pivot

Les méandres du cœur sont si tortueux que des millénaires d'étude n'ont réussi à les cartographier. L'amour, c'est le véritable reflet de la complexité humaine, et c'est de cette complexité que Bernard Pivot traite avec ses invités : Philippe Sollers pour *Passion fixe*, Michel Onfray pour *Théorie du corps amoureux* Pour une érotique solaire et Dominique Rolin pour *Journal amoureux*. Un BOUILLON DE CULTURE à cœur ouvert sur TV5.

DES RACINES ET DES AILES

LES DROITS DE L'ENFANT

Mardi 4 avril à 18h30

Mercredi 5 avril à 23h15

Jeudi 6 avril à 11h30

DES RACINES ET DES AILES consacre cette émission au 10^e anniversaire des Droits de l'enfant. À cette occasion, Patrick de Carolis invite Carole Bouquet, fondatrice des associations Enfance et Partage et AfterNative qui luttent contre l'enfance maltraitée, à commenter des reportages bouleversants. « Parce que respecter aujourd'hui la dignité des enfants, c'est contribuer à ce que la dignité de la personne soit une valeur plus reconnue dans le monde de demain... » - Carole Bouquet.



Carole Bouquet

L'intégrale de notre programmation se trouve sur Internet.

www.tv5.org

Du comptant au besoin

Une marge de crédit personnelle est un prêt à l'avance qui met à votre disposition une somme préautorisée et ce, tout simplement en remplissant un chèque ou en utilisant votre carte de débit.

C'est du comptant au besoin – urgence lors d'un voyage, réparations de voiture ou vente à rabais. Le taux d'intérêt est généralement beaucoup plus bas que la plupart des cartes de crédit et les frais d'intérêt s'appli-

quent seulement lorsque les fonds sont utilisés.

Il s'agit donc d'une protection à toute

épreuve contre un compte à découvert ou le retour de chèques sans provisions, en autant que vous respectez la limite d'emprunt préautorisée.



Justin Mangin
Commis au crédit

L'article qui précède est une insertion payée par la Caisse populaire de Saint-Claude.
Tél. : (204) 379-2332 • 1 (800) 477-7075 • caisse@cpnet.net



La Liberté, en collaboration avec les Rendez-vous de la francophonie, vous propose pendant quatre semaines consécutives des portraits de Canadiens et de Canadiennes qui ont été des figures marquantes au pays. La Liberté ajoutera à ces textes des portraits de Manitobains. Cette semaine nous vous présentons les portraits derniers de personnes marquantes aux yeux d'élèves de l'école Lavallée.

Louis Riel

Date de naissance : 21 octobre 1844

Ville : Saint-Boniface

Province : Manitoba

Vocation : Militant



Photo : The Metis Nation of Ontario

Louis Riel est le fils de Louis Riel père et de Julie Lagimodière, qui pratiquent la religion catholique avec ferveur. En 1858, Mgr Taché envoie Louis à Montréal poursuivre ses études dans le but de le former à la prêtrise. Louis Riel préfère étudier le droit avec Rudolphe Laflamme, puis il travaille à Chicago et à Saint-Paul, Minnesota, avant de revenir à Saint-Boniface en 1868.

À l'époque, sur les bords de la rivière Rouge, vivent environ 10 000 Métis, en majorité francophones et catholiques. Issus d'unions entre coureurs des bois et Amérindiennes, ils vivent de chasse aux bisons et cultivent des terres très fertiles. En 1869, le territoire des Métis est convoité par le gouvernement canadien qui veut y installer des colons anglophones en provenance de l'Ontario. Sans tenir compte des droits des Métis, il envoie des arpenteurs qui s'imposent avec beaucoup d'arrogance. Devant cette menace, les Métis décident de résister. Ils établissent un gouvernement provisoire du Manitoba (nom suggéré par Louis Riel) selon le principe de tolérance et d'égalité des cultures. Ce gouvernement élit Louis Riel comme président. Riel décide de s'emparer de Fort Garry (Winnipeg) et publie une liste des droits des Métis, pour souligner au gouvernement fédéral l'importance de négocier, avec les Métis, l'entrée du Manitoba dans la Confédération canadienne. Le gouvernement McDonald consent à négocier, mais les discussions achoppent au printemps de 1870, lorsque les autorités fédérales apprennent l'exécution de Thomas Scott, un Ontarien, par les Métis de Riel. La majorité anglophone du Canada ne pardonnera jamais à Riel cette exécution. Le 15 juillet 1870, de par le Manitoba Act, le Manitoba devient la 5e province canadienne. Le gouvernement du Canada ne reconnaît pas le gouvernement de Louis Riel, mais accepte la plupart de ses demandes (linguistiques, religieuses et territoriales). On conseille fortement à Louis Riel de s'exiler ; il part pour les États-Unis.

Dans les années 1870, de nombreux Métis vendent leurs terres pour aller s'établir plus à l'ouest, sur les rives de la rivière Saskatchewan. En 1882, ils sont de nouveaux rejoints par les arpenteurs fédéraux, qui montrent à leur égard autant d'arrogance qu'en 1869, au Manitoba. Indignés, les Métis font appel une fois de plus à Louis Riel, toujours réfugié aux États-Unis. Ils forment alors un gouvernement et organisent la résistance. Cette fois, ils ont l'appui des Amérindiens de l'Ouest qui, à leur tour, se sentent menacés par l'expansion des colons de l'Est. Le gouvernement fédéral refuse de négocier et décide d'envoyer les troupes mater les rebelles. Les forces combinées des Métis et des Amérindiens ne peuvent résister aux soldats bien mieux armés et transportés sur les lieux par chemin de fer. Au printemps 1885, ce soulèvement est durement réprimé. Fait prisonnier, Louis Riel est accusé de haute trahison.

Le procès de Riel divise les francophones et les anglophones du pays. Les Canadiens français, sensibles à la cause des Métis, crient à l'injustice et réclament son acquittement. Il est jugé à Regina, devant un jury composé exclusivement d'anglophones, et est pendu le 16 novembre 1885. Les Ontariens, souhaitant venger la mort de Scott (1870) et considérant les Métis comme des rebelles, accueillent avec satisfaction l'annonce de sa pendaison.

Encore aujourd'hui, cette histoire demeure bien vivante. Au début de l'année 1999, suite à un sondage favorable réalisé auprès des députés fédéraux, les députés Denis Coderre et Reg Alcock entreprennent des démarches officielles à la Chambre des communes pour amnistier Louis Riel. Cette amnistie permettrait à l'histoire de réhabiliter Louis Riel et de lui rendre tout le mérite qui lui est dû : la défense des droits des Métis et des Amérindiens.



Lise Gaboury-Diallo

par Aisha Diallo

Ma mère s'appelle Lise Gaboury-Diallo. Elle est née le 12 juin 1957 à Winnipeg, ses parents sont Étienne Gaboury et Claire Gaboury. Elle est pour moi la meilleure mère parce qu'elle est toujours là pour écouter mes problèmes et pour répondre à mes questions. Elle enseigne le français au Collège universitaire de Saint-Boniface. Elle est aussi très bonne poète! Sans ma mère, je ne serais pas capable de vivre. C'est une femme très serviable et elle s'occupe bien de la famille. Ma mère peut toujours trouver du temps pour moi. Elle est loyale et honnête envers toute notre famille. Si je devais expliquer ma mère en un mot, ce serait impossible. Ma mère est pas un mot. Je t'aime maman et je t'aimerai toujours, la nuit comme le jour et tant que je vivrai, tu seras ma maman préférée!

Claire Gaboury

par Aisha Diallo

Ma grand-maman est Claire Gaboury et j'en suis fière! Elle est née le 27 novembre 1936 à Montmartre, Saskatchewan. C'est une femme qui sait comment aimer chaque personne d'une façon particulière. Elle trouve du temps pour tout le monde. On pourrait même dire qu'elle a un cœur avec trop de place! Ma grand-mère n'est pas vieille et pour moi, elle ne le sera jamais. C'est une femme forte qui sait comment montrer sa joie! Ma grand-maman fait de la poterie depuis au moins 25 ans. Grand-maman, tu es la meilleure, je suis tellement ravie d'être ta petite fille et je le serai toujours. Je t'aime de tout mon cœur.

Mireille Kazadi

par Elfilukalu-Nkonsoro

Madame Mireille travaille comme auxiliaire à l'école Lavallée. En plus, elle est mariée et maman d'une jeune fille. Elle étudie aussi en soirée pour devenir enseignante. Elle vient d'Afrique, du Congo. Sa famille demeure encore au Congo. Je viens du Congo aussi. Elle est une personne gentille, amicale, très généreuse et serviable. Elle m'aide en mathématiques, en français, en sciences humaines, en science de la nature, un peu en anglais et elle corrige mes erreurs. Maintenant je parle anglais et je comprends les mathématiques. Merci beaucoup, madame Mireille.



Louise Beaudette

par Janelle Beaudette

Ma mère est non seulement quelqu'un qui prend soin de moi mais elle est ma meilleure amie. Elle est toujours là pour moi et qu'importe le problème, elle a une réponse pour tout, même si ce n'est pas qu'est-ce que je voulais entendre! Ma mère me donne confiance et m'encourage à faire ce que je fais. L'année dernière, ma tante était malade et le jour de ma fête, ma mère est allée la visiter. J'étais un peu déçue qu'elle ne soit pas là à ma fête. Le lendemain ma mère m'a amenée au magasin et on a passé toute la journée ensemble. Elle m'a dit qu'elle était déçue de n'avoir pu être là. Ma mère a toujours pensé aux besoins de ses enfants avant les siens. Je suis fière de ma mère et tout ce qu'elle fait. Maman je t'aime.

France Robidoux

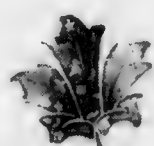
par Sasha

Maman a fait ses études en sciences politiques. Elle a maintenant un poste très exigeant qui constitue un grand défi! Elle est chef de cabinet pour Ronald Duhamel. Avec ses parents et son frère, maman a habité en France et en Hollande. C'est une personne chaleureuse, dévouée, remplie d'énergie et d'amour. Elle est comme ma meilleure amie! Je sais que son plus grand rêve, c'est la réussite de la vie de ses enfants. Je suis fière de ma maman!

Carole Robidoux

par Natalie LaRoche

J'aimerais vous présenter ma mère Carole. Elle a aidé plusieurs personnes dans sa vie, elle a aidé sa famille et ses amis. Ma mère travaille au Foyer Valade à Winnipeg. Je suis fière d'elle car elle a beaucoup de patience sinon elle serait pas la même personne. À la maison, elle fait beaucoup de travail et surtout au Foyer. Ma mère a un frère et deux parents. Elle a trois enfants à la maison; elle travaille très fort! Alors j'aimerais remercier les parents de ma mère pour l'avoir bien élevée. Je t'aime maman! et je suis très fière de toi!



Les Rendez-vous de la Francophonie

13 au 26 mars 2000



www.rendezvousfrancophonie.com



Une association regroupant 24 journaux-membres d'un océan à l'autre dont votre hebdo favori

La LIBERTÉ

Un air de campagne

À 78 ans, le père de Folle Avoine, Hart Rouge et Carmen Campagne lancera son premier disque, à la radio de Radio-Canada!

Sylviane LANTHIER

Il y aura de l'animation à Willow Bunch en fin de semaine, alors que les sept enfants d'Émile Campagne seront réunis autour de leur père qui, à 78 ans, lance son premier album! Intitulé *Émile*

Campagne, le disque compact rassemble des chansons qui, comme l'indique sa fille Aline Campagne, « rappelleront des souvenirs aux aînés ».

L'album, mentionne-t-elle, « est très reposant. La voix de ténor de mon père y est très juste et il chante

avec une belle force pour un homme de son âge qui n'a fait une carrière professionnelle. »

Si des chansons comme *Le vieux sapin*, *Il faut croire au bonheur*, *Ma Normandie*, *Un Canadien errant* ou encore *Pauvre marin breton* vous disent quelque chose, vous pourrez



Gracieuseté Ronald Goguen

La photo de la pochette du premier disque compact d'Émile Campagne.

SPECTACLES

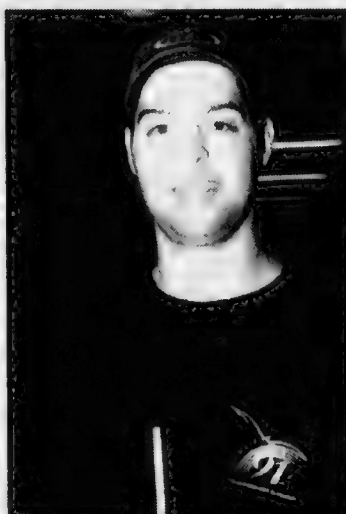
Prendre un coup de rire

Daniel BAHUAUD

Les mordus de l'improvisation et des saynètes humoristiques auront de quoi se régaler lors du spectacle de comédie « Une tasse de bière et un coup de rire », qui aura lieu le 24 mars au Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB).

Lors de la soirée, qui ressemblera à l'émission de télévision américaine, « Who's line is it anyway? », Pierre Tétraut, André Boucher, Jean-Daniel Boulet et l'invité spécial, Vincent Dureault, monteront sur scène et improviseront des saynètes comiques. Le maître de cérémonie, Marquis Pantel, proposera des sujets variés.

« On doit être un peu fous! »,



Archives La Liberté

Pierre Tétraut : « Je suis toujours nerveux quand je monte sur scène. »

lance Pierre Tétraut, qui en est rendu à son quatrième spectacle

d'improvisation. « Aucune saynète n'est préparée. On n'a aucune idée des sujets, alors on ne sait pas ce qui nous attend. C'est une situation dangereuse, Mais, parce qu'elle fait appel à l'imagination et la créativité, la formule plaît beaucoup au public. C'est aussi assez stressant. Je suis toujours nerveux quand je monte sur scène. »

Les trois spectacles précédents ont été présentés dans la salle académique du CUSB. Les organisateurs avaient dû refuser du monde. Cette fois-ci, le spectacle sera présenté dans la salle Martial-Caron, qui peut accueillir 250 spectateurs.

Une tasse de bière et un coup de rire aura lieu à 20 h. Billets : 5 \$ Renseignements : 233-0210 (Claude Araud ou Pierre Tétraut).

SOIRÉE EN SPECTACLE À LAURIER

Avec Vincent Dureault et Edmond Dufort

Le 1^{er} avril 2000 à 18 h
Salle communautaire de Laurier

Billets : 15 \$ • Claudette 447-2756 ou Jacques 447-2349

Commandité par La Liberté

donc les entendre sur cet album, où Émile Campagne est tour à tour accompagné par ses enfants et ses petits-enfants. Benoît (12 ans) et Andrée (10 ans), les enfants d'Aline Campagne, ont ainsi participé à l'enregistrement en accompagnant leur grand-père sur une berceuse. Annette et Carmen font également les harmonies sur d'autres chansons.

Fait à signaler, cet album a été enregistré sur une période d'environ deux ans. « C'est Paul qui a fait les enregistrements, raconte Aline Campagne. Il a d'abord enregistré la voix de mon père accompagné d'une simple guitare. Par la suite, avec Roland Stringer et Davie Gallant, ils ont enregistré l'instru-

mentation et les harmonies et fait les mixages. C'a été un projet de longue haleine, auquel tous ont participé quand ils en avaient le temps. »

En direct à la radio

Émile Campagne débutera donc dans sa nouvelle carrière le vendredi 24 mars, alors que son album sera lancé devant public, lors d'une émission radiophonique du réseau AM de Radio-Canada. Animée par Chantal Jolys, l'émission *Un air de campagne* pourra être entendue le samedi 25 mars en début de soirée.

La famille Campagne profitera de son séjour en Saskatchewan pour participer à un autre événement, le francophonie annuel de la communauté, diffusé à la radio locale, par lequel on lève des fonds pour les organismes francophones.

« J'ai aussi l'intention d'organiser un lancement au Manitoba, indique Aline Campagne. Ce lancement aura probablement lieu en mai, en compagnie de mon père. » D'ici là, les amateurs pourront trouver le disque compact *Émile Campagne* dans certains endroits, aux magasins HMV et à la page, par exemple. « J'en aurai aussi à vendre », indique Aline Campagne.

DR ODILE THERIAULT,
ophtalmiste

sera en congé
de maternité

à compter du 11 mai.

Pour rendez-vous, d'ici là,

POLO PARK VISION CENTRE
774-4111

ou

WESTWOOD OPTICAL
889-7298

LA QUÊTE

De Suzanne Kennelly,
en collaboration avec Daniel Tougas

Du 24 mars au 15 avril 2000
au Théâtre de la Chapelle
825, rue Saint-Joseph

20 h (les portes ouvrent à 19 h 30)

Billets : 18,97 \$ et 17,47 \$ au 233-8972

« Opération jeunes » mardi & mercredi : 6 \$ à la porte.



■ Chanter Brel, c'est chanter la démesure de l'amour, la solitude et l'amertume. Écouter Brel, c'est revivre les plus beaux moments de la quête du bonheur... mais aussi les plus cruels. **Suzanne Kennelly** et **Louis St-Cyr** chantent avec passion, accompagnés des musiciens **Claude de Moissac** et **Todd Kehler** et des comédiens **Jocelyn Forgues** et **Patrick Trudel**.

Venez passer de beaux moments au Cercle Molière en leur compagnie!

Une coproduction du
Cercle Molière avec
le Théâtre français du

Une présentation

Commanditaire média



National
Arts
Centre

LES ARTS
du Maurier



Radio-Canada
Manitoba



Je me permets de reprendre le thème du dernier spectacle des Communications Jean Fontaine - Rire encore! - pour vous parler de quelques films comiques.

D'abord, rendez-vous aux *Rendez-vous du cinéma québécois*, qui nous apportent trois films comiques. Ginette Reno et sa gang reviennent nous distraire dans *Laura Cadieux... la suite*. (Production de Denise Filiatrault et scénario signé Michel Tremblay - samedi à 21 h 30.) Une comédie sur la mafia, *Matroni et moi* (dimanche à 19 h 30), saura sans doute nous faire rire, et pour ceux qui aiment les farces basses et grasses (vous vous connaissez), *Elvis Gratton* sera de retour à Winnipeg samedi à 19 h 30. Les *Rendez-vous du cinéma québécois* ont lieu cette fin de semaine à la Cinémathèque de Winnipeg. Composez le 925-3454 pour plus de renseignements.

Ceux qui auront toujours envie de rire pourront voir une comédie américaine, *Drowning Mona*, qui met en vedette, entre autres, Danny DeVito, Bette Midler, Jamie Lee Curtis et Casey Affleck (petit frère de la coqueluche Ben).

Dans le village de Verplanck aux États-Unis, où le quotient intellectuel moyen semble plutôt bas, quelqu'un a tué Mona Dearly (Bette Midler). Le policier qui fait enquête découvre que compte tenu du caractère exécrationnel de la défunte, les suspects sont nombreux!

Que vous aimiez ou non Bette Midler, elle joue brillamment son rôle de harpie - elle fait carrément peur! En fait, la distribution constitue l'une des deux forces du film : on a l'impression que les acteurs se sont amusés à « s'imbéciliser » et à s'enlaidir. Vous n'aurez jamais vu une Jamie Lee Curtis aussi vilaine. L'autre force, c'est le dialogue et les petites touches du décor. Tous ceux qui ont connu la « belle » mode des années 80 pourront revivre le cauchemar.

Les faiblesses du film? L'enquête policière qui n'arrive pas à nous intéresser et le dénouement qui tombe à plat. Mais comme on y va pour rire, le film vaut bien le prix d'entrée, notamment pour les fans de Danny DeVito (*Throw Mama From the Train*, *The War of the Roses*).

À l'affiche prochainement

Du 7 au 13 avril, la Cinémathèque présentera *Un air de famille*, comédie dramatique de Cédric Klapisch (*Chacun cherche son chat*). Il s'agit d'une adaptation d'une pièce de Jean-Pierre Bacri et d'Agnès Jaoui, qui ont également rédigé le scénario du film. (Tous ceux qui prévoient faire un voyage en France ou au Québec prochainement pourront voir le dernier film du duo Bacri et Jaoui, *Le goût des autres*, qui connaît un succès monstre en France actuellement.)

Nous sommes dans un café surnommé *Au père tranquille* dont Henri Ménart, « le raté », est le propriétaire. La famille d'Henri se réunit pour fêter les 35 ans de Yolande, l'épouse de Philippe, « celui qui a réussi ». Philippe vient de passer en entrevue à la télévision. La conversation tourne vite au vinaigre, cependant, et la famille passe la soirée à s'engueuler en bons Français.

Le personnage de Yolande, interprété par Catherine Frot, est particulièrement charmant. C'est une cervelle de moineau qui trouve son fils contrariant. Il ose faire des otites! Mon personnage préféré, cependant, est celui de Denis (Jean-Pierre Darrousin), le barman qui assiste à cette réunion de famille. Bouquineur rêveur, méprisé par la famille Ménart, Denis possède de belles qualités et est très drôle sans le vouloir. (En passant, Mme Frot et M. Darrousin ont remporté des Césars pour leur interprétation.)

L'ambiance est parfois triste et tendue, mais le dialogue est parsemé de blagues très comiques qui font sourire (surveillez la réaction de Yolande quand elle voit ses cadeaux!), et la fin est superbe! Le film est particulier puisque la distribution est la même que celle de la pièce qui a joué à Paris; de plus, l'action se déroule principalement dans un café, ce qui crée une atmosphère théâtrale et intime. Compte tenu des espaces restreints, Klapisch utilise brillamment sa caméra et l'éclairage pour créer des plans intéressants. À voir si vous aimez les films sans prétention qui vous révèlent tranquillement leur cachet.

Une dernière recommandation...

Si vous aimez la musique latine, et notamment le style cubain, ne ratez pas *Buena Vista Social Club*, documentaire réalisé par Wim Wenders (*Paris, Texas* et *Les ailes du désir*). La musique cubaine est d'une tradition dite « pure » en raison de l'isolement de Cuba. Laissez-vous enchanter par les mélodies entraînantes et l'architecture romantique... Le film est en nomination pour l'Oscar du meilleur documentaire. À la Cinémathèque les 29 et 30 mars, à 19 h 30 et à 21 h 30.

Bon cinéma!

DÉJÀ VU dans La LIBERTÉ

L'exécutif de la SFM



Dans *La Liberté* du 7 avril 1976, on pouvait lire : « La Société Franco-Manitobaine nous présente son exécutif pour l'année 76-77. » Dans la première rangée, de gauche à droite, on trouve : Jean-Marie Taillefer, Dr Gérard Archambault, Jean-Maurice Lemoine, Sr Marcelle Lemaire. Dans la deuxième rangée, de gauche à droite, on trouve : André Fréchette, Armand Mercier, Richard Simoens et René Piché (absent de la photo, Camille Légaré).

Recette

Bananes flambées au rhum

Bananes flambées au rhum
Un dessert de printemps
Prendra très peu de temps
Est même très succulent
Dites-m'en des nouvelles
Quand vous reposerez
Vos tendres ailes

Prenez trois ou quatre bananes assez mûres et tranchez-les sur la longueur.

Faire fondre du beurre dans un poêlon et tourner les bananes délicatement dans le beurre chaud tout en s'assurant d'éviter de faire tourner le beurre au brun. Disperser une cuillerée à table ou deux de cassonade sur les fruits tout en les tournant toujours

délicatement afin de ne pas les abîmer et faire fondre le sucre.

Verser une cuillerée à soupe de rhum sur les fruits et flamber. S'assurer que votre mets est assez chaud pour flamber. Une fois que la flamme s'est abaissée, vous pouvez ajouter au choix des noix brisées, des amandes effilées, des pacanes, etc.

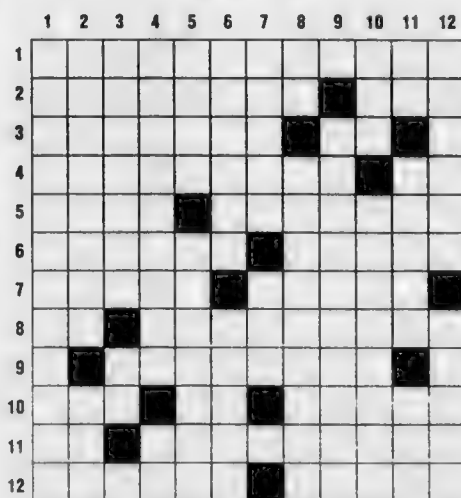
Servir délicatement dans une assiette à dessert et mettre une bonne cuillerée de crème glacée à la vanille veloutée qui fondra sur les bananes.

Une expérience inoubliable pour les papilles gustatives et quel plaisir de partager avec des amis.

Cette recette est une gracieuseté de Mireille Auclair.

M O T S C R O I S É S

PROBLÈME N° 88



HORIZONTALEMENT

- Suite de mouvements n'aboutissant à aucun résultat.
- Équidés sauvages d'Asie. - Besace.
- Ancienne mesure agraire (pl.). - Gamme.
- Se dit d'une coloration vive de la peau. - Expression de mépris.
- Disciple de saint Paul. - Linguiste français (1866-1936).
- Irrite, agace. - Oiseaux passereaux.
- Examinai, évaluai. - Parfait, merveilleux.
- Champion. - Événements fâcheux.
- Relatif à un asile.
- Écorce de chêne. - Fernand Quimet. - La totalité (pl.).
- Double. - Documents qui attestent une permission accordée.
- Évitée, escamotée. - Monument funéraire.

VERTICALEMENT

- Écrit constatant l'existence d'un contrat d'affrètement.
- Personnages principaux

- d'une œuvre de fiction. - Plante à odeur forte.
- Retranches une partie de. - Année.
- Ferais partie d'une assemblée. - Double.
- Unité de mesure de la sonie. - Opère à la transformation du raisin.
- Premier morceau que l'on coupe. - Terminée, achevée.
- Gantelet. - Interjection.
- Se suivent. - Rigueurs.
- Rendront la prospérité.
- Baie des côtes de Honshu. - Se dit d'une fibre épaisse.
- Possessif. - Simule pour tromper. - Pareil.
- Papiers portant témoignage. - Eusse dans la mémoire.

RÉPONSES DU N° 89

1	PH	L	A	M	I	N	E	U	S	E						
2	H	A	B	I	L	E	T	E		R	I	T				
3	I	B	E	R	I	D	E		A	E	D	E				
4	L	I	R	E		T	R	E	N	F	E					
5	A	L		S	A	T	A	N	E		R	A				
6	T	I	R		R	E	T	I	R	E	E	S				
7	E	T	A	L		R	I	G	I	D	E	S				
8	L	E	V	A	S		O	M	E	R		A				
9	T	I	D	O	I	N	E		E	P	I					
10	S	T	E	R	E	S		S	E	D	A	N				
11	T	I	R	E	U	S	E		L	O	T	I				
12	E	R	S		R	A	N	C	U	N	E	S				



photo: Serge Carrière

Les Sharks attaquent

Les Sharks de Saint-Laurent ont été couronnés champions de la division Atome B dans la ligue de hockey mineur région Interlake. L'équipe de 11 joueurs était composée de: (en arrière de gauche à droite) Calvin Bruce, Tristan Allain, Eric Bruce, Anthony Potvin, Jean-Paul Carrière, Réal Vouriot; (en avant de gauche à droite) Jason Ducharme, Ashley Potvin, Don Kilbury, Jennifer Coutu, Jean-Guy Ricard. Les trois entraîneurs, Claude Potvin, Gerry Bruce et Louis Allain, ont réalisé cet exploit malgré la courte saison justifiée par l'absence d'une glace artificielle.

HOCKEY

Vigier signe avec Atlanta

Jean-Pierre Vigier vient de signer son premier contrat professionnel avec les Trashers d'Atlanta. En attendant l'appel du grand club, il rejoindra les Solar Bears d'Orlando de la Ligue internationale de hockey.

Pascal DUBÉ

Lailier droit originaire de Notre-Dame-de-Lourdes, Jean-Pierre Vigier, a signé la fin de semaine dernière une entente pour le reste de la saison avec les Trashers d'Atlanta de la Ligue nationale de hockey. Au moment d'écrire ces lignes, l'étudiant de l'université North Michigan préparait ses bagages pour rejoindre le club école des

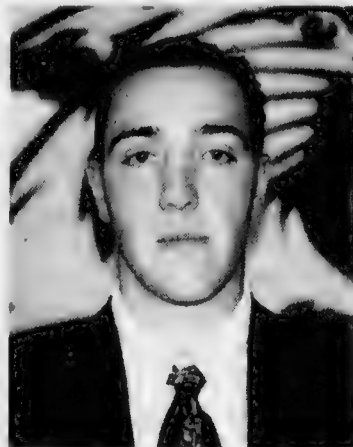


Photo: North Michigan University

Jean-Pierre Vigier a signé un contrat d'un an avec l'équipe de hockey les Trashers d'Atlanta.

Trashers, le Solar Bears d'Orlando de la Ligue internationale.

En 39 parties cette saison, le joueur de six pieds et de 190 livres a terminé au deuxième rang des pointeurs de son équipe avec une fiche de 18 buts et 17 aides pour 35 points. Il a terminé au premier rang de la ligue universitaire américaine avec une récolte de six buts en désavantages numériques. Il a également complété sa saison avec une excellente fiche de + 20.

« Je suis content d'avoir signé un premier contrat professionnel, déclare calmement Jean-Pierre Vigier. Les Trashers ne remporteront peut-être pas la coupe Stanley cette saison, mais au moins, cette expérience va me permettre de continuer mon développement.

« Le contrat que j'ai signé n'est valide que d'ici la fin de la présente saison, précise-t-il. Je devrai renégocier un nouveau contrat à la fin de l'année ou offrir mes services à d'autres équipes. »

Le jeune homme de 23 ans, étudiant en quatrième année en éducation physique, compte bien pouvoir compléter ses études par correspondance.

Rosanne Legal

Manitoba **ce soir**

**Toutes les nouvelles chaque jour.
Une heure d'actualités le mercredi.**



Radio-Canada
Télévision Manitoba

**18 H
REPRISE 23 H**

**Mangez
sainement
Jouez souvent**



Répétez régulièrement

L'activité physique régulière
et une alimentation saine

réduisent les risques
d'obésité.



www.participation.com

De la France au Manitoba : le meilleur des deux mondes

Si vos parents étaient venus de France s'installer au Manitoba alors que vous étiez enfant, comment vous identifieriez-vous aujourd'hui et que vous resterait-il de cet héritage ?

Bruno Le Madec et Bertrand Nayet répondent.

Erick THÉBERGE

Crêpes bretonnes, lapin à la moutarde, roquefort, far breton, Côtes-du-Rhône. Non, ce n'est pas le nouveau menu de la Lanterne Rouge, mais plutôt une partie de l'héritage familial que gardent précieusement deux Franco-Manitobains, Bruno Le Madec et Bertrand Nayet, dont les parents sont des immigrants français installés au Manitoba depuis moins d'une génération. Que reste-t-il de l'héritage français légué par leurs parents ?

Même si certaines habitudes françaises tendent à disparaître au fil des années, l'heureux mariage des cultures canadiennes et françaises se transmet aujourd'hui de génération en génération, constatent les deux Franco-Manitobains.

Enseignant au collège Louis-Riel, Bertrand Nayet n'a aucune difficulté à définir son identité. « Je ne me sens pas plus Français que Canadien, mais pas moins Canadien que Français ! »

Propriétaire de la Boutique du Livre à Saint-Boniface, Bruno Le Madec avait deux ans lorsqu'il est

arrivé au Manitoba avec ses parents en 1951. Ils ont quitté les Côtes d'Armor, une région de Bretagne très riche en culture et en tradition. « Mes parents sont encore très « bretonnants », explique Bruno Le Madec. Ils habitent Saint-Boniface et ils parlent encore le breton. » La Bretagne est la région la plus à l'ouest de la France. Aujourd'hui, on a recommencé à y enseigner le Breton dans les écoles.

Bertrand Nayet est arrivé au Manitoba à l'âge de 13 ans. En 1975, ses parents ont quitté l'Aveyron, une région bien connue pour la production de roquefort, pour venir s'installer au Manitoba. L'Aveyron est une région peu peuplée située entre le centre de la France et les Pyrénées. Comme plusieurs Français encore aujourd'hui, ils avaient soif d'aventure et rêvaient aux grands espaces du Canada. « Mes parents sont venus parce qu'on leur avait dit qu'il y avait des terres à cultiver ici, explique Bertrand Nayet. Ils ont tenu une ferme pendant plusieurs années et aujourd'hui, ils habitent à Saint-Pierre. »

Malgré leur identité canadienne, les deux hommes ont grandi avec des traditions culinaires bien françaises. Bruno Le Madec se

souvent des repas bretons préparés par sa mère. « Elle nous faisait des galettes bretonnes faites de farine de blé noir. Comme dessert, elle nous servait un far breton. Encore aujourd'hui, elle nous cuisine, à l'occasion, du lapin à la moutarde, un vrai régal ! », dit-il.

La galette de blé noir est un plat typiquement breton. Elle est préparée selon un savoir-faire que les Bretons ont perfectionné depuis des années. Habituellement, elle est servie avec un œuf, du jambon et du fromage, mais il y a mille et une façon de l'apprêter. La plupart du temps, on la mange en buvant une bolée de cidre de pomme.

Le far breton est une crème faite à base de lait, d'œufs et de farine, que l'on fait prendre au four. Le far aux pruneaux est très répandu en Bretagne.

Lors des grandes occasions, Bertrand Nayet explique que sa mère prépare de longs repas typiquement français. « À Noël ou à Pâques, on passe de longues heures à table, partageant un repas constitué de plusieurs services et arrosé de bon vin », raconte-t-il.

Il garde de bons souvenirs des produits français de chez lui. « J'ai



Bruno Le Madec.

grandi près des brebis de mon père, dont le lait servait à fabriquer le fameux fromage bleu roquefort. Aujourd'hui, j'en trouve quelques fois au Safeway de Grant Park ou à la Fourche, mais c'est un produit très rare et assez cher. Je le déguste avec mon vin préféré, le Côtes-du-Rhône. »

Bruno Le Madec ne cache pas que les liens avec sa famille française se font de plus en plus rares. « J'ai conservé ma fierté de Français, mais la dernière fois que j'ai visité ma famille remonte à 1985. Ma famille m'a aussi rendu visite à l'occasion », dit-il.

La dernière fois qu'il s'est rendu en France, Bertrand Nayet était heureux de retourner à ses racines, mais il constate qu'il est bien là où il est. « La dernière fois que j'ai visité la France remonte à 1991. J'ai beaucoup de famille là-bas, mais on se voit moins souvent.



Bertrand Nayet.

Lorsque mes parents sont arrivés au Manitoba, on entretenait une correspondance soutenue avec la famille. Aujourd'hui, la relation est sporadique, mais on aimerait se voir plus souvent », explique-t-il.

Les enfants de Bertrand Nayet grandissent avec quelques habitudes paternelles. « J'incite mes enfants à s'exprimer avec précision, explique l'enseignant au collège Louis-Riel. Mes parents m'ont transmis une certaine attitude face à la hiérarchie, comme le vouvoiement, la poignée de main, etc. C'est un comportement très français. Mon épouse, qui est Québécoise, a gardé son côté canadien français, où la hiérarchie est moins importante. Mes enfants se situent à mi-chemin entre les deux. Même si aujourd'hui on est envahi par la culture américaine, j'écoute à l'occasion les chansons de Renaud, Brassens et Brel, qui me rappellent d'où je viens. »

Une communauté qui a du cœur

Village de

Notre Dame de Lourdes

NOTRE-DAME de LOURDES

Membres du conseil :

Maire : M. Yves Julien

Conseillers : M. Denis Bibault
M. René Badiou
M. Marc Collet
M. Marcel Dansereau

Venez nous visiter au

www.notre-dame-de-lourdes.com

Tél. : (204) 248-2348 • Télécopieur : (204) 248-2677

Le CUSB, l'université de Saint-Boniface, ouvre la porte sur le monde

Collège universitaire de Saint-Boniface

Au Collège, nous sommes fiers :

- d'accueillir des étudiants des pays francophones.
- de rejoindre des francophones de partout grâce aux cours offerts par Internet.

233-0210 • www.ustboniface.mb.ca

Au revoir, Nelly

Directrice de l'Alliance Française depuis 1996, Nelly Sadoun termine son mandat en juin.

Sandra POIRIER

La directrice de l'Alliance française, Nelly Sadoun, aurait bien aimé rester un peu plus longtemps parmi la communauté franco-manitobaine, mais après deux missions, les « détachés » du gouvernement français doivent rentrer au bercail. « Avant, on avait des missions de trois ans et on pouvait renouveler pour trois autres années. Depuis qu'il y a eu un changement de gouvernement, nos missions sont de deux ans et on peut renouveler pour deux autres années, explique-t-elle. Et après deux missions, on doit retourner en France pour un minimum de trois ans. Ce sont les règles du jeu !

Organisme à but non lucratif,

l'Alliance française est chargée de promouvoir la langue et les cultures francophones dans quelque 150 pays. Comme l'explique Nelly Sadoun, les organismes dépendent plus ou moins de l'Alliance française de Paris puisque c'est elle qui paie le salaire des détachés communément appelés directeurs. « À Winnipeg, par exemple, l'Alliance française est un organisme canadien comportant un budget autonome. Elle gère entre autres ses fonds par l'entremise des cours de français auxquels la communauté anglophone participe. Entre 400 et 500 personnes suivent des cours chaque année.

« Ce sera difficile de quitter le Manitoba, indique Nelly Sadoun. J'y laisserai beaucoup d'amis. Chaque fois que je termine une mission, je laisse une partie de moi derrière.

« J'ai eu beaucoup de bonheur et mes enfants, Nathan (six ans) et Ilan (12 ans), ont eu beaucoup de plaisir au Manitoba. Ils ont adoré la neige. Le Canada, c'est un pays fait pour les enfants ! En plus, Nathan et Ilan sont des Français qui n'ont pas connu la France. Ils se sentent parfaitement Canadiens ! Ce sera dur pour eux aussi. »

Nelly Sadoun se souvient de son arrivée au Manitoba comme si c'était hier. Arrivée en septembre 1996, elle a dû affronter les froids de l'hiver. « J'avais habité six années en Nouvelle-Orléans. Ici, j'ai été confrontée à l'hiver, et l'hiver de 1996 à part ça ! Il m'a fallu m'adapter à un nouveau rythme. Un rythme où l'on hiberne pendant plusieurs mois », mentionne-t-elle.

« J'ai aussi eu des défis profes-



photo: Sandra Poirier

Nelly Sadoun quittera la province pour retourner en France au cours de l'été.

*Presque aussi bien
que d'étudier le français à Paris!*

Étudiez le français

dans une ambiance détendue et amicale
avec des professeurs qualifiés et expérimentés.

Pour toutes informations composez le
477-1515.

934, avenue Corydon
Winnipeg (Manitoba) R3M 0Y5



sionnels qui ont été plus grands que ceux de l'hiver, poursuit Nelly Sadoun. Je venais d'arriver et il me fallait faire la présentation du bilan. L'Alliance était très endettée. Un plan de redressement a dû être élaboré. J'ai dû licencier des gens, faire des diminutions de salaire, pour moi c'était un drame humain. »

Le plan de redressement devait malgré tout et en dépit de tout maintenir la programmation culturelle. « L'Alliance française n'existe pas seulement pour apprendre la langue française aux gens mais aussi pour leur permettre de s'immerger », souligne Nelly Sadoun.

Au cours des quatre dernières années, Nelly Sadoun a réussi à nouer des contacts avec la communauté franco-manitobaine.

Même si Nelly Sadoun a occupé le même emploi au cours de ses deux missions en Amérique, ses

responsabilités ont été plus différentes. « Les exigences intellectuelles au Canada sont beaucoup plus fortes qu'aux États-Unis. Au Canada, l'Alliance française ne peut pas se positionner comme aux États-Unis. Aux États-Unis, c'est le seul organisme que les francophones possèdent. Là-bas, l'Alliance est responsable de la formation des enseignants tandis qu'à Winnipeg c'est la Division scolaire franco-manitobaine qui s'en occupe, explique-t-elle. Ici, les défis sont plus importants. Au Canada, l'Alliance française doit sans cesse chercher son créneau identitaire. »

De retour en France, Nelly Sadoun occupera un emploi auprès du ministère de l'Éducation française.

L'Alliance Française connaîtra au cours de l'été le nom de la personne qui succédera à Nelly Sadoun à compter de septembre.



*Saint-Claude
le village de la pipe!*



**Venez vous joindre
à nous le 14 juillet
pour la fête de la Bastille!**

Téléphone : (204) 379-2382 • Télécopieur : (204) 379-2072

En vedette : **19,95 \$**

Isabelle Boulay
scènes d'amour

DAN BICRAS
FRANÇOIS CARRÉ
JIM CORCORAN
FRANÇOIS D'AMOUR
ANTHONY JALBERT
SERGI LAPIA
ÉRIC LAPOINTE
CLAUDE LÉVEILLÉ
JACQUES RICHARD
MICHEL RIVARD
LAWRENCE ROY
DANIEL SÉTY
BARNY VALSAINT

**La librairie À la Page,
pour de la musique en français!**
200, boulevard Provencher • 233-7223

Partir à l'aventure au Manitoba

Étudiants français au Collège universitaire de Saint-Boniface, Charline Leroy et Alexis Arnoux partagent leur expérience d'études « à l'étranger ».

Daniel BAHUAUD

Depuis quelques années, le Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB) mène des campagnes de recrutement en France qui connaissent du succès. En 1998, le CUSB a accueilli 26 étudiants français. L'automne dernier, 40. Parmi eux, on retrouve Charline Leroy et Alexis Arnoux, qui partagent leur expérience de vie et d'études « à l'étranger ».

Âgée de 19 ans, Charline Leroy est originaire de Fougères, en Bretagne. La jeune Française est à la veille de compléter une année au programme d'arts, après quoi elle rentrera en France. Alexis Arnoux vient de terminer sa première année en administration des affaires. Il a

également 19 ans. Originaire de la Bourgogne, il habitait jusqu'à tout récemment en Martinique.

« Je voulais vivre une expérience en milieu anglophone tout en étudiant en français, mentionne Charline Leroy. Je voulais aussi faire mes preuves comme jeune adulte. Apprendre à vivre seule dans une ville étrangère, c'est goûter à l'indépendance. Étudier au CUSB m'a permis de rencontrer ces objectifs. Mais j'étais surprise par le côté francophone du Manitoba. On peut facilement passer un an à Saint-Boniface sans parler en anglais. On ne se sent pas du tout dépaycé. »

Les deux étudiants s'accordent à dire que les Canadiens sont généralement accueillants. « Ce

sont des gens merveilleux, très ouverts, mentionne Alexis Arnoux. J'aime bien le fait que les Canadiens, sont respectueux. La politesse, et le fait d'avoir le cœur sur la main, ce sont des qualités admirables. »

Charline Leroy a vécu à la résidence des étudiants pendant plusieurs mois avant d'emménager dans un appartement. Elle se dit très heureuse des contacts qu'elle a pu établir. « J'ai passé Noël à Sainte-Anne, dans une famille très franco-manitobaine, dit-elle. J'ai connu le grand repas de Noël en famille, où toute la parenté est rassemblée autour de la table. Réveillonner, c'est super. »

Alexis Arnoux aurait souhaité vivre ce genre d'expérience, en se faisant plus d'amis Canadiens. Il souligne que bien des collégiens gardent leurs distances. « Je m'entends très bien avec mes professeurs, mais avec les étudiants, j'aimerais resserrer les liens », mentionne-t-il.

Charline Leroy est fascinée par la différence entre le système scolaire français et canadien. « En France, on insiste sur l'apprentissage de la culture générale, souligne-t-elle. Les élèves au lycée doivent suivre des cours de littérature, d'histoire et de philosophie. Mais du côté formation technique et professionnelle, l'Amérique du Nord est plus développée que l'Europe. Au 21^e siècle, c'est un atout. »

Les deux Français sont frappés



photo: Daniel Bahaud

Charline Leroy et Alexis Arnoux : Apprendre, et se laisser vivre.

par les vastes étendues canadiennes, même dans nos villes. « Au Manitoba, on ne peut pas vivre sans voiture, souligne Alexis Arnoux. En France, on vient à se débrouiller, le transport en commun étant plus accepté. Mais c'est en partie parce que nous n'avons pas des distances énormes à parcourir. »

Charline Leroy compte se rendre à Vancouver en voiture en mai. Traverser les plaines de l'Ouest, et franchir les montagnes Rocheuses, croit-elle, lui fera comprendre l'immensité du Canada. Mais, « il y a même des grands espaces à

Winnipeg, souligne-t-elle. J'adore le fait qu'on puisse visiter le parc Assiniboine pour se divertir. On n'a pas besoin d'aller en région pour respirer. »

Alexis Arnoux en convient, mais la campagne lui manque. « Depuis mon arrivée au Canada, je n'ai pas encore quitté la ville, confie-t-il. Ce n'est pas comme ça qu'on apprend à connaître sa future patrie. Heureusement qu'il me reste un an avant l'obtention de mon diplôme. Ça me donne encore du temps pour visiter le pays! »

CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE

À l'occasion des Fêtes de la Francophonie qui ont lieu à travers tout le Canada au mois de mars 2000, le Consulat Général de France à Toronto manifeste son soutien aux organisations qui font vivre la francophonie dans les trois provinces constituant sa circonscription au Canada (l'Ontario, la Saskatchewan et le Manitoba).

Le Consulat Général de France à Toronto salue tout particulièrement les associations francophones du Manitoba, dont il connaît l'engagement. Grâce à elles, la francophonie dans la province se porte bien, et manifeste une grande vigueur.

Ayez un lien avec nous.

Que vous soyez francophones, amis de la France ou simplement intéressés par notre pays, vous pouvez visiter le site internet du Consulat Général de France à Toronto.

Pour obtenir ce site, tapez :
<http://toronto.consulfrance.org>

Notre adresse,
par courrier électronique :
fsltto@idirect.com
ou encore :
frenchto@idirect.com

Présent au Manitoba depuis 1916 !

Moderne et progressive, la Société franco-manitobaine (SFM) existe officiellement depuis 1968, mais la défense de la langue française au Manitoba a débuté en 1916 avec l'Association de l'éducation des Canadiens-français du Manitoba. La SFM est au centre des revendications et des contestations judiciaires pour faire reconnaître les droits linguistiques des francophones du Manitoba. La SFM est aussi un organisme qui appui sa communauté, offrant divers services accessibles à sa clientèle.

Aujourd'hui, parmi les activités principales de la SFM, nous comptons :

- Gestion du fonctionnement de l'Entente Canada-communauté ;
- Revendication politique ;
- Relation publiques ;
- Promotion de la vie française au Manitoba ;
- Gestion du Centre de ressources communautaire ;
- Appui aux projets de la communauté ; et
- Concertation et développement communautaire.

La Société franco-manitobaine (SFM) est l'organisme porte-parole officiel de la communauté franco-manitobaine. Elle veille à l'épanouissement de cette communauté et revendique le plein respect de ses droits. De concert avec ses partenaires, elle planifie et facilite le développement global de la collectivité et en fait la promotion.



LA SOCIÉTÉ FRANCO-MANITOBAINE

La Société franco-manitobaine
383, boulevard Provencher, pièce 212
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0G9
(204) 233-4915
1-800-665-4443
sfm@franco-manitobain.org
www.franco-manitobain.org

De la Savoie à Notre-Dame-de-Lourdes

L'accueil chaleureux de la Montagne et la technologie moderne permettent à la famille Faure de garder ses attaches à la France. Ou du moins, presque...

Daniel BAHUAUD

Pierre Faure et sa famille se sont installés à Notre-Dame-de-Lourdes en août dernier. À peine sept mois après avoir emménagé en terre canadienne pour faire de l'apiculture, le Savoyard d'origine n'éprouve aucun problème à maintenir les liens avec la douce France, malgré les quelques 9 000 kilomètres qui le sépare de son pays natal. La communauté très française de Notre-Dame-de-Lourdes, ainsi que la technologie moderne, lui permettent de ne pas trop avoir le mal du pays.

« Ici à Notre-Dame-de-Lourdes, on n'a pas l'impression d'être au Canada, lance Pierre Faure. Tout se passe en français. Nous nous ne rendions pas compte que ça allait être si francophone. On est étonné d'entendre des expressions toutes françaises. Et l'accent; ils parlent le français comme des Français! C'est à croire que la culture canadienne n'a pas d'emprise sur eux. »

Pas du tout surprenant, puisqu'au XIXe siècle un nombre important de familles ont quitté la Savoie, la Bretagne, la Vendée et la Suisse pour venir s'installer dans la Montagne. « Nous ne le savions pas au moment de notre décision de venir au Canada, mais nous en sommes reconnaissants, souligne Pierre Faure. Quand on pense qu'il y a à Saint-Claude et à Lourdes des descendants d'immigrants venus, comme nous, de la vallée de la

Maurienne en Savoie, c'est formidable. »

Grâce à l'école française et aux services en français disponibles à Notre-Dame-de-Lourdes, les Faure ne sont pas en manque. « On vient d'un petit village, donc on n'a pas l'habitude de fréquenter les cinémas, souligne Pierre Faure. Pour nous, il n'y a rien de mieux qu'une visite à la bibliothèque du village. On fait souvent la navette à Saint-Boniface pour se ressourcer davantage. Côté culturel, on n'est pas en perte de vue! »

En effet, les Faure pourront même célébrer cet été la Bastille, la fête nationale française étant célébrée comme tradition à Saint-Claude. L'apiculteur s'attriste cependant du fait que les Savoyards de la région ne célèbrent plus la Fête-Dieu le 15 août. « Le 14 juillet, c'est important, mentionne Pierre Faure. Et nous nous rendons à Saint-Claude, mais la Fête-Dieu va nous manquer, parce que c'est une fête typique des régions montagnardes. En Savoie, la Fête-Dieu a conservé toute son ampleur. Il y a des défilés en costume traditionnels et l'on y entend aussi la musique et les airs traditionnels. »

Les Faure sont très liés à leur famille en France. Pierre Faure souligne que la technologie lui permet de maintenir ce lien familial important. « Au niveau des attaches en France, on n'a rien coupé, note-t-il. On s'appelle fréquemment. C'est incroyable comment la technologie facilite les contacts. On ne se sent pas du tout dépaycé. Au fait, nous

comptons dès le mois prochain s'équiper avec Internet, afin que les enfants puissent discuter avec leurs cousins français. Et en plus, il y a la télévision par satellite. Grâce à elle, j'apprends ce qui se passe en France aussi vite que ma famille en Savoie! »

Bref, au dire de Pierre Faure, tout est bien dans le meilleur des mondes... à une exception près. Le seul grand hic, estime-t-il, c'est le boire et le manger canadiens. Le Français a de la peine à s'habituer à nos habitudes culinaires. « Côté gastronomie, je crois que les Savoyards de la Montagne ont perdu leur savoir-faire, lance-t-il en riant. Au départ, on a l'impression de se retrouver sur une autre planète! C'est un vrai casse-tête pour faire la cuisine. On est obligé de répondre à nos manques avec d'autres produits.

« Et ce n'est pas facile, poursuit-il. Nous ne sommes pas des grands



Archives La Liberté

Pierre et Nicole Faure avec leurs enfants Jérémie et Marion.

buveurs, mentionne Pierre Faure. Mais lorsqu'on veut se ravitailler de vins blancs de notre région, il faut se rendre au magasin des alcools à Polo Park à Winnipeg. Les charcuteries savoyardes comme on les connaît,

avec leurs saucissons au porc et même à l'âne, n'existent pas ici. Les petits restaurants non plus. Trouver de bonnes andouillettes, c'est un problème épineux. »

Un nouveau consul général

Érick THÉBERGE

« La communauté franco-manitobaine est jeune, vivante et très active », affirme le nouveau consul général de France à Toronto, Hugues Goisbault.

Hugues Goisbault est le nouveau consul général de France pour les

régions de l'Ontario et des Prairies. La Liberté l'a rencontré au cours de sa première visite au Manitoba, le 9 mars.

Hugues Goisbault, en poste à Toronto depuis janvier dernier, s'est dit surpris de voir une communauté francophone aussi organisée. « Normalement, une partie de mon travail est de faire la promotion de la langue française, mais ici, ce sont les Franco-Manitobains qui se battent pour préserver leur langue », constate-t-il.

« La communauté franco-manitobaine n'est pas sur la défensive, dit-il, j'ai remarqué qu'elle est bien dans sa peau et ouverte sur le monde. »

Licencié en droit et diplômé en relations internationales, Hugues Goisbault s'est dit satisfait de ses rencontres avec les autorités politiques de la Province. « Le gouvernement du Manitoba est ouvert vers l'extérieur, et il connaît bien la France, déclare-t-il. Les politiciens ont un intérêt réel envers les francophones. »

Dans le contexte, le consul aimerait devenir un pivot entre l'Ouest et la France. « Mon rôle est de mieux faire connaître le centre du Canada en France, déclare-t-il. J'ai aussi comme fonction de faciliter le développement des échanges économiques entre nos deux pays. Je suis comme une passerelle. »

Selon Hugues Goisbault, le Manitoba est une région choyée : « Les grands espaces des Prairies font partie de l'imaginaire des Français. Au Manitoba, on retrouve un milieu urbain qui se mêle aux grands espaces. C'est un heureux mélange. »

Hugues Goisbault a une feuille de route bien remplie. Depuis 1973, il a toujours œuvré pour les affaires étrangères françaises. Entre 1993 et 1997, il a été consul général de France à Séville en Espagne et à Stuttgart en Allemagne.

Outre le consul de Toronto, le Canada compte quatre autres consuls français en poste à Vancouver, Québec, Moncton et Montréal.

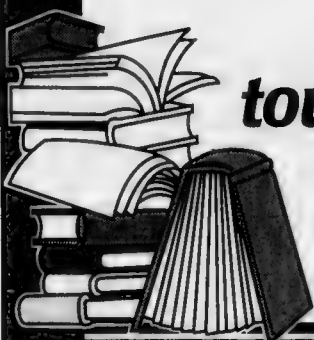
La Boutique du Livre

c'est...

tous les produits culturels
de langue française.

315, rue Kenny • Saint-Boniface

237-3395



Le défi
francophone

www.radio-canada.ca/manitoba

Une série de 10 documentaires inédits
sur la francophonie mondiale.

à CKSB

Le dimanche 26 mars à 14 h

Je rappe et je propose
La francophonie et la jeunesse

Dans le cadre de la Semaine de la francophonie



Télé-horaire de la semaine du 27 mars au 2 avril 2000



Du lundi au vendredi de 6 h 30 à 15 h 59

6h35 La Bande à Dingo	Trajectoires (Me)
7h00 Matin express	Second regard (J)
9h00 Les 3 Mousquetaires	Les Idées lumières (V)
9h58 Saveurs de saison	14h30 Babar
10h00 Liza	15h00 Les Chatouilles
11h00 La Vraie Vie	15h01 Johnson et ses amis
11h55 Saveurs de saison	15h10 Iris le gentil professeur
12h00 Le Midi	15h30 Petite étoile
12h30 Les Détecteurs de mensonges	15h45 Rouli-roulotte (L et M)
13h00 Les Sœurs Reed	La Boîte à lunch (Me et J)
14h00 Médias (L)	Les Frimousses (V)
	15h59 0340

Lundi

16h00 Art Attack	19h30 La Petite Vie
16h25 0340	20h00 4 et demi
16h30 OlympiadO	21h00 L'Ombre de l'épervier
16h55 0340	22h00 Le Téléjournal/Le Point
17h00 Watatow	23h00 Manitoba ce soir
17h30 Les Détecteurs de mensonges	23h30 Les Nouvelles du sport
18h00 Manitoba ce soir	23h58 De bouche à oreille
18h30 Courants du Pacifique	0h59 La Politique fédérale
19h00 Virginie	1h05 Fin des émissions

Mardi

16h00 Tohu-Bohu	19h00 Virginie
16h25 0340	19h30 La Fracture
16h30 A la poursuite de Carmen Sandiego	20h00 Bouscotte
16h55 0340	21h00 Enjeux
17h00 Watatow	22h00 Le Téléjournal/Le Point
17h30 Les Détecteurs de mensonges	23h00 Manitoba ce soir
18h00 Manitoba ce soir	23h30 Les Nouvelles du sport
18h30 L'Accent francophone	23h58 Découverte
	1h00 Fin des émissions

Mercredi

16h00 Tohu-Bohu	20h00 Christiane Charette en direct
16h25 0340	21h00 Quadra
16h30 Les Débrillards	22h00 Le Téléjournal/Le Point
16h55 0340	23h00 Manitoba ce soir
17h00 Watatow	0h00 Les Nouvelles du sport
17h30 Les Détecteurs de mensonges	0h28 Vues d'ici: Côté court.
18h00 Manitoba ce soir	Can. 1999. Sept court métrages
19h00 Virginie	1h55 Fin des émissions
19h30 Caserne 24	

Jeudi

16h00 Super Mécanix	22h00 Le Téléjournal/Le Point
16h30 0340-Le Magazine	23h00 Manitoba ce soir
17h00 Watatow	23h30 Les Nouvelles du sport
17h30 Les Détecteurs de mensonges	23h58 Cinéma: Les Caprices d'un fleuve. Fr. 1995. Drame psychologique. Ayant tué en duel un ami du roi, un noble est exilé dans une petite colonie africaine.
18h00 Manitoba ce soir	0h28 Vues d'ici: Côté court.
18h30 Clan destin	Can. 1999. Sept court métrages
19h00 Virginie	1h55 Fin des émissions
19h30 Un gars, une fille	
20h00 Une voix en or	
21h00 L'Écuyer	2h25 Fin des émissions

Vendredi

16h00 Lassie	23h30 Du Soda au Soda...
16h30 Les Nouvelles	0h30 Télé-Suspense.
Aventures des Intépides	Randonnée pour un tueur.
17h00 Insecta	É.-U. 1988. Drame. Au cours d'une intervention du FBI dans une affaire d'enlèvement, un criminel parvient à s'enfuir après avoir abattu son otage. Le policier chargé de l'opération se sent personnellement responsable de cet échec et jure de retrouver l'assassin.
17h30 Les Détecteurs de mensonges	2h50 Fin des émissions
18h00 Manitoba ce soir	
18h30 Des Mots et des maux	
19h00 La Vie d'artiste	
19h30 Catherine	
20h00 La Fureur	
21h00 Zone libre	
22h00 Le Téléjournal/Le Point	
23h00 Manitoba ce soir	

Samedi

7h00 Petit ours	15h30 L'Accent francophone
7h15 Fennec	16h00 Parents d'aujourd'hui
7h30 Boulevard Bazar	16h30 L'Arche de Noé
7h31 Jim Bouton	17h00 Le Téléjournal
8h05 Les 101 Dalmatiens	17h30 Franc jeu
8h35 Hercule	18h00 La Soirée du hockey
9h05 La Bande à Ovide	Molson Export
9h35 Couacs en vrac	21h00 Le Téléjournal
10h05 Et voici la petite Lulu	21h30 Les Nouvelles du sport
10h35 Mon ami Willy	22h00 Culture-Choc
11h00 Franc-Croisé	22h30 Branché
11h30 Clan destin	22h55 Télé-Nuit: Sommersby.
12h00 Le Midi	É.-U. 1993. Comédie dramatique. Deux ans après la guerre de Sécession, une jeune femme voit revenir son mari, qu'elle croyait mort au combat.
12h30 Cinéma: Les Aventures de David Balfour. É.-U. 1995. Film d'aventures.	1h10 Fin des émissions
14h30 Au poste!	
15h00 On aura tout vu...	

Dimanche

7h00 Benjamin	18h00 Le Téléjournal
7h10 Arthur	18h30 Découverte
7h30 Boulevard Bazar	19h30 Sur la terre des dinosaures
7h31 Gaspard,	20h00 Les Beaux Dimanches: Au rythme de ses rêves: Sylvie Fréchette
le gardien du parc	21h00 Les Beaux Dimanches: Danser sa vie. Documentaire
8h00 Souris des villes, souris des champs	1998. Ce documentaire suit Karen Kain, vedette du Ballet national du Canada.
8h30 Timon & Pumbaa	22h00 Le Téléjournal
9h00 Animaniacs	22h30 Les Idées lumières
9h30 Doug	23h05 Les Nouvelles du sport
9h45 Parcelles de soleil	23h33 Ciné-Club: La Couleur de l'argent. É.-U. 1986. Drame. Un ancien champion de billard devient le gérant d'un jeune joueur au style flamboyant.
10h00 Le Jour du Seigneur	1h40 Fin des émissions
11h00 Point de presse	
11h30 Médias	
12h00 Le Midi	
12h30 La Semaine verte	
13h30 Second regard	
14h00 Scully rencontre	
14h30 Entrée des artistes	
15h00 Jamais sans mon livre	
16h00 De bouche à oreille	
17h00 Blanche	



Du lundi au vendredi de 4 h 30 à 16 h

4h30 Infopublicité	10h45 TVA en direct
5h00 Salut, bonjour!	12h30 Boutique TVA
8h00 Bla bla bla	13h30 Les feux de l'amour
9h00 Maman Dion	14h30 Top modèles
9h30 Les Saisons de Clodine	15h00 Claire Lamarche
10h00 Aimer	16h00 Les Mordus
10h30 Coup de chapeau	

Lundi

17h00 Le TVA, édition 18 h	21h00 Le TVA, édition réseau
17h29 Le «Journal» de François Pénusse	21h29 Le «Journal» de François Pénusse
17h30 Piment fort	21h30 Vendredi c'est Julie
18h00 Lampe magique	22h30 Le TVA, sports
18h30 Les Ailes de la mode	22h58 Infopublicité
19h00 Place Melrose	0h58 Fin des émissions
20h00 Ally McBeal	

Mardi

17h00 Le TVA, édition 18 h	20h00 Rue l'Espérance
17h29 Le «Journal» de François Pénusse	21h00 Le TVA, édition réseau
17h30 Piment fort	21h29 Le «Journal» de François Pénusse
18h00 Un Monde de fous!	21h30 Le Poing J
18h30 Le bonheur est dans la télé	22h30 Le TVA, sports
19h00 Histoires de filles	22h58 Infopublicité
19h30 KM / H	0h58 Fin des émissions

Mercredi

17h00 Le TVA, édition 18 h	21h00 Le TVA, édition réseau
17h29 Le «Journal» de François Pénusse	21h29 Le «Journal» de François Pénusse
17h30 Piment fort	21h30 Le Poing J
18h00 La poule aux œufs d'or	22h30 Le TVA, sports
18h30 Arcand	23h01 Infopublicité
19h00 Le Retour	1h01 Fin des émissions
20h00 Les Machos	

Jeudi

17h00 Le TVA, édition 18 h	20h00 Fortier
17h29 Le «Journal» de François Pénusse	21h00 Le TVA, édition réseau
17h30 Piment fort	21h29 Le «Journal» de François Pénusse
18h00 L'Émission des records Guinness	21h30 Le Poing J
18h30 Les Grandes peurs de l'an 2000	22h30 Le TVA, sports
19h00 Diva	22h58 Infopublicité
	0h58 Fin des émissions

Vendredi

17h00 Le TVA, édition 18 h	21h30 Nikita
17h29 Le «Journal» de François Pénusse	22h30 Le TVA, sports
17h30 Piment fort	23h02 Ciné-Lune: Il était une fois dans l'ouest. It. 1968. Western. Un inconnu se fait le protecteur d'une femme menacée par des bandits.
18h00 J.E.	2h02 Fin des émissions
19h00 Histoire vraie: Jamais sans toi	
21h00 Le TVA, édition réseau	
21h29 Le «Journal» de François Pénusse	

Samedi

4h30 Infopublicité	17h30 Ciné-extra: Billy Madison. Am. 1995. Comédie. Afin de pouvoir succéder à son père à la tête d'un empire financier, un grand dadaï doit retourner sur les bancs de l'école primaire.
5h30 En forme avec Josée Lavigne	19h30 Cinéma extrême: Le gars du câble. Am. 1996. Comédie satirique. Un inconnu au caractère fantasque et un peu inquietant s'immisce dans la vie d'un jeune architecte dont il veut devenir le meilleur ami.
6h00 Salut, bonjour!	21h30 Le TVA, édition réseau
9h00 Qui de nous Bugs? Cyberclub	21h54 Le TVA, Sports
9h30 Le goût de chez nous	22h22 Ciné-lune: Le Cobaye. Am. 1992. Film de science-fiction. Un simple d'esprit qui sert de cobaye à un scientifique se retrouve avec des pouvoirs paranormaux incontrôlables.
10h00 Vins et fromages	0h22 Infopublicité
11h00 Fleurs et jardins	1h52 Fin des émissions
11h30 Infopublicité	
12h00 Les Ailes de la mode	
12h30 Boutique TVA	
13h30 Infopublicité	
14h00 Challenge automobile sur glace Canada-Québec	
15h00 Ciné-pop: Danger sous le soleil. Am. 1994. Film d'aventures. Les exploits de deux aventuriers qui possèdent un bateau équipé de nombreux gadgets.	
17h00 Le TVA, édition 18 h	
17h29 Le «Journal» de François Pénusse	

Dimanche

4h30 Infopublicité	retrouver.
5h30 En forme avec Josée Lavigne	17h00 Le TVA, édition 18 h
6h00 Salut, bonjour!	17h29 Le «Journal» de François Pénusse
9h00 Vision mondiale	17h30 Décibel
10h00 Évangélisation 2000	18h00 Les Forges du désert
10h30 Complètement marteau	19h00 Ciné-dimanche: Les Procureurs. Am. 1996. Drame judiciaire. Une célèbre femme procureur délaisse ses affaires afin de venger à tout prix l'assassinat de son mari.
11h00 Via TVA	21h00 Claire Lamarche
11h30 Fais-en ton affaire!	22h00 Le TVA, édition réseau
12h00 Infopublicité	22h24 Le TVA, Sports
12h30 Boutique TVA	22h25 Le «Journal» de François Pénusse
13h30 Infopublicité	22h58 Évangélisation 2000
14h00 Le championnat des quilles	23h20 Infopublicité
15h00 Cinéma en famille: Bingo. Am. 1991. Comédie fantaisiste. Ayant été séparé d'un gamin qui venait à peine de l'adopter, un chien savant parcourt les États-Unis pour le retrouver.	0h50 Fin des émissions

Le Jour du Seigneur
le dimanche 2 avril à 10 h à la SRC

Messe célébrée à la Cathédrale de Saint-Jérôme par André Daoust, curé.



Du lundi au vendredi de 5 h 00 à 14 h 30

5h00 TV5 Infos	11h15 Gourmandises (Ma au V)
5h03 Temps d'affaires (L)	Bouillon de culture (L)
Taxi pour l'Amérique (Ma)	Revue de presse canadienne (V)
Les idées lumière (Me)	11h30 Faut pas rêver (Ma)
Panorama (J)	La vie à l'endroit (Me)
Les arts et les autres (V)	Des racines et des ailes (J)
5h30 Télématin	Faxculture (V)
7h30 Les Zap	12h30 Fleurs et jardins (L)
8h00 Zig zag café	Les miroirs aveugles 1/2 (Ma)
9h00 Journal de TV5	Découverte (V)
9h15 TV5 Questions	Funambule (L)
9h30 100% Question	A bon entendeur (Me)
10h00 TV5 Infos	Vins et fromages (V)
10h03 Mise au point (L)	13h15 Franc parler (J)
Dimanche midi Amar (Ma)	13h30 Journal de France 2
Noms de Dieux (Me)	14h00 Journal beige
Les grands jours du siècle (J)	14h30 Journal suisse
Les idées lumière (V)	15h00 La chance aux chansons
La 50e avenue (V)	15h45 Gourmandises
11h00 Journal de TV5	

Lundi

16h00 Les caméts du bourlingueur	23h00 Soir 3
16h30 Pyramide	23h15 Une qui promet
17h00 Des chiffres et des lettres	0h45 TV5 Questions
17h30 Taxi pour l'Amérique	1h00 Reflets Sud
18h00 Journal de France 2	2h00 TV5 Infos
18h30 La vie à l'endroit	2h03 Mise au point
20h00 A bon entendeur	3h00 Journal de TV5
20h30 Pans prêt-à-porter mars 2000	3h15 TV5 Questions
21h30 Journal beige	4h00 Des chiffres et des lettres
22h00 Journal suisse	4h30 100% Question

Mardi

16h00 Téléjournalisme	23h15 La vie à l'endroit
16h30 Pyramide	0h50 TV5 Questions
17h00 Des chiffres et des lettres	1h05 Pans prêt-à-porter mars 2000
17h30 Les idées lumière	2h00 TV5 Infos
18h00 Journal de France 2	2h03 Dimanche midi Amar
18h30 Des racines et des ailes	3h00 Journal de TV5
20h20 TV5 Infos	3h15 TV5 Questions
20h30 Temps présent	3h30 Pyramide
21h30 Journal beige	4h00 Des chiffres et des lettres
22h00 Journal suisse	4h30 100% Question
22h30 Soir 3	
23h00 Journal de TV5	

Mercredi

16h00 Télécinéma	22h30 Soir 3
16h30 Pyramide	23h00 Journal de TV5
17h00 Des chiffres et des lettres	23h15 Des racines et des ailes
17h30 Panorama	1h03 Temps présent
18h00 Journal de France 2	2h00 TV5 Infos
18h30 Envoyé spécial	2h03 Les grands jours du siècle
19h00 TV5 Infos	3h00 Journal de TV5
20h03 Méditerranée	3h15 TV5 Questions
20h30 Les miroirs aveugles (2/2)	3h30 Pyramide
21h30 Journal beige	4h00 Des chiffres et des lettres
22h00 Journal suisse	4h30 100% Question

Jeudi

16h00 Magellan hebdo	22h30 Soir 3
16h30 Pyramide	23h00 Journal de TV5
17h00 Des chiffres et des lettres	23h15 Envoyé spécial
17h30 Les arts et les autres	0h45 TV5 Questions
18h00 Journal de France 2	1h00 Les miroirs aveugles (2/2)
18h30 Union libre	2h00 Noms de Dieux
19h30 Ecrans du monde	3h00 Journal de TV5
20h00 TV5 Infos	3h15 TV5 Questions
20h30 Une aventure de Nestor Burma	3h30 Pyramide
21h30 Journal beige	4h00 Des chiffres et des lettres
22h00 Journal suisse	4h30 100% Question
22h30 Soir 3	

Vendredi

16h00 Courants d'art	23h00 Journal de TV5
16h30 Pyramide	23h15 Une aventure de Nestor Burma
17h00 Des chiffres et des lettres	0h45 Bouillon de culture
17h30 d.	2h00 TV5 Infos
18h00 Journal de France 2	2h03 Outremers
18h30 Le printemps de Faut pas rêver	3h00 Journal de TV5
20h25 TV5 Infos	3h15 TV5 Questions
20h30 La télé des Francophiles	3h30 Pyramide
21h30 Journal beige	4h00 Des chiffres et des lettres
22h00 Journal suisse	4h30 100% Question
22h30 Soir 3	

Samedi

5h00 TV5 Infos	15h00 La télé des Francophiles
5h03 Cap aventure	16h00 Le printemps de Faut pas rêver
5h30 Thé ou café ?	18h00 Journal de France 2
6h20 Revue de presse canadienne	18h30 Le plus grand cabaret du monde
6h30 Découverte	20h45 Union libre
7h00 Les Zap	21h30 Journal beige
8h00 Le petit journal	22h00 Journal suisse
8h30 Funambule	22h30 Soir 3
9h00 Journal de TV5	22h45 TV5 Questions
9h15 TV5 Questions	23h00 Journal de TV5
9h30 Les caméts du bourlingueur	23h15 Le dernier fils
10h00 TV5 Infos	0h45 Images de pub
10h30 Magellan hebdo	à 2h00 Changement d'heure
11h00 Ecrans du monde	2h00 TV5 Infos
11h15 Génies en herbe	2h03 La télé des francophiles
12h00 Reflets Sud	3h00 Journal de TV5
12h30 Sport africa	3h15 TV5 Questions
13h30 Journal de France 2	3h30 Une aventure de Nestor Burma
14h00 Journal beige	
14h30 Journal suisse	

Dimanche

5h00 TV5 Infos	16h30 Pyramide
5h03 Cap aventure	17h00 La 50e avenue
5h30 Thé ou café ?	17h30 Grands gourmands
6h30 Signes	18h00 Journal de France 2
7h00 A bon entendeur	18h30 Vivement dimanche
7h30 Les Zap	20h12 TV5 Infos
8h00 Le petit journal	20h15 Bouillon de culture
8h30 Les mondes fantastiques	21h30 Journal beige
9h00 Journal de TV5	22h00 Journal suisse
9h15 TV5 Questions	22h30 Soir 3
9h30 Temps d'affaires	22h45 TV5 Questions
10h00 TV5 Infos	23h00 Journal de TV5
10h03 Kiosque	23h15 Le plus grand cabaret du monde
11h00 Journal de TV5	1h30 d.
11h15 Arrêt d'urgence	2h00 TV5 Infos
12h45 Images de pub	2h03 Faxculture
13h00 Taxi pour l'Amérique	3h00 Journal de TV5
13h30 Journal de France 2	3h15 TV5 Questions
14h00 Journal beige	3h30 Pyramide
14h30 Journal suisse	4h00 Pans prêt-à-porter mars 2000
15h00 Outremers	
16h00 Fleurs et jardins	



Du lundi au vendredi de 4 h 30 à 20 h

4h30 Le monde ce matin	14h00 L'Ouest en direct
5h00 Matin express	15h00 Nouvelles, bourse, météo, bulletin de santé
8h00 Le monde ce matin	15h35 Le journal de France 2
8h30 Médias (L)	16h00 Aujourd'hui
Le point (Ma-V)	17h00 Euronews
9h00 L'Atlantique en direct	17h30 Capital actions
10h30 Le Québec en direct	18h00 Le monde ce soir
11h00 Le midi	19h00 Grands reportages

Un bel équilibre

Sauf quelques réserves, le premier budget triennal de la Ville de Winnipeg fait l'affaire des résidents et des entrepreneurs.

Daniel BAHUAUD

La Ville a déposé le 15 mars le premier budget triennal de son histoire et, dans l'ensemble, le plan est bien accueilli par les résidents et les entrepreneurs francophones de Saint-Boniface.

Le budget triennal de 667 millions \$ prévoit l'élimination sur 3 ans d'environ 600 postes à temps partiel, ce qui permettra à la Ville de diminuer de 6 % les taxes foncières d'ici 2002. De plus, 22 postes administratifs à temps plein ont été coupés du service policier.

« Ces coupures sont administratives et n'entraîneront pas une réduction des services », a affirmé le conseiller municipal de Saint-Boniface, Daniel Vandal.

Le budget a cependant été élaboré sans que le conseil de Ville sache précisément le montant de sa subvention provinciale annuelle, qui sera annoncée au moment du dépôt du budget néo-démocrate ce printemps. D'habitude, la Province annonce plus tôt les sommes qu'elle accordera à la Ville. L'an dernier, la métropole a reçu 63 millions \$. La Ville prévoit obtenir 67,5 millions \$, faute de quoi elle ne pourra pas diminuer ses taxes comme prévu. À la mairie, on ne prévoit pas cependant de difficultés à obtenir ce montant.

Le budget triennal prévoit une diminution des taxes foncières de 2 % par an pendant trois ans. Un résident, propriétaire d'une maison dont la valeur avoisine les 100 000 \$ verrait donc sa facture diminuer de 30 \$ en 2000, de 60 \$ en 2001 et de 90 \$ en 2002.

La présidente de l'Association des résidents du Vieux Saint-Boniface, Monique Mulaire, est heureuse que la Ville ait réduit ses taxes sans pour autant couper dans les services. « Chaque fois que la Ville a coupé dans les services, ce sont des quartiers comme Saint-Boniface qui ont souffert, souligne-t-elle. Cette fois-ci, nos piscines et nos bibliothèques n'ont pas été touchées. J'aime qu'on ait augmenté de 200 000 \$ le programme pour traiter les arbres atteints de la maladie hollandaise de l'orme. Pour le Vieux Saint-Boniface en particulier, c'est important. Nous avons des rues magnifiques. »

*La réduction
des taxes foncières
affecte tout le monde,
y compris
les entrepreneurs*

Pour la taxe d'affaires, la Ville a aussi choisi de maintenir le taux de 9,75 % instauré en 1996. Propriétaire d'Horizon International Distributors, Gilbert Dubé est heureux de la réduction générale des taxes foncières, mais croit que la Ville aurait pu également réduire celle des entreprises. « La réduction de 6 % sur trois ans va aider, et je ne veux pas prendre en mal de bonnes nouvelles, dit-il. C'est un début, mais depuis que j'ai acheté la propriété en 1983, la taxe foncière a doublé. Je paie déjà 12 000 \$, sans parler des 2 500 \$ pour la taxe d'affaires. Et je n'ai pas encore mentionné ma maison! J'espère

qu'on trouvera à l'avenir d'autres moyens d'encourager les entrepreneurs. »

Le porte-parole de la Chambre de commerce francophone de Saint-Boniface, Raymond Lafond, voit la situation d'un autre œil. « C'est un budget très positif, affirme-t-il. La réduction des taxes foncières affecte tout le monde, y compris les entrepreneurs. »

Il est possible que les réductions de taxes municipales ne se fassent pas sentir, si les commissions scolaires augmentent leur part des taxes pour répondre aux besoins des écoles. Le maire de Winnipeg, Glen Murray, a fait remarqué en déposant son budget que pour la première fois de son histoire, la Ville allait percevoir moins de 50 % des taxes foncières. « Le maire a raison de critiquer la Province, affirme Monique Mulaire. À cause des coupures provinciales, les divisions scolaires sont obligées de chercher les fonds qu'elles n'ont pas auprès des contribuables de Winnipeg. La Province n'assume pas sa pleine responsabilité. »

Dans le domaine de la sécurité publique, la Ville a augmenté de cinq millions \$ son budget pour les services policiers. Cette somme n'entraînera pas une amélioration du service, mais servira à maintenir le nombre d'agents dans la métropole, ceux-ci ayant obtenu une hausse salariale. Le budget maintient également le nombre de pompiers. « Maintenir notre force policière et nos pompiers, compte tenu du vandalisme et du nombre d'incendies criminelles de l'an dernier, c'est faire signe de prudence », souligne Raymond Lafond.

Le conseiller municipal de



Archives La Liberté

Monique Mulaire : « On y gagne au change. »

Saint-Boniface et président du comité d'orientation permanent sur la sécurité et les services communautaires, Daniel Vandal, se dit déçu que la Ville ait décidé de ne pas acheter au coût de 2,5 millions \$ d'autres ambulances. Par contre, il se dit optimiste que la Ville et la Province arriveront à combler cette lacune. « Le comité sur la sécurité et les services communautaires entame depuis l'automne un dialogue avec la Province, souligne-t-il. Nous espérons conclure, possiblement le 1er mai, une entente qui nous permettra d'acheter des ambu-

lances. »

Daniel Vandal estime cependant que les 700 000 \$ du budget consacrés à l'embauche de 12 employés paramédicaux augmenteront d'une manière importante les services d'urgence de la Ville.

Pour la première fois, la Ville accordera un rabais de 20 % aux étudiants au postsecondaire qui achètent un laissez-passer de transit. Par contre, à partir du 1er septembre, le prix du billet passera de 1,55 \$ à 1,60 \$. « Pour les étudiants qui doivent payer des frais de scolarité importants, c'est une bonne nouvelle. »

Brillants Dynamiques Ouverts sur l'avenir

BDO Dunwoody SRL a le plaisir d'accueillir trois nouveaux associés.

Mme Claudine Cordeiro est spécialiste en matière de vérification, à Kenora. Oeuvrant depuis quinze ans dans les domaines de la comptabilité et de la vérification, elle s'est établie une clientèle loyale et fidèle. Mme Cordeiro exerce ses activités auprès de différents types d'organismes tels les caisses populaires, les hôpitaux, les organismes sans but lucratif et les entreprises indépendantes. Elle travaille aussi dans le secteur des jeux et paris.

M. James Doer fournit, depuis 17 ans, des services de certification, de planification fiscale, ainsi que des services conseils aux entreprises à partir de la succursale de Winnipeg. Sa clientèle se compose de particuliers, d'entreprises indépendantes, d'organismes autochtones et d'entreprises agro-industrielles.

M. Marc Rivard compte plus de 13 années d'expérience dans les domaines de la certification et des conseils aux entreprises, à Winnipeg. Il travaille auprès d'entreprises indépendantes et d'organismes sans but

lucratif, notamment dans les secteurs des soins de santé, de l'éducation et du logement.

Les professionnels dynamiques tels Mme Cordeiro, M. Doer et M. Rivard rehaussent la valeur des services financiers et des services de gestion que nous fournissons à nos clients les plus performants du Manitoba et du Nord-Ouest de l'Ontario.

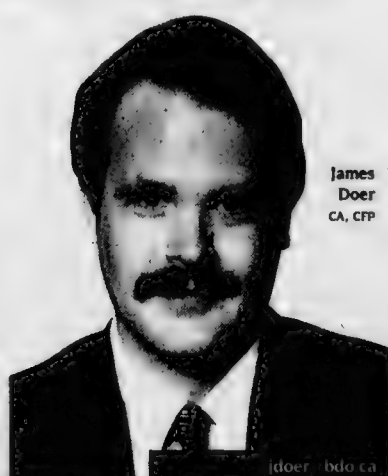
BDO Dunwoody SRL se donne à fond aux petites et moyennes entreprises et aux gens d'initiative qui les exploitent. Septième cabinet d'expertise comptable et de conseils en importance au Canada, notre but est de devenir chef de file mondial en matière de services conseils aux entreprises.

IBDO BDO Dunwoody SRL
Comptables agréés et
experts-conseils

Site Web: <http://www.bdo.ca>
Winnipeg: Tél. 204-956-7200
Téléc. 204-926-7201
Kenora: Tél. 807-468-5531
Téléc. 807-468-9774



Claudine
Cordeiro
CA



James
Doer
CA, CFP



Marc
Rivard
CA

Une rencontre historique

Réjean Paulin (APF)

Le collège agricole d'Alfred en Ontario a été le théâtre d'un événement sans précédent dans l'histoire du Canada, alors qu'il accueillait un colloque réunissant 70 agriculteurs francophones de partout au Canada.

Lancée il y a cinq ans par l'Union des cultivateurs franco-ontariens (UCFO) et la Fédération des agriculteurs et agricultrices francophones du Nouveau-Brunswick, l'idée de ce colloque s'est enfin concrétisée, permettant aux agriculteurs présents de jeter les bases d'un nouveau mouvement associatif. Ils ont mis sur pied un

comité d'action pour concevoir un réseau destiné à leur donner plus de poids politique et à promouvoir l'usage du français dans une industrie où presque tout se passe en anglais.

Rompre l'isolement

Les participants au colloque ont constaté que l'isolement constituait le principal obstacle à leur épanouissement communautaire. Les agriculteurs francophones, seuls sur leurs terres, sont doublement isolés selon le président de l'UCFO, Alain Delorme. « Nous sommes isolés parce que nous habitons en région rurale, dit-il. Être seul à parler français accentue cette

impression. »

« Nous ne sommes que huit à dix couples francophones qui faisons de l'agriculture dans ma province », ajoute Glenda Doucet-Boudreau de la Baie-Sainte-Marie en Nouvelle-Écosse.

Pour vaincre cette solitude, les agriculteurs ont décidé de créer et entretenir un esprit de communauté qui leur faisait défaut et qui vient de prendre naissance.

Éloignés mais pas si différents

Pendant les trois jours consacrés à échanger sur leur situation, ils ont constaté qu'ils avaient beaucoup plus en commun que le seul usage

Un réseau à définir

Le premier colloque national d'agriculteurs francophones minoritaires s'est mué en rampe de lancement pour la création d'un réseau qui reliera les agriculteurs d'expression française des trois territoires et des provinces à majorité anglophone.

Le comité d'action mis sur pied pour en jeter les jalons devra se pencher sur le large éventail de possibilités exposées pendant la rencontre. Si les agriculteurs savent ce qu'ils veulent faire, il leur reste à trouver comment y parvenir.

Internet leur est apparu comme un outil d'une grande efficacité pour les rapprocher. Mais les agriculteurs francophones devront d'abord prendre l'habitude de chercher en français l'information qu'ils trouvent en anglais. Les participants au colloque ont reconnu qu'il y aura un certain effort à faire de ce côté.

Il leur faudra se doter d'un site Internet pour diffuser cette information. Ils songent à se greffer au réseau de l'Union des producteurs agricoles du Québec, déjà structuré et assez bien développé.

« Le réseau (avec tous ses outils) est un moyen pour faire ensemble des projets concrets, dit le directeur exécutif de l'Union des cultivateurs franco-ontariens et coprésident du comité organisateur du colloque, Pierre Glaude. Les gens nous ont dit qu'ils veulent de l'information agricole sur Internet et de la formation en français. »

de la langue française. L'activité agricole qu'ils pratiquent diffère d'une région à l'autre du Canada, mais les préoccupations se ressemblent. Ce fut une agréable surprise pour le Franco-Manitobain René Saquet, qui exploite une ferme à Laurier. « Je ne me rendais pas compte qu'il y avait tant de similitudes entre les différentes régions du pays », dit-il.

Parmi les points en commun, il y a ce défi particulier qui est de faire reconnaître la contribution du monde rural et de l'agriculture à l'économie et à la société. C'est un défi que le nouveau réseau permettra de relever en français, selon Glenda Doucet-Boudreau.

« En rompant l'isolement, dit-elle, le réseau nous redonnera la fierté, non seulement d'être francophones, mais aussi d'être agriculteurs. Quand on se sent bien dans ce qu'on fait, on redouble d'effort pour résister à l'assimilation. »

Les agriculteurs francophones se montrent également profondément préoccupés par le développement de la relève. Ils veulent donner aux jeunes le goût de l'agriculture et le savoir-faire nécessaire pour en vivre. Et ils souhaitent avoir les outils pour le faire en français.

Ces quelques thèmes feront partie des échanges que les agriculteurs d'expression française tenteront désormais de multiplier entre eux. Ils comptent ainsi renforcer leur sentiment d'appartenance à la communauté francophone tout en faisant de leur langue un atout pour la bonne marche de leur entreprise.

En somme, conclut le coprésident du comité organisateur de ce colloque, Pierre Glaude, « les gens sont partis d'ici comme des cousins qui s'étaient retrouvés. »

Ces cousins auront cependant besoin de ressources pour se parler à nouveau. Le gouvernement fédéral leur a versé 168 000 \$ pour la tenue de leur premier colloque. Il leur faudra d'autre argent pour poursuivre l'aventure. Alain Delorme doute cependant que le fédéral les abandonne maintenant que les ponts sont jetés. « Nous sommes allés chercher des partenaires. Agriculture Canada, Patrimoine Canadien et d'autres ministères réalisent que nous sommes sérieux. »

Les Nouvelles Obligations d'épargne du Canada sont en vente jusqu'au 1^{er} avril seulement.

OBLIGATION À PRIME DU CANADA			Émission 14
5,25%	5,75%	6,25%	Taux annuel composé de 5,74% sur l'obligation C dénommée pendant 3 ans.
An 1	An 2	An 3	
OBLIGATION D'ÉPARGNE DU CANADA			Émission 65
4,60%			An 1

Les émissions 14 et 65 sont en vente jusqu'au 1^{er} avril

Le temps presse. Et les Nouvelles Obligations d'épargne du Canada ne seront encore en vente qu'à l'automne prochain. C'est donc le moment ou jamais d'en acheter. Comme toujours, elles sont idéales pour faire fructifier votre portefeuille à l'abri des risques, et comportent un plus grand choix et plus d'options que jamais.

- Obligation d'épargne du Canada traditionnelle
- Obligation à prime du Canada : un nouveau produit à intérêt plus élevé
- Options REER et FERR sans frais
- Titres offerts à partir d'aussi peu que 100 \$
- Absolument aucuns frais
- Souscription par téléphone

La nouvelle Obligation à prime du Canada est encaissable une fois l'an à la date anniversaire de l'émission et durant les 30 jours suivants. L'Obligation d'épargne du Canada traditionnelle, toujours aussi souple, est encaissable en tout temps. Avec l'option REER sans frais, vous profiterez de toute la sécurité des Nouvelles Obligations d'épargne du Canada en plus des avantages d'un REER.

Les deux titres sont garantis à 100 % par le gouvernement du Canada, avec une facilité d'achat jamais égalée à ce jour. Non seulement ils ne comportent absolument aucuns frais, mais aussi vous avez maintenant la possibilité pratique d'en souscrire par téléphone en composant le 1 800 575-5151. Et comme toujours, ils sont en vente dans votre institution bancaire ou financière.



Canada

Désormais en vente par téléphone en composant le 1 800 575-5151.

Visitez notre site Web à www.oec.gc.ca pour tout complément d'information.

*Ce taux s'applique également aux Obligations d'épargne du Canada de l'émission 59, datée du 1^{er} avril 1999, pour l'année commençant le 1^{er} avril 2000.

Il faut aussi penser à la succession

L'oncologue Charles Olweny estime que Monseigneur Hacault ne peut être guéri.
Au diocèse, on songe à la succession.

Daniel BAHUAUD

La tumeur pulmonaire dont souffre l'archevêque de Saint-Boniface, Monseigneur Antoine Hacault, ne peut être guérie et par conséquent les seuls traitements qui lui sont administrés sont désormais destinés à soulager la douleur. C'est ce qu'a déclaré son oncologue, le Docteur Charles Olweny dans un communiqué émis le 14 mars.

Le médecin traitant de Mgr

Hacault affirme l'équipe médicale ne peut espérer prolonger les jours du patient et que si les différents traitements qui lui sont offerts arrivaient à le faire, ce serait une « surprise agréable. »

Hospitalisé à l'Hôpital général Saint-Boniface depuis le 15 février, Mgr Hacault a reçu le 14 mars un traitement composé de différents médicaments qui ont causé une violente réaction allergique. Le lendemain, un traitement modifié lui a été administré avec succès, mais l'archevêque a par la suite

souffert d'effets secondaires et de nausées.

Au moment d'écrire ces lignes, les médecins à l'HGSB comptaient réévaluer le 22 mars tous les traitements employés. Mgr Hacault a déclaré vouloir revenir à l'Archevêché. Il a également exprimé le désir qu'une célébration publique de l'Onction des malades puisse avoir lieu pour lui à la cathédrale. « Je ne sais pas si c'est réaliste », a cependant noté le vicaire général du diocèse et curé de la paroisse Cathédrale, Albert Fréchette.

Gestion intérimaire

Depuis l'hospitalisation de l'Archevêque, c'est le vicaire général qui administre le diocèse. « Il n'y a pas eu de changement de barre dramatique, souligne Mgr Fréchette. Pour le moment, c'est ce qu'il faut. Les comités variés, composés de prêtres et de laïques, sont en place et assurent le bon fonctionnement du diocèse. »

Mgr Fréchette note cependant qu'il faudra organiser, avant l'été, les permutations diocésaines. « En ce moment, un comité étudie les dossiers paroissiaux, note Albert Fréchette. Les recommandations ne devront pas tarder. Ensuite, il faudra que je décide. »

Quant aux confirmations des enfants, prévues en mai et juin, Mgr Hacault a mandaté aux évêques Rémi De Roo et Noël Delaquis de présider aux célébrations.

Vers la succession

Devant l'éventualité du décès de Mgr Hacault, les autorités de l'Église doivent envisager sa succession à la tête du diocèse. Mgr Fréchette précise que le droit canon rend explicites les mesures à prendre. À l'annonce du décès d'un archevêque, le collège des Consulteurs, un comité consultatif formé de prêtres nommés au préalable par l'archevêque, choisit un administrateur intérimaire. « Le poste de vicaire général meurt cependant avec l'évêque », souligne Albert Fréchette.

Ce sera au Pape Jean-Paul II de choisir l'éventuel successeur à Mgr



Archives La Liberté

Monseigneur Albert Fréchette : Se méfier des rumeurs.

Hacault. Dans la plupart des cas, le Pape choisit l'évêque coadjuteur du diocèse, c'est-à-dire l'évêque qui, selon le droit canon, assure automatiquement la succession lorsque le siège est vacant. Mgr Hacault était lui-même le coadjuteur de Maurice Baudoux en 1974 lorsqu'il est devenu archevêque de Saint-Boniface.

Or, à l'heure actuelle, l'archidiocèse n'a pas de coadjuteur. Le droit canon exige que les archevêques soumettent leur démission à Rome quand ils ont 75 ans. Mgr Hacault, qui aura 75 ans le 17 janvier 2001, a enclenché à l'automne de 1998 le processus de sélection d'un coadjuteur.

L'archevêque a demandé aux prêtres, ainsi qu'aux laïques responsables de l'administration du diocèse, d'identifier des candidats potentiels. Les résultats de cette consultation, ainsi que les recommandations personnelles de Mgr Hacault, ont été remis au Nonce apostolique du Canada, Mgr Paolo Roméo. L'ambassadeur du Saint-Siège au Canada, le Nonce propose à son tour trois candidats au Pape. Une fois qu'il a consulté la congrégation des évêques sur le dossier, le Pape choisit le coadjuteur.

Chancelier du diocèse, l'abbé Léonce Aubin souligne que la sélection d'un successeur ne se fait pas nécessairement à partir du clergé local. « L'archevêque d'Edmonton, Mgr Thomas Collins, venait du diocèse de Saint-Paul, note-il. Et Mgr Raymond Roussin de Gravelbourg a été nommé évêque de Victoria. »

Quant aux rumeurs voulant qu'ils soient tous deux candidats, Albert Fréchette et Léonce Aubin s'accordent à ne pas leur accorder d'importance. « Compte tenu de ce processus, on comprend que les rumeurs qui circulent n'ont pas de bien-fondé, indique Albert Fréchette. Il faudrait s'en méfier. »

« Si l'arrive que les gens associent nos noms à la succession par le fait que je suis chancelier et Albert Fréchette vicaire général, il ne faut pas oublier que le Vatican procède toujours dans le grand secret, souligne à son tour Léonce Aubin. Comme l'a dit si bien Mgr Hacault en 1998, "Ceux qui sont consultés ne peuvent pas parler, et ceux qui ne le sont pas le peuvent!" »

Faculté des arts et des sciences

Partez en première classe

Avec le «Bac 120», l'Université de Montréal vous déroule le tapis rouge.

Vous avez votre diplôme de fin d'études secondaires en poche? Vous êtes prêt pour le départ? L'Université de Montréal vous offre le passeport idéal pour poursuivre vos études : le «Bac 120». Avec une année de transition, ce programme de la Faculté des arts et des sciences vous ouvre la porte de tous les programmes universitaires de 1^{er} cycle (sauf la médecine). Vous pourrez ainsi compléter votre formation générale et acquérir les connaissances nécessaires pour poursuivre vos études dans le programme de votre choix. Dix bourses d'accueil de 2 000 \$ sont offertes. Déposez votre demande d'admission pour la session d'automne avant le 1^{er} mai* et partez en pays de connaissance.

Renseignements : Chantal Robert au 514 343-6111, poste 5583.

* Quelques places peuvent encore être disponibles après cette date.

www.umontreal.ca

Université  de Montréal

La Division scolaire de la Rivière Rouge n° 17

est à la recherche d'un(e)

DIRECTEUR/TRICE D'ÉCOLE

pour l'École Saint-Malo

(Entrée en fonction - août 2000)

L'École Saint-Malo est une école française (50/50) Maternelle à Secondaire 1 avec une population étudiante de 165 élèves et un corps professoral de 12 professeurs.

Les personnes intéressées:

doivent démontrer:

- des habiletés en leadership;
- une compétence en administration scolaire;
- une volonté de promouvoir un esprit d'équipe.

doivent avoir:

- une bonne connaissance des programmes d'études;
- un désir de promouvoir la programmation 50/50;
- une bonne connaissance de l'anglais et du français parlés et écrits.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 10 avril 2000 au:

Directeur général
Division scolaire
de la Rivière Rouge n° 17
C.P. 219
Saint-Pierre-Jolys (Manitoba)
R0A 1V0

Téléphone: (204) 433-7815
Télécopieur: (204) 433-7102

EMPLOIS ET AVIS

SE South Eastman/Santé Sud-Est-Inc.

VISITEURS À DOMICILE Bébé d'abord - Programme de santé publique Mi-temps - Steinbach Mi-temps - Saint-Pierre

South Eastman Health/Santé Sud-Est Inc., est un Office régional de la santé incorporé responsable de la planification, de la coordination et de la prestation d'une gamme complète de services à environ 52 000 résidents, dans une région multiculturelle rurale du Manitoba. Le bureau principal de l'ORS est situé à La Broquerie.

« Bébé d'abord » est un programme communautaire visant à favoriser la saine croissance et le sain développement des enfants en offrant aux familles des services de soutien à domicile au cours de la grossesse et jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de trois ans. En tant que membre d'une équipe multidisciplinaire, les visiteurs à domicile doivent régulièrement rendre visite aux familles désignées par une infirmière de la santé publique. Les activités ont pour but de favoriser le rôle parental, d'améliorer les interactions parents-enfant ainsi que la santé et le développement de l'enfant et de favoriser l'utilisation optimale des ressources communautaires. Les visiteurs à domicile doivent aider les familles à se fixer des objectifs et à élaborer des plans qui leur permettront de les atteindre.

Qualités requises :

- Entrent et aptitudes à la communication.
- Connaissance de base de la croissance et du développement des jeunes enfants.
- Capacité de faire le lien entre les ressources communautaires.
- Expérience de travail auprès des jeunes enfants et de leur famille.
- Capacité de travailler de manière autonome et efficace en tant que membre d'une équipe interdisciplinaire.
- 12^e année ou GED.
- Permis de conduire valide et accès à un véhicule.
- La connaissance de l'anglais et du français est requise pour le poste de Saint-Pierre.
- La connaissance de l'allemand est un atout pour le poste de Steinbach.

Le salaire varie entre 7,725 \$ à 10,30 \$ de l'heure en fonction des compétences.

L'horaire de travail est souple et peut comprendre les soirées et les fins de semaine.

Les postes sont dans les régions de Steinbach et de Saint-Pierre.

Faites parvenir votre demande par écrit à l'adresse suivante :

Madame Cheryl LeBleu
Coordonnatrice des ressources humaines
C.P. 470
La Broquerie (Manitoba)
R0A 0W0
Télécopieur : (204) 424-5888
Courriel : dpattyn@sehealth.mb.ca
Date limite : le 3 avril 2000.

South Eastman Health/Santé Sud-Est Inc. remercie tous les candidats et candidates. Toutefois, nous communiquerons uniquement avec les personnes retenues à l'étape de la présélection.



Le Conseil jeunesse provincial

est à la recherche d'un.e
Directeur.trice général.e

Qualités recherchées:

- expérience avec la clientèle jeunesse;
- maîtrise du français et de l'anglais (parlé et écrit);
- expérience en administration et en gestion de projets;
- expérience de travail avec un conseil d'administration;
- connaissance approfondie de la communauté franco-manitobaine;
- enthousiasme, énergie et entregent.

Description de tâches:

- responsable de maintenir un réseau d'information efficace entre le conseil exécutif et le personnel;
- responsable de l'exécution des plans d'action de l'organisme en assurant qu'ils soient toujours à l'intérieur des objectifs déterminés par l'exécutif;
- responsable d'aviser, d'assister et de fournir le conseil exécutif avec l'aide technique et l'information relative à l'organisme;
- responsable pour la coordination, la gestion et l'administration de toutes activités provenant de l'organisme;
- responsable du dossier politique du Conseil jeunesse provincial.

Entrée en fonction: Aussitôt que possible

Salaire: À négocier

Soumettre votre curriculum vitae d'ici le 5 avril 2000 à:

Natalie Bernardin, présidente
Conseil jeunesse provincial
383, boulevard Provencher
Bureau 300A
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 0G7

La mission du CJP est d'encourager tous les jeunes franco-manitobains âgés de 14 à 25 ans d'être fiers de vivre en français en les regroupant et en développant leurs compétences dans plusieurs domaines tels que la politique, l'éducation, le culturel, l'économie, les sports, loisirs et communications afin de normaliser le fait français au Manitoba.

La Division scolaire de la Rivière Rouge n° 17

est à la recherche d'un(e)

DIRECTEUR.TRICE D'ÉCOLE

pour l'École Letellier

(Entrée en fonction - août 2000)

Ceci est un poste à 75 % en enseignement et 25 % en administration.

L'École Letellier est une école d'immersion française Maternelle à 8^e année avec une population étudiante de 45 élèves et un corps professoral de trois professeurs.

Les personnes intéressées:

doivent démontrer:

- des habiletés en leadership;
- une compétence en administration scolaire;
- une volonté de promouvoir un esprit d'équipe.

doivent avoir:

- une bonne connaissance des programmes d'études;
- un désir de promouvoir la philosophie d'une école d'immersion;
- une bonne connaissance de l'anglais et du français parlés et écrits.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 10 avril 2000 au:

Directeur général
Division scolaire
de la Rivière Rouge n° 17
C.P. 219
Saint-Pierre-Jolys (Manitoba)
R0A 1V0

Téléphone : (204) 433-7815
Télécopieur : (204) 433-7102

OFFRE D'EMPLOI

FRANCOFONDS

est à la recherche d'un.e

adjoint.e à la direction

Francofonds est une fondation communautaire qui a comme mission de promouvoir et appuyer le développement de la communauté franco-manitobaine.

Responsabilités :

Sous la direction de la directrice générale, vos responsabilités seront de faire les tâches normalement requises d'une secrétaire. En plus, l'adjoint.e sera responsable de coordonner divers projets et dossiers.

Exigences :

Le/la candidat.e possède au moins une année d'expérience de travail de bureau et connaît Windows 95 et Word. Une connaissance d'Access, Excel, Powerpoint et Publisher serait un atout. La personne doit avoir un bon sens de l'entregent et de l'organisation et des capacités à établir et à maintenir d'excellentes relations interpersonnelles.

Salaire :

Le salaire et les avantages sociaux seront déterminés en fonction de la formation et de l'expérience de la candidate ou du candidat.

Entrée en fonction : Dès que possible.

Pour de plus amples renseignements, contactez Lyse Hébert au 237-5852. Veuillez acheminer votre demande en y incluant votre curriculum vitae avant le 7 avril, à l'adresse suivante :

Lyse Hébert
Francofonds
340, boulevard Provencher, pièce 215
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 0G7

OFFICE RÉGIONAL DE LA SANTÉ
DES PARCS



L'Office régional de la santé (ORS) des Parcs constitue un réseau de services et coordonne les soins de santé fournis aux 44 000 habitants de cette région située dans le centre et l'ouest du Manitoba. La région des Parcs offre d'excellentes installations récréatives et se trouve à proximité de nombreux lacs. Pour plus de renseignements sur l'ORS des Parcs, veuillez visiter notre site Web, à l'adresse suivante : <http://www.prha.mb.ca>

INFIRMIERS-CONSEILS OU INFIRMIÈRES-CONSEILS EN SANTÉ MENTALE (NII)

Postes permanents à temps plein

Sainte-Rose et McCreary (Manitoba) (Concours n° PRMH2300)

Grandview et Gilbert Plains (Manitoba) (Concours n° PRMH2400)

Traitement : selon la convention collective du Syndicat des infirmiers et infirmières du Manitoba (MNU)

L'Office régional de la santé des Parcs est à la recherche d'infirmiers-conseils ou d'infirmières-conseil en santé mentale pour chacun des foyers de soins personnels situés dans les endroits susmentionnés. Les personnes choisies feront partie d'une équipe multidisciplinaire et offriront des services d'évaluation de la santé mentale, de traitement, de planification de programmes, d'évaluation de la mise en œuvre et des résultats des traitements, d'identification des problèmes de santé mentale et de comportement, de consultation et de gestion de cas ainsi que des services d'éducation en santé mentale à l'intention des clients, du personnel et des familles. Les titulaires de ces postes, qui doivent résider dans la région des Parcs ou y élire domicile, seront appelés, au besoin, à travailler pendant les fins de semaines ou en soirée.

Qualités requises :

- B. Sc. (Santé mentale) ou B. Sc. (inf. psy. ou inf. psy. aut.);
- Inf. aut. ou B. Sc. Inf. avec formation complémentaire en santé mentale;
- deux années d'expérience en psychiatrie;
- Permis d'exercer en vigueur et valide;
- Capacité de s'exprimer par écrit et oralement dans les deux langues officielles pour le poste de Sainte-Rose et McCreary.

Si vous avez des questions au sujet des postes susmentionnés, n'hésitez pas à communiquer avec Ellen Ledieu, directrice du district de l'Ouest, au (204) 937-2151, ou avec Garry Meadows, directeur du Programme de santé mentale, au (204) 638-2125.

L'attribution de ces postes est subordonnée à la non-existence d'un casier judiciaire et à la vérification du registre des cas d'enfants maltraités. De plus, les candidats et les candidates devront avoir un permis de conduire valide ainsi qu'une auto à leur disposition.

Les personnes intéressées à poser leur candidature sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae et une lettre d'accompagnement faisant état du numéro du concours au plus tard à midi, le vendredi 31 mars 2000, à :

Office régional de la santé des Parcs
Service des ressources humaines
Case postale 448
Swan River (Manitoba) R0L 1Z0
Télécopieur : (204) 734-5954 • Courriel : connie-hr@prha.mb.ca

L'Office régional de la santé des Parcs remercie toutes les personnes qui ont posé leur candidature. Toutefois, nous ne communiquerons qu'avec les personnes dont la candidature sera retenue et qui seront convoquées à une interview.

La Fédération provinciale des comités de parents du Manitoba

est à la recherche d'un(e)
secrétaire
(mi-temps d'ici la fin juin 2000)

Fonctions :

- assurer un soutien administratif au personnel de la FPCP;
- être responsable de la réception;
- préparer les envois de cahiers d'activités et tenir à jour le livre des commandes;
- reproduire des cahiers d'activités;
- accomplir toute tâche connexe.

Exigences :

- fortes compétences en français, oral et écrit;
- excellente maîtrise des logiciels Word et Publisher;
- bon sens de l'organisation et de débrouillardise;
- expérience en secrétariat.

Rémunération : à négocier.

Entrée en fonction : immédiatement.

Faire parvenir votre curriculum vitae à :



Madame Hélène d'Auteuil
FPCP
531, rue Marion
Saint-Boniface (Manitoba)
R2J 0J9

La Division scolaire franco-manitobaine n° 49

Apprendre et grandir ensemble

Enseignant.e

La Division scolaire franco-manitobaine n° 49 est à la recherche de candidat.e.s pour combler le poste suivant à l'École Sainte-Agathe :

Niveaux 3 et 4 combinés
Contrat temporaire à 100 %

Poste temporaire du 29 août 2000 au 5 mars 2001.

Veuillez indiquer votre intérêt par écrit en communiquant avec la directrice avant le vendredi 14 avril 2000 :



Madame Linda Hacault
Directrice
École Sainte-Agathe
Case postale 40
Sainte-Agathe (Manitoba)
R0G 1Y0

Téléphone : (204) 882-2275 Télécopieur : (204) 882-2327

Pluri-elles (Manitoba) Inc.

est à la recherche d'un(e) adjoint(e) à la coordonnatrice pour

Prendre sa carrière en main

Un service d'aide à l'emploi offert pour les femmes et les hommes

Responsabilités générales :

- faire la recherche portant sur le marché du travail et la recherche d'emploi;
- aider à la préparation d'ateliers et de modules;
- offrir du support informatique à la clientèle;
- être moniteur ou monitrice des périodes ouvertes à la clientèle;
- faire la mise à jour des pages WEB;
- offrir de l'appui à la rédaction des curriculum vitae en français et en anglais;
- faire le marketing pour le programme.

Qualifications requises :

- compétence de recherche en français et en anglais;
- bon sens de l'organisation;
- faciliter à faire du marketing;
- forte connaissance des logiciels Word 7; Wordperfect 7 et de l'Internet;
- bon sens de la débrouillardise;
- excellente connaissance de la situation de la femme;
- excellente connaissance du français et de l'anglais parlés et écrits.

Contrat : du 1^{er} avril 2000 au 31 mars 2001 - 35 h /semaine

Échelle de salaire : selon l'échelle établie par l'organisme

Date de clôture : le vendredi 7 avril 2000

Faites parvenir vos curriculum vitae, avec la mention « confidentiel », au Comité du personnel



Pluri-elles (Manitoba) Inc.
570, rue Des Meurons
Winnipeg (Manitoba) R2H 2P8
Télécopieur : (204) 233-0277

(Programme de services d'aide à l'emploi subventionné par le ministère de l'Éducation et de Formation professionnelle Manitoba)

Le Jardin 4 ans Inc.,

la prématernelle située dans l'école Précieux-Sang,

recherche un(e)
éducateur(trice)

au niveau EJE II ou III pour un poste à temps plein du début septembre à la fin mai.

Le ou la candidate doit faire de l'animation en français auprès des enfants de 3 et 4 ans et établir une programmation sous la direction du conseil d'administration.

Rémunération à déterminer.

Posez votre candidature avant le 31 mars 2000 à l'adresse suivante :

Jardin 4 ans Inc.
209, rue Kenny
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 2E9

LES PETITES ANNONCES

... Ça paie
et c'est facile à
utiliser!

MOTOR COACH INDUSTRIES LTD.

Motor Coach Industries Ltd. est à la recherche d'un(e) représentant(e) bilingue pour le service à la clientèle.

Exigences :

- aptitude à établir et maintenir de bonnes relations de travail;
- pouvoir s'exprimer couramment en anglais et en français;
- personne énergique, organisée et capable de travailler dans un environnement rapide;
- certaine compétence à l'ordinateur;
- pouvoir travailler de façon autonome;
- voyage occasionnel.

Qualifications :

- expérience dans la vente, le service après vente ou les pièces d'automobile serait un atout.

MCI offre une compensation compétitive. Les candidats qualifiés sont invités à soumettre leur curriculum vitae en déclarant leurs attentes salariales à : Motor Coach Industries Ltd., 1499, avenue Clarence, Winnipeg (Manitoba) R3T 1T5. Télécopieur : (204) 475-0676. Courriel : mclhr@mclcoach.com.

Nous remercions tous ceux et celles qui soumettent leur candidature, nous ne communiquerons qu'avec les personnes choisies pour la prochaine étape.

Les Petites ANNONCES

Nombre de mots	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
20 et moins	5,35 \$	10,70 \$	13,38 \$	16,05 \$	18,73 \$	21,40 \$	24,08 \$	26,76 \$	29,44 \$	32,12 \$
21 à 28	6,42 \$	12,84 \$	16,05 \$	19,26 \$	22,47 \$	25,68 \$	28,89 \$	32,10 \$	35,31 \$	38,52 \$
29 à 35	7,49 \$	14,98 \$	18,55 \$	22,47 \$	25,57 \$	29,96 \$	33,71 \$	37,45 \$	41,20 \$	44,94 \$
36 à 42	8,56 \$	17,12 \$	21,40 \$	25,68 \$	29,96 \$	34,24 \$	38,52 \$	42,80 \$	47,08 \$	51,36 \$

Ces tarifs incluent la taxe sur les produits et services (TPS). Les petites annonces doivent être payées d'avance et parvenues à nos bureaux au plus tard le lundi précédant la date de publication désirée. Aucun remboursement ni crédit n'est accordé pour les annonces annulées.

DIVERS

GAGNEZ 200 \$, 300 \$, 500 \$ ou plus par semaine en assemblant différents produits à la maison. Pour plus d'info envoyez une enveloppe pré-adressée à : O.P.T.D. 6-2400, Dundas st. West, bureau 541, Réf.: 1489, Mississauga (Ontario) L5K 2R8.
979-

GARDERIE LICENCIÉE À ÎLE-DES-CHÊNES a deux places disponibles pour la nuit. De 20 h à 7 h 30. Appelez Mona au 878-9341.
986-

CHERCHER-VOUS À DISPARAÎTRE DANS LES BOIS CET ÉTÉ? Nous avons des chalets récemment construits sur les rives du lac Bowden à 20 minutes au nord de Vermilion Bay (Ontario). Bonne pêche, bon repos, belles vacances! Appelez-nous: Marcel et Micheline Mulaire-Paquin à Secret Paradise Resort, (807) 227-5365 ou par courriel : spr@moosenet.net.
987-

MÉNAGE/PEINTURE: Vous avez besoin d'aide pour nettoyer les planchers, murs, congélateur, poêle ou pour peindre votre maison? Appelez Louise au 233-8284. 13 \$/l'heure.
984-

LA GARDERIE DE BAMBINS de Saint-Boniface Inc. 197, rue Kitson, offre un programme éducatif en francisation pour enfants de 2 à 5 ans. Ici tu peux jouer et apprendre. Subvention disponible. Appelez

au 237-8660.

988-

GARDERIE DE BAMBINS INC. de Saint-Boniface, 197, rue Kitson, recherche une EJE II pour poste à temps plein à partir du 5 juin. Aussi une EJE II ou I pour suppléance à l'occasion et tout juillet et août. Français oral et écrit requis. Appelez Claudette, 237-8660.
989-

EMPLOI D'ÉTÉ: Tu as moins de 16 ans et est bilingue. Tu aimes servir le public et est prêt(e) à travailler les fins de semaine, les jours et/ou soirée. Envoie ton curriculum vitae avec trois références avant le 15 avril au: Jardins St-Léon, 34, Place Georges-Forest, Saint-Boniface R2H 3H5. Un permis de conduire est un atout majeur. Seules les personnes retenues en entrevue seront contactées.
994-

LA PETITE ÉCOLE INC. prématernelle francophone pour enfants de 3 et 4 ans sur la rue de la Cathédrale accepte les inscriptions pour septembre 2000. Classe française. Soirée porte ouverte le 4 avril de 18 h 30 à 20 h 30. Frais d'inscription 30 \$, frais mensuels: 75 \$ pour trois classes/semaine, 50 \$ pour deux classes/semaine. Pour plus de renseignements ou pour inscrire un enfant, composez le 235-0468 ou le 233-7540.
002-

RECHERCHE

RECHERCHE: Sténographe francophone requise

pour la fin d'avril, doit être capable de prendre en dictée une heure de vidéo par semaine et ensuite le dactylographier. Salaire à négocier. SVP appelez le 233-4050 le plus tôt possible et laissez un message si nécessaire.
996-

À LA RECHERCHE D'UNE GARDIENNE à domicile, du lundi au mercredi. Composez le 256-7575.
999-

À VENDRE

À VENDRE: Accordéon, fabrication suisse, 120 basses, 5 rangées, modèle 80B, excellent état. 772-9664.
991-

CONDO À VENDRE OU À LOUER à Saint-Boniface: 2 chambres à coucher, 2 salles de bain, 5 appareils, foyer au gaz, air climatisé. 96 000 \$. 253-8095.
992-

À VENDRE: Maison au 477, rue Des Meurons, 2 chambres à coucher, 5 appareils électroménagers, buanderie, rez-de-chaussée, clôturé, accessible en fauteuil roulant. 62 500 \$. Entièrement rénové. Composez le 257-1739.
998-

CONDO À VENDRE: Excellente location, chemin River. Aspirateur central, 5 appareils, unité murale encastrée, bain de vapeur, terrain de tennis, piscine à l'extérieur. Entièrement rénové. Composez le 254-7409.

001-

À LOUER

APPARTEMENT À LOUER: Appartement d'une chambre à coucher, rue Alneau et Despins, disponible immédiatement. Près du Collège, service d'autobus en face, service de buanderie sur place, stationnement compris. Propre et tranquille. 395 \$/mois tous les services. 255-1578.
981-

APPARTEMENT À LOUER: Grand appartement de 3 chambres à coucher, 2 étages, 2 entrées privées, stationnement pour 2 voitures, plancher de bois franc, service d'autobus en face, service de buanderie sur les lieux, récemment rénové, disponible le 1^{er} mai, 645 \$/mois, comprend les services. 255-1578.
982-

À LOUER: Appartement de 2 chambres à coucher. Place de ville. Propre, tranquille et sécuritaire. Air climatisé et entrepôt. Près de la Fourche et de l'Hôpital général Saint-Boniface. Services publics inclus. Disponible immédiatement. 667-6998 ou 942-4100.
993-

MAISON À LOUER À SAINT-BONIFACE: 2 chambres à coucher, laveuse, sécheuse, système de sécurité, grande cour clôturée, 2 stationnements. 495 \$/mois plus services. Tél.: (204) 878-3251.
997-

Le Jour du Seigneur à Lorette

La paroisse Notre-Dame-de-Lorette marque son centenaire et le Jubilé de l'an 2000 en accueillant les caméras de Radio-Canada.

Daniel BAHUAUD

Les paroissiens de Lorette ont accueilli le dimanche 19 mars l'équipe de télévision de Radio-Canada venue enregistrer la messe dominicale pour l'émission nationale *Le Jour du Seigneur*. L'émission sera diffusée le dimanche 9 avril à 10 h.

Ce n'est pas la première fois que Notre-Dame-de-Lorette accueille *Le Jour du Seigneur*, ayant déjà invité les caméras en 1985. Mais les paroissiens ont raison d'être fiers de cette seconde visite. « Nous célébrons cette année le centenaire

de notre église, souligne le curé Maurice Jeanneau. Et en plus, c'est l'an 2000, une année jubilaire pour l'Église. Quoi de mieux que de partager notre célébration au réseau national? »

La réalisatrice de l'émission, Christine Gosselin, abonde dans le même sens. « La communauté de Lorette est active et dynamique, souligne-t-elle. On y remarque la présence d'enfants et de jeunes familles. Les paroissiens sont très engagés. Il faut dire aussi que Notre-Dame-de-Lorette, c'est une très belle église. Visuellement, ça enrichit l'expérience. »

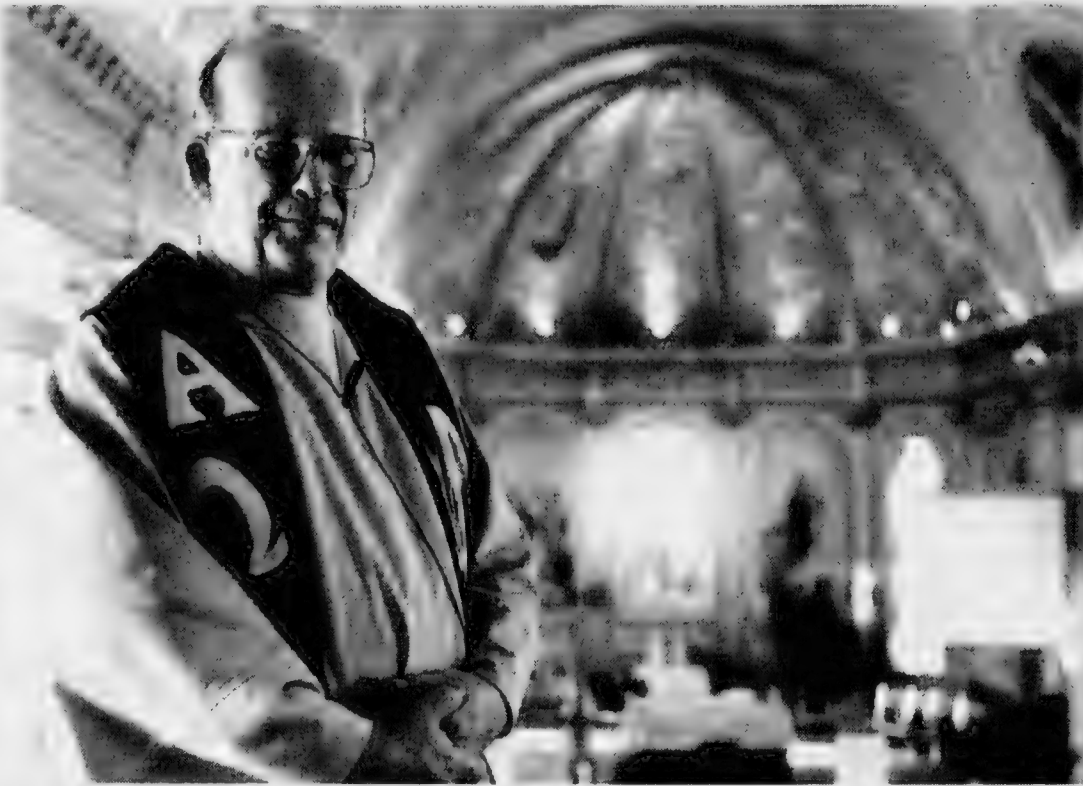


photo: Daniel Bahaud

Nécrologie

Irene Salvaneschi
(née Cazes)

Irene Salvaneschi (née Cazes) est décédée à l'hôpital Le Gardeur le 14 mars 2000 à l'âge de 87 ans.

Fille de feu Jean Raphael Cazes et Clara Goulet de La Broquerie, épouse bien-aimée de feu Joseph Laurence.

Elle laisse dans le deuil ses enfants : Victor (Margaret) de Byron Bay, en Australie, Delores Daly (Richard), Gerald, et Madeleine; ses

petits-enfants : Dr Stewart Daly (Laurie), Melody Daly et Cara Salvaneschi; et son petit-fils Matthew Daly.

Au lieu de fleurs, les personnes intéressées sont priées de faire un don à la Fondation des maladies du cœur du Québec.

Les funérailles ont été célébrées le vendredi 17 mars 2000 à 10 h dans la chapelle du salon funéraire Collins Clarke, de Montréal. L'enterrement a eu lieu au Cimetière de la purification de la Bienheureuse Vierge Marie de Repentigny.

L'abbé Maurice Jeanneau : Partager le centenaire.

Notre-Dame-de-Lorette est souvent surnommée « la chapelle sistine » du Manitoba. Sa réputation est bien méritée : construite entre 1894 et 1900 pour 20 000 \$, l'église a célébré son ouverture officielle en novembre de 1900. L'année suivante, l'artiste de Montréal, L. E. Monty, y a peint à l'huile des tableaux religieux. Depuis, l'église a subi plusieurs rénovations, notam-

ment en 1992, pour la façade. En décembre 1999, une nouvelle peinture murale de l'artiste franco-manitobain Robert Freynet, intitulée *La Crucifixion*, y a été dévoilée.

« Nous avons une très belle église, mais ce sont les paroissiens qui y sont les principaux ornements, parce qu'ils s'impliquent dans la vie de leur église et de leur

communauté, souligne un paroissien qui a présenté pour les caméras un bref historique de la paroisse, Claude Courchaine. Nous dépendons énormément de nos bénévoles puisqu'il y a de moins en moins d'ordres religieux. Plusieurs personnes sont attirées ici par la beauté de notre église, mais décident de rester à cause du monde. »

Chronique

RELIGIEUSE

Pour 1 \$ ou moins...

Vous l'aurez remarqué, je suis toujours en train de recruter des participants pour des cours, des activités, des groupes, etc. C'est que je crois sincèrement être appelée à susciter d'autres appelants. Un disciple n'est appelé qu'à susciter d'autres disciples... et non à s'installer dans une sorte de supériorité qui nécessite que les écoutants restent écoutants! Elle appauvrit l'Église cette installation qui amène à installer les autres dans une passivité religieuse qui, avouons-le, nous arrange bien.

Je me fais souvent répondre, bien évidemment, que des cours, ça coûte beaucoup d'argent; des activités, ça prend beaucoup de notre précieux temps; et les groupes, ça ne fonctionne pas tout le temps. J'en conviens. C'est pourquoi je consacre tout un article à celui des moyens que je propose qui coûte le moins cher, et qui est pourtant le plus efficace de tous. C'est le seul en fait qui nous préserve d'utiliser à notre propre profit ce que le Seigneur nous confie pour cheminer, les uns par les autres, vers Lui.

La prière fait des miracles, surtout si c'est l'Esprit et le désir de faire la volonté de Dieu que l'on demande. Le miracle se produit à un niveau microscopique, et à pas de tortue, mais il se produit inmanquablement. Pourtant on s'en prive faute de temps, faute d'intérêt, faute d'y croire vraiment. On préfère prendre les choses en mains et... se contenter de moins.

Le miracle est quasi imperceptible et c'est un bien. Si nous prenions conscience de ce

que nous faisons de bon, les pauvres humains que nous sommes seraient bien vite tentés de s'en attribuer le mérite et de reprendre les choses en mains! Dieu est un grand sage qui agit discrètement par les moins conscients. Mais nous croyons le contraire et avons tendance à L'enfermer dans les limites de nos moyens humains.

On n'a même pas besoin de prier bien, ni même beaucoup. Il suffit simplement de le vouloir vraiment et d'essayer de son mieux. Il suffit de se laisser aller au désir de Dieu qui nous chatouille le dedans de temps en temps. Quinze minutes de silence par jour risquent de faire une énorme différence dans une vie et... dans le monde. Et pour qui craint de se réfugier, ainsi, dans la passivité, notez que même en réservant quelques heures pour le sommeil, il reste encore seize heures et trois-quart d'heures de vie active par jour! Une vie active qui sera préservée, par l'abandon au Père, de la tentation toute humaine de rapetisser l'action à une mesure bien en-deçà de ce que Dieu attendait.

Ce moyen, accessible au moins intelligent, au moins puissant, au moins savant, au moins sensible, au moins conscient... a le pouvoir de nous rendre efficace mieux qu'aucun autre! Efficace sur le plan du Royaume j'entends... et c'est bien ce qui nous le rend moins attrayant... Le désire-t-on vraiment ce Royaume? Où avons-nous succombé, sous couvert d'engagement, à des attachements matériels? à des valeurs inférieures à ce que Dieu attend?

MARIE-HÉLÈNE
DUVAL
Laique



Salon mortuaire

P. Coutu



- directeurs funéraires licenciés, bilingues français/anglais à votre service 24 heures par jour 7 jours par semaine
- choix de service personnalisé
- grand salon de réception
- grand terrain de stationnement
- nous desservons toutes les religions et cimetières
- toutes les salles sont accessibles aux fauteuils roulants



Une vaste variété de services sont à votre disposition, allant des services funéraires jusqu'au options offertes par nos cimetières.

Contactez-nous pour en savoir plus!

Telephone
949-4864

156, rue Marion
Saint-Boniface R2H 0T4
Télécopieur : (204) 237-8748

Courriel : coutu@sprint.ca

FSAC

JURICOURRIEL

DÉVELOPPEMENT ET PAIX

Objectif : 8,5 millions \$

Procédure : acte deux

Dans la chronique parue en février, nous avons parlé des **actes de procédure**. Nous revenons sur cette expression pour mieux l'expliquer. Dans son sens large, l'expression acte de procédure s'entend de la manifestation de volonté d'un des participants à une instance judiciaire et du document constatant cette manifestation de volonté. Elle possède une vocation générique et vise simultanément les notions véhiculées par les termes anglais *process* (acte de procédure émanant du tribunal) et *pleading* (acte de procédure émanant des parties).

Dans son sens strict, l'expression acte de procédure correspond au terme anglais *pleading*.

Lorsque nous voulons parler d'un acte de procédure émanant des parties, nous avons souvent tendance à employer le terme **plaidoirie**, lequel constitue un faux-ami du terme anglais *pleading*.

En français, la plaidoirie désigne l'action de plaider, l'exposition orale des faits d'un procès et des prétentions du plaideur, faite par lui-même ou plus généralement par son avocat. Comme la plaidoirie s'entend par définition d'un exposé oral, il serait fautif d'employer ce terme à l'égard d'un acte de procédure. Notons qu'on emploie en anglais l'expression oral *submissions* à titre d'équivalent de plaidoirie.

La distinction entre plaidoirie et plaider

Bien des gens s'interrogent sur la distinction entre le mot **plaidoirie** et le nom **plaider**, que certaines personnes confondent parfois avec le verbe plaider.

En langue juridique, les termes plaidoirie et plaider sont tous les deux des noms qui visent essentiellement le fait pour une partie, en personne ou généralement par l'entremise de son avocat, de présenter ses prétentions à un tribunal. Toutefois, plaidoirie est plus technique que plaider, terme qui désigne d'une manière plus affective le contenu de la défense d'une cause grave. Ainsi, on dira que l'avocat a fait un plaider vibrant pour l'accusé.

En droit pénal canadien, le terme plaider peut aussi avoir le sens vu ci-dessus, mais il s'emploie principalement à titre d'équivalent du terme anglais *plea*. Dans ce sens, il désigne soit le fait pour un accusé de plaider coupable ou non coupable à une accusation (c'est-à-dire plaider de culpabilité et plaider de non-culpabilité), soit différents moyens de défense d'ordre procédural (p. ex. : plaider d'autrefois acquit, plaider d'autrefois convict).

Ce dernier emploi du terme plaider ne fait cependant pas l'unanimité chez les jurilinguistes. Certains estiment, en effet, que cet usage ne devrait pas être retenu, dans la mesure où il s'écarte trop du sens fondamental d'exposé des prétentions au tribunal. Ils privilégient le recours à des expressions telles que **reconnaissance de culpabilité** (*plea of guilty*) et **dénégation de culpabilité** (*plea of not guilty*).

Espérons que ce modeste plaider vous aura convaincu.

Soumettre et soumission

Le terme français plaidoirie se rend en anglais par *oral submissions*. Or, les mots français **soumissions** et **soumettre** et les mots anglais *submissions* et *submit* sont des faux amis et il faut se garder d'employer l'un dans le sens de l'autre.

Le **verbe soumettre** en français a trois sens :

- assujettir à une règle ou à un ensemble de règles (p. ex. : soumettre un contrat à la formalité de l'enregistrement);
- pour un sujet de droit, présenter une demande à l'agrément d'une autorité (p. ex. : Le plaideur soumet ses prétentions au juge);
- pour un organe exécutif, présenter un projet à la discussion d'un organe délibératif (p. ex. : Le gouvernement soumet un projet de loi au Parlement).

Quant au **nom soumission**, il possède un seul sens en langue juridique française : celui d'acte écrit par lequel un candidat à un marché par adjudication prend l'engagement de se conformer aux clauses des cahiers de charges et indique les prix auxquels il se propose d'exécuter le marché. Les soumissions sont donc la prérogative des entrepreneurs et non celle des avocats.

Si l'on peut soumettre ses prétentions au juge pour qu'il les examine, on ne peut pas dire : je soumetts que..., la défense soumet que... Il s'agit là d'un calque de l'anglais. Le français dispose de différents verbes pour exprimer cette idée : affirmer, alléguer, avancer, faire valoir, prétendre, soutenir, faire observer, estimer, être d'avis, plaider. On peut aussi simplement dire : selon moi, à mon avis, pour ma part.

Pour sa part, le terme anglais *submissions* peut désigner autant des propos tenus oralement que par écrit. Ainsi, lorsqu'on est appelé à exprimer en français la notion visée par ce terme, il faut tenir compte de sa polyvalence et utiliser un équivalent qui convient bien au contexte. À titre d'équivalents passe-partout, on pourra employer **prétentions** ou **observations**, l'un et l'autre terme pouvant s'appliquer à des propos oraux ou écrits. Dans le cas de l'exposé oral de la position d'une partie devant le tribunal, on pourra se servir du terme **plaidoirie**. Enfin, dans des contextes plus particuliers, on pourra avoir recours à des expressions telles que « thèse de la défense » ou « argumentation du ministère public ».

Espérons que ces quelques observations pourront vous soutenir lorsque viendra le temps de soumettre vos prétentions au tribunal!

© Institut Joseph-Dubuc, 2000. Le Juricourriel est un service offert par l'Institut Joseph-Dubuc pour sensibiliser les juristes d'expression française de l'Ouest canadien et toute autre personne intéressée à diverses difficultés et subtilités du français juridique en contexte de common law. Ceux et celles qui veulent recevoir cette chronique chaque semaine par courrier électronique sont priés de communiquer avec l'Institut Joseph-Dubuc au 235-4405 ou au institut@ustboniface.mb.ca. La publication de cette chronique est rendue possible grâce à l'appui financier du ministère du Patrimoine canadien.

Grâce au Carême de partage, Développement et Paix continue à sensibiliser le public sur l'injustice et les solutions face aux problèmes du chômage, de la pauvreté et de l'exclusion dans les pays en voie de développement.

Le Carême de partage est une collecte de fonds dont l'objectif national est de 8,5 millions \$. La somme permettra à l'organisme catholique de poursuivre au Canada son programme d'éducation et de sensibilisation et d'appuyer des projets de développement en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Cette année, le thème choisi "Mêmes

problèmes, une solution : la solidarité".

« Le Carême de partage de l'an 2000, c'est l'occasion de dire aux gens du Tiers Monde que nous sommes solidaires de leurs efforts afin de bâtir une société plus juste », souligne un membre du conseil diocésain, Hubert Balcaen.

La campagne de financement, qui a commencé le 8 mars, a pour but de soutenir environ 300 projets de développement dans près de 50 pays. La collecte se fera dans toutes les paroisses du diocèse de Saint-Boniface. L'an dernier, le diocèse a prélevé près de 200 000 \$. On peut aussi verser

un don en composant sans frais le 1-888-234-8533. Le Carême de partage se terminera le 23 avril.

Conférencier

Le père Michel Côté, un dominicain, offrira réflexion sur l'injustice dans le monde à la lumière de l'Évangile. La conférence, organisée par le conseil diocésain de Développement et Paix dans le cadre de la campagne Carême de partage, aura lieu les 25 et 26 mars de 8 h 30 à 12 h au Centre de renouveau, au 601, rue Aulneau à Saint-Boniface.

D. B.



T'es parent avec qui, toi?

Un service offert aux parents abonnés du journal La Liberté.

Envoyez-nous une photo de votre nouveau-né et les informations pertinentes à l'adresse suivante:

La Liberté

C.P. 190

Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4

Renseignements: 237-4823 ou 1-800-523-3355

InfoCentre

En quête d'un emploi?
Vous songez à vous lancer en affaires?
Besoin d'un passeport?

Plus que jamais, le gouvernement du Canada met ses renseignements à votre portée.

L'InfoCentre vous offre un guichet unique des programmes et services les plus demandés d'une trentaine de ministères. Complètement fonctionnel, le guichet de l'InfoCentre se trouve au cœur de votre communauté.

RENDEZ-NOUS VISITE!

Ashern

Municipalité régionale de Siglunes
38, rue Main, C.P. 370

Fisher Branch

Agriculture Manitoba
Rue Main

Lundar

Municipalité régionale de Coldwell
35, rue Main

Austin

Norfolk Lumber and Supply
33, rue Townley

Langruth

Municipalité régionale de Lakeview
101, rue Main Nord
Poste restante

Long Plain

Première Nation de Long Plain
C.P. 430, Portage La Prairie

Elm Creek

Elm Creek Grocery
20, avenue Church

Carberry

Centre d'emploi de Sprucewoods
39, rue Main, C.P. 458

Crystal City

Municipalité régionale de Louise
26, rue South Railway Est, C.P. 310

Fort Alexander

Première Nation Sagkeeng
Multiplex Sagkeeng
2^e étage

Pine Falls

Division scolaire n° 13 d'Agassiz
Empower Education Centre
C.P. 6000

Dominion City

Municipalité régionale de Franklin
115, avenue Waddell

Whitemouth

Municipalité régionale de Whitemouth
Édifice de la municipalité régionale
Rue Railway, C.P. 248

Holland

Bibliothèque municipale de Victoria
102, avenue Stewart, C.P. 371

Killarney

Bibliothèque Lakeland
318, avenue William, C.P. 970

Manitou

District de conservation de Pembina Valley
261, rue Main, C.P. 659

Neepawa

Westlake Employment Skills & Services
290, rue Davidson

Plum Coulee

Village de Plum Coulee
253, avenue Main, C.P. 36

Rivers

670, 2^e avenue, C.P. 520

Saint-Pierre

Société de développement communautaire de Charboille
471, rue Sabourin

Sainte-Anne

Bibliothèque de Sainte-Anne
16, rue de l'Église

Vita

Municipalité régionale de Stuartburn
108, rue Main Nord, C.P. 1149

Souris

Centre civique
100, 2^e Rue, C.P. 518

Wawanessa

Lucy's Flowers & Gifts
112, 4^e Rue

L'InfoCentre est également accessible aux internautes à partir du : www.canada.gc.ca/infocentre



Gouvernement du Canada

Government of Canada

Canada

À VOTRE SERVICE

AVOCATS NOTAIRES

MONK, GOODWIN ...AVOCATS ET NOTAIRES...

Me LAURENT J. ROY, c.r.
Me MICHEL CHARTIER

800, Édifice Centra Gas
444, avenue St. Mary
Winnipeg (Manitoba)
R3C 3T1
Téléphone: (204) 956-1060
Télécopieur: (204) 957-0423

Alain J. Hogue

Barreaux du Manitoba et de la Saskatchewan

Domaines d'expertise:

- préjudices personnels
 - demandes d'indemnité pour Autopac
 - litiges civil, familial et criminel
 - ventes de propriété; hypothèques
 - droit corporatif et commercial
 - testaments et successions
- Place Provencher
194, boul. Provencher
237-9600

Léo V. Teillet, B.A., LL.B.

Avocat et notaire

182, rue Dumoulin,
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 0E3

Téléphone: (204) 958-6850
Télécopieur: (204) 958-6855

Jean-Paul Boily, B.A., LL. B.

202, boulevard Provencher
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0G3
Téléphone: 987-3880
Télécopieur: 233-9762

TEFFAINE, LABOSSIERE

Avocats et notaires,

Rhéal E. Teffaine, c.r.
Denis Labossière

247, boulevard Provencher,
Saint-Boniface (MB)
R2H 0G6.
Téléphone: 925-1900.
Fax: 925-1907.



TAYLOR McCaffrey
AVOCATS ET NOTAIRES

ALAIN L.J. LAURENCELLE

400, avenue St. Mary, 9^e étage
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
Tél.: 988-0304 • Fax: 957-0945
courriel électronique:
alaurencelle@tmllawyers.com
Plus de 50 avocats exerçant dans
tous les domaines du droit.

Cet espace
est à votre
disposition!

OPTOMETRISTES

Dr Denis R. Champagne

Optométriste

Sur rendez-vous seulement
212, avenue Regent ouest
224-2254
2090, avenue Corydon
889-7408

Dr Keith Mondésir

Optométriste

- Examen de la vue
- Lunettes ajustées
- Verres de contact

201-1555, chemin St-Mary's
Saint-Vital
Pour un rendez-vous,
composez le 255-2459.



boulevard Provencher
233-3889

SANS FRAIS : 1-888-872-8988

SERVICES



- MONUMENTS
- PLAQUES EN
GRANITE OU BRONZE
- INSCRIPTIONS

L'ART COMMEMORATIF
PERSONNALISÉ

405, avenue Bertrand
233-7864

«Au service des Franco-
Manitobains depuis 1910...»

CHAPELLE FUNÉRAIRE SAINT-PIERRE

Pour être assuré d'un service
en français dans la région
sud-est, appelez:

LEON MORRISSETTE au 433-7257

Plus de 20 ans d'expérience

«LOEWEN FUNERAL CHAPELS»

Steinbach Tél.: 326-1351



- CONCEPTION GRAPHIQUE
- TYPOGRAPHIE
- MISE EN PAGE
- IMPRIMERIE

TÉLÉPHONE (204) 989-5252
TÉLÉCOPIEUR (204) 957-1735

SERVICE ET QUALITÉ

EXPERTS CONSEILS / COMPTABLES AGRÉÉS



J.P.R. (Ron) Comeault,

BA, FIC, CIM, FCSI

Vice-président
Conseiller en placement

RBC Dominion valeurs mobilières Inc.
185, rue East
Sault Ste-Marie (Ontario) P6A 3C8

Sans frais : 1 800 557-2396

Tél. : (705) 759-7090

Télécopieur : (705) 759-0699

Courriel : ron.comeault@rbcds.com



RBC
DOMINION
VALEURS MOBILIÈRES

MEMBRE DU GROUPE DE LA BANQUE ROYALE

ASSUREURS

Agence d'Assurance AURÉLE DESAULNIERS (1987)

Pour tout service
d'assurance!

Joel Desaulniers
Christine Desaulniers
Janet Sabourin-Gatin
Natalie Pound

390-B, boulevard Provencher
Téléphone: 233-4051



autopac

SERVICES

Nicole Landry-Milner

agent immobilier



RE/MAX®

performance realty

Service bilingue

255-4204

Cabane à sucre

Chez Dany

... dans une atmosphère chaleureuse
et familiale dont vous vous
souviendrez longtemps!

- Musique traditionnelle
- Atmosphère chaleureuse et familiale
- Produit d'érabie disponible sur place
- Visite guidée de la sucrerie
- Interprétation de la fabrication
- Réceptions de tous genres

LOCALISÉE À POINTE-DU-LAC

à mi-chemin entre Québec et
Montréal sur l'autoroute 40

Pour information : Dany Neron

Tél. : (819) 370-4769

Sans frais : 1-800-407-4769

Télex : (819) 370-4768

e-mail : info@chezdany.qc.ca

www.chezdany.qc.ca



BDO DUNWOODY SRL

Comptables agréés et consultants

5^e étage, 191, Broadway

Winnipeg (MB) R3C 3T8

Téléphone: (204) 956-7200

Télécopieur: (204) 926-7201

http://www.bdo.ca

Courriel électronique: gchaput@winnipeg.bdo.ca

Nos professionnels:

Michelle Boris, CA
Eugene Brokopiw, CA
Bruce Caplan, CA, CIP
Arthur Chaput, CA, CFP
Gilles Chaput, FCA
Raymond Desrochers, CA, CFE
Pamela Dupuis, CA
James Doer, CA, CFP
Lucien Guenette, CA
Chris Kauenhofen, CA
Collin LeGall, CMA, CIP

Lucile Legal-Griffiths, CA
Travis Leppky, CA, CISA
Henri Magne, CA
Mona Marcotte, CA
Elizabeth Maw, CA
Russell Paradoski, CA, CFE
Georges Picton, CGA
Jennifer Pyzer-Whetter, CA
Marc Rivard, CA
Mark Wong, CA (en stage)

BDO DUNWOODY SRL est une société en nom collectif à responsabilité limitée enregistrée en Ontario.

SERVICES

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RIEL

Promouvoir le développement économique
chez les francophones de
Saint-Boniface, Saint-Vital et Saint-Nobert.

Raymond Simard, B.A., B. Comm., président
178, rue Dumoulin, Saint-Boniface R2H 0E3

Tél.: 233-7799 • Fax: 233-7444

Courriel: CORPRIEL@ESCAPE.CA



Procurez-vous un exemplaire
aux endroits suivants:

A nos bureaux de la
Maison franco-manitobaine
383, boul. Provencher
Centre culturel franco-manitobain
340, boul. Provencher
Marion Grocery
237, rue Bertrand
Librairie La Boutique du Livre
315, rue Kenny
Dépanneur Provencher
174, boul. Provencher

Hôpital Saint-Boniface
Boutique de souvenirs
IGA Provencher
390, boul. Provencher
Librairie À la page
200, boul. Provencher
Turbo - Saint-Boniface
230, rue Marion
Amber Auto Service • Sainte-Anne
617, rue Traverse
Esso • Parc Windsor
192, Archibald

Chapters
• Centre Saint-Vital
Shell Service
350, chemin Sainte-Anne
Pharmacie St-Pierre
• Saint-Pierre-Jolys
Lorette IGA • Lorette
Petro-Canada • Lorette
Saint-Adolphe Esso • Saint-Adolphe
Le Dépanneur • La Broquerie
Épicerie Coulombe • Saint-Malo

Abonnez-vous à



OPTIONS OFFERTES

Au Manitoba

Ailleurs
au Canada

1 an	28, 50 \$ ☐	32,10 \$ ☐
2 ans	51,30 \$ ☐	58,85 \$ ☐

Oui je m'abonne dès aujourd'hui!

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Province: _____

Code postal: _____ Téléphone: _____

Je choisis de payer par:

Visa: _____ MasterCard: _____

(inscrire le numéro de votre carte et la date d'expiration)

Chèque ou mandat poste:

(libeller votre chèque ou mandat de poste à l'ordre de La Liberté)

C.P. 190, 383, boulevard Provencher, Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4

SUPPLEMENT NATIONAL



MARS 2000

...ns l'ensemble
...Canada
...journa hebdo
...ouve actuali
...des c... sur
...franc
...ne chacune des provinces
...chacun des territoires

Association de la presse
...phone vous invite à faire
...onnaissance de
...er à rencontrer
...nones de
...side, Edmunston,
...or, Sudbury,
...nt Boniface, Gravelbourg,

PERSPECTIVES FRANCOPHONES



Les Rendez-vous de la Francophonie

13 au 26 mars 2000



Notre Francophonie en personne

TV5

ARCHAMBAULT & ASSOCIÉS
ARCHAMBAULT

60
à la fois plus!

Transcontinental

TVR

Radio-Canada

DaimlerChrysler
Canada

VIA Rail Canada

Université de la langue française

MEYER

APF
Association de la presse francophone

Fondation
Paul-Guy-Bois
20 ans

25

Fédération
des syndicats
de l'enseignement (CEQ)

RFC

Le Réseau francophone
d'information

RFA

FCCF

FAST AFPA

Ordre de la
Francophonie
canadienne



www.rendezvousfrancophonie.com

LE CERCLE

IERCUX

Canada

La Presse écrite, perspectives francophones

Cette publication est tirée à 150 000 exemplaires et diffusée dans la semaine du 20 mars 2000 par l'entremise des journaux suivants :

Le Gaboteur	Stephenville	Terre-Neuve
Le Courrier de la Nouvelle-Écosse	Yarmouth	Nouvelle-Écosse
La Voix acadienne	Summerside	Île-du-Prince-Édouard
L'Avion	Campbellton	Nouveau-Brunswick
Le Madawaska	Edmunston	Nouveau-Brunswick
Le Moniteur Acadien	Shédiac	Nouveau-Brunswick
Le Devoir	Montréal	Québec
L'Express	Orléans	Ontario
Le Reflet	Embrun	Ontario
Agricom	Clarence Creek	Ontario
Le Carillon	Hawkesbury	Ontario
Le Journal de Cornwall	Cornwall	Ontario
Le Goût de vivre	Penetanguishene	Ontario
Le Métropolitain	Toronto	Ontario
Le Rempart	Windsor	Ontario
Le Voyageur	Sudbury	Ontario
Les Nouvelles	Timmins	Ontario
L'Horizon	Kapuskasing	Ontario
Le Nord	Hearst	Ontario
La Liberté	Saint-Boniface	Manitoba
L'Eau vive	Regina	Saskatchewan
Le Franco	Edmonton	Alberta
L'Express du Pacifique	Vancouver	Colombie-Britannique
L'Aurore boréale	Whitehorse	Yukon
L'Aquilon	Yellowknife	Territoires du Nord-Ouest



ÉDITION

Association de la presse francophone
267, rue Dalhousie

Ottawa Ontario K1N 7E3

Téléphone : (613) 241-1017 • Télécopieur : (613) 241-6193

Site web : www.apf.ca

Courriel : apf.opscom@sympatico.ca

COORDONNATRICE DU PROJET Sylviane Lanthier,
La Liberté, Saint-Boniface (Manitoba)

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Lanthier

CONCEPTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE Véronique Togneri
La Liberté, Saint-Boniface (Manitoba)

ÉQUIPE DE RÉDACTION Annie L. Lévesque, Sylviane Lanthier,
Carole Landry, Danielle Marchand,
Caroline-Anne Coulombe,
Jacinthe Laforest, Pierre Ouellette,
Francis Bouchard, Joëlle Roy,
Réjean Grenier, Nicol Simard,
Isabelle Maril, Yves Lusignan,
Pierre Glaude, Christiane Dalcourt,
Nicole Richard, Jean Mongenais,
Yves Chartrand, Huguette Burroughs,
Nathalie Kermoal, Dominic Blais,
Sophie Legault, Karine Massé,
Cécile Girard

RÉVISION Karine Beaudette

PHOTOGRAPHIES Le Gaboteur,
Le Courrier de la Nouvelle-Écosse,
La Voix acadienne, L'Avion,
Le Madawaska, Le Moniteur Acadien,
L'Express d'Orléans, Le Reflet, Agricom,
Le Carillon, Le Journal de Cornwall,
Le Goût de vivre, Le Métropolitain,
Le Rempart, Le Voyageur, L'Horizon,
La Liberté, L'Express du Pacifique,
L'Aurore boréale, L'Aquilon, l'APF

IMPRESSION Imprimerie Prescott-Russell

COMPTABILITÉ Daniel Bastien

PUBLICITÉ
OPSCOM

Nicole L. Lavoie, directrice
Nathalie Portelance

Téléphone : (613) 241-5700 • Télécopieur : (613) 241-6313

Courriel : apf.opscom@sympatico.ca

Les textes publiés dans cette édition nationale reflètent l'opinion des auteurs et ne correspondent pas nécessairement aux opinions de l'éditeur et des annonceurs. La Presse écrite, perspectives francophones est produit par l'Association de la presse francophone en collaboration avec l'agence de représentation média OPSCOM.



OPSCOM

L'ASSOCIATION DE LA PRESSE FRANCOPHONE

Le grand réseau des petits journaux

Toutes les personnes qui comptent au Canada, on en parle chaque semaine dans les journaux de l'APF.

24 journaux hebdomadaires s'attachent en effet à couvrir l'actualité des communautés francophones, dans chacune des provinces et chacun des territoires du Canada. La francophonie hors Québec, les journalistes de l'Association de la presse francophone la rencontrent, la décrivent, la suivent, la photographient, lui parlent, la publient, chaque semaine de l'année.

Summerside, Grand Pré, Montfort, Saint-Boniface, Gravelbourg, Rivière-la-Paix, Vancouver, Whitehorse ou Yellowknife : où qu'elle soit, quand la francophonie bat son plein, un journal est présent pour témoigner de sa vitalité, rendre compte de ses luttes, saisir ses enjeux. Ils ou elles sont athlètes, artistes, gens d'affaires, commissaires d'école, bénévoles. Ce qu'ils sont, ce qu'elles font, les francophones du pays savent qu'ils peuvent compter sur leur journal pour l'apprendre et le comprendre. Parfois, d'ailleurs, les lecteurs n'ont que leur journal francophone hebdomadaire pour se rattacher à leur communauté. Voilà une raison de plus d'être présent partout et en tout temps!

L'Association de la presse francophone est fière de ce réseau qui s'alimente de ses propres forces et qui, dans certains cas, fait l'impossible, dans des conditions précaires, pour satisfaire chaque semaine ses lecteurs. La francophonie est en marche et ses journaux sont à ses côtés, miroirs fidèles de sa réalité et gardienne de sa mémoire collective.

Dans cette édition spéciale, la première en son genre produite par l'APF, nous vous invitons à découvrir la francophonie canadienne par le regard unique de 24 journaux hebdomadaires couvrant l'ensemble du territoire canadien, d'un océan à l'autre.

Vous voulez en savoir plus sur l'Association de la presse francophone et ses journaux membres ?
Visitez notre site web : www.apf.ca

SOMMAIRE

4 • La région de Campbellton et L'Avion

5 • La région d'Edmunston et Le Madawaska

6 • La région de Shédiac et Le Moniteur Acadien

7 • La Nouvelle-Écosse et Le Courrier

8 • Terre-Neuve et Le Gaboteur

9 • L'Île-du-Prince-Édouard et La Voix acadienne

10 • La région de Kapuskasing et L'Horizon

11 • La région de Hearst et Le Nord

12 • La région de Penetanguishene et Le Goût de vivre

13 • La région de Sudbury et Le Voyageur

14 • La région de Toronto et Le Métropolitain

15 • La région de Prescott et Russell et Le Reflet

16 • L'agence de presse de l'Association de la presse francophone

17 • Un peu d'histoire sur l'APF

18 • Méli-mélo sur l'APF

19 • L'agriculture franco-ontarienne et Agricom

20 • La région de Hawkesbury et Le Carillon

21 • La région de Timmins et Les Nouvelles

22 • La région de Windsor et Le Rempart

23 • La région d'Orléans et L'Express

24 • La région de Cornwall et Le Journal de Cornwall

25 • Le Manitoba et La Liberté

26 • L'Alberta et Le Franco

27 • La Saskatchewan et L'Eau vive

28 • La Colombie-Britannique et L'Express du Pacifique

29 • Les Territoires du Nord-Ouest et L'Aquilon

30 • Le Yukon et L'Aurore boréale

Pleins feux sur les Jeux d'hiver

La région de Restigouche-Chaleur s'apprête à accueillir en 2003 les Jeux d'hiver du Canada. Et le journal L'Aviron entend bien profiter de l'événement pour offrir la meilleure couverture possible.

ANNIE L. LEVESQUE

CAMPBELLTON - Depuis le 9 février 1999, la population du comté de Restigouche et de Chaleur se prépare avec impatience à accueillir les Jeux d'hiver du Canada de 2003. Notre petite région peu connue du reste du pays sera alors placée sous les feux de la rampe. Pendant les deux semaines des Jeux, toutes les caméras se tourneront vers Restigouche-Chaleur.

Pour la région, ce sera là l'occasion idéale de faire connaître au reste du pays son panorama incomparable, ses attraits touristiques hivernaux et ses coins plus tranquilles.

À l'affût des besoins régionaux

En février de l'année dernière, **L'Aviron**, seul hebdomadaire francophone des deux comtés concernés par les Jeux, a débuté son travail de couverture. Réunions, nominations et choix de sites font partie des sujets qui ont été couverts depuis l'annonce de la tenue des Jeux dans le comté de Chaleur et de Restigouche.

Selon les calculs, la région bénéficiera d'importantes retombées économiques puisqu'elles pourraient atteindre 30 millions \$. Avec les quelque 40 000 habitants que compte Restigouche seulement, tous les foyers seront d'une façon ou d'une autre touchés par les Jeux de 2003.

Les francophones comptent pour 60 % de la population et c'est en bonne partie grâce à **L'Aviron** qu'ils pourront lire dans leur langue des reportages sur les prouesses des athlètes participant aux Jeux.

Des Jeux bilingues

Le 12 janvier, le nouveau chef de l'exploitation de la Société hôte des Jeux d'hiver du Canada Bathurst-Campbellton 2003 inc., John Stothart, a déclaré que ces Jeux seront tenus dans les deux langues. L'anglais et le français bénéficieront d'un statut égal. « Les Jeux du Canada 2003 seront peut-être les premiers qui seront vraiment bilingues... Pour la première fois, les Jeux du Canada seront organisés dans les deux langues de façon égale, et ça



Le Restigouche, une destination quatre saisons. Pendant la saison hivernale, l'or blanc du Restigouche attire plusieurs centaines de touristes et de motoneigistes dans notre région. L'été, la rivière Restigouche permet aux amateurs de grands espaces d'observer nos paysages plus grands que nature, tout en se laissant guider par le courant. Photo du haut : le chef de l'exploitation de la Société hôte des Jeux d'hiver du Canada.

c'est très important », a affirmé John Stothart lors de sa première allocution en tant que chef de l'exploitation.

Dans la seule province officiellement bilingue au Canada, le Nouveau-

Brunswick, auront donc lieu les premiers Jeux du Canada complètement bilingues... Et **L'Aviron** y sera! Outil d'information indispensable pour la région, **L'Aviron** mise sur une couverture communautaire et humaine des événements.

À la hauteur de ses lecteurs

Pendant les deux semaines des Jeux, le journal ne s'attardera pas seulement sur les athlètes « vedettes », mais sur les jeunes de la région qui participent à l'événement. Nos lecteurs s'intéressent en priorité à connaître les résultats obtenus par les jeunes de la région, ces jeunes hommes et jeunes femmes qui ont appris à skier sur les superbes pentes enneigées du mont Sugarloaf, ou qui ont effectué leurs premiers coups de patins sur la patinoire du Centre civique de Campbellton.

Miser d'abord sur cette couverture régionale pourrait paraître anodin, mais c'est un choix qui fait souvent

Une destination quatre saisons

La région de Restigouche pourrait devenir une destination touristique beaucoup plus courue, s'il n'en tient qu'aux entrepreneurs de la région.

PAR ANNIE L. LEVESQUE

CAMPBELLTON - Pendant les derniers mois de l'année 1999, des représentants de l'Association touristique du Restigouche, en collaboration avec la Chambre de développement économique, ont parcouru les diverses régions du comté afin d'identifier et de définir la destination touristique qu'est le Restigouche. Le 4 décembre dernier, un plan de développement touristique a été présenté à la population lors d'une conférence tenue au Parc provincial Sugarloaf d'Atholville.

Après neuf réunions publiques, un concept de développement touristique a été présenté lors la conférence de décembre. Lors des rencontres, plusieurs points ont été abordés, dont celui du territoire touristique couvert au Restigouche. Celui-ci se situe entre Belledune et le mont Carleton.

Plusieurs éléments, qui identifient le Restigouche comme destination active, ont également été au centre des discussions. Les priorités locales et régionales ont été abordées, quatre zones naturelles ont été identifiées, en plus de trois cultures, les cultures acadienne, irlandaise et autochtone.

Le Plan de développement touristique

Le plan présenté a porté sur six points d'orientation majeure. Selon le conférencier invité lors des rencontres publiques, Georges Bourdages, le plan a été conçu pour présenter le Restigouche comme une destination active pendant toute l'année. La planification d'un Carnaval d'hiver régional a ainsi été abordée dans les propositions pour le développement touristique hivernal. « On a fait le tour de chaque saison », affirme Georges Bourdages.

Le développement de l'information touristique, l'intensification du marketing, le développement des ressources humaines et de l'entrepreneuriat régional sont quelques-uns des points soulignés lors de la conférence.

« La clé du succès, indique Georges Bourdages, c'est la coordination du développement et des partenariats. On doit favoriser les partenariats entre les communautés. » À ce titre, la

coopération régionale est fondamentale pour assurer le bon fonctionnement de ce plan touristique.

Des représentants de divers commerces et groupes touristiques ainsi que des maires de plusieurs municipalités étaient au rendez-vous. Les organismes partenaires se sont donné comme objectif de réorganiser de façon majeure l'industrie du tourisme au Restigouche au cours des trois prochaines années. D'après Georges Roy, de l'Association touristique du Restigouche, l'année à venir devrait être déterminante.

toute la différence pour les lecteurs de **L'Aviron**. Encore une fois, ils pourront compter sur leur journal pour leur livrer la marchandise et s'attarder sur des aspects que délaisseront sûrement d'autres médias ayant des mandats moins communautaires. La région et son actualité nous tient à cœur à longueur d'année.

Notre slogan, « Pour bien suivre le courant régional », tombera à pic pendant la tenue des Jeux.

Pendant 14 jours, notre patelin sera transformé en fourmilière de l'information sportive. Plus de 2 000

athlètes, de partout au Canada, sont attendus au Village des athlètes qui sera érigé dans la région de Dalhousie. Plusieurs d'entre eux seront originaires de Restigouche-Chaleur. Médias régionaux, provinciaux et nationaux, bénévoles et vice-présidents des sous-comités de la Société hôte se côtoieront pendant cette période pour faire des prochains Jeux d'hiver les jeux les mieux organisés de l'histoire. Pour l'équipe de **L'Aviron**, ce sera l'occasion de démontrer son savoir-faire et de dénicher les nouvelles et les histoires qui comptent pour les gens de la communauté.



Fondé en avril 1962 pour répondre à un besoin de véhiculer de l'information en français dans la région, **L'Aviron** est un hebdomadaire paraissant le vendredi.

Appartenant à la Corporation Sun Media, une compagnie du Groupe Quebecor, il est distribué gratuitement, en kiosque, à plus de 7 500 exemplaires dans la région de Restigouche-Chaleur, de Bathurst à Saint-Quentin. Neuf personnes travaillent à la réalisation de **L'Aviron**.

Pour nous joindre :

L'Aviron
113, rue Roseberry, bureau 310
Campbellton (Nouveau-Brunswick) E3N 2G6
Tél. : (506) 753-7637
Télec. : (506) 759-7738
Courriel : laviron@nbnet.nb.ca

Portrait d'une entreprise familiale

À Edmundston, Le Madawaska est la propriété de la famille Boucher depuis maintenant trois générations.

SYLVIANE LANTHIER

EDMUNSTON – Fondé en 1913 par l'avocat Maximilien Cormier et le

docteur Albert Sormany, l'hebdomadaire **Le Madawaska** a paru pour la première fois le 27 novembre 1913.

L'entreprise Le Madawaska ltée est alors également constituée d'une

imprimerie commerciale, dont le but principal est l'impression du journal. En 1922, les fondateurs prennent leur retraite et l'entreprise est cédée à Athanase LeBlanc et Alphonse Chiasson, puis à J.-Gaspard Boucher. Ce dernier en devient, dès mars 1923, propriétaire, éditeur et rédacteur du *Madawaska*. Il occupera ce poste jusqu'à sa mort le 18 avril 1955.

J.-Gaspard Boucher ignorait à l'époque qu'il instaurait une tradition familiale; encore aujourd'hui, *Le Madawaska* est la propriété de la famille Boucher, et la quatrième génération se prépare à prendre la relève.

Mais revenons à 1923. *Le Madawaska* fait des pas de géant. Son propriétaire ouvre un magasin pour écoliers et une librairie (qui a eu pignon sur rue pendant plus d'un quart de siècle), et procède à l'expansion de l'imprimerie commerciale qui, au cours des années, ajoutera d'autres services d'impression.

En 1955, à la mort de son mari, Annette Lamarche assure la succession de l'entreprise pendant cinq ans, jusqu'à sa mort en 1960. Le 8 avril, son fils Jean-Louis prend la relève avec ses frères et

sœurs. Il en devient l'unique propriétaire le 1^{er} décembre 1967, 17 ans après s'être initialement joint à son père.

Jean-Louis Boucher joue un rôle déterminant dans l'entreprise. Sous sa direction, *Le Madawaska* est l'un des meilleurs hebdomadaires du Canada français et le journal devient rentable. Pour des raisons de santé, Jean-Louis Boucher doit quitter l'entreprise en juin 1985, après y avoir consacré temps, argent et énergie pendant plus de 36 ans. Il confie son commerce à un trio comprenant son fils Jean-Pierre, actuel président-directeur général du *Madawaska ltée*.

Comme son grand-père et son père l'ont fait avant lui, Jean-Pierre Boucher devient le propriétaire unique de l'entreprise le 21 décembre 1990, après 17 ans de travail acharné au journal.

Secondé par son épouse Danielle L. Michaud, directrice générale du *Madawaska ltée*, et aidé par une relève qui s'intéresse aussi à l'entreprise familiale (à titre d'exemple, son fils Marc dirige le secteur de l'imprimerie), Jean-Pierre Boucher poursuit la mission



Jean-Louis Boucher.

du *Madawaska*, depuis toujours axé sur les besoins et les désirs de sa clientèle.

JOURNAL le MADAWASKA

Fondé en 1913, *Le Madawaska* a été pendant longtemps un revendicateur

des intérêts de sa communauté, et est encore de nos jours un reflet de la réalité de sa région, tant sur le plan social, économique que politique. Avec une équipe de rédaction expérimentée, *Le Madawaska* tente de conserver son rôle premier, celui d'informer la population.

Hebdomadaire paraissant le mercredi matin, *Le Madawaska* appartient à des intérêts privés, qui possèdent aussi une papeterie et une imprimerie.

Le journal emploie une vingtaine de personnes à temps plein, alors qu'une dizaine d'autres s'y retrouvent à temps partiel. Près de 60 camelots assurent en plus la livraison du journal. En ce qui concerne la papeterie, cinq emplois à temps plein et trois emplois à temps partiel sont présentement occupés. L'imprimerie commerciale emploie six personnes à temps plein.

Pour nous joindre :

Le Madawaska
20, Saint-François
Edmundston (Nouveau-Brunswick) E3V 1E3
Tél. : (506) 735-5575
Télec. : (506) 735-8086
Courriel de l'éditeur : lamad@nbnet@nb.ca

La francophonie canadienne, c'est ...

des femmes et des hommes qui puisent dans leurs racines toute la fierté de leur langue et de leur culture, des gens qui ont à cœur le rayonnement du français au Canada, en Amérique et dans le monde.

L'Année de la Francophonie canadienne est fière de s'associer à la publication *La Presse écrite - Perspectives francophones*.



Canada

1 877 372-6269 • www.francocanada.gc.ca

L'hebdo du peuple

Dans le sud-est du Nouveau-Brunswick, la population francophone peut compter sur un hebdomadaire qui parlera d'elle chaque semaine, parce qu'il n'y a pas d'événements trop petits pour un journal qui se veut proche de ses gens. D'ailleurs, pour plusieurs, Le Moniteur Acadien est bien plus qu'un simple journal...

CAROLE LANDRY

SHÉDIAC - Le **Moniteur Acadien** est un outil de communication au service de la population du sud-est du Nouveau-Brunswick. Les gens et les organismes de la région s'y retrouvent et apprécient de pouvoir découvrir les réalisations de leurs parents et amis, de leurs voisins ou leurs confrères de travail, qui n'auraient aucune visibilité sans leur hebdomadaire. Plusieurs événements, comme les festivals et les carnivals, comptent sur la collaboration du **Moniteur Acadien** lorsque vient le temps de faire connaître leurs activités. Et **Le Moniteur Acadien** joue également un rôle important en informant les gens des divers enjeux de la scène locale et municipale, car ce sont des questions qui touchent directement les abonnés du journal.

On trouve au Nouveau-Brunswick un quotidien et plusieurs autres médias francophones qui jouent chacun leur rôle. Dans ce paysage médiatique, **Le Moniteur Acadien** trouve sa place en offrant aux organismes communautaires et aux gens ordinaires l'occasion de faire parler d'eux. Dans une région où l'assimilation fait des ravages, il est primordial que la population ait un média francophone dans lequel elle peut se reconnaître, sans quoi elle devrait recourir aux médias anglophones pour connaître les nouvelles locales.

L'équipe du **Moniteur Acadien** participe de plain-pied à la vie de la région en s'engageant dans divers projets. Qu'il s'agisse de rédaction de textes, traduction ou correction de publications diverses, les organismes communautaires ont souvent recours aux services du **Moniteur Acadien**. Des requêtes de tous genres sont faites au bureau du **Moniteur Acadien** et le personnel se fait un devoir de répondre aux besoins des gens dans la mesure du



possible. On fait souvent appel au « département des miracles », expression que plusieurs ont pris l'habitude d'employer quand ils savent que leur demande sort de l'ordinaire.

Le Moniteur Acadien veut que les gens se reconnaissent dans les pages du journal. C'est pourquoi l'équipe se fait un devoir de leur réserver le plus d'espace possible. D'ailleurs, la population collabore étroitement en soumettant régulièrement des textes et des photos pour faire connaître les activités de la communauté. Un sujet soumis par un lecteur a autant d'importance qu'un événement populaire qui recevra déjà de la visibilité dans d'autres médias.

Les performances des gens ordinaires, qu'ils soient membres du Club Lions de Cap-Pelé, des Chevaliers de Colomb de Shédiac, des Dames d'Acadie de Dieppe ou de la Société historique de Memramcook, ou encore des artistes, des athlètes ou simplement de jeunes Acadiens dont on n'entendrait pas parler ailleurs, c'est ce que vous retrouvez dans l'hebdo du sud-est.

Pour sensibiliser les lecteurs au fonctionnement de leur journal, des employés se portent souvent volon-



Photo du haut : une fête communautaire à Shédiac.

Marcia LeBlanc, bientôt mannequin à Milan ?

taires pour offrir des ateliers à des groupes intéressés, notamment dans les écoles. L'équipe du journal accueille d'ailleurs régulièrement des étudiants qui effectuent un stage de formation, ou qui sont inscrits à des programmes

Marcia LeBlanc

Mannequin à Milan ?

Originaire de Dieppe, Marcia LeBlanc sera-t-elle la prochaine coqueluche du milieu de la mode ? **Le Moniteur Acadien** a réalisé ce portrait d'une jeune fille de 16 ans qui s'appête à découvrir le milieu de la haute couture.

MIREILLE E. LeBLANC

DIEPPE - Marcia LeBlanc s'appête à faire un choix de carrière un peu inhabituel puisqu'elle s'envole ce mois-ci vers l'Italie où elle tentera sa chance en tant que mannequin professionnelle. La jeune fille de 16 ans a reçu une invitation des recruteurs de plusieurs grandes agences et, qui sait, elle pourrait se retrouver top modèle.

« Je vais à Milan pour rencontrer les agences, explique-t-elle. J'ai déjà vu les recruteurs, mais je n'ai pas vu les emplacements et les agences comme telles, ni leurs propriétaires. Ça me donnera une idée pour savoir quelle agence choisir », explique la jeune fille.

Son premier séjour à Milan en Italie durera quelques semaines, puis elle reviendra à Dieppe pour terminer son secondaire à la polyvalente Mathieu-Martin. Une fois son diplôme en poche, elle retournera en Italie pour tenter d'y faire carrière.

« J'aime ce métier parce que je peux rencontrer des gens et voyager. J'aime aussi tout ce qu'une modèle fait », indique-t-elle. Marcia LeBlanc sait de quoi elle parle puisqu'elle œuvre dans ce domaine depuis quelques années. Son père, Maurice LeBlanc, souligne d'ailleurs que sa fille a déjà remporté plusieurs compétitions et concours régionaux et nationaux. Marcia a donc l'appui de ses parents qui veulent lui permettre de réaliser son rêve, mais à une condition...

« Il n'est pas question qu'elle y aille sans chaperon! Nous avons fait des arrangements avec elle et je l'accompagne en Italie », explique son père, qui veut que sa fille garde les deux pieds sur terre, un objectif peut-être difficile à atteindre dans le monde de la haute couture.

Des scandales ont récemment défrayé la chronique à la suite d'une enquête de la BBC sur les agences de mannequin. Les parents de la jeune fille ont donc de bonnes raisons de vouloir l'accompagner. « Je ne serai pas inquiet si je peux la suivre », affirme Maurice LeBlanc.

Marcia n'est pas inquiète non plus d'avoir un chaperon qui l'accompagne. « Je sais que beaucoup de choses se passent dans cette industrie. Je vais à Milan pour choisir une agence et mon père va m'aider. J'apprécie la chance d'avoir des parents qui veulent venir avec moi. Ça va aussi nous permettre de voyager ensemble », affirme-t-elle.

Et si l'expérience ne donne pas les résultats escomptés? Marcia LeBlanc ne s'en fait pas. « De toute façon, je ne suis pas certaine de vouloir faire carrière dans ce domaine, dit-elle. J'ai toujours eu de bons résultats scolaires. Alors, je peux toujours continuer mes études si ça ne marche pas. »

d'éducation coopérative. Les étudiants qui ont fait un séjour au **Moniteur Acadien** se sont très bien débrouillés par la suite et ont connu beaucoup de succès dans leurs études et leur carrière.

LE MONITEUR Acadien

Fondé en 1983

Les gens du sud-est du Nouveau-Brunswick avaient l'habitude de lire un journal français dans la région, parce qu'ils avaient auparavant un quotidien.

L'Évangéline, et un hebdomadaire, *La Boueille*. Tous deux ayant disparu, un groupe de personnes a décidé de lancer un nouveau journal. Paru à quelques reprises en 1983, ce journal est devenu un hebdomadaire en 1984. D'abord appelé *Le p'tit Moniteur*, puis *Le Moniteur*, il est enfin devenu **Le Moniteur Acadien**. Entreprise sans but lucratif dirigée par un conseil d'administration au départ, le journal appartient à des intérêts privés depuis la fin des années 80. Le propriétaire actuel, Gilles Haché, en a fait l'acquisition en 1997.

Hebdomadaire publié le jeudi, **Le Moniteur Acadien** est distribué par camelots, par la poste et est disponible en kiosque. Il dessert les communautés francophones du sud-est du Nouveau-Brunswick, et compte aussi des abonnés un peu partout dans la province ainsi qu'ailleurs au pays, aux États-Unis et outre-mer.

L'équipe comprend neuf personnes.

Pour nous joindre :

Le Moniteur Acadien
817, Boudreau Ouest
C.P.1807
Shédiac, Nouveau-Brunswick, E0A 3G0
Tél. : (506) 532-6680
Téléc. : (506) 532-6681
Courriel : moniteur@nbnet.nb.ca

Mention honorable en Italie pour Guéganne

PAR MIREILLE E. LeBLANC

SHÉDIAC - Une artiste peintre de Shédiac, Guéganne, a remporté une mention honorable dorée pour une œuvre présentée à la Biennale Internazionale dell'Arte Contemporanea qui se tenait à Florence en Italie. « Je ne peux pas décrire en paroles cette expérience. Dans la ville de Florence, c'était comme si j'avais reculé dans le temps pour me retrouver à l'époque de la Renaissance », a-t-elle souligné avec enthousiasme, racontant son émotion devant les œuvres de grands maîtres tels que Léonard de Vinci et Michel-Ange.

Pas moins de 520 artistes de 35 pays ont exposé 1 500 œuvres d'art à cette biennale. Parmi ces œuvres, trois provenaient de Shédiac, soit *La première pluie*, *La cuisine en Acadie* et *La déesse de l'univers*. C'est d'ailleurs cette dernière œuvre qui a remporté une mention honorable, à la grande surprise de Guéganne.

« J'étais en jeans avec un chandail sur mes épaules et j'avais dit à Len, mon mari, que je voulais aller à la présentation des prix au cas où un artiste que je connais remporte un prix. Quand ils ont dit « Guéganne du Canada », je suis restée collée sur ma chaise! Ils ont dû le dire une deuxième fois et Len m'a poussée pour que je me lève. Je ne pouvais pas croire que j'avais pu mériter une médaille », raconte-t-elle en riant.

Même sans médaille, elle serait rentrée enrichie de cette visite en Italie. Guéganne a adoré Florence, véritable paradis pour les amateurs d'art. Et elle a établi de nombreux contacts avec la communauté artistique internationale. L'artiste mentionne la possibilité de participer à une exposition de groupe en France, mais rien n'est encore définitif.

Guéganne et son mari ont également profité de leur séjour en Italie pour jouer aux touristes; ils ont visité Rome et le Vatican. « Nous avons pu voir la Basilique Saint-Pierre qui est vraiment impressionnante. Il n'y a pas de mots en trois langues pour décrire ce que c'est! »

Les Acadiens du Québec, de la France, de la Belgique, de la Louisiane sont attendus en Nouvelle-Écosse au mois d'août 2004 pour le 3^e Congrès mondial acadien. Mais comment le berceau de l'Acadie se prépare-t-il à ce grand événement ? Le Courrier répond.

DANIELLE MARCHAND

YARMOUTH - Oyez! Oyez! L'Acadie de la Nouvelle-Écosse attend les LeBlanc, les Comeau, les Saulnier, bref toutes les familles acadiennes pour le 3^e Congrès mondial acadien de 2004. Déjà plusieurs familles organisent les retrouvailles avec leurs cousins et cousines du monde. Au-delà de ces réunions de famille, ce 3^e Congrès symbolisera surtout le retour des enfants sur leurs terres ancestrales.

Pour commencer, un peu d'histoire. Quelques familles acadiennes arrachées de leurs terres et expulsées en 1755 ont finalement pu rentrer au bercail. Mais les Anglais qui craignaient un mouvement de révolte chez ces Acadiens y ont mis une condition : les familles acadiennes seraient disséminées aux quatre coins de l'Acadie. Pour bien comprendre l'histoire acadienne, les visiteurs devront fouler du pied les terres fertiles de la vallée d'Annapolis et s'arrêter à Grand-Pré, lieu de l'infâme déportation.

Mais le voyage ne s'arrête pas là. En fait, c'est là qu'il commence. Il faudra suivre de nombreux villages aux noms évocateurs comme par exemple au nord, Chéticamp, Belle-Côte, Pomquet, l'Isle Madame. Puis, dans le sud de la province, Pubnico, Saulnierville, Comeauville, Pointe-de-l'Église; puis au centre, près de Halifax, le petit village de Chetzetcook. C'est là que vivent maintenant les descendants de ces Acadiens revenus au pays.

Chacun de ces villages a sa personnalité, son économie, sa société mais ils possèdent tous la même histoire, la même culture. Soyez avertis, les Acadiens ont surtout conservé l'esprit de la fête et l'esprit de famille.



Grand Pré, lieu de la déportation.

Le grand Congrès des petites gens

Ce n'est un secret pour personne, les retrouvailles de familles sont la locomotive du Congrès mondial



Anne Boudreau-Bellemare.

acadien. Ces familles cherchent surtout à retrouver leurs racines, leur histoire et leurs descendants. D'anciens participants des deux derniers congrès prédisent qu'il y aura plus de 75 000 visiteurs en Nouvelle-Écosse, en 2004. Et ils savent de quoi ils parlent.

Après le premier Congrès mondial acadien, plus de 40 familles ont formé la FAFA, la Fédération des associations de familles acadiennes, pour maintenir un lien permanent entre elles. Les Cadiens de la Louisiane ont eux aussi créé leur regroupement, la CAFA, la Confédération des associations de familles acadiennes. Le père de Zachary Richard en est le président.

Jean Gaudet, un membre de la FAFA, soulignait à juste titre que le Congrès mondial acadien c'est le « grand congrès des petites gens ». Et poursuit-il, « c'est dès maintenant que les familles doivent définir leur plan d'attaque ».

Même son de cloche chez Jean Martin, le président de la FAFA. « Vous êtes

Tresser sa culture

Un jour, Anne Boudreau-Bellemare a reçu en cadeau un tapis que sa grand-mère avait tressé. Cette Acadienne a ainsi découvert une tradition à moitié perdue.

ANNE GENEST

ARGYLE - La guenille se tord sous les doigts d'Anne Boudreau-Bellemare pour former une tresse qui s'étend jusqu'au sol. Pendant que de maille en maille, le tapis prend forme, la couturière tresse dans sa tête les souvenirs de son enfance : l'ouvrage minutieux de sa grand-mère qui confectionnait de ces rares tapis à cinq tresses. Ainsi, Anne Boudreau-Bellemare a l'impression de revivre sa culture acadienne.

Dire que tout a commencé il y a trois ans. Au décès de son père, Anne Boudreau-Bellemare a reçu en cadeau un vieux tapis que jadis sa grand-mère avait tressé. En revoyant le tapis, l'image de sa grand-mère assise près de la lampe a rejailli de sa mémoire et elle a décidé de répéter l'expérience.

Avec ses tantes, elle cherche à comprendre le principe de la fabrication du tapis à cinq tresses. Maintenant passionnée pour cette forme d'artisanat, Anne Boudreau-Bellemare a fait de ce passe-temps un métier. En plus d'enseigner cet artisanat, elle s'apprête à mettre sur le marché des trousses d'initiation au tressage de tapis.

Retour à la tradition

« Lorsque je tisse, je vis ma culture pleinement. Je fais ce que faisait ma grand-mère. Elle était Acadienne. C'est quelque chose d'important qui me garde dans le présent. » Pour cette artisane, la confection de tapis n'est pas qu'un simple loisir mais une tradition qu'on doit conserver. Ainsi, elle répète à ses élèves de ne pas garder cette connaissance mais de la partager avec d'autres.

D'après Anne Boudreau-Bellemare, le tressage de tapis gagne en popularité : « Les gens sont tannés de regarder la télévision. Et les femmes passent de plus en plus de temps à la maison. Dans une société où l'on est habitué de tout acheter, c'est satisfaisant de voir qu'on peut accomplir quelque chose par nous-mêmes et assez rapidement. » Anne Boudreau-Bellemare raconte que la création de tapis tressés rappelle une tradition mise de côté. Une dame était tellement émue d'avoir achevé son tapis qu'elle s'est mise à danser dessus aussitôt qu'elle l'a achevé.

À l'époque, les femmes utilisaient de vieux tissus synthétiques de l'époque d'après la Seconde Guerre mondiale. Les bas de nylon teints de différentes couleurs étaient aussi couramment utilisés. Les vêtements entreposés dans les greniers étaient ainsi recyclés. Aujourd'hui, Anne Boudreau-Bellemare se sert de vieilles jupes dénichées chez Frenchy. En général, la création de ce genre d'ouvrage prend près de vingt heures.

choyés ici en Nouvelle-Écosse. Vous avez un système de conférence à distance pour échanger entre vous, des radios communautaires, un journal. Il existe déjà des associations de familles prêtes à vous fournir toutes leurs informations. L'Internet est un bel outil de recherche. La FAFA et la CAFA sont à votre disposition pour vous transmettre leurs expériences, bonnes ou mauvaises. »

Branle-bas : les Acadiens arrivent en ville

Le comité organisateur ne chôme pas non plus. Plusieurs rencontres se répètent pour planifier les 15 jours d'activités du Congrès mondial acadien. Les détails ne sont pas encore connus; c'est encore trop tôt. Chose certaine, les cérémonies d'ouverture et de fermeture du Congrès seront grandioses. Il ne peut pas en être autrement puisque la Nouvelle-Écosse est née en Acadie. Harley d'Entremont, un membre du comité organisateur précise que « le

Congrès mondial acadien n'appartient pas au comité. Tous les membres en règle du CMA2004 devront entériner les décisions prises. Nous allons développer un plan de marketing et promouvoir les réunions de famille mais les familles sont responsables de leurs retrouvailles. »

Les Acadiens du Québec (plus d'un million de personnes), de la France, de la Belgique, de la Louisiane sont attendus en Nouvelle-Écosse, au mois d'août 2004. Quatre ans, c'est encore loin mais cette attente sera bien courte si les cousins et cousines se penchent sur leur histoire collective et sur l'histoire de leurs familles pour être prêts aux grandes retrouvailles. **Le Courrier de la Nouvelle-Écosse** se prépare aussi. Au programme, une page consacrée à la généalogie, aux rencontres de familles et sur tout le processus de planification du CMA2004. Bref, quatre années qui passeront à la vitesse de la lumière...

Le Courrier de la Nouvelle-Écosse

Le fondateur, Désiré Déon, voulait que les Acadiens du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse lisent en français. Il a donc créé en 1937 un journal de petites nouvelles pour intéresser ses lecteurs. Plusieurs collaborateurs

dans les villages lui rapportaient des informations sur la communauté acadienne. Chaque village voulait sa place.

Désiré Déon passe ensuite la direction à Cyrille LeBlanc qui en fera un journal à portée provinciale. L'hebdomadaire devient *Le Petit Courrier de la Nouvelle-Écosse* avant d'adopter son nom actuel en 1972.

Hebdomadaire publié tous les vendredis, *Le Courrier de la Nouvelle-Écosse* est distribué par la poste à tous ses abonnés, et est aussi disponible en kiosque. Son mandat est simple : informer et réunir toutes les régions acadiennes de la province, et défendre leurs intérêts. En quelques mots : connaître, se connaître et se faire connaître.

Le Courrier est géré par la Société de la presse acadienne, organisme composé d'une vingtaine de représentants d'organismes provinciaux, de municipalités et d'institutions de formation. Un conseil d'administration est élu chaque année. Il est réalisé par une équipe permanente de sept personnes et quelques collaborateurs en région.

Pour nous joindre :

Le Courrier de la Nouvelle-Écosse
236 B, rue Water,
Yarmouth (Nouvelle-Écosse) B5A 4P8
Tél. : (902) 742-9119
Télec. : (902) 742-9110
Courriel : nouvelles@lecourrier.com

Le trait d'union entre trois communautés

À Terre-Neuve et au Labrador, les francophones sont concentrés autour de trois secteurs et isolés les uns des autres; Le Gaboteur est le seul média qui peut parvenir à les unifier.

CAROLINE-ANNE COULOMBE

STEPHENVILLE - Les francophones de Terre-Neuve et du Labrador sont dispersés à travers cette province et disposés en quelque sorte en forme de triangle, comme le sont d'ailleurs l'île de Terre-Neuve et le territoire géographique du Labrador. Ce ne sont certes pas des triangles équilatéraux et les distances qui séparent ces communautés francophones ne sont pas que physiques.

Au nord, les francophones du Labrador, d'origine québécoise et acadienne pour la plupart, ont été recrutés dans les années 1960 par la compagnie Iron Ore pour exploiter les mines de fer de ce nouvel Eldorado du Nord. Peu à peu, les premiers arrivants ont fait venir leurs familles et c'est ainsi qu'est née la communauté francophone de Labrador City. La base militaire de Happy Valley-Goose Bay, à l'est du Labrador, a également contribué à la migration de nombreux Québécois et francophones du Canada. La première génération de

Franco-Labradoriens d'origine vient d'atteindre les 25 ans, et ses racines sont solides.

Les francophones de Saint-Jean, sur la côte sud-est de la province, sont d'origines très diverses : Acadiens, Québécois, Franco-Ontariens, Saint-Pierrais, Français, francophones du Canada et du monde entier se rencontrent aujourd'hui dans « la vieille capitale ». Ils s'y sont installés à partir des années 1950, époque de prospérité et d'expansion pour la ville, et forment le noyau de la communauté francophone de la capitale.

La communauté francophone de la Péninsule de Port-au-Port est le berceau des Franco-Terre-Neuviens. Les communautés de l'Anse-à-Canard, de la Grand'Terre et de Cap Saint-Georges abritent des familles francophones depuis plusieurs générations. Lors du Grand Dérangement, nombre d'Acadiens sont venus s'établir sur la côte ouest de l'île, aux côtés de voisins Saint-Pierrais et français. Les descendants de ces premiers arrivants vivent toujours dans les communautés

de la Péninsule et les noms de famille et de lieux témoignent aujourd'hui encore de cette histoire française et acadienne.

Le Gaboteur, moyen de communication

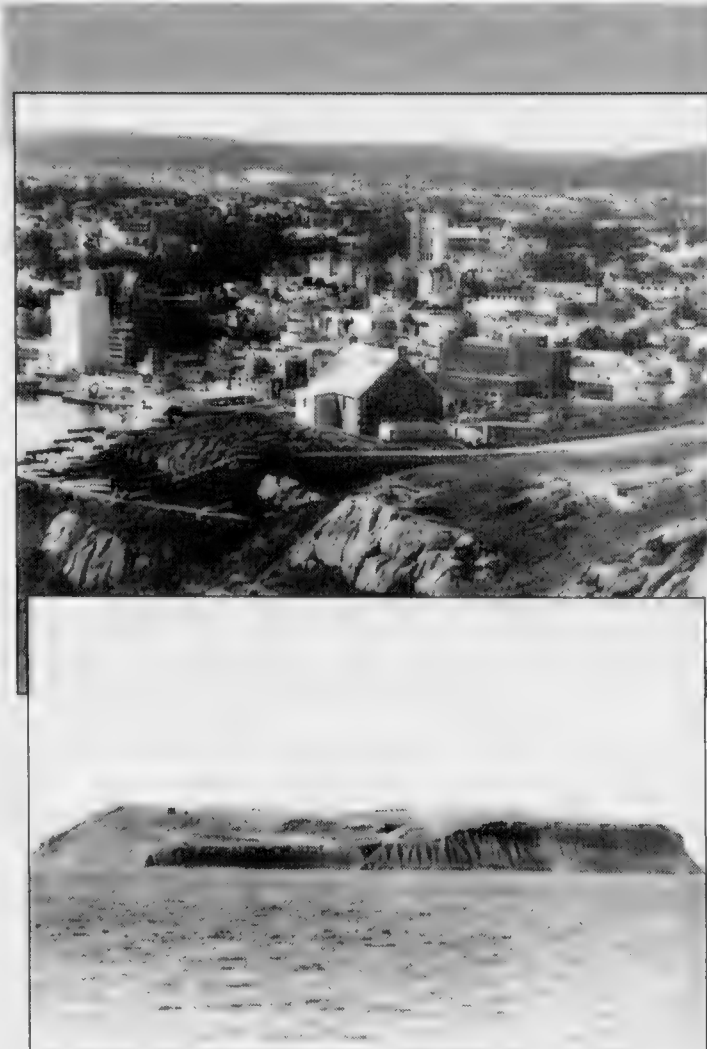
Dans ce curieux triangle, les paysages sociaux, économiques et culturels varient de sommet en sommet et font en sorte que la communauté francophone de Terre-Neuve et du Labrador ressemble fort à la famille moderne : trois enfants nés de pères différents, séparés par quelques générations et dont le lien commun est maternel. Ces enfants ne vivent pas tous sous le même toit, mais ils logent cependant à la même enseigne : le besoin et le désir de communiquer entre eux afin de faire valoir leurs droits de manière efficace.

Historiquement, la formation géographique du territoire de Terre-Neuve et du Labrador rendait la communication difficile entre les petites communautés isolées. Le cabotage, c'est-à-dire la navigation à distance limitée des côtes, servait à la fois de gagne-pain (pêche côtière) et de moyen de transport et de communication. Il était parfois plus facile de faire le tour de l'île en bateau que de la parcourir à pied ou en charrette, et le cabotage constituait le seul moyen d'effectuer la traversée de Terre-Neuve au Labrador et vice versa.

Le caboteur est le bateau côtier utilisé lors du cabotage. Ce mot désigne aussi le capitaine ainsi que les marins à bord du bateau. Au fil des ans et de l'évolution de la langue française à Terre-Neuve, le mot caboteur est devenu plus guttural et s'est transformé en « gaboteur ». C'est ainsi que le verbe caboter s'est métamorphosé en verbe « gaboter », et que les Franco-Terre-Neuviens le conjuguent allègrement sous sa nouvelle forme.

Le Gaboteur toujours en évolution

C'est en octobre 1984 qu'une équipe de bénévoles aux moyens bien limités



Les Basques ont donné le nom de « Isla de San Jorge » à l'île Rouge. Le nom lui est resté jusqu'à l'arrivée des Français, au 18^e siècle, qui l'ont baptisée île Rouge en raison de la couleur de la terre sur la berge.

rédige et publie le premier numéro du journal francophone de Terre-Neuve et du Labrador. On lui donne alors tout naturellement le nom de **Gaboteur**. En 1986, le journal devient autonome et depuis, il a subi de nombreuses métamorphoses. La rédaction, le montage et l'impression sont maintenant réalisés par une équipe de professionnels composée d'un(e) graphiste, de collaborateurs et collaboratrices dans les trois régions francophones de la province et d'un(e) rédacteur(trice) en chef.

Aujourd'hui, *Le Gaboteur* répond aux attentes des lecteurs du Labrador, de Saint-Jean et de la Péninsule de Port-au-Port en offrant un regard vif et intéressé sur leur culture et leurs défis

régionaux tout en les gardant au courant de l'actualité provinciale et nationale.

Le port d'attache du journal *Le Gaboteur* est Stehenville, sur la côte ouest de Terre-Neuve, à quelques kilomètres de la Péninsule de Port-au-Port. Le conseil d'administration a récemment recommandé à ses abonnés le déménagement du siège social du *Gaboteur* vers la capitale, Saint-Jean. Les abonnés sont appelés à voter et les résultats de ce vote doivent être dévoilés ce mois-ci.

Mais peu importe l'adresse du journal, il demeurera toujours *Le Gaboteur*, média par excellence des francophones de Terre-Neuve et du Labrador.

Le Gaboteur



Fondé en 1984, *Le Gaboteur* est publié aux deux semaines et paraît le lundi.

Le Gaboteur inc. est une corporation à but non lucratif ayant pour mission

d'informer les francophones de Terre-Neuve et du Labrador en publiant un journal de langue française qui rend compte de l'actualité dans divers domaines. Le journal est donc géré par un conseil d'administration formé de membres des différentes communautés francophones de Terre-Neuve et du Labrador.

Unique journal de langue française dans la province, il compte des abonnés au Labrador, sur la Péninsule de Port-au-Port (côte ouest) et à Saint-Jean-Péninsule d'Avalon (sud-est), ainsi qu'à Saint-Pierre et Miquelon, en France et un peu partout au Canada.

Deux personnes travaillent à temps plein à la réalisation du journal. L'équipe est complétée par la collaboration de trois journalistes pigistes situés en région.

Pour nous joindre :

Le Gaboteur
41, rue Main,
Stehenville (Terre-Neuve) A2N 1H5
Tél. : (709) 643-9585
Téléc. : (709) 643-9586
Courriel : gaboteur@nf.sympatico.ca



GOUVERNEMENT de
TERRE-NEUVE et du LABRADOR
Conseil exécutif
Bureau des services en français

À Terre-Neuve et au Labrador, le Bureau des services en français du Secrétariat du Conseil du Trésor est responsable de la conception et de la livraison des services gouvernementaux en français et s'occupe de toutes les questions reliées aux Langues Officielles en général.

Aux fins de l'Entente cadre Canada / Terre-Neuve et le Labrador sur la Promotion des Langues Officielles (75 / 25) le Bureau des services en français sert de ressources à tous les ministères du gouvernement, effectue la coordination de la prestation des services en français et assure l'efficacité des communications et des consultations entre le gouvernement et les organismes francophones de la province.

Comme preuve de la livraison de ces services, il faut mentionner :

- la formation linguistique des employés du gouvernement
- les services de traduction
- la liaison avec la communauté francophone et acadienne; ainsi que

- le soutien au financement, à l'entretien et aux activités courantes de la composante communautaire du Centre Sainte-Anne à La Grand'Terre, dans la Péninsule de Port-au-Port.

Le personnel bilingue du Bureau des services en français salue tous les francophones et les francophiles du Canada, en cette Année de la Francophonie canadienne.

Pour de plus amples renseignements sur nos services, veuillez communiquer avec nous :

au numéro suivant : (709) 729-0311
par télécopieur au : (709) 729-0781
ou par courriel à l'adresse suivante :
srajotte@mail.gov.nf.ca

Genèse d'une bataille juridique

La Cour suprême a rendu en janvier une décision historique qui permettra aux francophones de Summerside d'obtenir une école française. Cette décision aura un impact majeur pour les francophones de tout le Canada. Sur l'île, La Voix acadienne a accompagné les parents, suivi le dossier, analysé les enjeux, remonté le moral des troupes et témoigné de la réalité depuis les tout débuts du dossier, comme le raconte la journaliste-photographe-rédactrice en chef du journal.

JACINTHE LAFOREST

SUMMERSIDE - Le jeudi 13 janvier 2000, à 10 h 45, heure locale, la Cour suprême du Canada a rendu sa décision en faveur des parents de Summerside. Hourra! c'est gagné. Les parents acadiens et francophones de Summerside ont droit à une école française dans leur communauté. C'est la Cour suprême du Canada qui le dit, à l'unanimité de ses neuf juges. Pour *La Voix acadienne*, le seul journal de langue française de l'île-du-Prince-Édouard, c'est la nouvelle du siècle, voire du millénaire.

La pression est forte. On veut une couverture parfaite, complète, tenant compte des faits et des émotions. On veut des photos qui parlent. On veut obtenir les commentaires des principaux intervenants, poser les bonnes questions, comprendre la portée de l'événement pour la faire comprendre aux lecteurs. Pour couronner le tout, il faut rédiger un éditorial à la hauteur de la nouvelle.

C'est là le travail d'une équipe complète. Mais à *La Voix acadienne*, comme dans plusieurs petits journaux, la journaliste est aussi photographe, rédactrice en chef et éditorialiste!

Quand on publie un hebdomadaire, on sait que nos lecteurs connaissent souvent la nouvelle au moment de la parution du journal. On ne peut donc pas répéter ce qu'ils savent déjà. Il faut aller en profondeur, explorer des aspects que les médias nationaux avec tout leur arsenal de technique ne peuvent approcher.

La Voix acadienne paraît chaque mercredi. Quand une nouvelle est

annoncée un jeudi matin, on dispose de quelques jours pour compléter le travail. Mais cette nouvelle ne sera pas la seule de la semaine. Le monde n'arrête pas de tourner parce que la Cour suprême du Canada rend une décision! Il y a d'autres sujets à traiter : une artiste acadienne est entrée en studio pour un disque; le CRTC a rencontré les Radio-Canadiens à Charlottetown; de jeunes hockeyeurs apprennent les règles du jeu.

Dans ce contexte, le temps est à la fois un allié et une contrainte. Il faut éviter le piège que nous tend la parution d'un hebdomadaire : croire qu'on a du temps. On ne peut pas s'éterniser sur un seul article, sur une seule piste. Il faut aussi produire, « remplir le journal », à temps pour l'impression.

Impossible de concurrencer les quotidiens et les médias électroniques sur le plan de la rapidité. Mais leur capacité de rapporter immédiatement les nouvelles nous influence et augmente encore la pression.

Faire partie d'une communauté

Les joies et les peines de nos gens sont aussi les nôtres. On savait depuis le lundi 10 janvier que la Cour suprême avait choisi le jeudi suivant pour annoncer sa décision. Ce lundi-là, Noëlla Arsenault-Cameron, codemanderesse, entre dans mon bureau pour me mettre au courant, au cas où je ne saurais pas encore, et jaser un peu. Elle est optimiste mais elle n'ose pas le dire très fort. Elle a encore en mémoire ce vendredi soir du printemps 1998, alors que la Cour d'appel de l'île-du-Prince-

Édouard a renversé la décision du juge Armand DesRoches.

Moi aussi je me souviens. Ce vendredi clôturait la Semaine provinciale de la francophonie, qu'on appelle en anglais *French Awareness Week*. Ce matin-là, Noëlla Arsenault-Cameron était venue au bureau de *La Voix acadienne*. Elle tenait bravement le coup, jusqu'à ce qu'elle commence à parler de sa fille cadette qui ne pourrait pas aller à l'école française à Summerside...

Cet après-midi-là, j'étais à Charlottetown. Je couvrais une activité tenue par le gouvernement provincial pour ses fonctionnaires francophones et francophiles. Le ministre de l'Éducation, Chester Gillan, et celui des Affaires francophones, Mitch Murphy, étaient présents. Je devais tenter de leur parler, obtenir leurs réactions... mais je pleurais, sans pouvoir contrôler le flot des larmes.

Les journalistes doivent être objectifs, ne pas engager leurs émotions dans les dossiers qu'il couvrent, maintenir leur rôle d'observateur et de témoin privilégié.

C'est sans doute possible quand on travaille dans un milieu où les voisins ne se connaissent pas. Dans un journal comme *La Voix acadienne*, issu de la volonté d'une communauté de se doter d'un moyen de communication, les joies et les échecs de nos gens sont aussi les nôtres.

La saga de Summerside remonte à bien loin. Pour les parents, la victoire est d'autant plus grande que la lutte a été longue, exténuante, presque irréaliste.

Imaginez... quelques parents entreprennent de poursuivre un gouvernement qui, par définition, détient le « pouvoir ».

Genèse d'une bataille juridique

La Charte des droits et libertés, avec son fameux article 23, est entrée en vigueur en 1982. À l'époque, les francophones de la province n'avaient pas la gestion scolaire au sens où on l'entend aujourd'hui. Il y avait cinq commissions scolaires, des « unités », et l'une d'elles, l'unité 5, gérait l'école Évangéline à Abram-Village.

Une commission scolaire anglophone, l'unité 3, détenait la gestion de la petite école François-Buote à Charlottetown, établie en 1980 comme condition au déménagement du siège social du ministère des Anciens combattants dans la capitale provinciale.

Doug et Florence Hardy avaient établi leur famille à Miscouche, village situé à



Debout : Brigitte L'Oignon et Colleen Soltermann, directrice et présidente de la Fédération des parents de l'île-du-Prince-Édouard, respectivement; assis Noëlla Arsenault-Cameron (au téléphone), Madeleine Costa-Petipas, les deux codemandereses, et Robert McConnell, l'avocat.

quelques kilomètres à l'ouest de Summerside, vers Abram-Village. Francophone, Florence tenait mordicus à l'instruction en français pour ses trois garçons. Le refus du ministère de l'Éducation d'ouvrir une école française à Summerside a alors donné lieu aux

premières poursuites des parents de Summerside-Miscouche contre le gouvernement.

Le « cas Hardy » allait mener à l'adoption d'une nouvelle loi scolaire et à l'obtention de la gestion scolaire par les francophones de la province, quelques mois avant la publication par la Cour suprême de

l'arrêt Mahé, une cause semblable issue du Manitoba.

Résultat : la Commission scolaire de langue française, un organisme provincial, a été établie le 1^{er} juillet 1990. *La Voix acadienne* était là, toujours.

Les deux écoles françaises existaient déjà en 1990. La Commission scolaire francophone en avait la gestion, mais jusqu'où exactement allait ce pouvoir de gestion? Dès le début des années 90, alors qu'on planifiait la construction et l'ouverture du centre scolaire et communautaire de Charlottetown (incluant l'école François-Buote), la communauté acadienne de Rustico recueille assez d'inscriptions pour justifier l'ouverture d'une école locale, selon les règlements de la loi scolaire provinciale. Rustico est un village situé à environ 30 kilomètres au nord de Charlottetown. Presque tous ses habitants sont des ayants-droit en vertu de l'article 23 de la Charte.

Même si les francophones détiennent la gestion scolaire, le ministre de l'Éducation rejette toute demande

d'une nouvelle école. Le scénario se produit à nouveau quelques années plus tard à Summerside. Le pouvoir discrétionnaire du ministre de l'Éducation est tel que dans les faits, la gestion scolaire par les francophones est dénuée de sens. C'est l'opinion que *La Voix acadienne* exprime en éditorial.

Les parents de Rustico avaient accepté un compromis : le transport rapide jusqu'à François-Buote. Les parents de Summerside entreprennent pour leur part des démarches devant les tribunaux, avec l'appui du Programme de contestation judiciaire du gouvernement fédéral. À la fin du mois d'août 1996, les parties comparaissent devant le juge Armand DesRoches, un Acadien natif de Miscouche. En janvier 1997, le juge DesRoches rend un jugement favorable aux parents. La province en appelle. En avril 1998, la cour d'appel de l'île renverse le jugement DesRoches.

Les parents poursuivent leurs démarches jusqu'en Cour suprême du Canada, qui accepte d'entendre la cause. L'audience a lieu en novembre 1999. La décision est rendue le 13 janvier 2000. Le jugement confirme que la Commission scolaire est le mécanisme légalement responsable de la gestion scolaire et de l'ouverture des écoles françaises dans la province. La boucle est bouclée. Tout est possible maintenant. Les communautés acadiennes sont sauvées...

Quelques jours après le jugement, les boucliers se lèvent à Tigoish, un village acadien de l'extrémité ouest de la province, à environ 80 kilomètres de Summerside. Là-bas, des Acadiens anglicisés, assimilés, élèvent la voix contre l'établissement d'une école française dans leur région. Ils ne sont pas nombreux, mais ils parlent fort. Ils ont peur de perdre l'un des trois programmes d'immersion offerts dans l'ensemble de la région Prince-Ouest. Dans ce cas, ce n'est pas le ministre de l'Éducation qui met des bâtons dans les roues de la gestion scolaire, ce sont les Acadiens. Le pouvoir réparateur de l'article 23 est-il assez fort pour agir sur les fibres des Acadiens assimilés?

La Voix acadienne

Publiée mensuellement à ses débuts, *La Voix acadienne* est un hebdomadaire depuis juin 1976.

Sa mission : fournir à la communauté acadienne et francophone de l'île un

moyen de communication entre les régions dans le but de mieux se connaître, et par là, participer activement au développement de la communauté; être un outil essentiel au maintien de la langue et de la culture, et mettre en valeur la communauté d'expression française de l'île; enfin, susciter la réflexion et permettre aux lecteurs de faire valoir leurs opinions et inquiétudes envers certains dossiers.

Propriété d'une société à but non lucratif (les actionnaires sont les abonnés).

La Voix acadienne est distribuée surtout par abonnement et vendue dans quelques kiosques.

L'équipe de production se compose de cinq personnes.

Pour nous joindre :

La Voix Acadienne
C.P.1420, 340, rue Court
Summerside (Î.-P.-É.) C1N 4K2
Tél. : (902) 436-6005
Téléc. : (902) 888-3976
Courriel : lavox@pei.sympatico.ca

Kapuskasing et les villages francophones de la région célébreront en grand, le 24 juin, une vitalité qui ne se dément pas : le dernier recensement a confirmé que la population francophone de la région est en progression!

PIERRE OUELLETTE

KAPUSKASING - Où seront les groupes bien connus La Bottine souriante et Noir Silence pour la première fête de la Saint-Jean-Baptiste du millénaire ? À Kapuskasing, voyons donc!

Les préparatifs vont déjà bon train; la liste est longue, les délais se chevauchent. Les deux groupes et plusieurs artistes de la région seront sur scène dans moins de quatre mois, les 23 et 24 juin.

Mettre sur pied un festival de deux jours en l'honneur des Canadiens français dans le nord de l'Ontario, avec des groupes vedettes comme ceux-là — et un budget non moins impressionnant —, c'est pour certains faire preuve de témérité. C'est un beau rêve, affirment d'autres. Pourtant, les contrats sont signés et la fête aura lieu.

Faut-il vraiment s'en surprendre ? Les francophones de la région de Kapuskasing ont depuis quelques années le vent dans les voiles. Pour plusieurs, ce festival ne fait que confirmer ce qu'on sent : les francophones sortent des garde-robes, s'organisent, s'affirment. Le français est à la mode.

Ici, les résultats du dernier recensement fédéral ne surprennent pas vraiment; Kapuskasing compte parmi les quelques régions au Canada français où le pourcentage de francophones est à la hausse. Sept personnes sur dix y parlent le français et vivent dans leur langue.

Des résultats encourageants comme ceux-là ne tombent pas du ciel, surtout dans une conjoncture qui inquiète de plus en plus les dirigeants de la communauté franco-ontarienne et du Canada français.

À Kapuskasing, on récolte les fruits qu'ont semés des générations de francophones. Pour ajouter à leurs écoles qui figurent parmi les meilleures dans la province, à la plus grosse caisse populaire en Ontario, à un des plus beaux et plus gros centres culturels, les francophones d'ici se sont dotés d'une radio communautaire vigoureuse et de



La Bottine souriante : le groupe est attendu à Kapuskasing pour la première Saint-Jean du millénaire !

deux hebdomadaires dans leur langue. Aujourd'hui, la communauté et tous ses partenaires veulent affirmer leurs convictions, célébrer leurs succès, chanter, danser et fêter en français! Et c'est exactement ce qui se produira dans quelques mois.

Un spectacle communautaire

Si le Festival Saint-Jean 2000 compte sur de gros noms, il ne pourrait pas se passer de tous ses partenaires, des plus petits aux plus gros. « Les partenariats se mettent rapidement en place. Les réponses sont très positives », affirme un des coprésidents, Ghislain Lebœuf. Non seulement a-t-on fait appel au centre de loisirs régional, à la caisse populaire, à la radio communautaire CKGN et aux hebdomadaires *L'Horizon* et *Le Weekender*, mais voilà que plusieurs

commerces viennent également mettre l'épaulé à la roue.

Le comité parle de gros sous, de très gros sous même pour un festival qui en est à sa toute première année. À eux seuls, les cachets des deux groupes en vedette coûteront plus de 33 000 \$, en plus des 6 200 \$ requis pour le son et l'éclairage. Avec des chiffres comme ceux-là, Ghislain Lebœuf n'hésite pas à dire que le comité aimerait bien avoir l'appui des gouvernements.

« Nous faisons des approches et nous explorons la possibilité d'établir des partenariats avec des organismes gouvernementaux, mais notre Festival n'en dépend pas », ajoute Ghislain Lebœuf.

Pour le comité organisateur, l'accent est mis d'abord et avant tout sur l'aspect communautaire. « Dans le passé, nous avons organisé plusieurs soirées de style cabaret et des spectacles de variété avec des artistes locaux. Ces soirées ont été de très gros succès et nous avons rempli les salles », mentionne Ghislain Lebœuf. On compte d'ailleurs sur la participation de ces artistes pour compléter les spectacles lors des deux soirées et attirer en même temps parents et amis qui viendront encourager un spectacle qui aura réussi à garder son aspect bien communautaire.

Pour les francophones de Smooth Rock Falls, Fauquier-Strickland, Moonbeam, Kapuskasing, Val Rita, Harty et Opasatika, le pari est audacieux, mais le projet est trop enivrant pour ne pas voir le jour. Si on se fie aux progrès des francophones de Kapuskasing depuis quelques années et aux liens déjà tissés pour mener à bien ce festival, les intéressés ne devraient pas trop tarder avant d'acheter leurs billets!

Attention, touristes : perles à l'horizon!

Vous passez par là? Laissez-vous surprendre par les nombreuses attractions touristiques en français qui s'offrent à vous, telles que vous les raconte ce texte d'abord publié dans *L'Horizon*.

NICOLE GUERTIN

KAPUSKASING - L'industrie du tourisme dans le nord de l'Ontario est en pleine effervescence. Dans les dernières années, les différents paliers gouvernementaux ont reconnu l'importance du tourisme dans le développement économique de la région et ont élaboré des programmes pour appuyer la réalisation des projets proposés par les nombreuses collectivités.

Les communautés francophones du nord, constituant 25 % de la population de la région, ont profité de ces subventions pour mettre sur pied des projets permettant d'exposer la beauté et le charme de ce coin de l'Ontario et susciter un intérêt touristique régional et national. Voici quelques-unes de ces attractions, dont la plupart sont des nouveautés.

Mattawa

La petite communauté bilingue de Mattawa s'est mobilisée pour développer le Timber Train et le Centre écologique canadien. Le Timber Train consiste en une excursion ferroviaire qui longe la rivière d'Ottawa pour se rendre à Témiscamingue au Québec. En 1999, cet attrait a mérité le prix de la meilleure attraction nationale d'Attraction Canada. Au cours de sa première année d'exploitation, le Timber Train a reçu plus de 15 000 visiteurs.

Le Centre écologique canadien, situé dans le parc provincial Samuel-de-Champlain, se taille une place dans le marché de l'écotourisme avec ses programmes innovateurs alliant nature et technologie. Des jumelles de vision de nuit, des antennes paraboliques sonores et des caméras digitales, voilà quelques-unes des activités qu'offre ce centre avant-gardiste. Des ordinateurs branchés sur Internet sont disponibles dans chacun des 38 chalets du Centre.

Sudbury

Un autre attrait d'importance dans la région est le centre Science Nord à Sudbury. Depuis plus de 15 ans, Science Nord accueille des milliers de visiteurs par année. Ses multiples salles d'exposition, sa galerie souterraine, son théâtre IMAX, ses voyages virtuels, ses restaurants et son bateau-mouche divertissent tous les membres de la famille pendant une journée entière. Une nouvelle galerie sur le thème des papillons ouvrira ses portes ce printemps. Le centre offre des programmes en français pour les scientifiques jeunes et moins jeunes.

Sturgeon Falls

En juin, lorsque le musée River House ouvrira ses portes au public, on pourra y voir son poste de traite de la compagnie de la Baie d'Hudson. Une bibliothèque historique, un centre d'interprétation sur la traite des fourrures, un casse-croûte et une salle d'exposition ajouteront aux services déjà offerts par le musée. Vous pourrez profiter de la nature en empruntant les quatre kilomètres des sentiers pédestres en terres humides. Ce sentier d'interprétation fournit une explication sur l'origine du festival de la canneberge. Sturgeon Falls, cette communauté majoritairement francophone, est située à mi-chemin entre Sudbury et North Bay.

Earlton

Plus au nord, on se rend au Zoo d'Earlton, l'une des grandes attractions touristiques du nord-est ontarien. Établi en 1983 à l'initiative de Laurent et Pierre Bélanger, le zoo compte aujourd'hui plus de 50 espèces d'animaux tels que des bisons, des orignaux, des ours noirs, des lions et différents animaux de la ferme. Pour mieux servir ses visiteurs, le personnel du zoo a aménagé une aire de pique-nique, un casse-croûte, une boutique de souvenirs, des trousseaux éducatifs, un terrain de jeux et une mini-ferme. Le zoo est fier d'offrir tous ses services en français. À l'entrée, ne manquez pas la plus imposante sculpture de bison au monde! Pesant plus de 12 000 livres, elle est haute de 27 pieds et longue de 19 pieds.

Timmins

La tournée de la mine d'or et le Parc sauvage Cedar Meadows permettent à cette ville minière de profiter du tourisme pour diversifier son économie. La tournée de la mine d'or comprend différentes expositions, un sentier des prospecteurs et une visite souterraine guidée par des mineurs expérimentés. L'inauguration d'un centre d'interprétation en l'honneur de la célèbre chanteuse country, Shania Twain, native de Timmins, est prévue pour janvier 2001.

Cedar Meadows est un parc sauvage d'environ 175 acres situé au centre de cette ville. Tout en profitant d'une randonnée en traîneau tiré par un cheval, vous pourrez observer plusieurs animaux sauvages. Depuis février 2000, le parc compte un hôtel, un restaurant et des salles de conférence.

La région de la Baie James

Depuis 1964, l'Express de l'ours polaire amène à partir de Cochrane des touristes de partout au monde pour découvrir les confins de la Baie James. À Moosonee et Moose Factory, découvrez une histoire de la traite des fourrures qui compte plus de 300 ans, apprenez à connaître la culture autochtone et laissez-vous éblouir par des paysages saisissants. L'Express de l'ours polaire offre un service bilingue. Dans cette région du Nord-Est, vous pourrez découvrir une dizaine de petites municipalités majoritairement francophones. D'intéressants projets sont en développement. Un orphelinat pour ours polaires, une excursion sur la rivière en bateau-mouche et un centre d'aventure dans un parc pour orignaux verront le jour dans les prochaines années.

L'horizon

Fondé en août 1995 après la disparition du journal *Le Nord* de Kapuskasing, l'hebdomadaire

L'Horizon dessert la population francophone de Smooth Rock Falls à Opasatika et fêtera ses cinq ans le 6 septembre 2000. *L'Horizon* est publié chaque mardi et est disponible en kiosque, à domicile et par abonnement.

L'Horizon a depuis 1997 un petit frère bilingue, *Le Weekender*, publié par le même groupe de gens préoccupés par la diffusion et l'avancement du français dans la région.

De ses trois employés il y a cinq ans, nos journaux ont grandi et font présentement appel aux services d'une équipe de dix personnes à temps plein, trois personnes à temps partiel et plus de 80 camelots sur un territoire s'étendant de Smooth Rock Falls à Hearst.

Pour nous joindre :

L'Horizon
2, rue Queen
Kapuskasing, (Ontario) P5N 1G6
Tél. : (705) 335-5850
Téléc. : (705) 335-5958
Courriel : horizon@nt.net

Fondé en 1976, Le Nord de Hearst est devenu un outil incontournable pour les francophones de la région qui vouent un attachement profond à leur journal. Un journal qui a su faire revivre l'esprit des pionniers et rendre hommage aux fondateurs d'une communauté unique en Ontario.

FRANCIS BOUCHARD

HEARST - Début de 1976. Dans le nord de l'Ontario, Hearst et les communautés avoisinantes constituent une région peuplée en grande partie par des francophones qui l'ont colonisée depuis le début du siècle. Jusque là desservie par un journal anglophone, Hearst se dote en mars 1976 de son propre journal hebdomadaire d'expression française : **Le Nord**. Dès la première publication, c'est un succès instantané.

En plus de permettre aux francophones de suivre l'actualité dans leur langue, le journal leur offre un regard sur l'histoire de la région avec la publication en feuillets de *La Défriche* (un historique de la région).

« Les commentaires étaient excellents; on nous apportait des photos d'époque pour accompagner les textes et on nous écrivait pour souligner la pertinence de

cette initiative », affirme l'éditeur et propriétaire actuel du journal, Omer Cantin, qui était journaliste à l'époque.

C'est dans cette effervescence que l'équipe du temps a décidé de poursuivre ce travail pour offrir aux lecteurs d'autres moments de leur histoire ainsi que des témoignages de personnes ayant colonisé ce coin de pays, qui se racontent avec leurs mots colorés, leurs expressions typiques. On rebaptise la chronique « Gens de chez nous » et elle sera publiée pendant plusieurs années à la fin des années 70.

Vingt ans plus tard, Omer Cantin est devenu le propriétaire du journal. Passionné de livres et d'histoire, il ouvre la librairie Le Nord et lance sa propre maison d'édition, Les Éditions Cantinales, qui se spécialisent dans la publication d'ouvrages touchant l'histoire de la région. Bien sûr, il se rappelle des chroniques publiées par le journal dans les années 70. Et pour le 75^e anniversaire de la municipalité en 1997, il publie un

premier recueil intitulé *Gens de chez nous*, qui reprend les témoignages parus dans *Le Nord* 20 ans plus tôt. Il y ajoute plusieurs photographies provenant des archives de la communauté. Le succès du livre a été phénoménal! Un an plus tard, on publiait le tome 2.

Ces livres sont les témoins du passé de la région, en paroles et en images. Ils offrent des souvenirs, des anecdotes; ils racontent l'histoire des pionniers de la région.

« Ces livres ne sont pas un regard nostalgique mais plutôt l'occasion de renouer avec le passé, d'aller y puiser une fierté, affirme une des collaboratrices des Éditions Cantinales, Johanne Melançon. Dans ces textes, les exemples de foi et d'espoir en l'avenir sont nombreux; à chaque page, on peut lire le courage et la détermination de ces pionniers, le dynamisme et l'imagination de ces défricheurs et bâtisseurs. »

Dans la préface du second tome de *Gens de chez nous*, l'auteur Doric Germain, dont les parents sont des colonisateurs de la région, affirme que *Le Nord* et Les Éditions Cantinales ont eux-mêmes effectué un travail de pionnier, en défrichant le passé et en offrant ces livres qui parlent des gens de la région.

Il souligne que ces livres ont avant tout une portée profondément humaine. « Plus que l'histoire officielle et les statistiques sèches des sciences sociales, ce sont des livres comme ceux-là qui nous rattachent à la grande épopée des hommes », dit-il.

Les Éditions Cantinales préparent une nouvelle publication de textes d'entrevues de pionniers effectués par la Société historique de Hearst, qui avaient été publiés dans le journal en 1986 et 1987. Ce recueil intitulé *Témoignages de nos ancêtres* devrait paraître en mai.

Pour sa part, *Le Nord* propose encore à l'occasion des portraits de gens de la communauté qui sont toujours très populaires auprès des lecteurs. En vertu de sa longue tradition dans la communauté, il semble que les lecteurs ont un attachement particulier à leur journal, ce qui explique sans doute en partie son taux de pénétration de 95 %!

C'est à Hearst que ça se passe! Par Toutatis!

Ce billet a paru au début des années 90 pour faire la promotion de l'établissement d'un collège de langue française à Hearst.

OMER CANTIN

« Nous sommes en 50 avant Jésus-Christ. Toute la Gaule est occupée par les Romains... Toute? Non! Un village peuplé d'irréductibles Gaulois résiste encore et toujours à l'invasisseur. »

Il y a déjà quelques années, le journaliste Michel Gratton, dans une série d'articles sur la francophonie ontarienne publiée dans *Le Droit* d'Ottawa, comparait Hearst à ce petit village d'irréductibles Gaulois qui résistent toujours et encore aux armées romaines de Jules César. Tout le monde connaît cette bande dessinée qui a fait la fortune et la gloire de Goscinny et d'Uderzo dans laquelle Astérix et compagnie résistent à César alors au sommet du pouvoir qu'il exerça sur le monde.

À l'instar des héros de la bande dessinée de Goscinny et d'Uderzo, la population de Hearst et des environs a réussi, au cours des années, à vivre sa francophonie malgré les embûches et le manque de rigueur dans l'application des lois censées assurer la protection des droits des francophones en Ontario.

L'énergie et l'enthousiasme pour le développement de la cause francophone ont atteint leur point culminant lorsque Hearst et la région ont pu garder leurs jeunes femmes et leurs jeunes hommes dans des institutions homogènes francophones.

Il y a une chose qui ne s'acquiert que dans un milieu privilégié comme Hearst : c'est le désir intrinsèque, la fierté sans nuance, de vivre et de s'épanouir dans sa langue maternelle, en l'occurrence le français. C'est pourquoi il est extrêmement important pour les jeunes de la région de Hearst de poursuivre leurs études postsecondaires collégiales dans un campus du Collège francophone à Hearst. Il en est de même pour les jeunes du nord-ouest de l'Ontario qui sont déjà convaincus qu'acquérir leur instruction en français à Hearst sera bénéfique pour leur avenir et leur carrière.

Au cours des années, les gens de Hearst ont développé une expérience et une expertise pertinente aux dossiers concernant l'éducation de même que dans la gestion quotidienne et l'administration d'institutions d'enseignement de niveaux secondaire et postsecondaire. Il y a là un moule déjà fait qui faciliterait la tâche pour mettre en place les bases solides et efficaces d'un campus du Collège francophone.

De plus, Hearst et les environs ayant une longue tradition lorsqu'il s'agit d'accueillir et d'héberger les visiteurs, seraient aptes à accueillir des étudiants du nord de l'Ontario désireux de continuer de s'instruire en français dans un milieu propice à l'acquisition de connaissances bien sûr, mais aussi dans un milieu de vie et de travail francophone.

Hearst est le milieu homogène francophone par excellence en Ontario. L'assimilation y est nulle et les étudiants, en plus de trouver une ambiance propice à leur épanouissement éducatif, y trouveraient leur compte au niveau de leur développement culturel et linguistique.

En effet, il y a longtemps que Hearst se singularise en Ontario par une vie culturelle bien remplie et féconde. La liste des artistes, écrivains, musiciens et autres exerçant des métiers connexes aux arts issus de la région de Hearst est longue et truffée d'histoires alliant talents et dépassement de soi. À maintes reprises, les gens de Hearst, par leur formation dans ce milieu homogène, ont battu les pistes avec cette attitude unique aux pionniers et aux créateurs.

Par Toutatis!



Fondé en 1976 (le premier numéro paraît le 23 mars 1976), *Le Nord* a été créé par un groupe de personnes qui sentaient le besoin d'établir un lien, un moyen de

communication entre les gens de la communauté. Ils ont fondé une compagnie à mi-chemin entre la coopérative et l'entreprise privée afin que tous puissent avoir leur mot et s'impliquer à tous les niveaux.

Hebdomadaire publié tous les mercredis, *Le Nord* est distribué partout dans la région, par la poste, en kiosque et par camelot.

À ses débuts, *Le Nord* appartenait à plus de 300 actionnaires. Cependant, à la suite de difficultés financières, il a été vendu et depuis 1993, il appartient à un propriétaire unique, Omer Cantin, qui était membre de l'équipe fondatrice en 1976.

Le Nord a une vocation régionale; il couvre la région comprise entre Smooth Rock Falls et Geraldton le long de la route 11, ainsi que toutes les villes et les villages entre ces deux points.

Il s'intéresse à l'actualité locale et régionale et s'implique dans les débats de la région tout en laissant ses pages ouvertes à tous les lecteurs dans sa rubrique « Lettres à l'éditeur ». Avec un taux de pénétration de 95 %, *Le Nord* est fortement implanté dans sa région et en est une des plus importantes pierres angulaires.

L'équipe est composée de huit membres.

Pour nous joindre :

Le Nord
813, rue George
C2P3Z0
Hearst (Ontario) P0L 1N0
Tél. : (705) 372-1233
Téléc. : (705) 362-5954
Courriel : lenord@lenord.on.ca

À votre service

Si vous avez de la difficulté à obtenir un service du gouvernement fédéral dans la langue officielle de votre choix.



www.ncul-clo.gc.ca

ADMINISTRATION CENTRALE
Édifice Canada
344, rue Slater, 3^e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0T8
Tél. : (613) 996-6368
1 877 996-6368

RÉGION DE L'ONTARIO
438, avenue University, bureau 1410, C.P. 109
Toronto (Ontario) M5G 2K8
Tél. : (416) 973-1903 ou
1 800 387-0635

RÉGION DU QUÉBEC
2021, avenue Union, bureau 805
Montréal (Québec) H3A 2S9
Tél. : (514) 283-4996 ou
1 800 363-0628

RÉGION DE L'ATLANTIQUE
Place Héritage
95, rue Foundry, bureau 410
Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 5H7
Tél. : (506) 851-7047 ou
1 800 561-7109

RÉGION DU MANITOBA ET
DE LA SASKATCHEWAN
Immeuble Centre-Ville, bureau 200
131, boulevard Provencher
Winnipeg (Manitoba) R2H 0G2
Tél. : (204) 983-2111 ou
1 800 665-8731

RÉGION DE L'ALBERTA, DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE,
DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST ET DU YUKON
10055, 106^e Rue, bureau 620
Edmonton (Alberta) T5J 2Y2
Tél. : (780) 495-3111 ou
1 800 661-3642



Nous sommes là pour vous servir!

Parce que les écrits restent...

Entièrement réalisé par une équipe de bénévoles, Le Goût de vivre est un journal communautaire dans le plein sens du terme. Il joue un rôle essentiel pour informer ses lecteurs et sert tout à la fois de témoin, de sonnette d'alarme, d'éveilleur de conscience et de rempart.

JOËLLE ROY

LAFONTAINE – Si un journal communautaire se définit d'abord comme un outil de communication dédié à la population de son territoire, aucun ne l'est davantage que **Le Goût de vivre**. Car non seulement **Le Goût de vivre** dessert-il les francophones de sa région, mais c'est en plus un journal entièrement écrit et monté par des bénévoles. Ses collaborateurs ont à cœur la survie de ce moyen sacré de communication, et veillent à ce que cet outil de développement communautaire soit le plus utile possible à l'épanouissement de la francophonie de la région.

Le **Goût de vivre** joue un rôle important dans sa communauté en mettant à l'honneur les intervenants sur son territoire. Qu'il soit politique, culturel ou social, tout geste ou démarche pour faire bouger les choses doit trouver un écho dans **Le Goût de vivre**. Les organismes comptent sur le journal pour que leurs exploits y soient rendus publics. Le journal est également une tribune où les opinions ont leur place au soleil.

Quand les commentaires des lecteurs n'arrivent pas tout cuits, prêts à l'impression, c'est au journal de trouver des façons de rendre compte de l'ensemble des préoccupations des lecteurs. Surtout dans les situations où

la communauté fait face à un monstre ministériel ou une fatalité politique quelconque; devant certaines situations, et certaines grosses machines, la communauté n'a souvent pas d'autres recours que de s'exprimer.

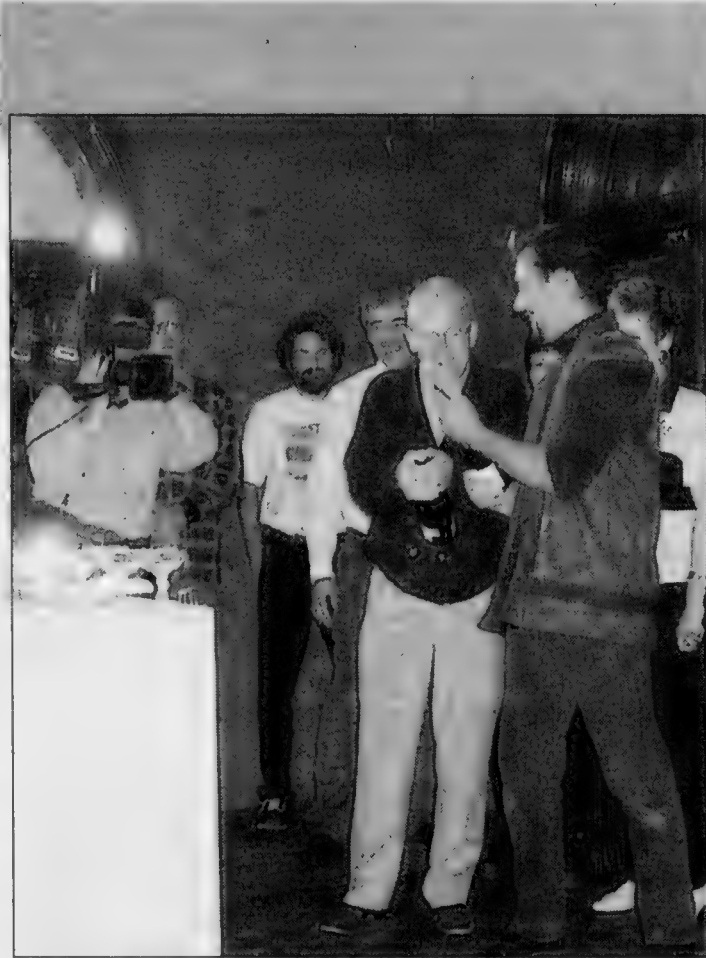
Lutter pour une école

C'est précisément le rôle que **Le Goût de vivre** a joué dans une crise scolaire, au printemps de 1999, alors que le Conseil scolaire catholique du Centre-Sud effectuait une dernière enquête qui avait pour but de justifier la fermeture d'une de ses écoles, l'école Saints-Martyrs-Canadiens à Perkinsfield. Un conseil scolaire, avec toute son armure, bénéficie de toute la machine qui sert à justifier ses faits et gestes. **Le Goût de vivre** s'est fait un devoir de mettre au grand jour la perte que représenterait la fermeture de cette école pour la francophonie de la région.

Éditoriaux et articles ont abondé pour la défense d'une collectivité qui refuse d'être récupérée sous prétexte de coûts élevés et de globalisation louche. La défense des braves citoyens, qui pivotait autour de l'axe des valeurs familiales, paroissiales et scolaires-communautaires, était tout à fait légitime. La qualité de vie des lecteurs revêtait une importance primordiale aux yeux du journal.

Faire équipe avec la radio

Si **Le Goût de vivre** se fait le défenseur et le promoteur de toutes les démarches favorisant l'avancement de sa communauté, il est aussi partenaire avec la radio communautaire. Depuis l'annonce de l'entrée en ondes de la radio 24 heures par jour, **Le Goût de vivre** en a fait un dossier chaud et tout développement de ce médium, estimé comme étant d'une extrême importance pour la Huronie, a été couvert généreusement. Le journal est témoin et complice des développements de ce médium complé-



Ouverture officielle de la radio communautaire. Avec le journal, ce sont deux médias qui se complètent.

mentaire à sa mission. Les annales des éditions de l'année 1999 témoignent de l'avancement du dossier, des cérémonies et festivités d'ouverture ainsi que de l'évolution de sa programmation. **Le Goût de vivre** s'est fait un devoir de valoriser et de mettre à l'honneur la radio communautaire. D'ailleurs, les deux médias partagent les services d'un vendeur.

Le Goût de vivre suit donc de près les dossiers qui bougent et incitent les lecteurs à s'y engager. Parmi les exemples récents, citons celui d'un groupe de citoyens qui veulent faire construire une résidence

pour personnes âgées dans le village de Lafontaine. Le dernier article sert tout autant à renseigner les gens qu'à les

inciter à donner leurs opinions et à communiquer leurs attentes face à ce projet lors d'une rencontre publique. **Le Goût de vivre** joue un rôle primordial dans la fierté qui se dégage du développement communautaire des francophones, en associant à cette évolution, des noms, des visages et des situations qui resteront gravés dans nos mémoires, imprimés noir sur blanc. Après tout, l'adage « les paroles s'envolent mais les écrits restent » est de notre bord!

C'est en plus un journal entièrement écrit et monté par des bénévoles.

Le Goût de vivre

Une plume sur la palette franco-catalanienne

Le Goût de vivre a été fondé en 1972. Sous l'égide de quelques enseignantes de français, le journal a d'abord été réalisé par un groupe d'élèves du secondaire désireux de publier leurs

écrits et d'informer la communauté francophone. Le nom choisi à l'époque reflétait l'état d'esprit de ses fondateurs, et reste de nos jours tout aussi pertinent : le goût de vivre en français est de plus en plus présent! Au fil des ans, le journal en est venu à faire partie intégrante de la vie en français. Il demeure un lien entre les gens de la région et ceux de l'extérieur qui ont au cours des ans habité ou quitté la baie Georgienne et y demeurent encore très liés.

Bi-hebdomadaire paraissant les jeudis, **Le Goût de vivre** est distribué par la poste et est aussi disponible auprès des organismes francophones.

Depuis ses débuts, ce sont surtout son format et son aspect visuel qui ont évolué, avec l'avènement de la technologie, bien sûr! L'organisme Place Lafontaine, créé pour parrainer les activités du journal, est incorporé depuis 1980. Cette organisation a initié plusieurs autres activités tout en faisant du journal sa priorité. **Le Goût de vivre** est géré par sept membres bénévoles qui siègent au conseil d'administration et ce qui le caractérise davantage, c'est qu'il est entièrement réalisé par des bénévoles. De nombreux collaborateurs font parvenir divers textes. Une section est réservée aux élèves des 11 écoles françaises de la Huronie. Les jeunes peuvent ainsi partager leurs opinions et leur talent par le biais de textes, dessins, poèmes, etc. Le contenu du journal est entièrement communautaire et renferme une multitude de renseignements provenant des nombreux organismes de la région. Bref le journal se veut le reflet intégral de sa communauté. Ses locaux sont situés au cœur de Lafontaine, petit village français à proximité de Penetanguishene et bien sûr des innombrables et splendides plages de la baie Georgienne.

Pour nous joindre :

Le Goût de vivre
351, rue Principale, RR#3
Penetanguishene (Ontario) L9M 1R3
Tél.: (705) 533-3349
Télec.: (705) 533-3422
Courriel: goutvivre@bconnex.net

- Pour une campagne publicitaire ciblée
- Réseau de 28 journaux totalisant 133 000 exemplaires
- Publications dans chaque province et territoire
- Tirage certifié par ODC et ABC.

OPSCOM

UNIQUE AGENCE DE REPRÉSENTATION MÉDIA
FRANCOPHONE HORS QUÉBEC

UN SEUL NUMÉRO,
UN SEUL INTERVENANT

267, rue Dalhousie
Ottawa (Ontario) K1N 7E3

1 800 267-7266

Téléphone : (613) 241-5700
Télécopieur : (613) 241-6313

Affilié à l'Association de la presse francophone

Un journal qui se modernise

Nouvelles signatures, pages thématiques, page pour enfants, nouvelles de toute la région : Le Voyageur de Sudbury a entrepris depuis un an des transformations majeures... et ça ne fait que commencer, comme le raconte son éditeur, Réjean Grenier.

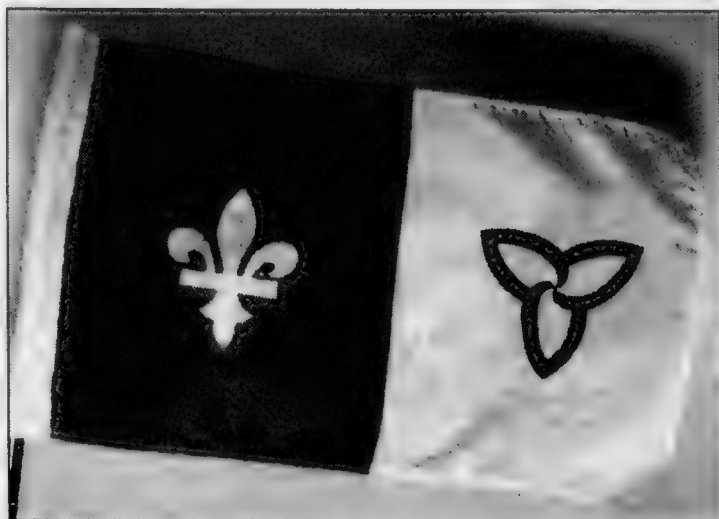
RÉJEAN GRENIER

SUDBURY - Depuis un an, nous avons décidé de faire du **Voyageur** le lien entre toutes les communautés francophones de Sturgeon Falls à Sault-Sainte-Marie. Ces communautés ont des choses en commun et elles aiment partager entre elles leurs succès et leurs défis. Nous voulons donc être la table de cuisine autour de laquelle elles pourront discuter de leurs projets.

En adoptant un mandat plus régional, Le Voyageur pourra aussi créer un marché francophone plus important pour les activités culturelles, les soirées sociales et les entreprises de ces communautés. Déjà, plusieurs amateurs de violon de Sudbury participent au Festival des violoneux de Noëlville; les francophones de la Rivière-des-Français se donnent rendez-vous à la Saint-Jean de Saint-Charles; et les mordus de la course de bateaux d'Elliot Lake viennent aux régates d'Azilda. Ces activités et les déplacements qu'ils occasionnent créent de belles occasions d'affaires et de développement communautaire pour les nôtres. C'est ce que nous voulons promouvoir.

Au Voyageur, nous croyons aussi qu'il est important de faire rayonner la langue française dans toute la région. Il est essentiel que les enfants voient et lisent un journal de langue française, et qu'ils sachent qu'il existe autre chose que des médias d'expression anglaise.

Pour réussir cette expansion, nous avons changé plusieurs aspects du journal. On peut y lire les textes, opinions, idées de plusieurs personnes; en apprendre un peu plus sur les finances, la santé et les activités communautaires. Et les enfants peuvent apprivoiser le journal en y jouant avec Ti-zou.



Le drapeau franco-ontarien, symbole de la fierté des francophones de l'Ontario.



Gisèle Lalonde, récipiendaire du mérite franco-ontarien pour l'ensemble de son œuvre.

Premier Gala de la francophonie

Une nouvelle force en économie

L'automne dernier, la Chambre économique de l'Ontario organisait un événement d'envergure pour encourager les succès des entrepreneurs francophones. Voici des extraits d'un texte paru pour l'occasion dans Le Voyageur.

PHILIPPE ST-PIERRE

SUDBURY - Dans le cadre d'un événement appelé la Nouvelle Force, la Chambre économique de l'Ontario a réuni plus de 250 gens d'affaires et décideurs économiques le 16 octobre 1999 pour souligner le dynamisme des entrepreneurs francophones.

L'Association canadienne-française de l'Ontario a aussi profité d'une soirée gala pour reconnaître l'apport de Gisèle Lalonde et de Victor Goldbloom dans le maintien et le développement des droits des francophones.

« La minorité francophone en Ontario n'est pas un groupe d'intérêt. Nous voulons et devons nous exprimer pour faire valoir nos droits. Nous possédons les outils pour réussir; c'est à nous de les utiliser », souligne Gisèle Lalonde qui a reçu le mérite Franco-ontarien pour l'ensemble de son œuvre.

Tout aussi convaincu qu'il est possible de se faire entendre comme francophone, le récipiendaire du mérite Francophile, l'ancien commissaire aux langues officielles, Victor Goldbloom, soutient que ce premier gala est l'occasion pour les entrepreneurs de dire ouvertement que les francophones peuvent réussir aussi bien les autres.

Développer des partenariats

Pour développer l'expertise des entreprises francophones, la Chambre de commerce avait préparé quatre ateliers de concertation dans le cadre de la Nouvelle Force. Les participants réunis au Collège Boréal ont donc discuté des initiatives à prendre dans les différents secteurs, identifiés sous les vocables Équipe Ontario, Innovation Nord, Destination Tourisme et Showcase Jeunesse. La participation des entrepreneurs a rapporté des dividendes, selon la Chambre économique, dont les organisateurs se sont dits très satisfaits de cette première. L'événement devrait avoir une suite l'an prochain, tout probablement dans le sud de l'Ontario.

Le Gala

Présente au gala, la députée de Sudbury, Diane Marleau, a qualifié l'événement de « pas important » pour la communauté francophone. « Il faut garder et protéger les droits que nous avons acquis. Ce sont des événements comme ceux-ci qui fortifient les liens et qui permettent d'ériger de nouvelles bases pour développer le potentiel des gens d'affaires », a-t-elle mentionné.

En tout, sept prix d'excellence ont été remis à différentes entreprises de l'Ontario. Excel Forest Products a reçu le prix Exportation; le prix Tourisme est allé au Zoo d'Earlton; le prix PME à Bungee Banner; le prix Nouvelle Entreprise à Les Cèdres du Nord et Le Pavillon; le prix de la Grande Entreprise à S & S Électrique; le prix Jeunesse à Givic Construction; et le prix Nord de l'Ontario a été décerné au Camping Earlton.

Le Voyageur

Le Voyageur 1968. Le journal populaire de Sudbury, L'Ami du peuple, n'existe plus depuis quelque temps. Le 25 avril, L'Information, publié par le diocèse de Sault-Sainte-

Marie depuis North Bay, meurt après cinq ans d'existence. Émile Guy, surintendant au Conseil scolaire séparé, décide qu'il est impératif qu'un journal francophone soit disponible dans le nord de l'Ontario. Les francophones de Sudbury doivent avoir leur propre journal. Émile Guy fonde donc Le Voyageur dont le premier numéro paraît le 12 juin 1968.

32 ans plus tard, le journal tire à 5 000 exemplaires, distribués en grande majorité par la poste aux abonnés, et disponibles dans 150 points de vente, de Sault-Sainte-Marie à Sturgeon Falls. Maintenant la propriété des publications Voyageur inc., dont les actionnaires sont Carole Dubé et Réjean Grenier, Le Voyageur est un hebdomadaire paraissant le mercredi. Son mandat : refléter la communauté de langue française de Sault-Sainte-Marie à Sturgeon Falls. Seul journal de langue française sur un territoire d'environ 500 km², Le Voyageur informe ses lecteurs sur l'actualité économique, politique, sociale, communautaire et artistique de la région.

Le personnel comprend neuf employés à temps plein et près de dix correspondants et chroniqueurs.

Pour nous joindre :

Le Voyageur
20, chemin Sainte-Anne
Sudbury (Ontario) P3C 5N4
Tél. : (705) 673-3377
Téléc. : (705) 673-5854
Courriel : voyageur@vianet.on.ca

Tout cela sans oublier les nouvelles, bien sûr. Le journal a récemment entrepris des changements qui lui permettront d'augmenter le nombre et la qualité des nouvelles en provenance de toute la région. Il dispose de correspondants qui ont à cœur le développement de leur communauté et veulent qu'on en parle.

Plusieurs milliers de lecteurs lisent Le Voyageur toutes les semaines et le nombre de nouveaux abonnements semble indiquer qu'ils aiment le journal qui leur est offert. Le Voyageur entreprend d'ailleurs ce mois-ci une grande campagne d'abonnement dans Sudbury-Est, la Rive-Nord et dans les écoles de Sudbury.

Dans toutes ces régions, Le Voyageur a conclu des partenariats qui permettront à des clubs, des organismes ou des écoles de prélever des fonds en abonnant leurs membres, élèves et amis. Nous espérons ainsi faire pénétrer Le Voyageur dans plusieurs foyers où la langue française et l'actualité locale sont importantes.

Oui, nous parlons français!

La grande agglomération de Toronto compte des milliers de francophones répartis sur un vaste territoire... Perdue dans une mer multiculturelle malgré leur vitalité, ils ont depuis 1993 un journal qui leur ressemble et qui les rassemble, jusque dans leurs luttes scolaires.

NICOL SIMARD

TORONTO - Y a-t-il des francophones dans le Centre-Sud de l'Ontario? À lire la presse locale, écouter la radio ou regarder la télévision, on jurerait que non. Et pourtant, ils existent! Les francophones sont omniprésents dans ce vaste océan multiculturel.

Clubs sociaux, centres communautaires, écoles et paroisses occupent une place prépondérante. Mais depuis toujours, il manquait à cette communauté un journal dont la mission serait de permettre aux francophones de se voir, de se retrouver et de faire les manchettes.

Voilà pourquoi, en 1993, **Le Métropolitain** a vu le jour. Petites nouvelles, grandes nouvelles... bon nombre d'événements se passent chez nous. Et comme partout ailleurs, la communauté doit constamment lutter contre le système et les gouvernements pour faire reconnaître ses droits.

En voici d'ailleurs un exemple fort éloquent : la petite histoire d'une école secondaire.

L'école qui se fait attendre

L'histoire de cette école a officiellement commencé il y a plus de dix ans, dans la région de Peel située dans la banlieue ouest de Toronto. À l'époque, les étudiants de Mississauga et de Brampton devaient, par autobus, fréquenter les écoles Mgr-de-Charbonnel et Étienne-Brûlé, situées à North York.

Le trajet en autobus scolaire demandait plus d'une heure; les élèves passaient donc, chaque jour, de deux à trois heures en autobus.

Ces longs voyages ont pris fin en 1989 avec l'ouverture officielle d'une école secondaire à Mississauga, ville située à l'est de Toronto. Cette école, l'école Sainte-Famille, était logée dans des



L'école Sainte-Famille. Déjà dix ans...

classes portatives derrière une école élémentaire.

Un an et demi plus tard, les élèves et le personnel enseignant emménageaient dans une « vraie » école... un édifice temporaire conçu pour ce que les

anglophones aiment appeler un *Junior High School*.

Quelques années plus tard, il fallait encore déménager dans un autre site temporaire qui n'était pas plus acceptable : gymnases inadéquats, absence de laboratoire et de cafétéria, une seule douche pour les garçons, une seule douche pour les filles, etc.

En pleine période de restrictions budgétaires, il fallait convaincre le conseil anglophone et le gouvernement ontarien que les francophones de Peel ne demandaient pas la lune en exigeant une école digne de ce nom.

C'est alors qu'a germé l'idée d'un centre scolaire-communautaire. Un partenariat s'est formé entre la paroisse de la Sainte-Famille, le Cercle de l'Amitié et le conseil scolaire; une église, une école secondaire et un centre communautaire et culturel allaient se regrouper sous un même toit.

Les différentes instances gouvernementales ont rapidement accepté l'idée et tout allait bien... jusqu'à ce

Collège des Grands Lacs

Promouvoir le Collège grâce à des ambassadeurs

Dans un monde où les collèges et universités se livrent à une compétition de plus en plus féroce pour attirer la clientèle étudiante, le Collège des Grands Lacs a recours à ses étudiants pour faire sa promotion auprès de la clientèle francophone, comme le raconte ce texte paru dans *Le Métropolitain*.

CHRISTIANE BEAUPRÉ

Ils ne sont que quatre ambassadeurs au Collège des Grands Lacs, l'établissement d'arts appliqués et de technologie de langue française de la région du centre et du sud-ouest de l'Ontario, mais on les croirait beaucoup plus nombreux. On les retrouve partout où il y a des activités francophones où ils peuvent promouvoir le Collège et ses programmes. En janvier, j'ai eu l'occasion de faire la connaissance de trois d'entre eux au restaurant torontois La Carembola à l'occasion d'une cérémonie de remise des certificats de reconnaissance à de jeunes stagiaires francophones.

« Les ambassadeurs du Collège font la promotion de l'établissement à l'occasion d'activités communautaires dans la région de Toronto, explique Sylvain Roy, un des ambassadeurs pour l'année 1999-2000. À titre de bénévoles, nous allons aider dans toutes les activités qui se déroulent en français dans la Ville-Reine. Ici, on aide à servir de la nourriture, à d'autres occasions, on peut distribuer des dépliant publicitaires pour indiquer la présence du Collège des Grands Lacs. »

Originaire de Nakina, près de Thunder Bay, Sylvain a été attiré par la capitale ontarienne. Comme il voulait compléter ses études collégiales en français, il s'est inscrit au Collège des Grands Lacs. De fil en aiguille, il a entendu parler du programme des ambassadeurs et s'y est intéressé. L'objectif du programme, qui existe depuis quelques années, vise avant tout à assurer la promotion du Collège, à sensibiliser les personnes à sa présence et aussi permettre d'attirer de futurs étudiants.

« On représente le Collège à des activités francophones, explique l'ambassadrice Hélène Kéfle. On voit dans *Le Métropolitain* par exemple des activités qui se passent en français. On y va. On se présente. On leur demande s'ils veulent qu'on fasse du bénévolat pour eux. En échange, on leur laisse nos déliants. Chaque fin de semaine on se réunit pour parler de l'horaire de la semaine suivante.

« Ce soir, je suis en train de faire la serveuse. Hier soir, nous étions dans un pub du Centre Eaton, où un groupe francophone s'est réuni pour s'amuser. Nous y avons représenté le Collège avec nos T-shirts et nos cartes et on a parlé avec les gens. »

« On rencontre des personnes très intéressantes, ajoute le troisième ambassadeur, Touka Haliki. Par exemple, à ce pub, on a rencontré une dame qui aimait beaucoup voyager et qui travaille pour une entreprise dans le domaine. Et comme je suis inscrit au programme Tourisme et voyages au Collège, c'était très intéressant de parler avec elle. »

que Queen's Park accueille un nouveau gouvernement provincial. Alors qu'il ne restait à obtenir que la signature du ministre ontarien de l'Éducation, le gouvernement provincial annonce un moratoire sur la construction des écoles!

La communauté francophone se trouve devant l'obligation de porter sa cause devant un tribunal. Pour les francophones de Peel, la situation était inacceptable et représentait même une négation de leur droit constitutionnel d'obtenir une éducation dont la qualité est équivalente à celle des anglophones. 24 heures de réflexion ont suffi au juge pour qu'il donne raison aux francophones. Le gouvernement a fait

appel; cette fois, le juge n'a eu besoin que de cinq minutes pour donner raison aux francophones.

Cette cause a été très importante car elle a rappelé au gouvernement qu'il pouvait y avoir des moratoires dans la planification provinciale mais pas sur les droits constitutionnels. L'équité en éducation est plus qu'un principe, c'est un droit.

L'automne dernier, l'école secondaire Sainte-Famille a fêté son dixième anniversaire, entourée d'une communauté qui l'a toujours appuyée. Et *Le Métropolitain* était là pour couvrir l'événement.

LE MÉTROPOLITAIN

de partout sur son territoire.

Le Métropolitain couvre chaque semaine le Centre-Sud ontarien (de la région de Durham à celle du Niagara) et est distribué par listes d'envois, et par les centres communautaires, écoles, paroisses, etc.

Malgré ses débuts assez modestes, le journal ne cesse de prendre de l'importance. Depuis 18 mois, le nombre de pages a augmenté et le tirage a triplé!

Propriété d'Alto inc., il est réalisé par une équipe de six personnes (permanents et pigistes).

Pour nous joindre :

99, promenade du lac Professors
Brampton (Ontario) L6S 4P8

Tél. : (905) 790-3229

Téléc. : (905) 790-9127

Courriel : lemetro@lemetropolitain.com

Fondé le 11 novembre 1993, *Le Métropolitain* avait pour but de mettre la communauté à la une et de servir de trait d'union entre les francophones

Informers avec passion

Prescott et Russell, deux comtés de l'Est ontarien, peuvent compter sur l'équipe d'un hebdomadaire qui n'hésite pas à défendre les grandes causes de la francophonie.

ISABELLE MARCIL

Le journal hebdomadaire **Le Reflet** est un trésor dans Prescott et Russell. Il a été créé par la communauté pour la communauté et ses lecteurs plongent dans ses pages depuis maintenant 14 ans.

Ardent défenseur de la culture franco-ontarienne, **Le Reflet** devient un allié de taille lors des moments plus épineux. Sa présence au cœur de la lutte pour la survie de l'hôpital Montfort, qui offre des services francophones hors pair, ne fait que confirmer à nouveau la passion qui guide la publication. Depuis 1998, **Le Reflet** organise annuellement un tournoi de golf au profit de l'hôpital Montfort. Un total d'environ 20 000 \$ a été récolté depuis la première édition du tournoi.

Fier de l'Est ontarien, la région qu'il dessert, le journal a également été l'un des instigateurs d'un cahier annuel portant sur le tourisme en Ontario. **Le Reflet** est présent à tous les événements et a établi un climat de confiance avec ses lecteurs, s'assurant de toujours offrir les deux côtés de la médaille.

Naissance d'un hebdo

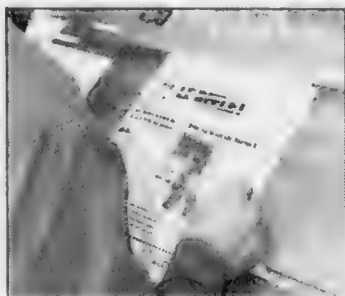
Au début des années 1980, la chambre

de commerce d'Embrun avait mis sur pied un recueil baptisé humblement **Embrun**. Cet outil de promotion de l'économie était distribué dans les foyers deux à trois fois par année, lors d'événements spéciaux.

Par la suite, les hommes d'affaires Albert C. Bourdeau et Daniel Parent ont acheté la publication tandis que François Bélair, bien connu du monde journalistique de la région, assurait la coordination des activités. En avril 1986, **Embrun** faisait place au **Reflet**, un journal publié mensuellement. À ce jour, Albert Bourdeau et François Bélair dirigent toujours **Le Reflet** ce dernier étant de plus son éditeur.

Le Reflet se veut un organe de communication francophone ayant comme principal objectif le développement, l'épanouissement et la promotion des Franco-Ontariens. La publication se démarque par sa transparence, sa présence et sa fiabilité tant aux niveaux des nouvelles que de la publicité.

Après 14 ans, **Le Reflet** a su s'attacher à des principes de base, offrant une compétition féroce aux journaux bilingues. Le journal est tiré à 16 200 exemplaires et est lu à 86 %, un taux de lectorat très élevé. Appuyé d'une équipe dynamique, **Le Reflet** domine donc le marché dans Prescott et Russell.



Un journal qui sait être un allié pour les francophones de sa région.

Un travail d'équipe

Mais un journal, c'est aussi une équipe rédactionnelle qui chaque semaine doit être à l'affût de la nouvelle et passionnée par son métier. Au **Reflet**, les journalistes ont ce feu sacré. « C'est motivant de travailler au sein d'une équipe qui collabore vers un but commun : la production d'un hebdo francophone de qualité supérieure », indique fièrement Lynn Bray-Levac, membre de l'équipe du journal. « Pour moi, c'est un défi de produire des articles de qualité à chaque semaine. J'adore trouver la phrase qui rendra mon texte différent, même si le sujet est usé à la corde », renchérit le journaliste Christian Marcoux. « **Le Reflet** doit briller par sa présence. Les lecteurs se fient sur nous pour se procurer la nouvelle. Notre force, c'est nos lecteurs et notre attachement à la culture franco-ontarienne, que nous défendons depuis le début et que nous continuerons de défendre », confie pour sa part la journaliste Isabelle Marcil.

Chaque semaine, au-delà de 20 villages accueillent **Le Reflet**. « La plupart des gens travaillent et ont des enfants, ce qui les occupent grandement. Au moins, je sais que je peux compter sur **Le Reflet**, semaine après semaine, pour savoir ce qui se passe dans ma région », souligne une lectrice, France Racine.

Deux sommets, une réalité

Qui au pays n'a pas entendu parler de la lutte que mènent les Franco-Ontariens pour sauver leur seul hôpital universitaire francophone, l'hôpital Montfort ? **Le Reflet** de Prescott-Russell appuie cette lutte depuis ses débuts, comme le montre cet éditorial publié à l'origine dans ses pages.

ISABELLE RODRIGUE

Alors que ces lignes sont écrites, les premiers ministres des provinces canadiennes s'apprêtent à se réunir à Saskatoon dans le cadre d'une de ces rencontres où les grandes orientations nationales sont habituellement débattues.

À l'ordre du jour, un éventuel programme national assurant le bien-être des enfants, le pouvoir de dépenser du fédéral dans les champs de compétence provinciaux et le droit de retrait si controversé.

Mais les premiers ministres se pencheront aussi sur les soins de santé à l'échelle du pays, histoire de faire porter le blâme des coupures – en partie – sur le fédéral.

Malheureusement pour les francophones, les chances que l'on aborde le sujet des soins de santé offerts aux minorités francophones au pays sont minces. Et, on l'aura compris, il ne faut pas compter sur Mike Harris pour proposer une discussion sur ce sujet. Mike Harris, on l'aura compris, ne discute pas.

La semaine dernière, les défenseurs de Montfort décidaient de déposer un recours en justice afin d'assurer des soins de santé en français à la population francophone de l'Ontario. Mais le problème que ce recours soulève n'est pas unique à l'Ontario. Il se répète en Colombie-Britannique, en Saskatchewan et en Alberta.

Lucien Bouchard, et même Camille Thériault, le premier ministre du Nouveau-Brunswick, doivent en profiter pour prendre position et clamer haut et fort leur appui à la cause Montfort.

Et cette position est partagée par plusieurs observateurs québécois. Jusqu'à Pierre Bourgault, dans un éditorial, qui affirmait que le Québec devait appuyer financièrement la lutte pour Montfort! Venant de cet ancien fondateur du RIN, la suggestion a tout son poids!

Si Bouchard et Thériault appuyaient Montfort, c'est toute la francophonie canadienne qui en sortirait gagnante.



À plus petite échelle, les maires de 45 municipalités francophones de l'Ontario sont actuellement réunis à Hawkesbury dans le cadre de l'assemblée générale annuelle de l'Association francophone des municipalités de l'Ontario (AFMO).

Les édiles se pencheront sur différents sujets, dont la menace des services en français à la suite du transfert massif des responsabilités.

Ces édiles devraient profiter de l'attention des médias tournée vers eux pour appuyer clairement la cause Montfort. Lorsqu'un seul cri, unissant 45 voix, est lancé, il porte habituellement plus loin que le cri d'une seule personne.

Et peut-être ce cri se rendra-t-il jusqu'à Saskatoon?

LE REFLET de Prescott-Russell

Le Reflet est un hebdomadaire publié les mercredis et tiré à 16 200 exemplaires. Il appartient à des intérêts privés et dessert l'ensemble des francophones des comtés de Prescott et Russell vivant dans une vingtaine de villages et villes. Il s'appuie sur une équipe de 11 personnes et compte, en plus du bureau-chef d'Embrun, deux autres bureaux à Casselman et Rockland.

Pour nous joindre :

Le Reflet de Prescott-Russell
793, rue Notre-Dame, pièce 3
Embrun (Ontario) K0A 1W1
Tél. : (613) 443-2741
Télec. : (613) 443-1446
Courriel : editeur@lereflet.com

RFA
Le Réseau francophone
d'Amérique



LA NOUVELLE VOIX

RFA - LE RÉSEAU FRANCOPHONE D'AMÉRIQUE

Pour rejoindre la francophonie canadienne

- 18 radios en ondes
- 10 projets en implantation
- liaison satellite et centre national de production à Ottawa
- déjà près de 500 000 auditeurs et auditrices

Le Réseau francophone d'Amérique

325, rue Dalhousie, 2^e étage
Ottawa (Ontario) K1N 7G2
Tél. : (613) 789-7622
Télec. : (613) 789-3374
www.rfa.info.ca

CFRA CFJU CFRH CFRT CHOD CIFA CIMS CINN CJPN CJRM CJSE CKGN CKJM CKLB CKRO CKRP CKUM CKXL

UN SERVICE DE L'ALLIANCE DES RADIOS COMMUNAUTAIRES DU CANADA



Histoire d'un journaliste

Les journaux de l'APF ont un service de nouvelles et un journaliste parlementaire bien à eux. Dans ce texte à la facture toute personnelle, Yves Lusignan raconte le quotidien d'un journaliste seul en son genre.

YVES LUSIGNAN

Je dois vous avouer que je n'étais pas très chaud à l'idée d'écrire un texte sur le Service de nouvelles de l'Association de la presse francophone. Pour parodier un roi célèbre: le service, c'est moi. Personne d'autre dans la boîte ne rédige des textes d'actualité en rapport avec la francophonie canadienne. Alors, vous dire comme je suis excité à l'idée de raconter mon quotidien, de parler de mon vécu!

J'ai dit à la rédactrice en chef du journal

La *Liberté* de Saint-Boniface, qui coordonne ce supplément, combien je n'avais pas le goût d'écrire ce papier. Elle m'a répondu par courriel, me demandant de parler de l'agence de presse. C'est un peu prétentieux de parler d'une agence de presse lorsqu'il n'y a qu'un seul employé. Il est vrai que cette appellation d'origine est restée dans la mémoire collective de la francophonie canadienne. Remarquez, lorsque j'explique mon travail à un pur inconnu, sa première réaction est de dire: «Donc, votre truc, c'est comme une agence de presse.» Ouais.

Elle m'a aussi demandé de parler des

156 millions de textes que je rédige en un an. Stoppez les moteurs! Je ne travaille pas **dans** un hebdomadaire, mais **pour** des hebdomadaires et bimensuels. Nuance. Disons 250 textes par année, transmis d'une mer à l'autre par courrier électronique à 24 journaux.

Pour me convaincre d'écrire ce texte, elle a enfin choisi de me flatter. Je suis, selon elle, le seul à faire ce que je fais au pays. C'est bon pour l'ego, mais je connais d'autres journalistes à Ottawa qui s'intéressent à la francophonie canadienne. Pas au point de lire avidement de la première à la dernière page le dernier rapport du Commissaire



Yves Lusignan : un service de nouvelles à lui tout seul.

aux langues officielles, j'en conviens. Si c'est ce qui fait de moi un journaliste unique en son genre, est-ce que je devrais m'en vanter ou prendre rendez-vous chez le psychiatre? Je vous le demande docteur.

Qui suis-je? Je suis un loup solitaire et mon territoire de chasse est vaste comme le Parc de la Gatineau. Je travaille dans l'ombre pour faire la lumière sur les événements qui intéressent les francophones. Brrr.

C'est en 1988 que le Service de nouvelles a vu le jour. Cela faisait quelques années que le projet mijotait dans la tête de quelques visionnaires, dont Wilfred Roussel, que je salue ici bien bas. Pourquoi ne pas avoir un journaliste à Ottawa qui alimenterait la presse en milieu minoritaire de nouvelles nationales? se disait-on au milieu des années 80.

L'Association de la presse francophone est la seule organisation de presse communautaire au pays à compter sur un journaliste permanent basé dans la capitale nationale, qui est accrédité à la Tribune de la presse parlementaire. Produire de la nouvelle d'intérêt national pour des journaux hebdomadaires et communautaires reste toutefois un pari audacieux puisque par définition, ce type de média s'attarde surtout à la couverture des événements locaux et régionaux.

Selon une analyse de contenu réalisée en 1991, 83 % des informations publiées dans les journaux communautaires membres de l'APF concernaient la région immédiate, 10 % touchaient l'ensemble de la province et seulement 7 % l'ensemble du pays.

C'est vrai que certains textes que nous produisons à Ottawa sont plutôt uniques, en tout cas différents de ce qu'on trouve dans les grands quotidiens. Saviez-vous, par exemple, que le ministère fédéral de la Justice travaille très fort pour se soustraire de ses obligations linguistiques dans le dossier de la *Loi sur les contraventions*? Qu'il continue à finasser devant la Cour fédérale?

Saviez-vous que le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration va déposer cette année un nouveau projet de loi sur l'immigration qui ne fera même pas mention de l'importance, que dire, de l'urgence nationale de favoriser l'immigration francophone dans les provinces autres que le Québec?

On blâme toujours le Québec pour les malheurs des minorités francophones et les leaders de la francophonie canadienne aiment bien jouer la carte de la culpabilité, surtout la veille d'un référendum. Mais parfois, du côté d'Ottawa... Excusez-moi, je n'ai pas l'habitude de m'emporter. C'est la première fois. Je suis un journaliste, pas un éditorialiste. D'habitude, je me contente de couvrir l'actualité et de débusquer des lièvres. Justement, saviez-vous que le ministère du Patrimoine...

On m'a acheté un appareil photo numérique il y a quelques mois. Une pure merveille. L'appareil tient dans la main, ça fonctionne sans film et, ma foi, les photos ne sont pas trop mauvaises. Mieux, on peut les télécharger et les transmettre par courrier électronique. Moi qui aime prendre des photos, je peux maintenant illustrer mes nouvelles.

Notre caricaturiste attitré s'appelle Michel Lavigne. Lui aussi traite à sa façon de l'actualité nationale et franchement, il n'a rien à envier aux collègues de la profession.

Nous fournissons aussi aux journaux une amusante chronique sur la langue française rédigée par la linguiste Annie Bourret de Vancouver, qui a récemment publié *Pour l'amour du français*, chez Leméac.

Y-a-t-il autre chose que vous voulez savoir? Est-ce qu'on peut s'abonner? Oui, et je peux vous confirmer que nous alimentons quelques fidèles clients institutionnels depuis plusieurs années. Où sont situés nos bureaux? Au-dessus d'une boulangerie. Sans blague! Raison de plus pour nous rendre visite.

Français ou anglais... Allez-y, c'est votre choix!

English or French... Go ahead, it's your choice!

<http://www.tbs-sct.gc.ca/ollo>

Canadā

Portrait d'une association qui célébrera ses 25 ans en 2001.

SYLVIANE LANTHIER

En 1976, quand 12 journaux mettent sur pied l'Association de la presse francophone, il y a longtemps que ces éditeurs ont compris la nécessité de promouvoir la presse francophone de l'extérieur du Québec. Plusieurs des journaux sont alors membres d'associations comme les Hebdomas du Canada ou encore, en Ontario, de la toute nouvelle Association des journaux de langue française de l'Ontario. Mais ce qui répondrait vraiment aux besoins de ces médias, c'est une association nationale.

Ils ont besoin d'un organisme qui serait pour eux un lieu de réseautage. Œuvrant dans des conditions qui ressemblent pas à celles que rencontrent les médias de la majorité, les éditeurs franco-canadiens veulent briser leur isolement, mener de front les dossiers qu'ils ont en commun, partager le savoir-faire particulier qu'ils ont acquis et trouver des moyens d'assurer la rentabilité des journaux. D'ailleurs, quand le premier conseil d'adminis-

tration se rencontre, trois mois après l'assemblée de fondation de l'organisme, les priorités sont rapidement identifiées : la publicité, la tenue d'un colloque par année et l'établissement d'un secrétariat à Ottawa.

D'autres priorités s'ajouteront à ce menu, et parmi celles-là, la nécessité d'assurer la formation du personnel des journaux francophones.

L'apparition d'Opscom

La publicité est le fer de lance des journaux. Pas de revenu publicitaire, pas de journal. Il n'est donc pas étonnant que les éditeurs membres de l'APF aient choisi, en 1980, de se doter d'un outil commercial : l'agence de représentation Opscom. Propriété des membres de l'APF, Opscom est leur agence nationale de placement publicitaire; c'est à elle que les clients s'adressent quand ils désirent placer leur publicité à l'intérieur de plusieurs journaux du groupe. Plus encore, Opscom permet de faire la promotion d'un réseau unique au pays, puisqu'il est le seul à rejoindre, par le biais des médias écrits, l'ensemble de la population francophone vivant à

l'extérieur du Québec, d'un bout à l'autre du pays.

La Fondation Donatien-Frémont

Autre priorité de l'Association : assurer la relève. Il n'existe pas de maison d'enseignement au pays, ni même de programme de formation, qui permette de former des journalistes, vendeurs ou graphistes en fonction des besoins très particuliers des journaux de l'APF. Rien ne ressemble plus à un journal qu'un autre journal; c'est vrai... sauf peut-être en milieu minoritaire.

Dans ces journaux communautaires, le personnel doit être polyvalent, avoir tous les talents, comprendre les défis que pose la pratique du journalisme dans des milieux « tricotés serrés », savoir comment obtenir un minimum de revenus publicitaires dans des marchés très restreints. Et savoir livrer un contenu qui, semaine après semaine, demeure pertinent, au fait de l'actualité et diversifié.

Pour encourager la relève franco-canadienne à envisager une carrière en journalisme, l'APF a donc mis sur pied la

Fondation Donatien-Frémont. Depuis 1982, de nombreux étudiants et étudiantes, de partout au pays, ont pu obtenir une aide financière pour compléter des études dans un programme de communication. En près de 20 ans, la Fondation a ainsi octroyé des bourses dont le montant totalise plus de 260 000 \$. Un des premiers étudiants à avoir bénéficié de l'aide de la Fondation a d'ailleurs acheté le journal qui l'a employé une fois diplômé ! Bertrand Castonguay est aujourd'hui à la tête d'une entreprise qui publie cinq hebdomadaires, dont deux sont membres de l'APF. Une autre bénéficiaire des premiers jours poursuit une carrière très satisfaisante en communication : Sophie Galarneau, après avoir travaillé pour la Fédération des communautés francophones et acadiennes, est maintenant agente de presse au cabinet du premier ministre Jean Chrétien.

Un réseau en changement

Au cours des années 80, l'APF a vécu une période dorée; sous l'impulsion de son directeur général, Wilfred Roussel,

de nombreux employés s'activaient à plusieurs projets. Mais la récession et les importantes réductions des subsides gouvernementaux viennent bouleverser cet état de choses, et l'APF doit s'ajuster. Les récessions sont aussi des périodes difficiles pour ses journaux membres. Le réseau traverse donc de nombreux défis, dont il sort grandi.

Aujourd'hui, l'APF redéfinit ses priorités, veut augmenter les services offerts à ses membres et devenir, davantage encore, une association sur laquelle la presse francophone peut compter pour assurer son avenir.

Les revenus publicitaires et la formation du personnel sont encore des éléments prioritaires. Les défis que posent les nouvelles technologies, qui se renouvellent sans cesse dans le domaine des médias, doivent aussi être surmontés.

Chose certaine, l'APF, qui célébrera son 25^e anniversaire en 2001, entend franchir le nouveau millénaire plus forte, plus pertinente et plus nécessaire que jamais!

EN FRANÇAIS... BIEN SÛR!

SEMAINE NATIONALE DE LA FRANCOPHONIE 2000 DU 13 AU 24 MARS

GRAND GAGNANT DU CONCOURS ACTIFS et FIERs



Centre scolaire-communautaire
Samuel-de-Champlain
Saint-Jean, Nouveau-Brunswick

Remise officielle lors de
l'émission ViaTVA diffusée
le 26 mars prochain, à 12 h.

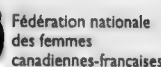
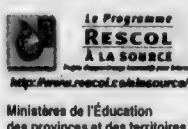


Le trophée Actifs et fiers est remis à la communauté, l'école ou l'association ayant élaboré et réalisé la programmation la plus complète dans le cadre de la Semaine nationale de la francophonie.

www.acelf.ca/snf

ACELF
ASSOCIATION CANADIENNE
D'ÉDUCATION DE LANGUE FRANÇAISE

Téléphone : (418) 681-4661
Télécopieur : (418) 681-3389
Courriel : snf@acelf.ca



Caricatures, chroniques, bandes dessinées : l'Association de la presse francophone fournit des services rédactionnels de ce genre à ses journaux membres, en plus de coordonner divers projets, comme cette édition spéciale et un supplément annuel portant sur l'éducation postsecondaire.



Chronique timbrée

Le sujet de cette chronique est le vocabulaire de la poste. S'il ne vous emballa pas, je m'en tamponne. (Ne me prenez pas au pied de la lettre.) Car il y a un paquet de choses à dire là-dessus, ne serait-ce que sur l'anglicisme *courier*, les envois *express* ou *exprès*, sans oublier la malle canadienne.

Si vous employez la phrase « Je te l'envoie par *courrier* » pour dire expédition rapide avec une firme comme Purolator, vous devriez utiliser le terme *messagerie*, pour ne pas commettre d'anglicisme de sens. De plus, si vous écrivez *courier* avec un seul *r*, vous voilà à faire un anglicisme d'orthographe, en prime.

L'anglais a emprunté le mot au moyen français vers le milieu du XIV^e siècle, alors qu'il s'écrivait encore *courrier* (l'orthographe *courrier* avec deux *r* existe depuis 1464). Le mot désigne d'abord la personne qui servait de messenger puis, vers 1770, prend le sens de « toutes les lettres » ainsi envoyées.

Aujourd'hui, il existe bien des modes de transport du courrier, dont le *courrier recommandé* (et non enregistré, calque de *registered mail*). Le *courrier rapide* mérite un commentaire, car on peut tout autant utiliser *courrier* par *messagerie* que *courrier express* ou *exprès*... Le français a emprunté le mot *express* à l'anglais au XIX^e siècle, alors qu'il désignait un train rapide. Le terme s'est ensuite transformé en adjectif invariable et évoque désormais « ce qui assure un déplacement ou un service rapide » (lettre *express*, colis *express*, route *express*, service *express*).

L'adjectif *exprès* (le *s* final se prononce) est correct. Lorsqu'il qualifie la distribution rapide du courrier, il demeure invariable : une lettre *exprès*, un envoi *exprès*. Il s'accorde avec des acceptions différentes comme condition *express* ou défense *expresse*.

D'où peut bien venir le canadianisme *malle* (boîte à malle, la malle d'aujourd'hui, le *runneur* de malle)? Bien entendu, on pense immédiatement à l'anglais *mail*. Mais *mail* tire son origine de l'ancien français, qui le tenait lui-même du haut allemand *malha* (sacochette ou besace). De plus, la malle a d'abord signifié la « valise du courrier » en 1569 et désigne, dans le composé *malle-poste*, la voiture des services postaux vers 1793. Ces sens sont désuets désormais, mais notre français est caractérisé par de nombreux emplois archaïsants.

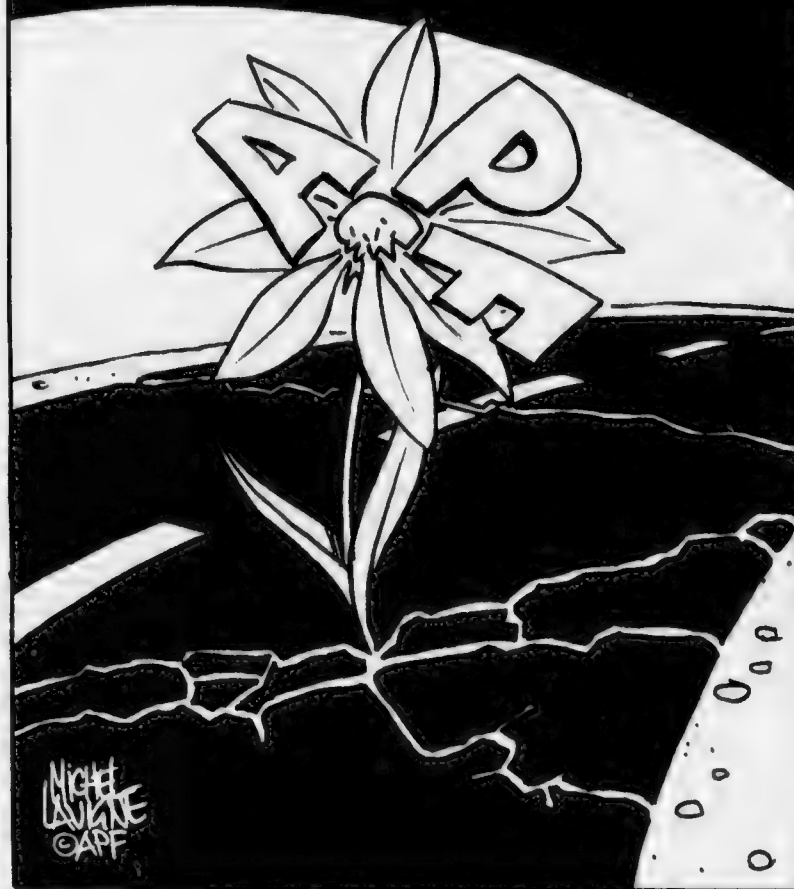
Il me reste à parler de *paquet*, mot aux orthographes fantaisistes, car on l'a d'abord écrit *parquet* (?), puis *pacqué*, *pacquet*, *pakke* (qu'on a attribué à l'influence de l'anglais *pack*) et même *pacque*. Le mot possède deux sens : objet enveloppé pour être transporté plus commodément en grande quantité. Il a des acceptions techniques en typographie et en informatique (ensemble de bits constituant un message ou une partie d'un message).

Parce qu'ils sont dérivés du mot *paquet* lui-même, *paqueter*, *dépaqueter*, *empaqueter* sont des verbes dénommatifs. *Paqueter* a survécu en français canadien mais n'a plus son sens premier de « mettre en paquets ». Nous l'utilisons pour parler de faire ses paquets (*paqueter ses p'tits*), de s'enivrer (se *paqueter* la fraise) et d'une salle comble (c'était *paqueté* de monde).

En guise de conclusion, disons que vous voilà affranchis. Si ce texte vous semble timbré, admettez tout de même qu'il a un certain cachet. Si vous trouvez qu'il manque d'adresse, eh bien retournez-le à l'envoyeur...

La langue française, ses particularités et ses difficultés vous intéresse? Annie Bourret signe pour les journaux de l'Association de la presse francophone une chronique linguistique publiée régulièrement. Si vous avez des commentaires, faites-les parvenir par courriel à abourret@telus.net.

LA PRESSE FRANCOPHONE EN MILIEU MINORITAIRE

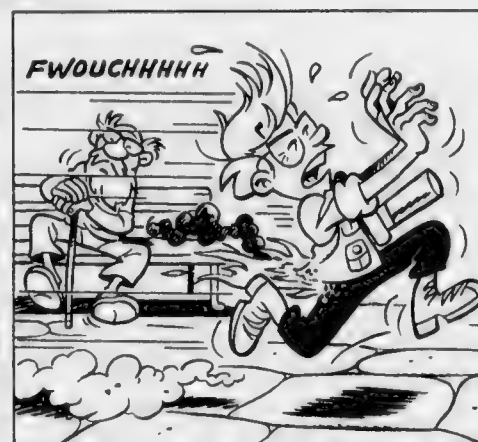
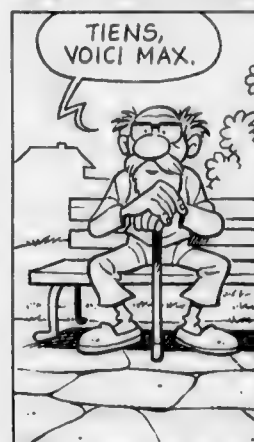


MaxMédia a vu le jour en janvier 1995 pour répondre à une demande du Service de nouvelles de l'Association de la presse francophone, qui désirait proposer une bande dessinée grand public aux journaux membres. Les aventures rocambolesques de ce sympathique journaliste gaffeur ont d'abord été publiées dans les journaux francophones de l'extérieur du Québec à compter du mois d'avril 1995, pour une période de deux ans. L'album « Les (Més)aventures de Max Média, repor-terre » publié en 1997 aux Éditions Millelles, d'où sont tirés ces bandes dessinées, est constitué de la totalité des gags du bédéiste gatinos Paul Roux.



LES (MÉS)AVENTURES DE MAX MÉDIA REPOR-TERRE

PRÈS DU LIEU D'UN INCENDIE...



Au service des agriculteurs

Pour exploiter une entreprise agricole, il faut tenir ses connaissances à jour, avoir accès à des experts-conseils et pouvoir compter sur les forces du réseautage, des coopératives et d'écoles de formation... En Ontario français, les agriculteurs ont érigé pierre par pierre l'édifice de leur solidarité, au sommet duquel se trouve le journal *Agricom*.

PIERRE GLAUDE

Mais d'abord un journal

CLARENCE CREEK - Oui, la francophonie ontarienne est encore bien vivante en ce début de 3^e millénaire. Mais elle s'est urbanisée. Le vieux slogan « vend tes vaches et viens-t-en en ville » a influencé plus d'un jeune Franco-Ontarien et ils sont nombreux aujourd'hui ceux qui ont perdu leurs racines agricoles.

Plusieurs, par contre, ont décidé de relever le défi de la « révolution verte » en milieu franco-ontarien et pour ce faire, fidèles aux habitudes de leurs parents, ils se sont donnés des outils collectifs pour réussir, en se regroupant autour d'une institution bien à eux, l'Union des cultivateurs franco-ontariens (UCFO), fondée en 1929.

Les agriculteurs francophones étant répartis sur un vaste territoire, (le nord, l'est et le sud-ouest de l'Ontario) et ayant été souvent privés des services d'agronomes bilingues pour les conseiller, ils ont vite compris qu'ils avaient besoin d'un journal bien à eux pour obtenir l'information technique et professionnelle dont ils avaient besoin pour moderniser leurs entreprises. Les journaux communautaires ne s'intéressent pas aux maladies des pieds des vaches, au séchage des grains ou aux ratios indicateurs d'une saine gestion de la ferme!

Dès 1929, le quotidien *Le Droit* apporte sa collaboration en propageant l'idée de la fondation d'un mouvement d'agriculteurs francophones en Ontario. En 1931, La



Voici la championne des vaches laitières au pays, fière propriété d'un producteur franco-ontarien!

Terre de chez nous, journal du Québec, dédie une page à l'Ontario. En 1946, l'UCFO fonde son premier journal, *La Terre ontarienne*, mais faute de moyens, ce journal vivra à peine deux ans. Il faut donc attendre 1983 pour que les agriculteurs se donnent à nouveau leur propre outil d'information, *Agricom*.

Depuis, *Agricom* a été de toutes les causes et de tous les projets pour aider les agriculteurs franco-ontariens à entrer de plain-pied dans la révolution verte et s'adapter à la mondialisation des marchés agricoles.

Un tournant : le Collège d'Alfred

En 1980, les agriculteurs francophones luttèrent pour un autre vieux rêve : obtenir un collège d'agriculture bien à eux, le Collège d'Alfred. Enfin, le gouvernement ontarien acceptait de créer la première institution d'enseignement postsecondaire authentiquement francophone de l'Ontario. Les agriculteurs allaient pouvoir bénéficier, comme leurs collègues anglophones, d'une plaque tournante du savoir agricole bien à eux, en français. La relève agricole pourrait y faire ses classes, les plus anciens qui avaient appris sur le tas pourraient effectuer le rattrapage théorique et tous et chacun du milieu rural pourraient y trouver un lieu de rencontre.

Depuis, le collège a été menacé de

fermeture à trois reprises, et chaque fois c'est l'UCFO et son journal *Agricom* qui ont livré la bataille à coup de grands titres assembleurs. Résultat : le Collège d'Alfred est aujourd'hui plus vivant que jamais.

Les coopératives agricoles

L'Ontario français agricole s'est aussi donné un réseau impressionnant de coopératives agricoles. La Coopérative d'Embrun, près d'Ottawa, la Coopérative Agri-Est dans la partie la plus à l'est de l'Ontario et la Coopérative du district du Nipissing qui dessert le Nord ontarien agricole, ont ensemble un chiffre d'affaires de quelques 85 millions de dollars. La Coopérative de Pointe-aux-Roches dans le Sud-ouest ontarien a aussi été fondée par des agriculteurs francophones. Ajoutez à cela la célèbre fromagerie coopérative Saint-Albert. *Agricom* met constamment ces institutions en valeur, fait la promotion des valeurs et de la fidélité coopérative, et à l'occasion, par ses éditoriaux, oriente la vision et stimule les débats sur le changement et l'adaptation aux nouvelles réalités.

Les groupements de gestion agricole

En 1989, l'Ontario français agricole se dotait d'un nouvel instrument de réseautage et de développement : les

groupements de gestion agricole. Calqué sur un modèle qui a fait ses preuves au Québec, les groupements de gestion agricole regroupent une quarantaine d'agriculteurs à la recherche de l'excellence en gestion d'entreprise. Des conseils et des analyses sont prodigués aux membres par un agro-économiste. Mais les groupements sont avant tout des lieux de réseautage et d'entraide entre entreprises agricoles. Les trois groupements, deux dans l'Est ontarien et un dans le moyen Nord rassemblent surtout des producteurs laitiers. *Agricom* a contribué à leur fondation en faisant connaître le projet et aujourd'hui, c'est encore *Agricom* qui publie les savantes chroniques des conseillers en gestion, portant par exemple sur la rentabilité d'achat de quota laitier.

Le verglas de 1998

L'hiver de 1998 a été une dure épreuve pour les agriculteurs de l'Est ontarien. Lors de la tempête du siècle, le verglas a causé d'énormes dommages et d'importantes pertes de revenus pour les agriculteurs, sans compter les conditions précaires dans lesquelles ils ont vécu et exploité leur entreprise pendant ces longues semaines, au moyen de génératrices qui ne se taisaient que lorsqu'elles se brisaient. Il a fallu réparer les toits, les génératrices, les moteurs, les pompes et faire soigner les animaux souffrant de pneumonie. Et tout cela a coûté très, très cher.

Les articles d'*Agricom* qui ont décrit les dégâts ont grandement contribué à sensibiliser les autres médias et les gouvernements à l'urgence d'apporter une aide financière aux agriculteurs pour réparer les pots cassés...

Certains disent aussi qu'un certain éditorial intitulé *Où est la révolution du bon sens* a fortement influencé le gouvernement ontarien de l'époque. Vrai ou faux ? L'histoire le dira peut-être. Il reste que cet éditorial a reçu le prix d'excellence journalistique 1998 de la Fédération des gens de la presse de l'Ontario!



Fondé en août 1983 à Alexandria dans l'Est ontarien, *Agricom* est une heureuse folie de jeunesse de deux étudiantes qui voulaient donner aux agriculteurs francophones de l'Ontario une voix et un

média d'information bien à eux. Elles étaient propriétaires d'un petit hebdo local chancelant dans la même ville, et *Agricom* devait aussi servir de vache à lait à cet hebdo. L'été suivant, l'hebdo ferme ses portes. Les deux fondatrices retournent aux études à temps plein et en novembre 1984, l'UCFO se porte acquéreur d'*Agricom* qui élit alors domicile à Clarence Creek, un petit village à l'est d'Ottawa. Mensuel distribué exclusivement dans l'Est ontarien, *Agricom* devient en 1989 un journal d'envergure provinciale publié 22 fois dans l'année.

Aujourd'hui, *Agricom* est distribué uniquement par la poste à quelques 5 200 abonnés répartis dans 143 villes et villages de l'Ontario, de Hearst à Windsor. Fait à noter, *Agricom* a un fidèle lectorat québécois de quelques 1 200 abonnés.

Incorporé en Ontario à titre de société à but non lucratif, *Agricom* est administré par un conseil d'administration formé d'agriculteurs dont la plupart siègent aussi au conseil de l'UCFO. C'est un journal de combat qui a pour mission de défendre et de promouvoir les intérêts des agriculteurs et des agricultrices francophones de l'Ontario et de sensibiliser le public en général à l'importance des causes agricoles. C'est aussi un moyen de réseautage et une excellente source d'information à la fine pointe de la technologie pour les agriculteurs francophones, puisque de nombreux professionnels de l'agriculture y collaborent.

Agricom effectuera sous peu le virage électronique sans pour autant abandonner l'imprimé. On pourra trouver sur le Web une version plus élaborée et plus diversifiée du journal.

Pour nous joindre :

Agricom
2474, rue Champlain
Clarence Creek (Ontario) K0A 1N0
Tél. : (613) 488-2651
Téléc. : (613) 488-2541
Courriel : info.agricom@atreide.net

La francophonie, une richesse à partager!

L'importance de la presse écrite dans l'affirmation de l'identité des communautés francophones et acadiennes n'est plus à démontrer. En plus de réaliser sa mission première qui est d'informer, ce média renvoie également l'image de leur vitalité et de leur dynamisme.

Le gouvernement du Québec appuie les efforts des communautés francophones et acadiennes à promouvoir la langue française dans toutes ses manifestations. Par sa Politique

à leur égard, il souhaite et encourage l'établissement de liens de partenariats avec le Québec dans les secteurs des communications, de la culture, de l'éducation et de l'économie.

Il importe de léguer à nos enfants, l'amour de cette langue française afin d'en assurer la pérennité pour les générations à venir.

Québec

Secrétariat aux affaires
intergouvernementales canadiennes

La crise du verglas ...

Deux ans après, la célèbre tempête de verglas continue de faire couler de l'encre dans la région de Hawkesbury, ravagée par les intempéries en janvier 1998. Présent tout au long de cette crise, *Le Carillon* en a été un témoin privilégié. Ses journalistes ont puisé dans les archives du journal pour en rappeler les principales étapes.

CHRISTIANE DALCOURT
NICOLE RICHARD

HAWKESBURY – Janvier 1998. Les arbres, les branches, les fils électriques, tout cède sous le poids de la glace et la population est plongée dans le noir. Des chutes de conducteurs, des bris de transformateurs empêchent le bon fonctionnement de l'infrastructure électrique.

Dans son édition du mercredi 7 janvier, *Le Carillon* fait état des pannes de courant sévissant dans la région. Vankleek Hill, Alfred, Plantagenet, Hawkesbury : toutes les municipalités de la région ont été touchées par les pannes. On relate une vingtaine d'accidents causés par la chaussée glissante ainsi que de nombreux accrochages. Les corps policiers sont aux aguets.

Une panne qui perdure

Après la tempête, plusieurs abonnés d'Hydro-Ontario de l'Est ontarien ont pu être branchés après une dizaine de jours sans électricité. Mais plusieurs ont dû patienter encore plusieurs jours, voire des semaines avant d'obtenir à nouveau le service électrique.

Selon *Le Carillon* du 14 janvier, à Embrun, Russell et Limoges, Hydro-Ontario prévoyait plus d'une semaine supplémentaire avant de redonner le service. À Saint-Eugène, Sainte-Anne-de-Prescott, Fournier et de nombreux autres villages, un délai minimum de deux semaines était encore prévu.

Des municipalités un peu plus chanceuses comme Bourget, Hammond et Saint-Pascal-de-Baylon, allaient retrouver l'électricité dans les 24 heures. À Saint-Bernardin et Traedwell, il fallait compter encore trois ou quatre jours.

Seule la ville de Hawkesbury a échappé



Des lignes électriques à remonter.

à la tourmente, principalement parce qu'elle est alimentée en électricité par deux sources principales. Cependant, les industries ne sont pas toutes alimentées et en cas de froid intense, le système pourrait connaître des défaillances, indique le directeur général d'Hydro-Hawkesbury, Robert Bergevin.

Dans certains secteurs, le service de distribution s'est complètement effondré au sol et doit être reconstruit. Selon Hydro-Ontario, plus de 5 000 poteaux sont brisés dans l'Est ontarien.



Des soldats fournissent leur appui dans l'organisation des centres d'hébergement.



Le premier ministre Jean Chrétien et le ministre et député de la région, Don Boudria, sont venus constater les dégâts.

L'armée en renfort

À partir du 9 janvier, l'armée vient en aide aux sinistrés qui s'entassent dans des centres d'hébergement improvisés. *Le Carillon* suit les 650 soldats déployés dans les cinq comtés de l'Est ontarien. Débarqués avec leur équipement, les soldats s'affairent de Casselman à Saint-Eugène et de Vankleek Hill à Cornwall, assistant les travailleurs d'Hydro-Ontario dans la reconstruction du réseau de distribution d'électricité, et appuyant les efforts des autorités civiles dans la mise en œuvre des mesures d'urgence.

Les agriculteurs en péril

Sans électricité, les agriculteurs de la région, et en particulier les producteurs laitiers, font face à une grave situation de crise. Plusieurs indiquent aux journalistes du *Carillon* que, sans génératrice, ils ont beaucoup de difficulté à traire les vaches. Rapidement, ils se sont organisés pour partager les génératrices disponibles, mais ce n'est pas suffisant. Des milliers de litres de lait sont gaspillés et les troupeaux sont en danger.

« On se partage une génératrice pour

cinq fermes, souligne Jean Brabant de la septième concession de Caledonia. Ce n'est pas assez, les traites se font seulement aux 15 ou aux 18 heures. Ce n'est pas bon pour les vaches. En plus, ce n'est pas propre; on ne peut pas nettoyer convenablement les appareils. Les vaches ont la queue dans la merde, il n'y a pas de ventilation et c'est impossible de nettoyer comme il faut. »

Le Carillon du 21 janvier 1998 note que la situation des agriculteurs se stabilise mais demeure critique.

Suite à la page 21.

Le Carillon

Fondé en 1947, *Le Carillon* est alors le seul journal régional dans les comtés de Prescott-Russell. Le

journal s'adresse à la population de ces comtés et est également disponible dans les localités avoisinantes du Québec.

Hebdomadaire publié le mercredi, *Le Carillon* est distribué à ses abonnés par la poste et par camelots. *Le Carillon* défend les intérêts et les droits des francophones. Mais, comme Hawkesbury est un milieu à majorité francophone, *Le Carillon* est aussi, simplement, un média d'information régionale.

La Compagnie d'édition André Paquette Inc. dont le président est Bertrand Castonguay, publie *Le Carillon* ainsi que quatre autres journaux hebdomadaires. L'équipe qui réalise ces journaux est composée d'une trentaine de personnes. L'entreprise comprend également une imprimerie, et plusieurs autres hebdomas de la région utilisent ses services.

Pour nous joindre :

Le Carillon
C.P. 1000, 299, rue Principale est
Hawkesbury (Ontario) K6A 3H1
Tél. : (613) 632-4166
Télec. : (613) 632-8601
Courriel : nouvelles@eap.on.ca

vue par Le Carillon

Suite de la 20.

Dès l'édition du 21 janvier, *Le Carillon* traite des compensations : « Le gouvernement ontarien a délié les cordons de sa bourse pour venir en aide directement aux victimes de la catastrophe qui s'est abattue sur l'Est ontarien depuis deux semaines. Une somme d'au moins 50 millions de dollars sera disponible, dont 10 millions dès maintenant. Prescott-Russell a reçu sa part du gâteau, soit un demi-million de dollars. »

« Le cas des agriculteurs sera traité séparément, souligne le ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, Noble Villeneuve. Dès mardi, on doit établir plus ou moins les besoins des agriculteurs, mais je peux vous dire que, si les revenus sont réduits sur l'année au complet, ça sera pris en considération », lit-on dans *Le Carillon*.

Finalement, Hydro-Ontario et les institutions financières se sont engagées à aider les sinistrés. Après un appel lancé à la radio par le député provincial de Prescott-Russell, Jean-Marc Lalonde, plusieurs banques et au moins une caisse populaire ont accepté de prêter main-forte aux résidents et aux agriculteurs, en accordant des prêts sans intérêt ou avec intérêt réduit.

Par ailleurs, Jean-Marc Lalonde révèle au *Carillon* avoir obtenu confirmation qu'Hydro-Ontario défrayera les coûts du raccordement à son réseau pour les propriétaires dont le mât électrique s'est effondré.

Les services d'urgence

Les pompiers de Prescott-Russell, la plupart volontaires, ont fait preuve de courage pendant la crise. Le service des incendies de Saint-Isidore a dû avoir recours au service de Hawkesbury parce que ses pompiers étaient épuisés. En plus de combattre le feu à quelques

reprises, les pompiers de Hawkesbury ont prêté main-forte aux employés d'Hydro-Ontario en coupant des branches et en remettant les poteaux sur pied. Quant aux services policiers de la région, leur rôle s'est concentré sur l'aide à la population qui depuis plusieurs jours, connaît des hauts et des bas.

Le service des incendies du village de Grenville a connu une semaine mouvementée. Deux incendies et un accident d'autobus sont survenus au cours de la première semaine de janvier.

Les pompiers ont également œuvré afin d'appuyer la population de Grenville plongée dans le noir pendant presque cinq jours. « Il y a même des gars qui ont couché à la caserne de pompiers durant la semaine », raconte le chef du service des incendies, Marc Lavigne.

Manquer de bois

Les pannes d'électricité et le temps froid forcent plusieurs personnes à quitter leur domicile. Les réserves de bois baissent à vue d'œil, amenant plusieurs à partir à la recherche de bois de chauffage.

« On fend maintenant notre bois au fur et à mesure, explique Sylvianne Lamadeleine, une résidente d'Embrun. Tout notre bois qui était déjà fendu et cordé est parti. Au début, on en donnait mais comme c'est notre gagne-pain, maintenant, on le vend. Cinq personnes

travaillent d'ailleurs à temps plein pour fendre le bois, car il y a beaucoup de demandes. On va sûrement en manquer dans un proche avenir. »

Dans les centres d'hébergement

Certaines personnes jouent aux cartes, écoutent la télévision, se baignent à la piscine. D'autres pratiquent leur coup de patin sur la patinoire, se reposent ou jassent simplement entre eux. Pourtant, ce n'est pas une réunion de l'âge d'or ou une activité communautaire. C'est plutôt l'ambiance qui règne à la salle communautaire du Complexe sportif de Hawkesbury, où plusieurs sinistrés se sont réunis depuis la panne.

On relate dans *Le Carillon* du 14 janvier que malgré les malheurs, l'ambiance est quand même bonne, grâce au dévouement et à la solidarité des bénévoles. « Une soixantaine de personnes de Saint-Eugène, L'Orignal, Pointe-Fortune, Vankleek Hill, Hawkesbury Ouest et de Grenville couchent ici depuis quelques jours, explique la directrice de l'Association communautaire de Prescott, Murielle Pilon. Environ 80 bénévoles viennent ici tour à tour pour aider les sinistrés. Le docteur Emsley vient à chaque jour, environ deux heures, pour voir les gens et les rassurer. Des infirmières viennent aussi et il y a même eu une entente

avec Bruno Lecot, le directeur de l'école Saint-Jean-Bosco, qui offre aux jeunes la possibilité de jouer au gymnase de l'école à tous les jours de 18 h 30 à 20 h 30. Ils viennent même chercher les jeunes ici en autobus. »

D'autres sites d'hébergement temporaires se sont organisés dans les municipalités plongées

dans le noir.

À l'hôpital

L'Hôpital général de Hawkesbury a connu une fin de semaine mouvementée à la mi-janvier. Beaucoup de personnes s'y sont présentées. Et l'hôpital compte parmi ses employés des gens qui sont eux-mêmes sinistrés.

Une panne, le 9 janvier, n'a pas causé de dommages car l'hôpital dispose de sa propre génératrice. La température des derniers jours a contribué à

Si vous passez par là...

Le nord-est de l'Ontario, vous connaissez? Si vous traversez la province en empruntant la transcanadienne, par exemple, vous traversez de nombreuses petites communautés qui ont parfois des trésors cachés à vous offrir. Le journal *L'Horizon*, dont les bureaux sont à Kapuskasing, a préparé pour vous un calendrier des principaux événements culturels du printemps et de l'été à venir. À vous d'en tirer profit!

STURGEON FALLS : Festival de la francophonie du 16 au 24 mars

HEARST : Festival de Jazz-Blues du 6 au 11 mai

NEW LISKEARD : Rodéo de New Liskeard les 3 et 4 juin

HEARST : Festival Country les 9 et 10 juin

STURGEON FALLS : Festival des camionneurs du 16 au 18 juin

HEARST : Fête de la musique le 21 juin

KAPUSKASING : Festival de la Saint-Jean Baptiste les 23 et 24 juin

HEARST : Fêtes de la Saint-Jean Baptiste le 24 juin

COCHRANE : Truck Drag 2000 des Richelieu les 1^{er} et 2 juillet

SUDBURY : Festival Boréal du 7 au 9 juillet

BLIND RIVER : Journées communautaires du 13 au 16 juillet

STURGEON FALLS : Festival des patates frites du 14 au 16 juillet

BLIND RIVER : Festival du violoneux et de la claquette du 19 au 23 juillet

SUDBURY : Festival du bleuets du 20 au 23 juillet

MATTAWA : Festival du voyageur du 27 au 30 juillet

KAPUSKASING : Festival du bûcheron les 29 et 30 juillet

VERNER : Rodéo de Verner du 10 au 13 août

SUDBURY : Festival de l'ail du 25 au 27 août

augmenter le taux d'achalandage à l'hôpital. Celui-ci a d'ailleurs offert de l'eau froide et de l'eau chaude aux gens qui en avaient grandement besoin. Le

personnel de

l'hôpital a, entres

autres, fait face à

plusieurs urgences

mineures. Dans

l'édition du 14

janvier, une porte-

parole de l'hôpital

raconte : « On a eu

beaucoup de per-

sonnes avec des

problèmes de res-

piration. Le stress

et l'anxiété y sont

sûrement pour

quelque chose. Il y

a eu aussi des

entorses, des frac-

tures ou encore des

gens qui se sont

blessés en tombant

sur la glace. Mais on

n'a reçu que deux cas

d'hypothermie. »

Peu à peu, à mesure que les travaux d'Hydro-Ontario seront complétés, les choses rentreront dans l'ordre et la population reprendra la vie normale.

Aujourd'hui, personne n'a oublié ces terribles journées sans électricité.

Deux ans plus tard, le paysage rural de l'Est ontarien, avec ses arbres aux allures désolées, nous rappellent la gravité de la crise.

Mais pendant que, privée d'électricité, la population était coupée du monde, elle a toujours pu

compter sur *Le Carillon* pour rester informée et suivre le déroulement des événements.

Et l'hôpital compte parmi ses employés des gens qui sont eux-mêmes sinistrés.

LES NOUVELLES de Timmins et les environs

phone. Mis sur pied en 1997, son premier numéro a paru cette année-là juste à temps pour la Saint-Jean, le 23 juin 1997.

Seul journal d'expression française de Timmins, *Les Nouvelles* est publié tous les lundis et dessert la population de la ville, qui compte 40 % de francophones.

Installé dans les locaux du quotidien anglophone *The Daily Press*, le journal est sous la même administration, et les deux journaux partagent les services d'un directeur général, Sylvio Belisle. Les deux journaux sont la propriété de la corporation Hollinger Inc. (Malheureusement, *Les Nouvelles* n'a pas été en mesure de contribuer davantage à cette édition spéciale.)

Pour nous joindre :

Les Nouvelles
87, rue Cedar
Timmins (Ontario) P4N 7G1
Tél. : (705) 268-2955
Télec. : (705) 268-3614
Courriel : tdp@nt.net

Les Nouvelles de Timmins est le dernier-né des journaux membres de l'Association de la presse franco-

La vie est courte. Prolongez-la...

Vivez plus longtemps en faisant de l'activité physique chaque jour, en mangeant sainement et en suivant les conseils de votre médecin.



Un « rempart » contre les forces assimilatrices

Lutter pour obtenir des écoles, des centres communautaires ou encore œuvrer à l'organisation d'une grande fête célébrant 300 ans de vie francophone à Windsor : voilà un des rôles du journal Le Rempart.

JEAN MONGENAI

WINDSOR – L'Année 2001 marquera un anniversaire important pour les francophones de la région. Ce sera en effet le tricentenaire de l'établissement de la première colonie européenne en terre ontarienne. Et c'est sur ce qui est aujourd'hui Windsor que ces premiers colons, des Français, se sont installés. Alors que la communauté de langue française du sud-ouest de l'Ontario se prépare à fêter cet anniversaire, l'hebdo communautaire de la région poursuit son rôle d'outil de communication et d'identification de cette communauté.

Le journal **Le Rempart** a été nommé organe officiel de communication par le comité organisateur de ces fêtes, qui comprendront entre autres un congrès et une grande variété d'activités culturelles et récréatives auxquelles sont conviés les francophones de partout au pays, sur le continent et même outre-mer. Depuis le lancement du projet il y a trois ans, le journal tient les gens au courant des préparatifs et les incite à s'y engager.

Ces préparatifs sont dirigés par un conseil d'administration de dix membres, un comité de préparation d'une cinquantaine de personnes et une équipe de huit employés à temps plein. Le budget préliminaire se chiffre à plus d'un million de dollars. Voilà qui indique l'envergure que l'on prévoit donner à l'événement (détails: www.tricentenaire.org) qui, on le souhaite aussi, aura des retombées permanentes importantes pour la communauté.

En fait, il en a déjà! L'idée de la fondation d'une « Chorale du Centenaire », diffusée entre autres par le journal, a attiré un intérêt remarquable : plus de 75 membres se préparent à donner des concerts pendant les fêtes et se sont déjà exécutés en public.

Ce n'est qu'un exemple de l'impact du journal qui est lu et apprécié dans environ 1 000 foyers de cette communauté. Depuis sa fondation il y a plus de 30 ans, **Le Rempart** a joué un rôle semblable en rapport avec plusieurs autres projets.

Un journal engagé

Peu après les débuts du journal, le gouvernement provincial avait annoncé la reconnaissance d'écoles secondaires de langue française soutenues par les deniers publics. Lorsque le rapport du comité formé pour étudier la possibilité d'établir une telle école dans la région a été complété, c'est par une édition spéciale du **Rempart** (qui ne paraissait alors que mensuellement) qu'on convia la population de langue française à une réunion publique pour en prendre connaissance.

Résultat : plus de 800 personnes, réunies un après-midi chaud de mai 1968 y accordèrent leur appui. Cet appui solide s'est avéré crucial car ce n'est qu'après une longue lutte politique, dont **Le Rempart** continuait à faire la chronique, que l'école secondaire L'Essor a ouvert ses portes. Elle compte présentement environ 700 élèves. Plus récemment, une lutte semblable (mais heureusement pas aussi prolongée), documentée encore une fois par le journal pour permettre aux gens d'appuyer les dirigeants, a mené à l'ouverture d'une autre école secondaire de langue française, l'école E. J. Lajeunesse.

Les dix ans de Place Concorde

En 1990, un vaste édifice est devenu disponible. Un groupe de francophones rêva d'en faire l'achat pour le transformer en centre communautaire. Une campagne de financement ardue, encore une fois documentée par l'hebdo communautaire, fut couronnée de succès; on se prépare aujourd'hui à fêter le dixième anniversaire du centre,

appelé Place Concorde... et **Le Rempart** publiera un cahier spécial pour marquer l'occasion!

L'obtention de postes de radio et de télévision de la chaîne française de Radio-Canada sont d'autres exemples de projets où le journal a joué ce même rôle.

Pour la direction du journal, aussi modeste qu'elle soit, une entreprise de presse peut jouer un rôle clé dans sa communauté. Et cela en plus de l'effet individuel qu'il peut avoir sur ses lecteurs et lectrices pour les aider à s'identifier à la communauté, développer la fierté d'en faire partie et s'engager à y participer activement. **Le Rempart** dispose d'une petite équipe qui se sent privilégiée de pouvoir publier un journal au sein d'une communauté si vivante, si engagée et si fière!



Les élèves et le personnel de l'école secondaire L'Essor dans la région de Windsor ont marqué le Jour du Souvenir par une cérémonie spéciale en novembre dernier.



Une partie de la Chorale du Tricentenaire qui s'exécutera lors des fêtes marquant 300 ans de présence française en terre ontarienne.

Cette communauté compte environ 15 000 âmes, une cinquantaine d'associations diverses, deux caisses populaires, deux centres communautaires,

plus d'une vingtaine d'écoles élémentaires et secondaires, un campus du Collège des Grands Lacs, une paroisse française et plusieurs paroisses bilingues, un poste local de radio française

et l'accès à la chaîne française de télévision de Radio-Canada, ainsi que l'accès par câble à trois autres chaînes françaises de télévision... et son journal communautaire!

Le Rempart

Il n'existait aucun média de langue française dans la région de Windsor avant la fondation du **Rempart** en 1966. À l'occasion du centenaire du Canada, l'ancienne Société Saint-Jean-Baptiste de l'ouest de l'Ontario entreprend donc de transformer en journal tabloïd son bulletin d'information. Son objectif : faire circuler dans la région l'information au sujet des activités en langue française. Ainsi est né **Le Rempart**, hebdomadaire paraissant les mercredis, 50 fois par année et qui, depuis, sert d'outil de communication de nouvelles et d'échange d'opinions entre les membres de la communauté de langue française du sud-ouest ontarien. Le journal est aussi un lien entre cette communauté et les autres francophones de la province, du pays et du monde; et il fournit à ses lecteurs et lectrices des textes sur des sujets d'intérêt divers. Propriété des Publications des Grands Lacs, une entreprise privée mise sur pied pour assurer la continuité du journal lorsque la tâche est devenue trop exigeante pour ses fondateurs, **Le Rempart**, qui est entièrement distribué par la poste, couvre le sud-ouest ontarien, soit la ville de Windsor et les comtés d'Essex et de Kent.

La réalisation du journal est assurée par une équipe de quatre personnes, et un couple à la retraite s'occupe de l'expédition.

Pour nous joindre :

Le Rempart
7515 promenade Forest Glade, Windsor
R.R. 2, Tecumseh (Ontario) N8N 2M1
Tél. : (519) 948-4139
Télec. : (519) 948-0628
Courriel : publicat@netcore.ca

Pour accéder facilement aux sites web des journaux, faites le

www.apf.ca

La bataille du bilinguisme à Ottawa

Hebdomadaire desservant les francophones de l'agglomération d'Ottawa qui verra le jour l'an prochain, L'Express d'Orléans a suivi le dossier entourant le statut bilingue de la nouvelle municipalité.

YVES CHARTRAND

ORLÉANS - Le 26 novembre 1999 était un jour attendu par les gens d'Ottawa-Carleton. Après deux mois d'études et de consultations, le conseiller spécial Glen Shortliffe, qui avait été nommé par le gouvernement conservateur ontarien pour proposer un modèle de restructuration pour la région, déposait son rapport ce jour-là.

Sans grande surprise, l'ex-fonctionnaire fédéral a demandé que les 11 municipalités locales et que la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton soient fusionnées pour ne former qu'une seule ville. Cette nouvelle Ottawa verra le jour en janvier 2001.

Pour les francophones, le rapport contenait une importante recommandation en deux volets. Glen Shortliffe proposait que la future ville soit désignée officiellement bilingue dans la loi provinciale entraînant sa création et que le premier conseil municipal établisse les lignes directrices pour la prestation de services bilingues.

Cette recommandation a agréablement surpris les leaders francophones. Le président du Mouvement d'implication francophone d'Orléans (MIFO), Jacques Lorquet, a ainsi déclaré au journal



Manifestation pour le bilinguisme à Ottawa.

L'Express : « On a rêvé pendant quelques jours et après on s'est réveillé! » Au début de décembre, la loi déposée à l'assemblée législative ne conférait en effet aucun statut bilingue pour la future ville.

Une mobilisation, qui rappelle à certains celle de l'Hôpital Montfort en 1997, s'est organisée. Élus scolaires francophones et plusieurs municipalités ont adopté une résolution qui reprenait la recommandation Shortliffe.

Le 10 décembre, le Conseil municipal de Vanier a été jusqu'à demander la démission du ministre délégué aux

Affaires francophones, John Baird, pour ne pas avoir défendu les francophones.

Le 13 décembre, le conseil de Cumberland a demandé à la province, dans un vote unanime, d'intégrer la recommandation Shortliffe dans la loi. Le 15, Ottawa a adopté à son tour une résolution similaire proposée par deux anglophones, dont le maire Jim Watson.

Mais il y avait un hic. La veille, Gloucester, l'autre municipalité de l'est de la région, avait jeté une douche d'eau froide sur le mouvement. Au lieu d'adopter la proposition du conseiller René Danis qui s'inspirait de Glen Shortliffe, le conseil municipal a approuvé la résolution de deux conseillers anglophones unilingues favorisant un statut unilingue anglophone pour la nouvelle ville, qui pourrait cependant élaborer des services en français.

Dans les jours suivants, la mairesse de Gloucester, Claudette Cain, d'origine francophone, a été prise à partie. À la surprise générale, elle s'est présentée à un dernier ralliement en faveur du statut bilingue, le 17 décembre à Ottawa.

Quand un journaliste lui a demandé comment elle n'avait pas réussi à faire comprendre à son conseil municipal l'importance du bilinguisme officiel, elle a répondu qu'il fallait comprendre que « nous avons des résidents de toutes les langues ».

Plusieurs représentants des médias, y compris L'Express, ont continué de l'interroger après la conférence de presse. En raison de ses « racines francophones », elle a pris comme une « insulte » qu'on ait pu penser qu'elle les reniait.

Mais d'autres, comme le conseiller régional Richard Cantin ou la présidente de l'Association canadienne-française de l'Ontario, régionale d'Ottawa-Carleton, Maxine Hill, croient que Claudette Cain, qui aspire à la mairie de la future ville, évite de s'aliéner le secteur très anglophone de l'ouest de la région.

Une heure avec Noëlla Leclair

Cet article paru à l'origine dans l'édition du 4 mars 1999 de L'Express d'Orléans, raconte le témoignage d'une femme qui doit la vie à une greffe du cœur.

YVES CHARTRAND

ORLÉANS - Il y a 13 ans, Noëlla Leclair ne s'intéressait pas du tout au don d'organes. La native de Plantagenet avait 41 ans. Elle résidait à Orléans avec son mari Simon, le commerçant de meubles Low Boy, et sa fille. Dans sa famille, il y avait eu des problèmes cardiaques. Sa mère est morte à 54 ans, un frère à 46.

Mais Noëlla Leclair n'était pas malade. Elle n'avait surtout jamais éprouvé de douleur comme ce fut le cas au printemps de 1986. Son cœur a flanché en l'espace de quelques jours. Heureusement, elle était à Ottawa, un endroit où travaillait l'équipe du Dr Wilbert Keon.

En attendant un nouveau cœur, elle a survécu quelques jours grâce à un cœur artificiel Jarvik. « Quand je me suis réveillée après les interventions, je ne savais même pas qu'un cœur artificiel existait! »

Elle se souvenait avoir lu dans les journaux à propos du premier greffé du cœur à Ottawa, Jean-Guy Villeneuve, deux ans auparavant. « Je me suis dit que ça ne se pouvait pas ce qu'on doit lire dans les journaux! Quand on ne connaît pas quelqu'un de proche, on dirait que ça nous passe par-dessus la tête. En me réveillant, c'a été tout un choc. »

Aujourd'hui, au lieu de s'apitoyer sur son sort, Noëlla Leclair rend grâce. Invitée par les Filles d'Isabelle d'Orléans le 28 février, elle a dit se trouver très chanceuse d'avoir pu continuer à vivre. « Je ne pense pas que je vis sur du temps emprunté. Peut-être que j'y pense un peu plus quand je fais des présentations. »

Elle a aussi eu la chance de ne pas avoir subi de complications ou de rechutes. « Je pense qu'il y a un bon Dieu juste pour moi et il y a aussi tellement de monde qui prie pour moi. Il y a des gens qui ont été greffés après moi qui sont décédés. Roger Bédard, un bon ami d'Orléans qui a été greffé la même année que moi, est mort à cause des médicaments qui ont affecté ses reins. »

Avec le groupe des greffés, Noëlla Leclair a créé une autre famille. Une fois par année, ceux qui ont vécu grâce au cœur Jarvik invitent le Dr Keon et sa femme à souper. « Il dit que c'est probablement le groupe le plus exclusif au monde. »

Pour sa part, Noëlla Leclair continue à prendre, aux 12 heures, un médicament anti-rejet, le néoral, qui remplace la cyclosporine. « Même après 13 ans, il y a toujours un risque de rejet. Il y a des gens plus jeunes que moi qui font des rejets. »

Son seul regret, c'est de voir des gens s'éteindre à petit feu à cause du manque d'organes. « Il y a des listes d'attente. Ça ne devrait pas arriver et c'est pour cela que je me bats pour convaincre les gens de signer une carte de donneur. »

Elle se souviendra le reste de sa vie de la générosité de cet homme de Montréal, mort dans un accident d'auto à London. Il avait signé une carte et en avait parlé à sa famille.

Cela a permis à Noëlla Leclair de goûter aux joies d'être grand-mère. « Je l'aime assez, mon petit-fils de deux ans et demi. Je vais le voir bientôt. C'est la plus belle expérience. Je suis supposée faire attention aux émotions, mais la vie continue! Le bon Dieu n'envoie pas d'épreuve qu'on ne peut pas supporter. »

Le maire de Cumberland, Gerry Lalonde, a déclaré à L'Express : « Au nouveau conseil municipal, qui aura le culot de passer une résolution sur le bilinguisme officiel si Gloucester ne le fait pas aujourd'hui? »

La position de compromis de Claudette

Cain se résume finalement à donner en exemple la politique bilingue de Gloucester, dont elle parlera au premier ministre Harris dans une lettre reproduite dans L'Express, ou à se dire très heureuse, depuis 30 ans, de son mariage à un anglophone qui ne parle pas français.

L'Express

Orléans était un village de quelques milliers d'habitants majoritairement francophones jusqu'au début des années 70. Un boum domiciliaire a littéralement fait exploser la

population de la région en l'espace de dix ans, ce qui a entraîné l'établissement de nombreux commerces. Un hebdo francophone disponible par abonnement existait déjà à Rockland, village situé à 25 km à l'est d'Orléans. Ses copropriétaires ont décidé de lancer L'Express, journal bilingue gratuit, étant donné que les anglophones étaient devenus majoritaires à Orléans et que les francophones y démontraient toujours leur vitalité. Vendu au groupe Transcontinental en 1988, le journal est une publication uniquement de langue française depuis 1993.

Hebdomadaire publié le jeudi, il est disponible gratuitement par l'entremise de 20 écoles françaises et d'une centaine de kiosques. Il couvre le secteur d'Orléans qui fait partie des villes de Gloucester et de Cumberland. Il est aussi disponible à l'ouest jusqu'à Vanier et la basse-ville d'Ottawa, et à l'est jusqu'à Rockland.

L'Express s'est taillé une place comme l'hebdo qui couvre les nouvelles du milieu scolaire francophone, de la scène culturelle franco-ontarienne et des diverses activités communautaires. La politique provinciale, le sport et l'économie en français sont aussi abordés.

L'équipe compte au moins huit personnes, dont plus de la moitié travaillent aussi pour d'autres journaux de la compagnie à Orléans.

Pour nous joindre :

L'Express d'Orléans
815, promenade Taylor Creek
Orléans (Ontario) K1C 1T1
Tél. : (613) 830-2000
Téléc. : (613) 830-1116

Courriel : Rédaction: chartrand@transcontinental.ca
Production: production_orleans@transcontinental.ca

dialogue

visibilité
frontière
appartenance
francophones

parlons-nous !

Offrez votre point de vue sur les priorités d'avenir des communautés francophones et acadiennes du Canada.



www.dialogue-fcfa.com

Quand un journal tient le flambeau

À Cornwall, l'hebdomadaire a été depuis ses tout débuts un facteur d'animation sociale et culturelle et un partenaire incontournable des organismes communautaires.

HUGUETTE BURROUGHS

CORNWALL - Le Journal de Cornwall a vu le jour le 26 août 1977, date choisie par ses fondateurs, la Compagnie d'édition André Paquette inc. de Hawkesbury, pour coïncider avec le lancement officiel des Jeux franco-ontariens qui se tenaient à l'école secondaire La Citadelle, un nom historique dans les annales de la francophonie locale.

Soucieux de vivre au rythme de la francophonie et de desservir sa clientèle potentielle là où elle se trouvait, *Le Journal* s'est installé dans Le Village, le secteur qui fut à la fois le berceau et le château fort de la francophonie et qui demeure, à ce jour, le principal pôle d'attraction des francophones. Dès sa première année, *Le Journal de Cornwall* a pris sa place et il a été fier, pendant plusieurs années, de se faire la voix stéréophonique de la francophonie. Il était alors le seul média de la région à transmettre en français les nouvelles et cris de ralliements, les grands succès comme les lourdes pertes, alors que la seule radio française du lieu s'était éteinte, après l'abandon du permis de diffusion, faisant du *Journal* le seul média aptes à rejoindre les francophones.

Entre 1982 et 1995, seul *Le Journal de Cornwall* permettait de joindre la population d'expression française mis à part les bulletins paroissiaux et les communications des écoles françaises aux parents.

Jusqu'à l'entrée en ondes d'une radio communautaire, *Le Journal de Cornwall* s'est fait le rassembleur des personnes et le catalyseur des énergies afin que la communauté survive et se développe.

Partenaire en francophonie

Il n'est donc pas surprenant que *Le Journal de Cornwall* soit devenu un partenaire naturel de la Semaine

française, une activité initiée au début des années 60 pour mousser la fierté des francophones pour leur langue et leur culture. La Semaine française organise une foule d'activités destinées à l'ensemble de la population, des enfants aux aînés, et compte à la fois sur les paroisses et les commerçants. À ses débuts, la Semaine française a eu deux véhicules de taille pour la transporter sur la place publique : *L'Étoile de Cornwall*, un journal de langue française tenu à bout de bras par le Collège classique et les Clercs de Saint-Viateur, et la radio privée CFML, qui a connu ses heures de gloire entre 1960 et 1975.

À la fin des années 70, la Semaine française était une tradition bien établie. Mais elle n'aurait su se maintenir sans l'aide d'un média pour mousser ses activités et faire connaître sa programmation. *Le Journal de Cornwall*, sa direction et son personnel ont toujours mis la main à la pâte, autant qu'ils ont su prendre part à la fête. C'est à travers les pages de cet hebdomadaire qu'on a vu se déployer, année après année, tous les préparatifs permettant à la grosse machine bleu blanc rouge de se remettre en marche afin d'organiser ce festival annuel de la fierté francophone. Ses pages ont permis de transmettre à la communauté, les invitations aux réunions d'organisation, les nombreux appels à la participation des bénévoles, les concours visant à créer un thème ou à identifier une Maman canadienne de l'année ainsi que la vente des billets pour les divers spectacles.

Dans le cadre de la Semaine française, *Le Journal de Cornwall* a initié le Concours de la personnalité francophone de Cornwall, dont l'issue était reliée à un vote populaire par les lecteurs.

À l'époque, l'idée d'élire une reine perdait de sa popularité. Il fallait donc donner au festival un nouveau souffle. On a tenu un concours sur plusieurs semaines, avec mises en candidature et vote par les lecteurs, le tout couronné

d'un élégant banquet. La francophonie a pris plaisir à se mettre sur son 36 pour encourager des candidat(e)s tous plus méritants les uns que les autres.

Après quelques années, la formule a été reprise par l'unité locale de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO de l'Estrie) qui l'a transformée en Banquet des bénévoles, valorisant l'engagement de plusieurs personnes dans la francophonie de la région.

Tenir le flambeau

Directeur et plus tard éditeur et propriétaire du *Journal*, Roger Duplantie fut président du Conseil de la vie française de Cornwall, l'organisme responsable d'organiser la Semaine française et de tenir allumé le flambeau de la fierté durant le reste de l'année, par la tenue de spectacles, de conférences et d'expositions en français.

Pour la Semaine française comme pour



Mise en nomination par sa petite-fille Pascale Poirier, Thérèse Brisebois fut couronnée Maman canadienne de la 35^e Semaine française à Cornwall.



Le groupe Deux Saisons a offert quelques instants de divertissements dans les différentes écoles française de Cornwall à l'occasion de la Semaine française.



Fondé le 26 août 1977, *Le Journal de Cornwall* a succédé à une revue mensuelle qui ne fonctionnait pas tellement bien, alors que dans la

communauté, plusieurs ressentait le besoin d'être desservis par un journal francophone. Longtemps la propriété de Roger Duplantie, le journal appartient maintenant à la Compagnie d'édition André Paquette inc. dont le président est Bertrand Castonguay.

Le *Journal* s'adresse surtout aux francophones de Cornwall. Sa mission : défendre les francophones tout en les informant et contribuer à la vie de la francophonie par son implication communautaire.

Hebdomadaire publié le jeudi, *Le Journal de Cornwall* est distribué par la poste aux abonnés et donné dans les écoles de langue française de la ville.

L'équipe est composée de quatre personnes épaulées par une dizaine d'autres puisque le *Journal* fait partie d'un groupe de cinq journaux.

Pour nous joindre :

Le Journal de Cornwall
113, chemin Montréal
Cornwall (Ontario) K6H 1B2
Tél. : (613) 938-1433
Télec. : (613) 938-2798
Courriel : jcornwall@eap.on.ca

toutes les activités francophones à Cornwall, c'est inévitablement aux talents et à l'énergie de Roger Duplantie que font appel les personnes qui recherchent de la publicité pour leur activité, une couverture la plus complète possible, sans oublier l'impression de leurs billets et programmes « au prix le plus avantageux possible ».

Aujourd'hui encore, c'est grâce à une idée de Roger Duplantie que les organismes francophones se rencontrent une fois par mois lors d'un déjeuner pour échanger sur leur programmation respective et contribuer à harmoniser les activités auxquelles la francophonie est appelée à participer.

Le Journal de Cornwall a été parmi les premiers à crier victoire lorsque le gouvernement ontarien a finalement

adopté sa loi sur les services en français.

La journaliste-éditorialiste, Huguette Burroughs, en plus d'avoir claironné cette bonne nouvelle dans de nombreux éditoriaux, n'a pas manqué les occasions d'éduquer la population au fait qu'elle avait désormais le droit d'exiger des services en français, que ce soit pour renouveler un permis de conduire ou pour déclarer la naissance du dernier-né. Cette journaliste a également signé une pièce de théâtre, en partenariat avec l'Association canadienne-française de l'Ontario, afin de transmettre le message dans les foyers en passant par les écoles. La pièce en trois actes a été montée et jouée dans diverses écoles, recevant des éloges de la part du ministre des Affaires francophones de l'époque, l'honorable Charles Beer, alors qu'il était en visite à Cornwall quelques jours après l'entrée

en vigueur de la loi en novembre 1989.

Par ses nombreux cahiers spéciaux tels que le cahier de la Semaine nationale de la francophonie, le grand album souvenir des finissant(e)s des écoles secondaires de Cornwall ou encore le cahier des aînés, *Le Journal de Cornwall* profite de tous les temps forts de la communauté pour faire valoir les partenaires qui contribuent à maintenir une francophonie bien vivante à Cornwall.

Lorsque vient le temps de valoriser un francophone de chez nous pour un exploit académique ou professionnel, *Le Journal de Cornwall* est toujours là, jouant son rôle de reflet fidèle et de mémoire collective. Si la francophonie était une maison, *Le Journal de Cornwall* tiendrait lieu de mortier pour la cimenter.

Entre politique et culture

Depuis 1913, La Liberté est le témoin privilégié de la vie des francophones du Manitoba.

SYLVIANE LANTHIER

SAINT-BONIFACE - Mil neuf cent treize. Cette année-là, *Le Droit* voyait le jour à Ottawa et *La Liberté* était fondée à Saint-Boniface, au Manitoba. Le journal n'était pas la première institution importante des Franco-Manitobains qui, à titre d'exemple, avaient déjà un collège et mettraient sur pied, 12 ans plus tard, la plus ancienne troupe de théâtre au pays, le Cercle Molière. D'ailleurs, au moment où *La Liberté* voit le jour, deux autres journaux d'expression française occupent le terrain : *Le Manitoba* et *Le Métis*.

La francophonie a dans l'ouest des racines profondes qui remontent aux expéditions de Pierre Gauthier de Varennes, Sieur de La Vérendrye, qui érigea un fort sur les rives de la rivière Rouge, là où se trouve aujourd'hui Winnipeg.

Jean-Baptiste Lagimodière et Marie-Anne Gaboury (premier couple de Blancs à élire domicile sur un lopin de terre dans l'Ouest); leur petit-fils Louis Riel (faut-il le présenter ?); son arrière-petite-nièce, Augustine Abraham : ces pionniers ont semé des fruits que les francophones d'aujourd'hui récoltent.

De génération en génération, les francophones ont profondément pris possession d'une terre, d'une histoire, d'un quotidien à partir desquels ils veulent bâtir leur avenir.

L'histoire à grands traits

En 1913, au moment de la fondation de *La Liberté*, le Manitoba est encore une province bilingue, telle que l'avaient négocié les Métis de Louis Riel quand ils ont accepté l'entrée du Manitoba dans la fédération canadienne. Mais une loi provinciale adoptée en 1916, qui abrogeait le statut bilingue de la province, allait dramatiquement changer le cours des choses.

Depuis, les francophones n'ont cessé de lutter et de réclamer le respect de leurs droits, jusqu'aux jugements de la Cour suprême qui, en 1979 (cause Forest) et en 1990 (arrêt Mahé), permettront le rétablissement des services en français et la création d'une commission scolaire francophone gérant les 22 écoles françaises de la province.

Le 20^e siècle aura été un siècle de combats incessants pour les francophones, et déjà, dans la première

édition de *La Liberté*, le 20 mai 1913, se profilaient les préoccupations qui allaient marquer leur vie collective pendant les 87 prochaines années...

Et pendant tout ce temps, *La Liberté* rendra compte des efforts de la communauté pour maintenir le français bien vivant malgré la mauvaise volonté des gouvernements. À l'époque où il est dirigé par les Oblats (de 1940 à 1970), le journal comptera même des directeurs assez près du pouvoir politique pour avoir une certaine influence sur lui.

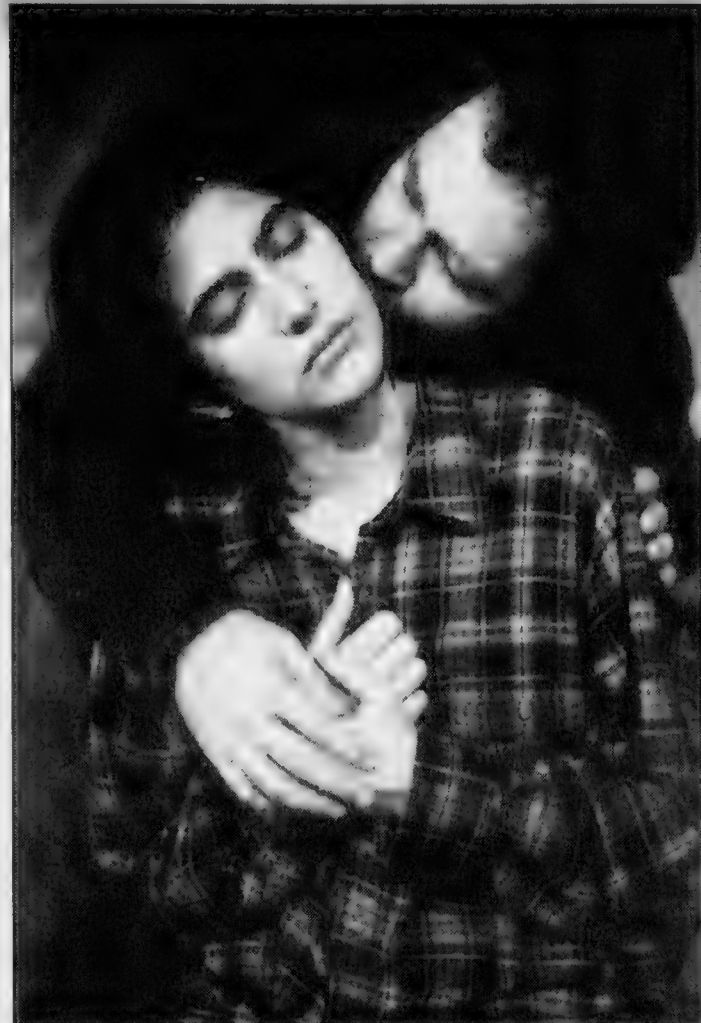
Le journal lui-même devient un outil de cohésion communautaire. D'ailleurs, pour maintenir leur lectorat, les Oblats n'hésitent pas, chaque été, à envoyer de jeunes frères en tournée dans les paroisses avec le mandat d'abonner les fidèles... Pas étonnant que les catholiques francophones aient été si nombreux à recevoir le journal à la maison! Il faut dire que *La Liberté* des années 1950 rendait aussi bien compte des discours de la papauté que des luttes pour les écoles françaises.

Vivre sa culture

Mais la vie des Franco-Manitobains ne se résume pas à la lutte pour leurs droits; elle s'articule depuis quelques années autour d'un autre axe majeur, celui du développement économique. Depuis toujours ponctuée de fêtes et de célébrations, elle s'organise aussi autour d'organismes à vocation culturelle qui contribuent à son épanouissement. Tout comme les archives de *La Liberté* renferment des trésors d'information sur la vie politique des francophones, on y trouve relatées leurs prouesses artistiques.

Les succès scolaires de la jeune Gabrielle Roy; ses rôles et ses performances dans des pièces du Cercle Molière, tout cela est précieusement conservé dans les archives du journal, qu'on trouve à la Société historique de Saint-Boniface, une autre institution incontournable du Manitoba français.

Les débuts de Daniel Lavoie au 100 Nons, un organisme voué à la promotion de la chanson française et à la formation musicale de la jeunesse, y sont aussi amplement racontés. Ambassadeurs par excellence de la francophonie manitobaine, Gabrielle Roy et Daniel Lavoie ne sont pas les seuls à avoir contribué à la vie culturelle du Canada. Qui a oublié les prestations d'Henri Bergeron, présentateur attiré des *Beaux Dimanches* pendant des années ? Et si au détour d'un arrêt dans une boutique de cadeaux vous avez succombé aux produits Marc Tetro (chandails, tasses, etc.), sachez que ce



Depuis 75 ans, les pièces du Cercle Molière attirent les amateurs de théâtre. Depuis toujours, le Manitoba compte de nombreux artistes qui maintiennent sa culture bien vivante.

Marc Tetro-là (Tétreault, en fait) est originaire de Sainte-Anne-des-Chênes, au Manitoba!

Il en est d'autres, moins bien connus à l'extérieur de la province, qui font eux aussi la fierté des francophones et qui témoignent de la vitalité de la culture d'ici. Ceux-là, pour les connaître, il faut lire *La Liberté*; chaque semaine, le journal couvre la vie artistique de la province et appuie les initiatives de ses artistes et de ses auteurs.

Il faut écouter des chanteurs comme Gerry et Ziz; ce duo gagnant du festival de Granby il y a une vingtaine d'années, monte encore sur la scène à de nombreuses occasions. Il faut suivre les succès de l'Ensemble folklorique de la Rivière-Rouge au pays comme à l'étranger. Il faut lire des poètes comme Louise Fiset, Charles Lebanc, Roger Léveillé (son recueil *Causer l'amour* a été publié en France, et il est le gagnant de nombreuses distinctions littéraires); lire des auteurs comme Bertrand Nayet, Annette Saint-Pierre ou Richard Alarie (son album jeunesse *Puulik cherche le vent*, illustré par l'artiste Réal Bérard, lui

a valu le Prix Saint-Exupéry qu'il est allé chercher à Paris).

Il faut se laisser étonner par l'univers de Gerald Laroche, qui dans son disque compact *Rubato* manie l'harmonica d'une façon unique; ou découvrir de jeunes auteurs-compositeurs comme Edmond Dufort et Marie-Claude McDonald. Il faut fréquenter les sites du Festival du Voyageur qui, chaque hiver, lève le voile sur l'histoire des francophones d'ici et fait vivre leur culture d'hier et d'aujourd'hui...

Vivre sa culture, c'est aussi vouloir en conserver les lieux importants. C'est pourquoi depuis quelques années, les francophones ont fait l'achat de la maison natale de Gabrielle Roy et tentent maintenant d'obtenir les fonds qui permettront de restaurer la célèbre maison de la rue d'Eschambault...

Oui, les Franco-Manitobains ont lutté sans relâche pour les institutions qui les rassemblent aujourd'hui. Mais ils ont aussi le sens de la fête. Et pour connaître la diversité, la vitalité, la force de cette communauté, il faut lire *La Liberté*, lieu de ses histoires et gardienne de l'Histoire.

La LIBERTÉ

Métis et Le Manitoba, trop alignés sur des partis politiques, étaient jugés incapables de faire.

Jusqu'en 1940, *La Liberté* est dirigée par diverses équipes de laïcs, dont Donatien Frémont. En 1940, le journal passe sous la direction des Oblats, qui rassemblent en une seule publication *La Liberté et Le Patriote* (journal des Fransaskois). Quand, en 1970, les Oblats se défont de leur œuvre de presse, *La Liberté* est vendue à la communauté francophone pour la somme symbolique de 1 \$. La Société franco-manitobaine crée une société, Presse-Ouest limitée, dont le conseil d'administration voit à la gestion de l'hebdomadaire communautaire.

Paraissant le vendredi 49 fois dans l'année, *La Liberté* est le seul hebdomadaire provincial francophone; sa mission est d'informer les francophones sur ce qu'ils font, ce qui les préoccupe, et ce qui pourrait avoir des impacts sur la communauté. *La Liberté* s'intéresse à tous les domaines : sport, culture, économie, éducation, politique.

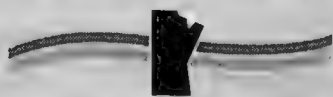
Le journal, qui a célébré son 85^e anniversaire en 1998, est réalisé par une équipe de sept personnes. Il est distribué par la poste à ses abonnés, qui se trouvent partout au Manitoba et dans toutes les provinces canadiennes. On trouve aussi *La Liberté* à certains endroits en kiosque.

Pour nous joindre :

La Liberté
383, boulevard Provencher
C. P 190
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
Tél. : (204) 237-4823
Téléc. : (204) 231-1998
Courriel : Rédaction : la.liberte@presse-ouest.mb.ca
Production : production@presse-ouest.mb.ca

La Liberté a été fondée en 1913 par Mgr Langevin, évêque de Saint-Boniface, qui voulait donner aux francophones un journal capable de les unir sous une seule voix, ce que *Le*

S F M



LA SOCIÉTÉ FRANCO-MANITOBAINE

Nous sommes
50 000 francophones !

Venez nous voir au
www.franco-manitobain.org

En Alberta, les francophones peuvent compter sur un journal français depuis plus de 100 ans... et le dernier en date s'appelle Le Franco. Genèse d'un hebdomadaire.

NATHALIE KERMOAL

EDMONTON - De 1898 (date de la fondation du premier journal franco-albertain, *L'Ouest canadien*) à 1928, six journaux francophones ont vu le jour en Alberta. Tous n'auront pas la même longévité et certains connaîtront le succès à l'extérieur des frontières de la province, comme ce fut le cas pour *L'Union*, fondé en 1917.

Cependant, malgré sa réputation, des différends entre les dirigeants du journal *L'Union* et l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA, fondée en 1926) finissent par engendrer la disparition du journal en 1929 et la création d'un nouvel outil de communication, *La Survivance*, qui deviendra désormais l'organe officiel des associations françaises d'Alberta et de Colombie-Britannique.

La Survivance

Le nouveau journal voit le jour le 16 novembre 1928. Pendant de nombreuses années, les Oblats le financent et en gardent le contrôle jusque dans les années 70. Sans leur dévouement, la survie du journal aurait

été grandement menacée et probablement de courte durée.

À ses débuts, le contenu du journal était d'un ton qualifié d'euro-péen puisqu'il relatait des événements comme la montée du fascisme et la Deuxième Guerre mondiale. Avec le temps, il s'est rapproché de la communauté, lui conférant un ton plus représentatif de sa population. Jusqu'en 1965, date de la création du journal *Le Soleil de Colombie*, *La Survivance* couvrait les Territoires du Nord-Ouest et la Colombie-Britannique, en plus de l'Alberta.

En 1967, Jean-Maurice Olivier, alors rédacteur en chef du journal, arrive à convaincre les Oblats de changer son nom en *Franco-Albertain*. Le format change aussi et l'abonnement annuel passe de 2 \$ à 3,50 \$.

Le Franco

Après la mort du Père Patoine en 1972, Guy Lacombe prend la relève et devient le directeur-rédacteur du journal en 1973. Durant son terme, d'interminables négociations ont eu lieu afin de procéder à la vente du journal et de l'imprimerie. Les Oblats acceptèrent

finallement de le faire et vendent *Le Franco-Albertain* à l'ACFA pour la modique somme de 1 \$.

Même si l'ACFA en est propriétaire, *Le Franco* est un journal indépendant sur les plans administratif et rédactionnel. *Le Franco* n'est donc plus l'organe officiel de l'ACFA comme c'était le cas à l'époque de *La Survivance*.

Les défis d'aujourd'hui

Les préoccupations d'hier sont un peu celles d'aujourd'hui mais vont aussi bien au-delà. Comme le disait si bien feu Guy Lacombe : « La mission du *Franco* demeure essentiellement la même que celle qu'il a toujours exercée, c'est-à-dire, informer, assurer la communication entre les Franco-Albertains de tous les coins de la province et exercer en même temps un certain leadership au niveau du contenu éditorial. »

Cependant, à l'aube du 21^e siècle, nous sommes confrontés à de nouveaux défis : les dangers de la mondialisation, les restrictions budgétaires, les médias électroniques. Depuis quelques années, *Le Franco* s'est grandement modernisé puisque tout se fait de façon électronique, sauf le montage final du journal qui doit encore se faire à la main. Si l'informatique permet un travail plus efficace, elle met la barre des exigences toujours plus haute. Les multiples logiciels que l'on trouve sur le marché permettent de faire un travail de grande qualité mais exigent aussi que nos connaissances soient constamment mises à jour.

Mais le grand défi est d'aller chercher un nombre toujours plus grand de lecteurs et de lectrices en diversifiant le contenu.

Le nombre d'abonnés est en ce moment aux environs de 3 500. *Le Franco* couvre les douze régions francophones de la province de l'Alberta.

Faire le point sur le Canada d'aujourd'hui

RAYMOND LAROCHE

EDMONTON - Du 10 au 12 décembre 1999, s'est tenu à Edmonton un colloque intitulé *Fédéralisme, identités et nationalismes*. Regroupant un très large éventail de penseurs en sociologie, philosophie, science politique, histoire et géographie, le colloque a permis de collectionner des théories et résultats de recherches concernant le passé, le présent et l'avenir du peuple canadien et du Canada.

Colonialisme, héritage du régime Trudeau, revendications constitutionnelles des Autochtones et des Québécois, obsèques prématurées des francophones vivant en milieu minoritaire : les conférenciers invités ont abordé une multitude de thèmes et se sont penchés, entre autres, sur les politiques constitutionnelles et les minorités, le traitement des questions identitaires au Québec et au Canada, la place des communautés dans une ère de globalisation, ainsi que sur les solutions alternatives à une sécession.

Le but d'un tel colloque n'était pas de trouver des solutions immédiates à ces enjeux, mais d'identifier les facteurs ayant amené le pays dans sa situation actuelle. Quelles pourraient être les solutions envisageables pour le Canada à l'aube de ce nouveau millénaire? C'est là toute une question, et il reste encore énormément de travail à faire avant qu'un consensus ne soit adopté.

On parle de reconnaissance des droits et tandis que le débat s'oriente toujours autour de deux peuples fondateurs, qu'en est-il des Autochtones aujourd'hui? La question de l'identité culturelle est encore très présente mais comment la résoudre? « L'échec des référendums québécois comme celui de Meech et de Charlottetown illustre abondamment l'impasse politique canadienne, une impasse comparable à celle qui, au milieu du 19^e siècle, a conduit à la Confédération canadienne. Les hommes politiques se sont ralliés à un projet bourré de compromis afin de construire un espace économique bien délimité pour remplacer les espaces économiques antérieurs », a résumé Gratien Allaire de l'Université Laurentienne.

Au début des années 60, la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme concluait que le Canada faisait face à une sérieuse crise. La volonté profonde des Canadiens anglais et des Canadiens français de vivre ensemble était compromise. Cette crise identitaire était liée au dilemme culturel, linguistique et démographique de l'époque.

Les conférenciers ont abordé les thèmes des nouveaux espaces politiques : espace identitaire des nations et espaces économique et territorial, dans le contexte de la globalisation mondiale. Comment repenser ce nouvel espace des nations capable de restaurer les fondements modernes de la citoyenneté et de rétablir l'unité politique de la société? La formule gouvernementale actuelle peut-elle réussir à créer ce consensus d'unité nationale?

À la lumière de tous ces énoncés, il est difficile de conclure que seule la bonne volonté des uns et des autres sera suffisante pour surmonter les défis auxquels le Canada est confronté. Les conférenciers s'accordaient sur un point : le Canada, sous le régime politique actuel, doit parvenir à résoudre ses problèmes s'il veut perdurer.

Les organisateurs du colloque, l'Association canadienne-française de l'Alberta, le journal *Le Franco* et la Faculté Saint-Jean, se sont montrés satisfaits de son déroulement. Plusieurs des conférenciers invités se sont exprimés en anglais et un service de traduction simultanée était offert, mais les médias anglophones n'ont pas jugé important de couvrir ce rassemblement. Par contre, les médias francophones de l'Alberta, RDI, et *Le Devoir* de Montréal étaient présents.

Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Le Franco, qui appartient à l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA), n'en est plus l'organe officiel. Le journal a un mandat provincial et régional; il publie des textes touchant l'actualité provinciale et nationale selon le point de vue des francophones, tout en répondant aux attentes des diverses régions francophones de la province. Il est distribué par la poste à ses abonnés.

L'équipe comprend quatre personnes : la directrice, l'adjointe administrative, le journaliste et le graphiste.

Pour nous joindre :

Le Franco
Pièce 201, 8527-91^e Rue
Edmonton (Alberta) T6C 3N1
Tél. : (780) 465-6581
Téléc. : (780) 469-1129
Courriel : lefranco@francalta.ab.ca

Fondé en 1928, le journal *La Survivance* deviendra plus tard l'hebdomadaire *Le Franco*. Porte-parole des Canadiens français dans la province à l'époque de *La Survivance*,



M. Denis Ducharme,
Président du Secrétariat Francophone.

Depuis son établissement en mars 1999, le Secrétariat francophone de l'Alberta est heureux de représenter la communauté francophone auprès du gouvernement albertain et d'appuyer la communauté dans ses efforts de développement.

Secrétariat Francophone

340, Standard Life Centre, 10405 Jasper avenue, Edmonton, Alberta, T5J 4R7
Téléphone : (780) 415-3348 Télécopieur : (780) 422-7533
Courriel : dtardif@mcd.gov.ab.ca

Alberta
COMMUNITY DEVELOPMENT

le Secrétariat Francophone

À la rescousse de la Fête fransaskoise

Opération de sauvetage pour une fête communautaire autour de laquelle se rallient les Fransaskois, et que l'Eau vive appuie de tout son poids.

DOMINIC BLAIS

REGINA - La Fête fransaskoise est reconnue pour être le rassemblement par excellence des Fransaskois. Cependant, l'organisation de cette fête d'envergure a connu récemment des bouleversements qui ont failli entraîner sa disparition.

Au début de l'été 1998, l'organisme chef de file de la Fête fransaskoise, la Commission culturelle fransaskoise (CCF) a annoncé son retrait de l'événement pour des raisons financières. Ce qui, par le fait même, allait forcer l'annulation des célébrations, prévues cette année-là à Bellegarde.

Cependant, Bellegarde se préparait à fêter le centenaire de la paroisse. La communauté a donc décidé que la fête aurait lieu. Aidés par des Fransaskois et par des organismes comme le journal *l'Eau vive*, Radio-Canada et l'Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan (ACFC), les gens de Bellegarde sont parvenus à réaliser une fête magistrale malgré des échéanciers très serrés.

En 1999, c'était au tour de Vonda de présenter la Fête fransaskoise. Toujours aux prises avec de sérieux problèmes d'argent, la CCF était encore à l'écart du dossier.

Refusant de voir la Fête mourir, deux associations locales et géographiquement près l'une de l'autre, l'Association communautaire fransaskoise de la Trinité (ACFT) et la Fédération des francophones de Saskatoon (FFS) ont uni leurs efforts pour mettre l'événement sur pied. À noter que l'ACFT comprend les villages de Saint-Denis, Vonda et Prud'homme.

Il s'agissait là d'un projet pilote visant à établir un consortium capable d'assurer la continuité et l'organisation des futures Fêtes. De manière un peu plus structurée, les divers organismes et regroupements ont de nouveau emboîté le pas en collaborant et aidant financièrement le comité organisateur de la Fête fransaskoise.

Encore une fois, l'hebdomadaire fransaskois *l'Eau vive* s'est engagé en fournissant l'espace publicitaire et en concevant le programme-souvenir de l'événement. Aussi, de par sa couverture, le journal des Fransaskois est parvenu à

créer une plus grande solidarité autour de l'événement tout en lui donnant une grande visibilité.

Des partenaires, dont Patrimoine canadien, l'Assemblée communautaire fransaskoise (ACF), le ministère des Travaux publics et des services gouvernementaux du Canada, Radio-Canada, le Conseil de la coopération de la Saskatchewan et d'autres se sont joints au consortium pour garantir le succès de la Fête. C'est sans oublier les nombreuses commandites locales et provinciales, qui ont démontré la solidarité et le désir de préserver un tel événement.

Le travail acharné des deux associations et de leurs bénévoles a donc permis à la Fête fransaskoise de connaître un succès retentissant, alors que 2 000 personnes ont convergé vers Vonda. D'ailleurs, le comité organisateur avait comme artiste invitée la chanteuse québécoise Laurence Jalbert pour son spectacle du samedi soir.

La Fête fransaskoise se déplacera à Zenon Park pour l'édition 2000. De nombreuses questions doivent encore trouver des réponses en ce qui concerne le leadership de l'événement. Le statut de la défunte CCF, qui s'appelle maintenant Conseil culturel fransaskois, est encore très

l'hebo fransaskois l'Eau vive

Pendant environ 30 ans, l'hebdomadaire des Fransaskois a été produit au Manitoba par le biais d'une édition

conjointe des journaux, appelée *La Liberté et Le Patriote*. EN 1971, les Fransaskois ont mis sur pied leur propre journal : *l'Eau vive*. Fondée par l'Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan (ACFC), *l'Eau vive* n'était au début qu'une feuille de chou dont la production était assurée par des employés de la compagnie d'assurance-vie *La familiale* et par le poste de radio CFRG.

Aujourd'hui, le journal est publié 48 fois par année en format tabloïd. Il est vendu par abonnement, distribué par la poste et disponible dans quelques kiosques. Son territoire englobe toute la Saskatchewan. Sa mission : contribuer au développement de la communauté fransaskoise par le biais de la presse écrite.

L'Eau vive est édité par La Coopérative des publications fransaskoises limitée, organisme sans but lucratif qui compte quelques 200 sociétaires. L'Assemblée générale annuelle des sociétaires permet d'élire les membres du conseil d'administration.

L'équipe compte six employés permanents auxquels s'ajoutent des stagiaires ou du personnel bénéficiant de subventions diverses.

Pour nous joindre :

l'Eau vive
2604, rue Central
Regina (Saskatchewan) S4N 2N9
Tél. : (306) 347-0481
Télec. : (306) 565-3450
Courriel : leauvive@dlcwest.com

incertain à ce sujet.

Quoi qu'il en soit, la communauté de Zenon Park a bien l'intention de présenter

une fête à la mesure des attentes des Fransaskois. C'est grâce à des partenaires comme *l'Eau vive*, la Fête fransaskoise parvient à vivre année après année.

SEMAINE NATIONALE DE la francophonie

« À titre de secrétaire d'État de Diversification de l'économie de l'Ouest et de la Francophonie, je suis heureux de vous offrir mes meilleurs vœux à l'occasion de la Semaine nationale de la francophonie. »

UNE FRANCOPHONIE EN PLEIN ÉPANOUISSEMENT!

La culture française compte parmi les plus grandes richesses de notre pays et le gouvernement du Canada est fier de la mettre en valeur et de favoriser son rayonnement en appuyant le développement de la francophonie partout au pays.

Je voudrais féliciter spécialement ici les communautés francophones pour leur apport au développement technologique, économique, social et culturel du Canada.

Pour sa part, Diversification de l'économie de l'Ouest (DEO) est fier d'appuyer le développement économique des communautés francophones de l'Ouest canadien. À l'aide de partenariats, DEO peut vous aider à mener à bien vos projets et initiatives.

La Semaine de la francophonie nous fournit l'occasion de souligner l'apport essentiel des Francophones et de leurs communautés à la qualité de vie de tous les canadiens et canadiennes.



L'honorable Ronald J. Duhamel, Secrétaire d'État pour la Diversification de l'économie de l'Ouest et la Francophonie

Canada

DEO
Diversification de l'économie
de l'Ouest Canada

Au théâtre: Regards sur la francophonie en exil

À l'occasion du Festival du bois de Maillardville, le Théâtre la Seizième, en collaboration avec la Société Maillardville-Uni, présente *Un One way*. Conçue par Craig Holzschuh et Stephan Cloutier, la pièce souhaite lever le rideau sur la réalité francophone en Colombie-Britannique.

SOPHIE LEGAULT

VANCOUVER - Ils sont tous les deux très calmes. Pourtant, ils ont une pièce de théâtre à écrire, un spectacle à monter, et n'ont que quatre semaines pour le faire. De toute façon, c'est bien connu, les artistes adorent les défis. Tant mieux parce que Stephan Cloutier et Craig Holzschuh en ont tout un sur les bras, celui de transposer sur les planches 90 ans de francophonie britanno-colombienne.

« Il n'y a pas un plan d'action détaillé comme on a habituellement en salle de répétition. On avait envie de tripper un peu et de se taper quelque chose d'un peu différent, explique Craig Holzschuh, qui signe la mise en scène. On arrive ici, on jase, on commence à bouger dans l'espace, on se lance des idées de scène. Puis, on écrit le soir en se basant sur les improvisations de Stephan. »

Quatre semaines, donc. De l'écriture de la première ligne à la dernière phrase récitée sur les planches. Le processus est tout de même bien précis dans leur tête.

« Une chose était claire entre nous, c'est qu'on ne voulait pas faire un show historique. On a des personnages à travers tout le siècle, qu'on a pris justement pour montrer la différence de leur choix et de leur réalité », précise Stephan Cloutier. Ce dernier campera à lui seul une myriade de personnages qui évolueront dans diverses situations.

Plusieurs sens

La pièce *Un One way* signifie plus qu'un sens unique. C'est un aller simple, parfois temporaire, parfois définitif. Dans ce cas, c'est l'assimilation ou le refus de la culture anglophone. C'est l'acceptation du milieu ou la nostalgie du passé. Ou encore l'illusion d'une nouvelle vie, d'un nouveau chez-soi. Peut-être aussi un rêve d'aventure transformé en quotidien fragile. À chacun son histoire.

« C'est une réflexion sur le fait d'être francophone dans un pays qui se dit bilingue et sur la réalité d'être francophone ici, souligne Stephan Cloutier. On n'a pas peur de rentrer dans la difficulté d'être un exilé. Ce n'est pas toujours rayonnant, et on ne



Craig Holzschuh et Stephan Cloutier : deux artistes et un regard sur la francophonie.

voulait pas passer à côté de ce que ça peut être. Aussi, on veut explorer la difficulté de t'adapter à un nouveau pays parce que ta culture est plus forte que toi. »

« Ce sera un show qui pose vraiment des questions, ajoute Craig Holzschuh.

On ne lancera pas des fleurs à la francophonie. On va essayer d'être acide, mais aussi tendre, comique, parce que ce n'est pas toujours difficile. »

Pour arriver à un résultat plausible et près de la réalité, les trois concepteurs (Owen Schellenberger, le scénographe, étant le troisième) se sont donc inspirés de leurs propres expériences. Des situations comme celles qu'ils présentent, ils en vivent tous les jours. « On vient de l'Est, donc on a tous les trois vécus ce déplacement, de trois façons différentes mais qui se rejoignent, mentionne Craig Holzschuh. Moi, je venais faire ma maîtrise en mise en scène à l'Université de la Colombie-Britannique. Je n'étais jamais venu à Vancouver. Je suis débarqué de l'avion trois ou quatre jours avant le début des cours. »

De son côté, Stephan Cloutier avait eu la piqure de l'Ouest après quelques passages, avant de faire le grand saut. « J'étais heureux à Montréal et je travaillais beaucoup, mais il me manquait la nature. »

Au cours d'un de ses voyages à

Festival de la francophonie de Victoria

Trois semaines de « francocitude »

Le 3^e Festival de la francophonie de Victoria, tenu du 27 février au 17 mars 2000, a coïncidé avec l'Année de la francophonie canadienne. L'occasion d'étendre les festivités sur trois semaines était belle et a permis de confirmer du même coup que le festival roule désormais comme une machine bien huilée.

VÉRONIQUE GOYETTE

VICTORIA - La Société francophone de Victoria est résolue à infuser du sang nouveau à sa kermesse, histoire de faire parler d'elle en abondance. C'est parce que la présidente du Festival de la francophonie, Monique Cléban, souhaitait assurer le rayonnement de la langue française, qu'elle a opté pour déployer l'événement sur trois semaines au lieu des neuf jours habituels. « À lui seul, explique-t-elle, le festival contribue à mettre Victoria sur la carte. Avec trois semaines de festivités, on va attirer l'attention. »

Deux concerts étaient attendus, dont celui de l'auteur-compositeur-interprète Joëlle Rabu, qui s'est produite sur la scène du Théâtre Belfry le 27 février, puis le groupe acadien Bois Joli, de passage au Alix Goolden Hall le 5 mars. La pièce de théâtre *L'Astronome* était aussi présentée au même endroit le 11 mars, par le Théâtre la Seizième.

Les nouveautés se sont hissées à la hauteur du succès de cette foire francophone. Une exposition d'art a réuni les œuvres d'artistes francophones de la Colombie-Britannique pour toute la durée du festival, afin de mettre en valeur et dévoiler au grand jour les talents locaux. Nicole Kleinsmit s'est entretenue de « L'art roman en Bourgogne », une conférence sous l'égide de l'Alliance française.

Par ailleurs, du 6 au 10 mars, l'Université de Victoria a ouvert ses portes au Département de français pour les festivaliers désireux de s'initier aux études supérieures et d'assister à des cours en français. Les activités familiales étaient elles aussi de mise avec un tournoi de Kin-ball.

Historique

Dès son départ en 1997, le Festival de la francophonie a été vu comme un événement de marque dans l'espace franco-colombien. La fête qui se loge au cœur même de la semaine de la francophonie dénombre année après année une augmentation du nombre de visiteurs. Cette fois-ci, les organisateurs s'étaient donné comme mandat d'en faire la promotion chez la population anglophone également.

« Il faut aussi s'adresser aux anglophones pour assurer notre expansion », soutient la présidente du festival, Monique Cléban. Au dernier recensement, on parlait de 30 000 personnes qui se sont identifiées comme étant bilingues à Victoria, ce qui n'est pas rien. »

Jusqu'à maintenant, la Société francophone de Victoria compte en moyenne 20 % de francophiles sur les quelque 2 500 festivaliers. « C'est la musique, le langage universel par excellence, qui nous permet d'attirer ces gens-là », explique Monique Cléban. Cette année, les dirigeants ont misé sur les *Rendez-vous du cinéma québécois et francophone* pour gonfler la participation anglophone. La projection de quatre longs métrages sous-titrés en anglais voulait rallier les cinéphiles, toutes langues confondues.

L'instigatrice de l'événement mentionne d'ailleurs que la 3^e édition du Festival de la francophonie de Victoria, pourrait être un point tournant favorisant la croissance de l'événement.

Vancouver, il a fait la rencontre d'Alain Jean, l'actuel directeur artistique du Théâtre la Seizième. Constatant les possibilités de travail, il est passé à l'Ouest.

Enthousiastes, ils sont tout de même conscients de la portée limitée de leur spectacle. « À Vancouver, tu travailles dur sur un show que tu joues trois ou quatre fois. Ton retour d'énergie, tu l'as aux représentations, affirme le

comédien. C'est comme si tu emmagasines de l'énergie pendant un mois et demi et qu'après, t'es pris avec un surplus parce que tu en as donné juste un peu. »

Remplis d'espoir, ils sont prêts à mettre le travail qu'il faut pour faire valoir leur talent. « Il faut y croire, soutient Stephan Cloutier, se retrousser les manches et se dire qu'on y va. »

L'EXPRESS PACIFIQUE

Bi-hebdomadaire publié le samedi, *L'Express du Pacifique* a été fondé en 1998 après la disparition du *Soleil de*

Colombie. Après avoir consulté la communauté, le Centre culturel francophone de Vancouver et l'Association de la presse francophone ont déposé un projet pour la création d'un journal communautaire dont la mission serait de refléter par son contenu la spécificité de la francophonie britanno-colombienne. Distribué par son poste aux abonnés et disponible en kiosque, *L'Express du Pacifique* s'adresse à l'ensemble des francophones de la Colombie-Britannique. Il est réalisé par une équipe de quatre personnes.

Pour nous joindre :

L'Express du Pacifique
1551, 7^e Avenue Ouest,
Vancouver (C.-B.) V6J 1S1
Tél. : (604) 736-3734
Télec. : (604) 736-3740
Courriel : lexpress@intergate.bc.ca

Fou de son « ski-doo » !

Faut-il être fou pour embarquer sur sa motoneige par une température de -30°C ? Pour Jean-François Pitre, la course en motoneige est devenue une passion ! L'Aquilon vous propose ce portrait d'un homme du Nord qui vous fera goûter aux vraies joies de l'hiver...

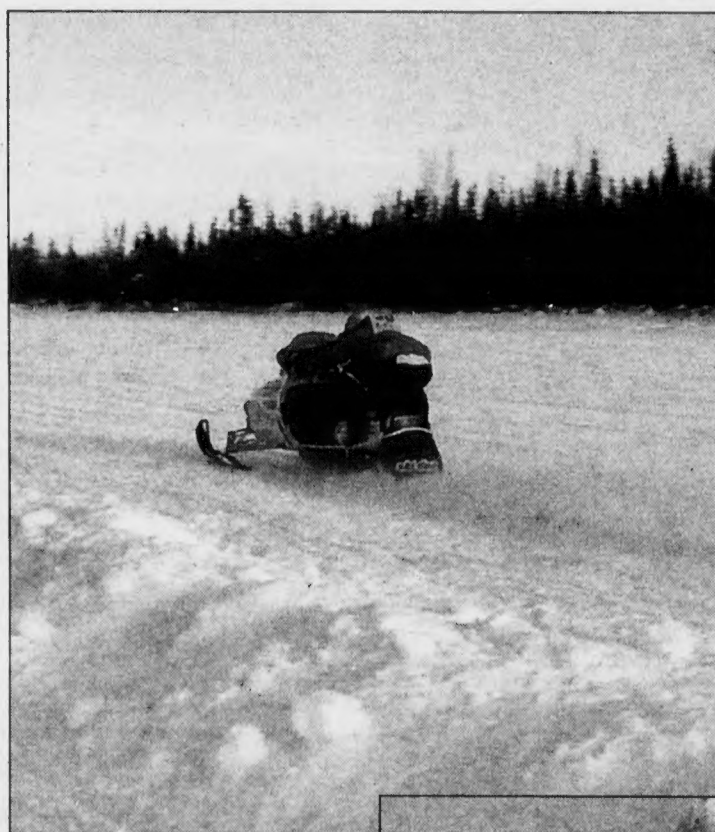
KARINE MASSÉ

YELLOWKNIFE - Il entre dans la pièce en coup de vent et me lance : « Tu voulais faire une entrevue sur la course en motoneige ? ». Je lève les yeux de l'écran de mon ordinateur et le voici, le coureur... de motoneige ! Jean-François Pitre. Trésorier du conseil d'administration de L'Aquilon, c'est un mordue des courses de motoneige. Il lève le voile sur cette passion commune aux habitants du Nord. Avec ses vastes lacs parsemés de cours d'eau, le Nord fait le bonheur des amateurs de canot et de kayak pendant la saison estivale, et se transforme l'hiver en une immense piste de glace.

Originaire de Plantagenet, Jean-François a vécu plusieurs années à Ottawa. Puis, il s'est établi à Yellowknife, où il réside depuis maintenant dix-huit ans. Son plus jeune suit les traces de son père et s'est lancé dans la course de motoneige. Et maman ? « Ma femme ne veut rien savoir des courses. Elle aime faire de la motoneige, mais elle n'aime pas me voir courser », précise Jean-François Pitre. En effet, lorsque la vitesse moyenne sur la piste est de 135 km/h, une bonne fouille peut s'avérer fatale, puisque la motoneige pèse près de trois fois le poids du coureur ! Toutefois, celui-ci soutient qu'il a « fait de la gymnastique » et appris à tomber. « Souvent, on le sent quand on a perdu le contrôle, mais on essaye de rester sur la motoneige. C'est à ce moment-là que l'on risque de se blesser. Il vaut mieux sauter en marche », explique Jean-François Pitre.

Des chutes, il en a fait plusieurs. « J'ai pris une débarque l'an dernier, raconte-t-il. Mon corps a été propulsé à 10, 15 pieds dans les airs et ma motoneige a fait quelques tonneaux. Je roulais à environ 100 km/h. Ça ne m'a pas vraiment assommé, car j'ai été capable de me relever. Quand tu vois ta chute sur la bande vidéo, tu réalises que tu as été chanceux. »

Jean-François Pitre fait partie d'un club



Fou de sa moto...

de motoneigistes qui compte une vingtaine de membres, en plus d'une demi-douzaine de jeunes, âgés de 6 à 9 ans, qui prennent régulièrement part aux activités avec leur mini-z : une motoneige pour les petits. « Chaque dimanche, on va courser sur nos motoneiges, et le samedi, on prépare les circuits avec pelles et pioches. Il faut que la température descende sous les -30°C pour nous empêcher de sortir nos motoneiges », insiste Jean-François Pitre.

D'où lui vient ce désir de sentir l'air glacé lui fouetter le visage ? Il aime les sensations fortes, dont la vitesse. Au départ, la motoneige était pour notre homme de 38 ans un passe-temps de fin de semaine. Il aimait filer à vive allure sur les sentiers. Cependant, les pistes étant ouvertes à tous, il s'avérait un peu dangereux de faire de la vitesse.

Palais de glace

Roi des neiges

Pour réchauffer les cœurs et s'amuser un peu, Anthony Foliot construit depuis cinq ans un immense palais de glace sur la Baie de Yellowknife. À l'intérieur : mille et une bonnes raisons de vous pointer le bout du nez !

VIRGINIE AUGER

YELLOWKNIFE - Au loin, sur la Baie de Yellowknife, s'étend une immense masse de neige. Intrigué, notre curiosité nous guide vers cet étrange amoncellement blanc qui se modifie pour emprunter les formes majestueuses d'un palais à mesure que nous nous en approchons.

En portant attention, on repère la silhouette d'un homme. Tantôt affairé à couper un cube de glace, tantôt occupé à soulever quelques pelletées de neige, celui qu'on appelle le Roi des neiges besogne sans relâche depuis les derniers mois d'hiver afin d'ériger son Palais de glace.

Ayant délaissé sa couronne, le Roi préfère être coiffé de sa casquette. C'est donc avec la fierté d'un noble mais la modestie d'un sujet qu'Anthony Foliot règne sur son royaume enneigé depuis maintenant cinq ans.

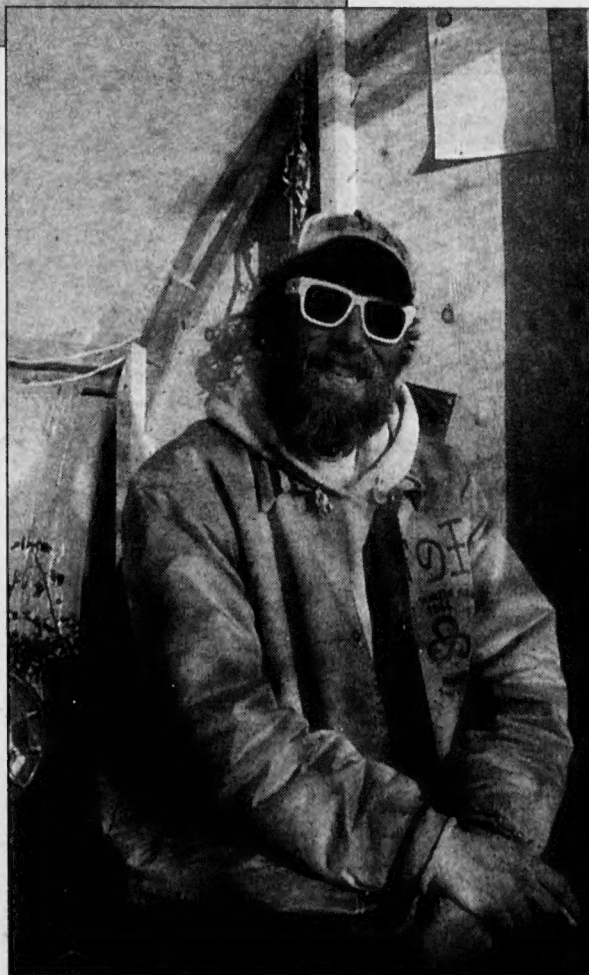
Derrière sa barbe bien fournie, il cache un petit sourire lorsqu'on lui demande de raconter l'histoire de son Palais.

« Tout a commencé lorsque j'habitais le Woodyard. À l'époque, le camion de neige n'y passait pas. Il y avait donc un tas de neige qui s'accumulait. Alors, nous avons commencé à faire des petits châteaux de neige pour que les enfants du quartier puissent s'amuser. Depuis que je suis déménagé sur le lac, j'ai décidé de poursuivre la tradition. »

Notre roi parle couramment français. Son grand-père était originaire des îles Saint-Pierre et Miquelon, alors que sa grand-mère était native du Nouveau-Brunswick. Quant à lui, bien qu'il soit né à Toronto, il a grandi dans la banlieue ouest de Montréal. « Mon père est francophone mais il ne peut parler français qu'au temps présent », explique-t-il avec un brin d'ironie. « J'ai appris à parler français de la 6^e à la 8^e année. Depuis, j'aime bien saisir toutes les occasions qui me permettent de m'exprimer dans cette langue. »

L'an dernier, une panoplie d'activités a eu lieu au Palais : soirées de cinéma, pièce de théâtre, patin libre sur la patinoire intérieure et même un bal royal. Le roi a offert une partie des profits ainsi accumulés à deux organismes à but non lucratif de Yellowknife.

Malgré ce froid têtu qui ne semble pas vouloir laisser fleurir le printemps, une ambiance chaleureuse flotte à l'intérieur des murs glacés du Palais. Après une visite chez le Roi des neiges, on repart le cœur chaud.



Anthony Foliot.

S'il pratique la course depuis maintenant cinq ans, c'est donc parce que c'est... plus sûr !

« J'ai tout le temps roulé vite, raconte-t-il. Je me suis dit : si je fais le fou, il vaut mieux le faire dans un environnement contrôlé avec des gens habitués, pour éviter des accidents. » Et puis, il aime le V de la victoire. Le meilleur moment de la course, « c'est quand tu gagnes ou quand tu termines parmi les trois premières positions. »

me se déroule lors du Carnaval du caribou, qui a lieu à Yellowknife au mois de mars. À cette occasion, la ville organise des courses de motoneiges sur des circuits recouverts de neige ou de glace. Il existe aussi une compétition qui met deux coureurs côte à côte dans une épreuve de vitesse. Finalement, une autre discipline inusitée s'ajoute au palmarès : le « snowcross » (la motoneige acrobatique) qui consiste à sauter des bosses.

Chaque année, deux courses d'envergure ont lieu dans la région. La première se nomme « Tonnerre sur glace » et la deuxième

Cependant, ne peut courser qui le veut ! Tout d'abord, il faut avoir les moyens de se payer l'engin des neiges qui coûte la coquette somme de 10 000 \$. Ensuite, il faut ajouter entre 3 000 \$ et 4 000 \$ d'équipement supplémentaire. Le chauffeur doit se vêtir d'une veste approuvée par les officiels, de jambières, d'un casque et de bottes recouvrant les chevilles.

La saison des compétitions dure environ 12 semaines, de janvier à mars. Avant chaque course, le bolide subit une inspection technique. La durée de vie de ce type de motoneige est de deux à trois ans. « Après, elles ne sont plus compétitives par rapport aux nouveaux modèles », déclare le coureur. Jean-François Pitre regarde sa montre et je comprends : je dois le laisser partir. On ne peut pas le garder assis trop longtemps... à moins que ce soit sur sa motoneige !



L'Aquilon est un journal de langue française couvrant l'actualité des Territoires du Nord-Ouest. Créé en

1986, le journal répondait à un besoin de la communauté franco-ténoise en matière d'information en français. Il était au départ un journal mensuel. En 1989, L'Aquilon commence à être publié à toutes les deux semaines puis, en 1993, il devient finalement un hebdomadaire.

Avant la division des Territoires et la création du Nunavut, le journal couvrait l'ensemble du Nord à l'exclusion du Yukon. Son territoire comprenait trois fuseaux horaires ! Les bureaux du journal sont situés à Yellowknife, la capitale. Étant donné les immenses distances, le journal a recours à des pigistes pour couvrir les régions éloignées.

Plusieurs des abonnés résident dans le sud du Canada et l'aquilon, qui signifie « un vent du Nord », est le nom tout désigné pour identifier le journal.

Pour nous joindre :

L'Aquilon
4920, 52^e Rue
Yellowknife (TN.-O.) X1A 2N9
Tél. : (867) 873-6603
Télé. : (867) 873-2158
Courriel : aquilon@internorth.com

De Whitehorse à Lancieux

Le poète Robert Service a été le chantre du Klondike. Or, ce poète a vécu à Lancieux, en France, de 1946 jusqu'à sa mort en 1958. Il n'en fallait pas plus pour que des francophones du Yukon imaginent un projet qui permettra de célébrer la francophonie yukonnaise... et internationale!

CÉCILE GIRARD

WHITEHORSE - Près d'une quarantaine de personnes participeront au projet *Aux sources de la francophonie*, qui vise à célébrer la francophonie yukonnaise et internationale. Ils verront Paris et Poitiers et danseront peut-être à Saint-Malo beau port de mer... Ils visiteront certainement Lancieux, où le chantre du Klondike, le poète Robert Service, est mort.

Un enseignant de Whitehorse, Yann Herry, est le grand rêveur qui a conçu ce projet. « J'ai toujours fait des projets permettant aux jeunes de découvrir l'histoire du Yukon, explique-t-il. J'ai aussi amené des jeunes de l'école française en France en 1998 et ce fut un voyage extraordinaire. Pour marquer le début du millénaire, j'avais envie de quelque chose de plus grande envergure. »

Les aspects socio-culturels du projet et

le fait d'approprier l'histoire sur place sont les premiers avantages qui viennent à l'esprit. Mais il y a plus encore.

« Imaginez tous les contacts et le travail de promotion extraordinaire que nous pourrions faire. Les multiples facettes de notre projet engendreront des retombées médiatiques et financières pour Whitehorse et le Yukon. La compagnie yukonnaise Evasion Nordik qui vend des forfaits touristiques en français a, par ailleurs, manifesté son intérêt et fera partie de la délégation. Le consul honoraire de la France au Yukon, Éric Hougen, pense aussi se joindre à l'équipée », précise Yann Herry.

Le grand départ est prévu pour septembre 2000. Les participants se rendront en Bretagne où plusieurs familles canadiennes-françaises ont leurs origines. La délégation sera composée de 20 jeunes francophones venant principalement de l'école Émilie-Tremblay, ainsi que de représentants de

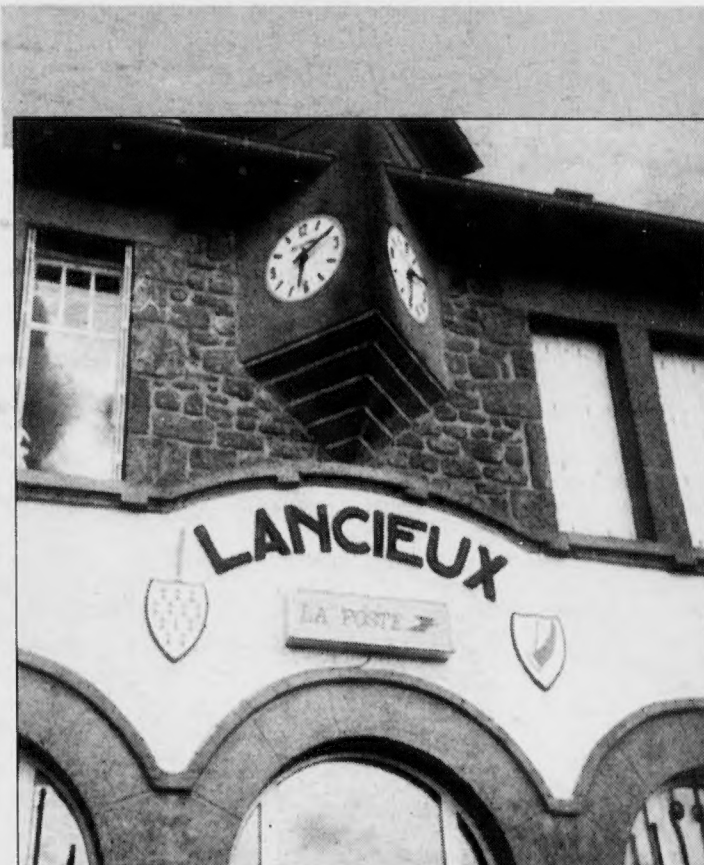
différents segments de la société franco-yukonnaise : femmes, aînés, gens d'affaires, parents, venant de tout le territoire et pas seulement de la capitale. *L'Aurore boréale*, le journal de la communauté francophone, s'est engagée à consacrer à l'événement la couverture médiatique qu'il mérite.

On attend aussi une délégation française et québécoise pour les deux dernières semaines de mai, un jumelage avec la ville de Lancieux faisant partie du projet. Ces gens participeront à une grande première : la Semaine de la jeunesse francophone au Yukon. De nombreuses manifestations sportives et culturelles seront donc au programme pendant leur séjour.

La levée de fonds qui rend le projet possible est le fruit d'un effort communautaire remarquable. La Commission scolaire francophone et l'école Émilie-Tremblay ont été parmi les premiers partenaires à se rallier à l'aventure. Même si cela signifiait pour l'école un engagement exigeant : « Ce projet éducatif et culturel est endossé par les parents de notre école, explique la directrice, Hélène Saint-Onge. Une vingtaine de nos élèves participeront. Nous mettons tous la main à la pâte pour les cueillettes de fonds. »

Le gouvernement du Yukon sera l'un des partenaires financiers. « On a aussi frappé à d'autres portes : celles du ministère du Patrimoine canadien et du Secrétariat d'état à la francophonie; on attend donc des confirmations de financement sous peu », explique le coordonnateur du projet, François Louvier.

« Il faut que nous puissions démontrer à nos jeunes francophones que tout est possible si les objectifs fixés s'allient à ceux d'un Canada fier de son histoire et de ses réalisations, affirme Yann Herry. L'isolement géographique de notre communauté et les coûts supplémentaires qui en découlent doivent être surmontés afin de permettre à tous de participer à cette découverte. Ceci s'inscrit dans la tradition canadienne d'offrir à chacun sa chance. »



La ville de Lancieux, en France.



Un groupe d'élèves de l'école Émilie-Tremblay devant la cabane de Robert Service à Dawson.

L'Aurore boréale

L'Aurore boréale a été fondée en 1983. Le journal était alors le bulletin des membres de l'Association franco-yukonnaise. Depuis, son mandat a

évolué. S'il appartient toujours à l'Association et si ses lignes éditoriales lui sont données par un comité indépendant de bénévoles, il se veut aussi le journal de l'ensemble des francophones. Seul journal francophone au Yukon, il a un mandat territorial et sa mission est de refléter fidèlement la francophonie. Instrument de communication, outil de développement autant économique que social, le journal se veut une tribune où les échanges et le partage de l'information font avancer la cause francophone au Yukon.

Publiée à tous les deux vendredis, L'Aurore boréale est distribuée par la poste et est disponible en kiosque ainsi que dans les bibliothèques de toutes les agglomérations. Son équipe compte deux employées à temps complet, la directrice Cécile Girard et son adjointe Marie-Hélène Comeau, ainsi qu'une équipe de bénévoles d'une douzaine de personnes (correction, révision, comité du journal, etc.).

Pour nous joindre :

L'Aurore boréale
302, rue Strickland,
Whitehorse (Yukon) Y1A 2K1
Adresse postale :
C. P5205,
Whitehorse (Yukon) Y1A 4Z1
Tél. : (867) 667-2931
Télec. (867) 668-3511
Courriel : auroreb@yknnet.yk.ca



Fondation Donatien Frémont

Depuis 20 ans, la Fondation Donatien-Frémont octroie des bourses à des étudiants qui se dirigent vers une carrière en communication.

INFORME-TOI AUPRÈS
DU JOURNAL DE TA RÉGION.

APE

PIERRE PAUL LASSONDE

PRÉSIDENT DU CONSEIL

INDUSTRIES LASSONDE INC.

CLIENT DE LA BDC DEPUIS 1962



Pour ceux qui ne font pas les choses comme les autres

Comment faire pour que votre jus de fruit sorte de l'ordinaire? Pour les Industries Lassonde, il suffit de défier la tradition en offrant aux consommateurs des saveurs inédites et des emballages novateurs. Et de financer le tout avec un prêt à terme sur mesure de la Banque de développement du Canada.

Vous cherchez à développer votre entreprise? Voyez la banque qui offre du financement non conventionnel, du capital de risque et des conseils en gestion. Composez le 1888 INFO-BDC ou visitez notre site Web à l'adresse: www.bdc.ca

Banque de développement du Canada
EXCLUSIVEMENT AU SERVICE DES PME



IL Y A DE L'EXPANSION DANS L'AIR

Nouveaux vols, nouvelles destinations.
Embarquement imminent.

DÉPART / CANADA	
ARRIVÉE / MONDE ENTIER	
CANADA	10 NOUVELLES LIGNES, DONT TORONTO-VICTORIA, MONTRÉAL-ST. JOHN'S (T.-N.), MONTRÉAL-EDMONTON, HALIFAX-VANCOUVER, OTTAWA-WINDSOR, HALIFAX-QUÉBEC • PLUS DE VOLS SUR DE NOMBREUSES LIGNES ACTUELLES • PLUS DE VOLS SANS ESCALE • HORAIRES PLUS PRATIQUES
ÉTATS-UNIS	15 NOUVELLES LIGNES • PLUS DE 380 NOUVEAUX VOLS PAR SEMAINE • PLUS DE VOLS QUOTIDIENS SANS ESCALE • 54 VILLES AMÉRICAINES, DONT NEUF NOUVELLES: AUSTIN, TX; AKRON, OH; ALBANY, NY; DAYTON, OH; DETROIT, MI; GRAND RAPIDS, MI; LOUISVILLE, KY; ONTARIO, CA; SOUTH BEND, IN
ASIE-PACIFIQUE	NOUVEAU VOL POUR SYDNEY • PLUS DE VOLS POUR HONG KONG, SÉOUL, DONT UN NOUVEAU VOL QUOTIDIEN TORONTO-HONG KONG, ET LE SEUL VOL QUOTIDIEN SANS ESCALE TORONTO-TOKYO • VOLS QUOTIDIENS POUR SEPT DESTINATIONS DE L'ASIE: HONG KONG; TOKYO; OSAKA; NAGOYA; TAIPEI; BEIJING; SÉOUL
EUROPE - M.-O.	NOUVEAUX VOLS POUR MILAN, MUNICH • LE PLUS DE VOLS POUR LE ROYAUME-UNI, L'ALLEMAGNE (EN COLLABORATION AVEC LES MEMBRES DU RÉSEAU STAR ALLIANCE ^{MC} SAS ET LUFTHANSA) • LE PLUS DE VOLS DU CANADA POUR L'EUROPE ET LE MOYEN-ORIENT
AM. LAT.	VOLS QUOTIDIENS POUR SÃO PAULO, BUENOS AIRES ET MEXICO

- Dès le printemps, Air Canada, Canadien et leurs transporteurs affiliés vous offrent un réseau plus vaste.
- Grâce aux ententes d'exploitation sur les vols à code multiple, les voyageurs auront accès dans un avenir rapproché au réseau de chacun des transporteurs (sujet à l'approbation gouvernementale).
- Les voyageurs assidus peuvent accumuler sur les vols de ces transporteurs des milles Aéroplan^{MD} ou des points Canadien Plus^{MD} admissibles permettant d'accéder à un statut supérieur.
- Dès aujourd'hui, les clients admissibles d'Air Canada et de Canadien jouissent réciproquement de l'accès aux salons Feuille d'érable et aux salons Empress.
- Nous vous offrirons d'autres privilèges réciproques dans un avenir rapproché.
- Pour plus de renseignements, visitez nos sites Internet www.aircanada.ca ou www.cdnair.ca


CanadienSM

AIR CANADA 
airBC airNova airOntario